100e ANNÉE
VOL. 100

N° 5
817

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 3 février 1968

Quebec, Saturday, February 3, 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Abjos Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, Mark Edmund Gordon, 36, avenue Roxborough, Westmount, tous deux avocats, et Elayne P. Felix, secrétaire, fille majeure, 3575, rue University, app. 316, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Abjos Holdings Corp. », avec un capital total de $300,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 29,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5251-67

Arbo Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jacques Girard, 817, Wilder, Outremont, Robert Gagnon, 855, Toussaint-Bénard, Boucherville, tous deux comptables agréés, et Claude Desjardins, comptable, 460, Franklin, Laval, pour les objets suivants:

Letters Patent

Abjos Holdings Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough Avenue, Westmount, both advocates, and Elayne P. Felix, secretary, spinster of the full age of majority, 3575 University Street, Apt. 316, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Abjos Holdings Corp.", with a total capital stock of $300,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 29,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5251-67

Arbo Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Girard, 817 Wilder, Outremont, Robert Gagnon, 855 Toussaint-Bénard, Boucherville, both chartered accountants, and Claude Desjardins, accountant, 460 Franklin, Laval, for the following purposes:

Procéder à l'émondage des arbres, le déboisement, l'épandage et la dispersion d'herbicides, d'insecticides et autres produits chimiques, sous le nom de « Arbo Service Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 460, rue Franklin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5114-67

J. Archambault ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jacques Archambault, menuisier, Thérèse Baulne, ménagère, épouse dudit Jacques Archambault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de La Sarre, et Cyprien Laferrière, cultivateur, Evain, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. Archambault ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5121-67

Ascension Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Saul Handelman, avocat, 5332, Rosedale, Côte Saint-Luc, Doreen Bertin, 68, 19e Avenue, Lachine, et Anne Brown, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ascension Investment Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, carré Phillips, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5007-67

L'Association des Herboristes de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Hétu, 10, rue Féré, Saint-Eustache, Jean Blanchard, 5, boulevard Bélisle, tous deux notaires, et Georges Wurtele, avocat, 32, Blainville est, ces deux derniers de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes les manière les intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres, sous le nom de « L'Association des Herboristes de la province de Québec ».

To proceed to the trimming of trees, the clearing, the spreading of herbicides, of insecticides and other chemicals, under the name of "Arbo Service Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares with no nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 460 Franklin Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5114-67

J. Archambault ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Archambault, carpenter, Thérèse Baulne, housewife, wife of said Jacques Archambault, and duly authorized by him for the presents, both of La Sarre, and Cyprien Laferrière, farmer of Evain, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "J. Archambault ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5121-67

Ascension Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Handelman, advocate, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Doreen Bertin, 68, 19th Avenue, Lachine, and Anne Brown, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ascension Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5007-67

L'Association des Herboristes de la province de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michel Hétu, 10 Féré, Saint-Eustache, Jean Blanchard, 5 Bélisle Boulevard, both notaries, and Georges Wurtele, advocate, 32 Blainville East, the latter two of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des Herboristes de la province de Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4901-67

Auberge des Chutes Val-Jalbert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Léo-Paul Villeneuve, hôtelier, Marthe Courtois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo-Paul Villeneuve, tous deux de 816, rue St-Jean, et Raymond Roy, agent d'affaires, 1044, rue Pelletier, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Auberge des Chutes Val-Jalbert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5422-67

Aviation Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Valerie Jean Higgins, Mont Royal, Lise Quesnel, toutes deux secrétaires, et Donald James Johnston, avocat, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, louer, donner en location et disposer pour fins de louage des aéronefs de toutes sortes, de leurs pièces constituantes et de leurs outillage d'aviation aérienne, sous le nom de « Aviation Holdings Limited », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 5, place Ville Marie, suite 445, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5147-67

The Baby Bears Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Peter Charles Casey, 370, avenue Clarke, John Joseph O'Connor, 462, avenue Lansdowne, et David Bearce Campbell, 6, place du Parc, tous trois avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire un commerce qui consiste à procurer des distractions au public et donner des instructions en matière de ski, sous le nom de « The Baby Bears Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4901-67

Auberge des Chutes Val-Jalbert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-Paul Villeneuve, innkeeper, Marthe Courtois, housewife, wife contractually separate as to property of said Léo-Paul Villeneuve, both of 816 St-Jean Street, and Raymond Roy, business agent, 1044 Pelletier Street, all three of Roberval, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants, camps and tourist homes and summer resorts, under the name of "Auberge des Chutes Val-Jalbert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5422-67

Aviation Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Valerie Jean Higgins, Mount Royal, Lise Quesnel, both secretaries, spinsters, and Donald James Johnston, advocate, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, rent, lease and let out for hire aircraft of all kinds and the component parts and equipment of aircraft, under the name of "Aviation Holdings Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5147-67

The Baby Bears Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Charles Casey, 370 Clarke Avenue, John Joseph O'Connor, 462 Lansdowne Avenue, and David Bearce Campbell, 6 Park Place, all three advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public and to give instructions in skiing, under the name of "The Baby Bears Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 5950, chemin Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5113-67

Banray Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Peter Charles Casey, 370, avenue Clarke, John Joseph O'Connor, 462, avenue Lansdowne, et David Bearce Campbell, 6, place du Parc, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Banray Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, St-Jean, Notre-Dame-des-Prairies, district judciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5143-67

Bel-Air Plumbing and Heating Inc.
Bel-Air plomberie et chauffage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Harry A. Melnik, 4952, Mackenzie, Eric Bresler, 3851, Mackenzie, tous deux plombiers, et Monroe A. Charlap, avocat, 2990, Soissons, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération, sous le nom de « Bel-Air Plumbing and Heating Inc.— Bel-Air plomberie et chauffage inc. », avec un capital actions de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1022, ouest, avenue Fairmount, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5117-67

Benoit & Bertrand Fortin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Benoit Fortin, commerçant, 213, rue St-André, Saint-Jérôme, comté de Lac-St-Jean-Est, Bertrand Fortin, commerçant, et Colette Jauvin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bertrand Fortin, ces deux derniers de 1015, rue Hébert, Desbiens, pour les objets suivants:

Faire le commerce de légumes, grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Benoit & Bertrand Fortin ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 5950 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5113-67

Banray Incorporated

Notice is given tht under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Charles Casey, 370 Clarke Avenue, John Joseph O'Connor, 462 Lansdowne Avenue, and David Bearce Campbell, 6 Park Place, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Banray Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2 St. Jean, Notre-Dame-des-Prairies, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5143-67

Bel-Air Plumbing and Heating Inc.
Bel-Air plomberie et chauffage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry A. Melnik, 4952 Mackenzie, Eric Bresler, 3851 Mackenzie, both plumbers, and Monroe A. Charlap, advocate, 2990 Soissons, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Bel-Air Plumbing and Heating Inc.— Bel-Air plomberie et chauffage inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1022 Fairmount Avenue West, Outremont, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5117-67

Benoit & Bertrand Fortin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Fortin, trader, 213 St-André Street, Saint-Jérôme, county of Lake St. John East, Bertrand Fortin, trader, and Colette Jauvin, housewife, wife contractually separate as to property of said Bertrand Fortin, the latter two of 1015 Hébert Street, Desbiens, for the following purposes:

To deal in vegetables, grain, cereals and agricultural products of all kinds, under the name of "Benoit & Bertrand Fortin ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, comté de Lac-St-Jean-Est, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4875-67

Besmargian Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Joseph Besmargian, industriel, Claude Besmargian, commis de bureau, tous deux de Warwick, et Gaston Tardif, comptable, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Besmargian Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4895-67

Bijouterie Régal ltée
Régal Jewellery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean Tremblay, bijoutier, Pierrette Proulx, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5415, Renty, Saint-Léonard, et Claire Beaulne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Tremblay, 8325, Boyce, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, sous le nom de « Bijouterie Régal ltée — Régal Jewellery Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4637-67

Bordeaux électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jacques Gagné, maître électricien, Angelina Tozzi, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Gagné, tous deux de 12231, Bois de Boulogne, et Jacques Tozzi, courtier d'assurance, 10510, d'Auteuil, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Bordeaux électrique inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 354, rue Henri-Bourassa ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4188-67

The head office of the company is at Saint-Jérôme, county of Lake St. John East, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4875-67

Besmargian Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Besmargian, manufacturers, Claude Besmargian, office clerk, both of Warwick, and Gaston Tardif, accountant, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as tailors and deal in clothing of all kinds, under the name of "Besmargian Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Warwick, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4895-67

Bijouterie Régal ltée
Régal Jewellery Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Tremblay, jeweller, Pierrette Proulx, housewife, wife common as to property of said Jean Tremblay, and duly authorized by him for the presents, both of 5415 Renty, Saint-Léonard, and Claire Beaulne, housewife, wife contractually separate as to property of Jean-Paul Tremblay, 8325 Boyce, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Bijouterie Régal ltée — Régal Jewellery Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4637-67

Bordeaux électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Gagné, master electrician, Angelina Tozzi, housewife, wife separate as to property of said Jacques Gagné, both of 12231 Bois de Boulogne, and Jacques Tozzi, insurance broker, 10510 d'Auteuil, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and maintain all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Bordeaux électrique inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 354 Henri-Bourassa Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4188-67

Arthur Bordeleau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Alice Mercure, commerçante, veuve d'Arthur Bordeleau, Lucien Bordeleau, commerçant, et Jean-Claude Bordeleau, commerçant, tous trois de Saint-Tite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Arthur Bordeleau inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Tite, comté de Laviolette, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4867-67

Arthur Bordeleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alice Mercure, trader, widow of Arthur Bordeleau, Lucien Bordeleau, trader, and Jean-Claude Bordeleau, trader, all three of Saint-Tite, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Arthur Bordeleau inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Tite, county of Laviolette, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4867-67

C. M. R. Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles, effets et nouveautés, sous le nom de « C. M. R. Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5033, avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5089-67

C. M. R. Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares, merchandise and novelties, under the name of "C. M. R. Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5033 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5089-67

Germain Carbonneau et fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Germain Carbonneau, entrepreneur funéraire, Georgette Drolet, secrétaire, épouse dudit Germain Carbonneau, tous deux de 624, 5e avenue, et Jean-Paul Beaumier, gérant-adjoint, 575, 5e avenue, tous trois de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Germain Carbonneau et fils inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5035-67

Germain Carbonneau et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Carbonneau, funeral undertaker, Georgette Drolet, secretary, wife of the said Germain Carbonneau, both of 624, 5th Avenue, and Jean-Paul Beaumier, associate manager, 575, 5th Avenue, all three of Shawinigan-Sud, for the following purposes:

To carry on, with all its specialties, the business of funeral undertaker, under the name of "Germain Carbonneau et fils inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Shawinigan-Sud, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5035-67

Chaldo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Chaldo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued

patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporaion: Asher Kahn, avocat, 489, Dufferin, Julius Briskin, avocat en conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, tous deux de Hampstead, et Terry Schwartz, secrétaire, fille majeure, 4670, Linton, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un hôtel, taverne, auberge, restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Chaldo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions catégorie « A » de $10 chacune et 300 actions catégorie « B » de $10 chacune et 280 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5186-67

Chez Violette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Haim Alon, marchand, Drora Alon, marchante publique, épouse séparée de biens dudit Haim Alon, tous deux de 4635, rue Vézina, et Derrice Leacock, secrétaire, célibataire, fille majeure, 4455, avenue Coolbrook, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Chez Violette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4635, rue Vézina, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5191-67

Club Optimiste de St-Bruno

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Paquette, avocat, 1320, Chanteclerc, Gilles Loslier, 2029, Bedford, Gérald Dubois, 2105, Bellevue, Gilles Morin, 2103, Bedford, tous trois publicistes, Serge Pratte, gérant de banque, 2020, de la Régence, Claude Quesnel, administrateur, 115, Seigneurial, et Jean Leclerc, représentant, 206, Rabastalière, tous sept de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme pour en faire une philosophie de la vie, sous le nom de « Club Optimiste de St-Bruno ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5323-67

Club social La Coulée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Asher Kahn, advocate, 489 Dufferin, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, both of Hampstead, and Terry Schwartz, secretary, fille majeure, 4670 Linton, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To operate hotel, tavern, public house, restaurant or any combination thereof, under the name of "Chaldo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 class "A" shares of $10 each, 300 class "B" shares of $10 each and 280 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Sauveur, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5186-67

Chez Violette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Haim Alon, merchant, Drora Alon, public merchant, wife separate as to property of the said Haim Alon, both of 4635 Vézina Street, and Derrice Leacock, secretary, spinster of the full age of majority, 4455 Coolbrook Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Chez Violette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 4635 Vézina Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5191-67

Club Optimiste de St-Bruno

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Paquette, advocate, 1320 Chanteclerc, Gilles Loslier, 2029, Bedford, Gérald Dubois, 2105, Bellevue, Gilles Morin, 2103, Bedford, all three publicists, Serge Pratte, bank manager, 2020, de la Régence, Claude Quesnel, administrator, 115, Seigneurial, and Jean Leclerc, representative, 206 Rabastalière, all seven of St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

Promote optimism as a philosophy and way of life, under the name "Club Optimiste de St-Bruno".

The amount to which is limited annual revenues of the immovables that the corporation may acquire and possess is $25,000.

The head office of the company is at St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5323-67

Club social La Coulée inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued

patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Léonard Tessier, 1629, St-François, Marcel Bergeron, 2002, Notre-Dame, tous deux voyageurs, Rosaire Allard, commis, 1354, des Pins, Raoul-E. Fortin, industriel, 1515, rue de l'Aéroport, et Donald Brisson, agent d'assurances, 1316, Parc Belocil, tous cinq de Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club social La Coulée inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est rue St-Alphonse, Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5312-67

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Tessier, 1629 Saint-François, Marcel Bergeron, 2002 Notre-Dame, both travelers, Rosaire Allard, clerk, 1354 des Pins, Raoul-E. Fortin, industrialist, 1515 de l'Aéroport street, and Donald Brisson, insurance agent, 1316 Parc Belocil, all five of Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To set up and manage a social club, under the name of "Club social La Coulée inc.".

The amount to which the value of the annual revenue on the immovable property which may be owned and held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the company is at Saint-Alphonse street, Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5312-67

La Corporation du Centre d'Accueil de La Tuque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: David Beaulieu, médecin, 40, Montcalm, Jacques Pichette, ingénieur, 559, St-Maurice, et Léo Lebel, opérateur, 379, Brown, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « La Corporation du Centre d'Accueil de La Tuque inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4243-67

La Corporation du Centre d'Accueil de La Tuque inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: David Beaulieu, physician, 40 Montcalm, Jacques Pichette, engineer, 559 Saint-Maurice, and Léo Lebel, operator, 379 Brown, all three of La Tuque, for the following purposes:

To give old couples and old people of both sexes, a home to enable them to live in complete security and with a real family spirit atmosphere, under the name of "La Corporation du Centre d'Accueil de La Tuque inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned and held by the corporation is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4243-67

D. A. L. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-ouest, Lawrence L. Fligel, 5711, Edgemore, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, Anne Brown, secrétaire, épouse divorcée de Richard Brown, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, et Daphne Saunderson, secrétaire, fille majeure, 322, Elm, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme une compagnie de placements, sous le nom de « D. A. L. Investments Ltd. », avec un capital total de $1,500,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune 39,900 actions privilégiées de $10 chacune et 11,000 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8515, place Devonshire Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5184-67

D. A. L. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, Lawrence L. Fligel, 5711 Edgemore, Côte Saint-Luc, all three advocates, Anne Brown, secretary, wife divorced of Richard Brown, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, and Daphne Saunderson, secretary, fille majeure, 322 Elm, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "D. A. L. Investments Ltd.", with a total capital stock of $1,500,000, divided into 100 common shares of $10 each, 39,900 class "A" preferred shares of $10 each and 11,000 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8515 Devonshire Place, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5184-67

Darnell Stamp and Coin Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marc Rousseau, homme d'affaires, 3445, Côte des Neiges, Claudette Hébert, secrétaire, célibataire, 2650, Nicolet, et Robert Schwartz, publicitaire, 4756 Maplewood, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Darnell Stamp and Coin Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 965, chemin Lucerne, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 4906-67

Darnell Stamp and Coin Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Rousseau, businessman, 3445 Côte des Neiges, Claudette Hébert, secretary, spinster, 2650 Nicolet, and Robert Schwartz, advertiser, 4756 Maplewood, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Darnell Stamp and Coin Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 965 Lucerne Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 4906-67

Jacques Desjardins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Louis-Marie Bertrand, 611, 19e Avenue nord, Saint-Antoine-des-Laurentides, Paul Brosseau, 445, rue Madeleine, tous deux comptables, et Claudette Gouin, secrétaire, fille majeure, 207, rue Giguère, ces deux derniers de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Jacques Desjardins inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 709, 14e Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5021-67

Jacques Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Marie Bertrand, 611, 19th North Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, Paul Brosseau, 445 Madeleine Street, both accountants, and Claudette Gouin, secretary, spinster of the full age of majority, 207 Giguère Street, the latter two of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to trade and maintain all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Jacques Desjardins inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 709, 14th Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5021-67

Dextraze gaz propane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Germain Dextraze, marchand, 100, St-Pierre, Jean-Guy Dextraze, technicien, et Aimé Dextraze, journalier, ces deux derniers de 102, St-Pierre, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage et exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « Dextraze gaz propane inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, rue St-Pierre, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4272-67

Dextraze gaz propane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Dextraze, merchant, 100 Saint-Pierre, Jean-Guy Dextraze, technician, and Aimé Dextraze, labourer, the latter two of 102 Saint-Pierre, all three of St. John's, for the following purposes:

To carry on business in all kinds of apparatus or heating systems and operate gas and oil stations, under the name of "Dextraze gaz propane inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 100 Saint-Pierre Street, St. John's, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4272-67

J. R. Dionne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Roch Dionne, entrepreneur, Fernande Proulx, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Roch Dionne, tous deux de 53, Rouville, et Mercier Belzile, administrateur agréé, 76, Louis-Philippe Gagné, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise générale de transport, sous le nom de « J. R. Dionne inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4978-67

J. R. Dionne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Roch Dionne, contractor, Fernande Proulx, housewife, wife contractually separated as to property of the said Jean-Roch Dionne, both of 53 Rouville, and Mercier Belzile, chartered director, 76 Louis-Philippe Gagné, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To operate a general transport enterprise, under the name of "J. R. Dionne inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4978-67

Domaine des Acadiens, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Raymond Denoncourt, industriel, Géraldine Noreau, secrétaire, épouse dudit Jean-Raymond Denoncourt, et Jean-Marc Denoncourt, courtier d'assurance agréé, tous trois de Nilolet, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, maisons de tourisme et stations estivales, sous le nom de « Domaine des Acadiens, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 398 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5275-67

Domaine des Acadiens, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province incorporating: Jean-Raymond Denoncourt, industrialist, Géraldine Noreau, secretary, wife of said Jean-Raymond Denoncourt, and Jean-Marc Denoncourt, chartered insurance broker, all three of Nicolet, for the following purposes:

Operate motels, hotels, tourist homes and summer resorts, under the name of "Domaine des Acadiens, ltée", with total capital of $40,000, divided into 10 common shares of $10 value each, 398 preferred shares class "A" of $100 each and 100 preferred shares class "B" of $1 each.

The head office of the company is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5275-67

Les Entreprises Solveig inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean Malo, 5325, des Sapins, Pierre Larue, 5561, Radisson, tous deux de Montréal, et J.-Jacques Crôteau, 8281, du Mail, Anjou, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les Entreprises Solveig inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5168-67

Les Entreprises Solveig inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Malo, 5325 des Sapins, Pierre Larue, 5561 Radisson, both of Montreal, and J.-Jacques Crôteau, 8281 du Mail, Anjou, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Entreprises Solveig inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of $1 each and 25,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5168-67

Execaid Consultants Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967,

Execaid Consultants Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Isidore Morgulis, comptable public, 4311, Old Orchard, #1702, Ethel Dubrosky, teneuse de livres, épouse de Harry Dubrofsky, 6687, Trans Island, tous deux de Montréal, et Sydney Levitsky, comptable agréé, 7481, chemin Spring, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Execaid Consultants Limited », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5165 ouest, rue Sherbrooke, suite 317, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 4855-67

Fonderie Dufresne inc.
Dufresne Foundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marcel Dufresne, industriel, Norbert Dufresne, surveillant, tous deux de 56, rue Grenon, Laval, et Amable Cloutier, comptable agréé, 958, Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de maître de forge, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « Fonderie Dufresne inc.— Dufresne Foundry Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions classe « A » de $10 chacune et en 5,000 actions classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 56, rue Grenon, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4945-67

V. P. Della Foresta inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Pasquale Della Foresta, commerçant, Giuseppina Mula, ménagère, épouse commune en biens dudit Pasquale Della Foresta, tous deux de 6571, Bordeaux, Montréal, et Vincenzo Della Foresta, commerçant, 8743, 10e Avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « V. P. Della Foresta inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10621, Lamoureux, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5118-67

Foyer Lac Etchemin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Laflamme, directeur de funérailles, Adrien Turcotte, vendeur, Gérard Larochelle, principal d'école, James Dufour, notaire, Marius Laflamme, visiteur social, tous cinq de Lac

incorporating: Isidore Morgulis, public accountant, 4311 Old Orchard, #1702, Ethel Debrofsky, bookkeeper, wife of Harry Debrofsky, 6687 Trans Island, both of Montreal, and Sydney Levitsky, chartered accountant, 7481 Spring Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Execaid Consultants Limited", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke Street West, Room 317, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 4855-67

Fonderie Dufresne inc.
Dufresne Foundry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Dufresne, industrialist, Norbert Dufresne, supervisor, both of 56 Grenon St., Laval, and Amable Cloutier, chartered accountant, 958, Oxford, Montreal, for the following purposes:

Carry on business as blacksmiths, casters and metal workers, under the name of "Fonderie Dufresne inc.— Dufresne Foundry inc.", with a total capital of $100,000, divided into 5,000 class "A" shares of $10 each and 5,000 class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at 56 Grenon St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4945-67

V. P. Della Foresta inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pasquale Della Foresta, trader, Giuseppina Mula, housewife, wife common as to property of the said Pasquale Della Foresta, both of 6571 Bordeaux, Montreal, and Vincenzo Della Foresta, trader, 8743, 10th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "V. P. Della Foresta inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 10621 Lamoureux, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

23032 5118-67

Foyer Lac Etchemin

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Benoît Laflamme, funeral director, Adrien Turcotte, salesman, Gérard Larochelle, school principal, James Dufour, notary, Marius Laflamme, social visitor, all five of Lac Etchemin.

Etchemin, Marc Fortin, commis, et Émile Poulin, courrier, ces deux derniers de Sainte-Germaine Station, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer Lac Etchemin ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $700,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4414-67

Marc Fortin, clerk, and Émile Poulin, public carrier, the latter two of Sainte-Germaine Station, for the following purposes:

To give old couples and old people of both sexes, a home to enable them to live in complete security and with a real family spirit atmosphere, under the name of "Foyer Lac Etchemin".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $700,000.

The head office of the corporation si at Lac Etchemin, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4414-67

La Fraternité Canadienne de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Angela McMahon, ménagère, épouse de John Stubbs, 271, Belleterre, Sainte-Foy, Camille Bolduc, employée à Radio-Canada, fille majeure, 1180, Brown, Simone Pidoux, ménagère, épouse de Rinaldo Somenzi, 935, Bégin, Romualda Fialkowska, ménagère, épouse de Georges Sobolenski, 3034, d'Entremont, Marie Légaré, ménagère, épouse de Jean-Marie Légaré, 869, Pierre-Maufay, toutes quatre de Québec, Madeleine Trottier, ménagère, épouse de Pierre Bouchereau, 825, Duchesneau, Sainte-Foy, et Louise Drouin, employée du Gouvernement Fédéral, épouse de Jules Savard, 1234, Williams, Sillery, pour les objets suivants:

L'intérêt des canadiens et citoyens en général à fraterniser avec les néo-canadiens, sous le nom de « La Fraternité Canadienne de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4597-67

La Fraternité Canadienne de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Angela McMahon, housewife, wife of John Stubbs, 271 Belleterre, Sainte-Foy, Camille Bolduc, in Radio-Canada's employ, spinster of the full age of majority, 1180 Brown, Simone Pidoux, housewife, wife of Rinaldo Somenzi, 935 Bégin, Romualda Fialkowska, housewife, wife of Georges Sobolenski, 3034 d'Entremont, Marie Légaré, housewife, wife of Jean-Marie Légaré, 869 Pierre-Maufay, all four of Quebec, Madeleine Trottier, housewife, wife of Pierre Bouchereau, 825 Duchesneau, Sainte-Foy, and Louise Drouin, in the federal government's employ, wife of Jules Savard, 1234 Williams, Sillery, for the following purposes:

To promote the interest of Canadians and citizens generally in fraternizing with new Canadians, under the name of "La Fraternité Canadienne de Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4597-67

Garage Auto-net (Rimouski) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: André-P. Casgrain, rue de la Sapinière, Marcel Crevier, 211, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 26-A, St-Laurent, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages, magasins, entrepôts et autres lieux pour faire le lavage, la réparation, le service et la garde des automobiles et véhicules de toutes sortes, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Garage Auto-net (Rimouski) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4427-67

Garage Auto-net (Rimouski) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-P. Casgrain, de la Sapinière Street, Marcel Crevier, 211 Saint-Jean-Baptiste, both advocates, and Annette Blais, secretary, spinster of the full age of majority, 26-A Saint-Laurent, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate and manage garages, stores, warehouses and other places to service, to wash, repair and store automobiles and all kinds of vehicles, as well as parts and accessories, under the name of "Garage Auto-net (Rimouski) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4427-67

Garage L & M Auto Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Lise Beaudoin, fonctionnaire, épouse séparée de biens de Gilles Harris, 10597, rue Olympia, app. 504, Jean-Denis Delisle, 6286, rue Dumas, tous deux de Montréal, and Laurier Poirier, 2 des Iroquois, Talon, comté de Saint-Jean, ces deux derniers carrossiers, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage L & M Auto Repair Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4768-67

Garage L & M Auto Repair Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Beaudoin, civil servant, wife separate as to property of Gilles Harris, 10597 Olympia Street, apt. 504, Jean-Denis Delisle, 6286 Dumas Street, both of Montreal, and Laurier Poirier, 2 des Iroquois, Talon, county of St. John's, the latter two body-builders, for the following purposes:

To deal in and repair automobiles, motors, machinery and parts and accessories, under the name of "Garage L & M Auto Repair Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4768-67

J. Gardner Industries Ltd.
Les Industries J. Gardner ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: John Gardner, industriel, Béatrice Gardner, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit John Gardner, tous deux de 840, 2e Avenue, et Hormisdas Poulin, comptable, 460, 15e Avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. Gardner Industries Ltd.— Les Industries J. Gardner ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5085-67

J. Gardner Industries Ltd.
Les Industries J. Gardner ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Gardner, industrialist, Béatrice Gardner, housewife, wife contractually separate as to property of said John Gardner, both of 840, 2nd Avenue, and Hormisdas Poulin, accountant, 460, 15th Avenue, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "J. Gardner Industries Ltd.— Les Industries J. Gardner ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of Saint Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5085-67

Clovis Gauthier & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Clovis Gauthier, Jean-Marc Gauthier, François Gauthier et Bruno Gauthier, tous quatre agriculteurs et aviculteurs, de Saint-Théodore-d'Acton, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meuniers, d'aviculteurs, d'agriculteurs et d'éleveurs d'animaux dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Clovis Gauthier & fils inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 19,600 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Théodore-d'Acton, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5146-67

Clovis Gauthier & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clovis Gauthier, Jean-Marc Gauthier, François Gauthier and Bruno Gauthier, all four farmers and poultry-farmers, of Saint-Théodore-d'Acton, for the following purposes:

To carry on business as millers, poultry-farmers, farmers and animal breeders in all its specialties, under the name of "Clovis Gauthier & fils inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 200 common shares of $10 each, 2,000 preferred class "A" shares of $1 each and 19,600 class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Théodore-d'Acton, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5146-67

Léonard Gélinas ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Edmond Caron, comptable agréé, 2000, boulevard Graham, Mont-Royal, Suzanne Roy, secrétaire, fille majeure, 3302, avenue Verdun, Verdun, et Antoine H. Sidhom, stagiaire en comptabilité, 6695, Hudson Road, app. 7, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins à rayons, sous le nom de « Léonard Gélinas ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4769-67

Léonard Gélinas ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edmond Caron, chartered accountant, 2000 Graham Boulevard, Mont-Royal, Suzanne Roy, secretary, spinster of the full age of majority, 3302 Verdun Avenue, Verdun, and Antoine H. Sidhom, accounting probationer, 6695 Hudson Road, apt. 7, Montreal, for the following purposes:

To operate department stores, under the name of "Léonard Gélinas ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Shawinigan-Sud, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4769-67

Gestion Laval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Paul Tanguay, vendeur, 485, Jeanne LeBer, Bernard Jasmin, 2, Croissant de Venise, Julius Sigouin, 367, chemin de la Lorraine, Michel Lefebvre, 22, Corbeil, tous trois administrateurs, tous quatre de Laval, Maurice Bergeron, administrateur, 8280, Drolet, Gilles Lefebvre, vendeur, 65, Shamrock, app. 16, Ginette Lefebvre, ménagère, épouse de François Laplante, 5622, Hutchison, tous trois de Montréal, et Suzanne Lefebvre, ménagère, épouse de Pierre Blache, 1285, Malouin, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Gestion Laval ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 19,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14, rue Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5107-67

Gestion Laval ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Tanguay, salesman, 485 Jeanne LeBer, Bernard Jasmin, 2 Croissant de Venise, Julius Sigouin, 367 de la Lorraine Road, Michel Lefebvre, 22 Corbeil, all three administrators, all four of Laval, Maurice Bergeron, administrator, 8280 Drolet, Gilles Lefebvre, salesman, 65 Shamrock, Apt. 16, Ginette Lefebvre, housewife, wife of François Laplante, 5622 Hutchison, all three of Montreal, and Suzanne Lefebvre, housewife, wife of Pierre Blache, 1285 Malouin, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Gestion Laval ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 19,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 14 Labelle Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5107-67

Gorgendière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Louis Rémillard, avocat, 1169, Brown, Micheline Caron, secrétaire, fille majeure, 65, rue Aberdeen, tous deux de Québec, et Louis Vézina, avocat, 1231, Charles-Huot, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Gorgendière inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 299 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Royale, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5087-67

Gorgendière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Rémillard, advocate, 1169 Brown, Micheline Caron, secretary, spinster of the full age of majority, 65 Aberdeen Street, both of Quebec, and Louis Vézina, advocate, 1231 Charles-Huot, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Gorgendière inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 299 preferred class "A" shares of $100 each and into 100 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 1 Place Royale, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5087-67

Habitats Économiques ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Roger Bertrand, entrepreneur, Claire Bertrand, ménagère, veuve non remariée de Louis Ragault, tous deux de 362, Gauthier, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, et Louis McLaughlin, commis, 323, 15e avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, pour les objets

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Habitats Économiques ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 362, rue Gauthier, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4719-67

Habitats Économiques ltée

Notice is given taht under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Bertrand, contractor, Claire Bertrand, housewife, widow not remarried of Louis Ragault, both of 362 Gauthier, Saint-Jérôme, county of Terrebonne, and Louis McLaughlin, clerk, 323, 15th Avenue, Saint-Antoine-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « Habitats Économiques ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $50 each and 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at 362 Gauthier Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4719-67

Highmont Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Harvey Frumkin, 5501, Adalbert, Allen Feldman, 6300, Lennox, et Avrum Rubinger, 4530, chemin Côte des Neiges, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des centres de ski, lieux de récréation, ski ou magasinage, sous le nom de « Highmont Corporation Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 4903-67

Highmont Corporation Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Frumkin, 5501 Adalbert, Allen Feldman, 6300 Lennox, and Avrum Rubinger, 4530 Côte des Neiges Road, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate ski centres, recreational areas, ski or pro-shops, under the name of "Highmont Corporation Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 4903-67

Immeubles Le Platon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Hélène Baribeau, 110, Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, Mireille Hammond, 2345, 8e avenue, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Marcel J.-G. Beaumier, avocat, 2965, boulevard St-Louis, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Immeubles Le Platon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5287-67

Immeubles Le Platon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hélène Baribeau, 110 Beauchemin, Cap-de-la-Madeleine, Mireille Hammond, 2345, 8th Avenue, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Marcel J.-G. Beaumier, advocate, 2965 St-Louis Boulevard, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Immeubles Le Platon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5287-67

Les Immeubles Shawinigan Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967,

Les Immeubles Shawinigan Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: André Lambert, commerçant, Liliane Tremblay, ménagère, épouse dudit André Lambert, tous deux de 765, 112e rue, Shawinigan-Sud, et Rosaire Drolet, comptable, 666, 4e rue, Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Shawinigan Sud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2067, 5e avenue, Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4960-67

Immo-Guide inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous deux avocats, et Georges Colin, agent d'immeuble, 1160, rue Lucerne, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers ou agents de biens immobiliers, sous le nom de « Immo-Guide inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1160, rue Lucerne, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5300-67

Imprimerie Des Forges (1967) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 7424, 9e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, graveurs, relieurs, éditeurs et photographes, sous le nom de « Imprimerie Des Forges (1967) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 225, rue Roy est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5074-67

Interpel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: John Cerini, avocat et conseil en Loi de la reine, 4628, avenue Kensington, Montréal, Norman Souaid, avocat, 511,

incorporating: André Lambert, tradesman, Liliane Tremblay, housewife, wife of the said André Lambert, both of 765, 112th Street, Shawinigan-Sud, and Rosaire Drolet, accountant, 666, 4th Street, Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as real estate and building company, under the name of "Les Immeubles Shawinigan Sud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2067, 5th Avenue, Shawinigan-Sud, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4960-67

Immo-Guide inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montreal, both advocates and Georges Colin, real estate agent, 1160, Lucerne Street, Mont-Royal, for the following purposes:

Carry on business as brokers or real estate agents, under the name of "Immo-Guide inc.", with total capital of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1160 Lucerne Street, Mount-Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5300-67

Imprimerie Des Forges (1967) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, Lucille Roy, secretary, wife separate as to property of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse West, and Fernande Perreault, secretary, wife of Paul Paquin, 7424, 9th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as printers, engravers, bookbinders, editors and photographers, under the name of "Imprimerie Des Forges (1967) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 39,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 225 Roy Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5074-67

Interpel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Cerini, advocate and Queen's Counsel, 4628 Kensington Avenue, Montreal, Norman Souaid, advocate, 511 Le Royer, Saint-

Le Royer, Saint-Lambert, et Sandra Rice, secrétaire, célibataire, 155, avenue Brittany, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire des affaires comme fourreurs et teinturiers, sous le nom de « Interpel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, rue St-Alexandre, suite 1120, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5151-67

Jobin-GMC-inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Roger Létourneau, 1213, Delaune, Jacques Delisle, 1240, de Samos, tous deux de Sillery, et Jean Marier, 3045, La Forest, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Administrer et exploiter des garages, magasins, entrepôts et faire le commerce et la location de tous genres de camions et autres véhicules destinés au transport routier, machineries, instruments, outils, appareils, produits et articles reliés à l'industrie du camionnage, sous le nom de « Jobin-GMC-inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1240, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5152-67

Labrador équipement ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Place Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, autobus, remorques et autres genres de véhicules, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Labrador équipement ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5326-67

Laval Tenants Association Inc.
Association des Locataires de Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Marvin Stubina, souscripteur à forfait, 916, Chatelaine, Stanley Stubina, agent, 1016, Elizabeth, et Claude Delisle, courtier, 991, Auclair, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Lambert, and Sandra Rice, secretary, spinster, 155 Brittany Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of furdressers and dyers, under the name of "Interpel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1435 St. Alexander Street, Suite 1120, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-e 5151-67

Jobin-GMC-inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Létourneau, 1213 Delaune, Jacques Delisle, 1240 de Samos, both of Sillery, and Jean Marier, 3045 La Forest, Sainte-Foy, all three advocates, for the following purposes:

Manage and operate garages, stores, warehouses, sell and rent trucks and other vehicles used in road transportation; machinery, appliances, products and articles related to the trucking trade, under the name of "Jobin-GMC-inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of nominal value of $1 each and 9,000 preferred shares of nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1240 boulevard Charest west, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5152-67

Labrador équipement ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Place Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, trucks, buses, trailers, and other kinds of vehicles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Labrador équipement ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, juridiel district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5326-67

Laval Tenants Association Inc.
Association des Locataires de Laval inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marvin Stubina, underwriter, 916 Chatelaine Stanley Stubina, agent, 1016 Elizabeth, and Claude Delisle, broker, 991 Auclair, all three of Laval, for the following purposes:

Tenir des assemblées publiques afin de stimuler l'intérêt pour les affaires publiques, sous le nom de « Laval Tenants Association Inc.— Association des Locataires de Laval inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5233-67

Lavergne & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Claude Lavergne, 351, 14e rue, Grand'Mère, Adjutor Lavergne, 303, St-Alexandre, et Jacques Lavergne, 504, Principale, ces deux derniers de Sainte-Flore, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et toutes opérations se rapportant à la fabrication de meubles, sous le nom de « Lavergne & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand' Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4433-67

Lepage équipement ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gilles Lepage, 8380, Place Chanceaux, Anjou, Réjean-T. Lepage, 6630, De Renty, Montréal, tous deux marchands, et J.-Jules Boisvert, comptable, 5625, Mennereuil, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machineries neuves et usagées, outillage mécanique, équipement industriel, automobiles ou autres, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Lepage équipement ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8380, Place Chanceaux, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5175-67

Lil-Nor Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Maxwell Shenker, 1110 ouest, rue Sherbrooke, Jacob Woloshen, 1452, Mackay, et Max M. Teitelbaum, 2365, Stevens, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, éditeurs, et faire le commerce de boîtes de papier, papeterie, étiquettes et fiches, sous le nom de

To hold public meetings, to stimulate interest in public affairs, under the name of "Laval Tenants Association Inc.— Association des Locataires de Laval inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5233-67

Lavergne & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lavergne, 351, 14th street, Grand'Mère, Adjutor Lavergne, 303 Saint-Alexandre, and Jacques Lavergne, 504, Principale, the latter two of Sainte-Flore, all three manufacturers, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and carry on all operations related to furniture manufacturing, under the name of "Lavergne & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand' Mère, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4433-67

Lepage équipement ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Lepage, 8380 Place Chanceaux, Anjou, Réjean-T. Lepage, 6630 De Renty, Montreal, both traders, and J.-Jules Boisvert, accountant, 5625 Mennereuil, Saint-Léonard, for the following purposes:

To deal in new and used machinery, mechanical tools, industrial equipment, automobiles or others, as well as their parts and accessories, under the name of "Lepage équipement ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8380 Place Chanceaux, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5175-67

Lil-Nor Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maxwell Shenker, 1110 Sherbrooke Street West, Jacob Woloshen, 1452 Mackay, and Max M. Teitelbaum, 2365 Stevens, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general printers, publishers and to deal in paper boxes, stationery, tags and labels, under the name of "Lil-Nor

« Lil-Nor Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5246-67

Les Loisirs d'Aguanish inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Boudreault, enseignant, André Vibert, mécanicien, Lucien Cormier, camionneur, Josaphat Gallant, ouvrier, Pierre-Donat Déraps, commis, et Ludovic Gallant, journalier, tous six d'Aguanish, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs d'Aguanish inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Aguanish, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4658-67

M. A. S. Electrical Apparatus Ltd.
Les Appareillages électriques M. A. S. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Vittorio Sorella, ingénieur, Rita Di Lalla, ménagère, épouse séparée de biens dudit Vittorio Sorella, tous deux de 9734, De Laroche, Montréal, et Émilien Aubertin, industriel, 15160, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et l'installation de toutes sortes d'appareils, accessoires et matériaux électrotechniques, sous le nom de « M. A. S. Electrical Apparatus Ltd. — Les Appareillages électriques M. A. S. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10101, rue Hébert, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5054-67

M. F. Texture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, et Gilles Poulin, 1270, Quenneville, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5246-67

Les Loisirs d'Aguanish inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marie Boudreault, teacher, André Vibert, mechanic, Lucien Cormier, trucker, Josaphat Gallant, worker, Pierre-Donat Déraps, clerk, and Ludovic Gallant, labourer, all six of Aguanish, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Les Loisirs d'Aguanish inc.".

The amount to which is limited the value of immovables that the corporation may acquire and possess is $40,000.

The head office of the company is at Aguanish, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4658-67

M. A. S. Electrical Apparatus Ltd.
Les Appareillages électriques M. A. S. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vittorio Sorella, engineer, Rita Di Lalla, housewife, wife separate as to property of the said Vittorio Sorella, both of 9734 De Laroche, Montreal, and Émilien Aubertin, industrialist, 15160 Notre-Dame Street, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To deal in, maintain and set up of all kinds of electrotechnic apparatus, accessories and materials, under the name of "M. A. S. Electrical Apparatus Ltd. — Les Appareillages électriques M. A. S. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10101 Hébert Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5054-67

M. F. Texture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, and Gilles Poulin, 1270 Quenneville, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

Faire le commerce d'accessoires pour la peinture et le vernis et de tous articles s'y rapportant, sous le nom de « M. F. Texture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5227-67

Marché Tardy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat, Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous deux de 200, rue St-Jacques, et Jean-Paul St-Louis, avocat, 215, rue St-Jacques, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Tardy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5417, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4974-67

Mino Import Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, Arcand, Jean-Paul Diry, comptable agréé, 5781, Deom, tous deux de Montréal, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Mino Import Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5111-67

Jean Morneau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean Morneau, industriel, Odette Malenfant, secrétaire, épouse commune en biens dudit Jean Morneau, et Thérèse Morneau, secrétaire, fille majeure, tous trois de Saint-Pascal, pour les objets suivants:

To deal in paint and varnish supplies and any articles associated therewith, under the name of "M. F. Texture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE,

23032-o 5227-67

Marché Tardy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Belleville, advocate, Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, both of 200 Saint-Jacques Street, and Jean-Paul Saint-Louis, advocate, 215 Saint-Jacques Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Tardy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 5417 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE,

23032 4974-67

Mino Import Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Marsolais, secretary, spinster of the full age of majority, 2577 Arcand, Jean-Paul Diry, chartered accountant, 5781 Deom, both of Montreal, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To import, export and deal in all kinds of shoes, leather items and accessories, under the name of "Mino Import Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1435 Saint-Alexandre Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE,

23032 5111-67

Jean Morneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Morneau, industrialist, Odette Malenfant, secretary, wife common as to property of the said Jean Morneau, and Thérèse Morneau, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Saint-Pascal, for the following purposes:

Faire le commerce d'autos-neige, bicyclettes, motocyclettes, moteurs, canots et canots-automobiles, appareils électriques et mécaniques, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Jean Morneau inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5140-67

J. L. Nadeau automobile limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Louis Nadeau, agent garagiste, Rita Léveillée, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Nadeau, et Abel Gill, vendeur, tous trois de Pierreville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « J. L. Nadeau automobile limitée », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 980 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5235-67

Narco Mines Limited
(No Personal Liability)
Les Mines Narco limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1967, constituant en corporation: William Edgar Bronstetter, 7360, Terrebonne, Montréal, Morgan Carlyle Johnston, 38, chemin Anwoth, Westmount, Pierre Raymond, Warden, et John A. Penhale, 2030, rue Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Narco Mines Limited » (No Personal Liability) — « Les Mines Narco limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 4818-67

Palma Haute Coiffure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Palma Carbone, coiffeuse, fille majeure, 5266, Jules-Fournier, Montréal-nord, Frank Carbone, restaurateur, 2692, Prévert, Jacques-Cartier, et Léopold Carbone, machiniste, 3215, Shaughnessy, Saint-Michel, pour les objets suivants:

To deal in snowmobiles, bicycles, motocycles, motors, boats and motor-boats, electrical and mechanical appliances, as well as parts and accessories, under the name of "Jean Morneau inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and in 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company si at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5140-67

J. L. Nadeau automobile limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Nadeau, garage agent, Rita Léveillée, housewife, wife of said Jean-Louis Nadeau, and Abel Gill, salesman, all three of Pierreville, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "J. L. Nadeau automobile limitée", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value, 1,000 preferred class "A" shares of $1 each and into 980 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Pierreville, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5235-67

Narco Mines Limited
(No Personal Liability)
Les Mines Narco limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Edgar Bronstetter, 7360 Terrebonne, Montreal, Morgan Carlyle Johnston, 38 Anwoth Road, Westmount, Pierre Raymond, Warden, and John A. Penhale, 2030 Melba Street, Saint-Bruno-de-Montarville, all four advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Narco Mines Limited" (No personal liability) — "Les Mines Narco limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial distridt of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 4818-67

Palma Haute Coiffure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Palma Carbone, hairdresser, spinster of the full age of majority, 5266 Jules-Fournier, Montreal-North, Frank Carbone, restaurateur, 2692 Prévert, Jacques-Cartier, and Léopold Carbone, machinist, 3215 Shaughnessy, Saint-Michel, for the following purposes:

Faire des affaires comme spécialistes en produits de beauté et en cosmétiques et perruquiers, sous le nom de « Palma Haute Coiffure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5065-67

Pan-O-Glaze Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Edmond Caron, comptable agréé, 2000, boulevard Graham, Mont-Royal, Suzanne Roy, secrétaire, fille majeure, 3302, avenue Verdun, Verdun, Antoine H. Sidhom, comptable stagiaire, 6695, Hudson Road, app. 7, Yves Pilon, commis, 5709, rue Laurendeau, et Françoise Savoie, secrétaire, veuve d'Arthur Marcoux, 5590, rue Gatineau, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'accessoires dont se servent les boulangers, pâtissiers et confiseurs, sous le nom de « Pan-O-Glaze Services Inc. », avec un capital divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 9,400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Martine, comté de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4472-67

Les Placements Jyly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: J.-Roger Thibert, otologiste, Paula Dufour, ménagère, épouse dudit J.-Roger Thibert, tous deux de 9654, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Placements Jyly inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 30 actions ordinaires de $10 chacune, 49,959 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 110 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5155-67

Poliquin Service de pneus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean Poliquin, homme d'affaires, 890, Paradis, Sainte-Foy, Alice Carmichael, ménagère, veuve non remariée de feu Robert Poliquin, 2060, Champfleury, Québec, et Jean-Claude Mathieu, administrateur, 43, Bernier, Beauport, pour les objets suivants:

To carry on business as beauticians, cosmeticians and wigmakers, under the name of "Palma Haute Coiffure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5065-67

Pan-O-Glaze Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edmond Caron, chartered accountant, 2000 Graham Boulevard, Mont-Royal, Suzanne Roy, secretary, spinster of the full age of majority, 3302 Verdun Avenue, Verdun, Antoine H. Sidhom, accounting probationer, 6695 Hudson Road, Apt. 7, Yves Pilon, clerk, 5709 Laurendeau Street, and Françoise Savoie, secretary, widow of Arthur Marcoux, 5590 Gatineau Street, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in accessories used by bakers, pastry-cooks and confectioners, under the name of "Pan-O-Glaze Services Inc.", with a capital stock divided into 6,000 common shares with no nominal value and 9,400 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Martine, county of Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4472-67

Les Placements Jyly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Roger Thibert, otologists, Paula Dufour, housewife, wife of the said J.-Roger Thibert, both of 9654 Gouin Boulevard West, Pierregonds, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 Saint-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Jyly inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 30 common shares of $10 each, 49,959 preferred class "A" shares of $10 each and 110 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5155-67

Poliquin Service de pneus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Poliquin, businessman, 890 Paradis, Sainte-Foy, Alice Carmichael, housewife, unremarried widow of the late Robert Poliquin, 2060 Champfleury, Quebec, and Jean-Claude Mathieu, administrator, 43 Bernier, Beauport, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Poliquin Service de pneus inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5327-67

J. Laurent Pouliot auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: J.-Laurent Pouliot, garagiste, 366, Turcotte, Raymond Lamontagne, comptable, 195, Plante, et Jean-Paul Roger, comptable général agréé, 159, Bernatchez, tous trois de Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J. Laurent Pouliot auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 366, avenue Turcotte, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5219-67

Power Transmission Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en Loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, Barrie Brown, avocat, 374, 44e Avenue, Lachine, et Sandra Rice, secrétaire, célibataire, 155, avenue Brittany, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire commerce de coussinets à billes, chaines et pignons de transmission, coussinets de poulie, réducteurs de vitesse, joints d'étanchéité, et autres articles utilisés dans la puissance de transmission, sous le nom de « Power Transmission Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 299, boulevard Churchill, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 4956-67

Quebec Forged Products Ltd.
Les Produits Forgés du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e rue, Laval, Edward Druker, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, et Jack Boidman, 5320, Mac-Donald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des métaux ferreux et non ferreux, en faire le commerce sous le nom de « Quebec Forged Products Ltd. — Les Produits Forgés du Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Poliquin Service de pneus inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5327-67

J. Laurent Pouliot auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Laurent Pouliot, garage keeper, 366 Turcotte, Raymond Lamontagne, accountant, 195, Plante and Jean-Paul Roger, chartered general accountant, 159 Bernatchez, all three of Vanier, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "J. Laurent Pouliot auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 366 Turcotte Avenue, Vanier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5219-67

Power Transmission Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, Barrie Brown, advocate, 374, 44th Avenue, Lachine, and Sandra Rice, secretary, spinster, 155 Brittany Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in bearings, chains and sprocket gears, bushings, reducers, oil seals and other objects used in power transmission, under the name of "Power Transmission Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 299 Churchill Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 4956-67

Quebec Forged Products Ltd.
Les Produits Forgés du Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Laval, Edward Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, and Jack Boidman, 5320 Mac-Donald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in ferrous and non-ferrous metals, under the name of "Quebec Forged Products Ltd. — Les Produits Forgés du Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 901, rue Bleury, suite 314, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5250-67

Quebec Leather Gloves Manufacturers Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Nault, 105, rue St-Gabriel, Saint-Tite, John Bowman, 550, 10e Avenue sud, Sherbrooke, et Robert Charette, 4040, rue Masson, Montréal, tous trois manufacturiers, pour les objets suivants:

Favoriser les intérêts des manufacturiers de gants de cuir dans la province de Québec, sous le nom de « Quebec Leather Gloves Manufacturers Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est « Nil ».

Le siège social de la corporation est 550, 10e Avenue sud, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5068-67

Quincaillerie Châteauguay inc. Châteauguay Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Louis Faubert, marchand, 655, Lac St-Louis, Léry, Ferdinand Vinet, gérant, 239, Croissant Dubois, Châteauguay-Centre, et Philippe Laurent, comptable agréé, 1359, Lac St-Louis, Léry, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie Châteauguay inc. — Châteauguay Hardware Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5132-67

R. O. Administration inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Willie Gaudet, administrateur, 1581, Bélanger, Roger Côré, technicien, 6629, 43e Avenue, Richard Lapointe, comptable agréé, 2665, Louisbourg, Hermas Séguin, chirurgien, 10488, Tanguay, Eddy Beaudoin, médecin-chirurgien, 5656, boulevard l'Assomption, Carol Lapointe, médecin-chirurgien, 7914, De Lanaudière, Gilles Prud'Homme, chirurgien-anesthésiste, 11067, Tanguay, tous sept de Montréal, Fernand Goulet, médecin-chirurgien, 5407, Amos, Montréal-Nord, Pierre Ratelle, pharmacien, 621, Carré du Mai, Sainte-Thérèse, et Armand Foucher, médecin-chirurgien, 8654, Barbeau, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 901 Bleury Street, suite 314, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5250-67

Quebec Leather Gloves Manufacturers Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Nault, 105 St. Gabriel Street, Saint-Tite, John Bowman, 550, 10th Avenue South, Sherbrooke, and Robert Charette, 4040 Masson Street, Montreal, all three manufacturers, for the following purposes:

To promote the interest of the leather gloves manufacturers of the Province of Quebec, under the name of "Quebec Leather Gloves Manufacturers Association Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is "Nil".

The head office of the corporation is at 550, 10th Avenue South, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5068-67

Quincaillerie Châteauguay inc. Châteauguay Hardware Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Faubert, trader, 655 St-Louis Lake, Léry, Ferdinand Vinet, manager, 239 Croissant Dubois, Châteauguay-Centre, and Philippe Laurent, chartered accountant, 1359 St-Louis Lake, Léry, for the following purposes:

To operate a hardware business in all its specialties, under the name of "Quincaillerie Châteauguay inc.— Châteauguay Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5132-67

R. O. Administration inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Willie Gaudet, director, 1581 Bélanger, Roger Côté, technician, 6629, 43rd Avenue, Richard Lapointe, chartered accountant, 2665 Louisbourg, Hermas Séguin, surgeon, 10488 Tanguay, Eddy Beaudoin, physician-surgeon, 5656 Boulevard L'Assomption, Carol Lapointe, physician-surgeon, 7914 De Lanaudière, Gilles Prud'Homme, surgeon-anaesthesist, 11067 Tanguay, all seven of Montreal, Fernand Goulet, physician-surgeon, 5407 Amos, Montreal-North, Pierre Ratelle, pharmacist, 621 Carré du Mai, Sainte-Thérèse, and Armand Foucher, physician-surgeon, 8654 Barbeau, Saint-Léonard, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « R. O. Administration inc. », avec un capital total de $102,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de $1 chacune, 1,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7820, rue Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4590-67

J. H. Robitaille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: J.-Henri Robitaille, entrepreneur plombier, Marguerite Robitaille, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Henri Robitaille, tous deux de 933, avenue Mainguy, Paul-Henri Robitaille, commis-gérant, 931, avenue Mainguy, et André Robitaille, plombier, 942, avenue Pouliot, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « J. H. Robitaille inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 933, avenue Mainguy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5260-67

Ropet Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Menashe Broder, avocat, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250, Forest Hill, app. 410A, C. Joshua Borenstein, 4652, Vézina, tous deux avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, app. 214, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Ropet Canada Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7425, est, Jarry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 4924-67

Royal Auto Body & Radiator Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Saul Handelman, avocat, 5532, Rosedale, Anne Brown, secrétaire, fille majeure, dans le plein exercice de ses droits légaux, 5501, Adalbert, tous deux de Côte Saint-Luc, et Doreen Bertin, secrétaire, fille majeure, dans le plein exercice de ses droits légaux, 68, 19e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

To carry on business as a real estate company, under the name of "R. O. Administration inc.", with a total capital stock of $102,000, divided into 1,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7820 Marquette Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4590-67

J. H. Robitaille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Henri Robitaille, plumbing contractor, Marguerite Robitaille, housewife, wife separate as to property of the said J.-Henri Robitaille, both of 933 Mainguy Avenue, Paul-Henri Robitaille, clerk-manager, 931 Mainguy Avenue, and André Robitaille, plumber, 942 Pouliot Avenue, all four of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "J. H. Robitaille inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 933 Mainguy Avenue, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5260-67

Ropet Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, advocate, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250 Forest Hill, Apt. 410A, C. Joshua Borenstein, 4652 Vézina, both advocates, and Esther Freedman, secretary, spinster of the full age of majority 3250 Ellendale, Apt. 214, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Ropet Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7425 Jarry East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 4924-67

Royal Auto Body & Radiator Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Handelman, advocate, 5532 Rosedale, Anne Brown, secretary, fille majeure in the full exercise of her legal capacity, 5501 Adalbert, both of Côte Saint-Luc, and Doreen Bertin, secretary, fille majeure in the full exercise of her legal capacity, 68, 19th, Avenue, Lachine, for the following purposes:

Exploiter des garages et faire le commerce de toutes sortes de pièces et accessoires d'automobile, sous le nom de « Royal Auto Body & Radiator Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1335, Barré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5062-67

To operate garages and to deal in all kinds of automobile accessories and parts, under the name of "Royal Auto Body & Radiator Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1335 Barré, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5062-67

Royal Hardwood Ltd.
Le Bois-Franc Royal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Paul-Émile Normandeau, administrateur, 8406, Peterborough Circle, Madeleine Normandeau, secrétaire, fille majeure, 8408, Peterborough Circle, et Jean Chayer, courtier d'assurance, 8470, rue du Chardonnet, tous trois d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois franc et du bois mou, sous le nom de « Royal Hardwood Ltd.— Le Bois-Franc Royal ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 11,500 accions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2226, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4779-67

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Normandeau, administrator, 8406, Peterborough Circle, Madeleine Normandeau, secretary, spinster of the full age of majority, 8408, Peterborough Circle, and Jean Chayer, insurance broker, 8470, du Chardonnet Street, all three of d'Anjou, for the following purposes:

To deal in soft and hard woods under the name of "Royal Hardwood Ltd.— Le Bois-Franc Royal ltée," with total capital of $105,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 11,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2226, Henri-Bourassa boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4779-67

St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Theodore William Martinson, 4217, avenue Western, Westmount, Colin Richard Chisholm, 736, 41e avenue, LaSalle, Guy Ambrose Miller, 1300, chemin De Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois commis, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Donald Bunker, gérant de perception, 728, avenue Boissy, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et produits, en faire commerce, sous le nom de « St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5130-67

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore William Martinson, 4217 Western Avenue, Westmount, Colin Richard Chisholm, 736, 41st Avenue, LaSalle, Guy Ambrose Miller, 1300 de Carillon Road, Saint-Bruno-de-Montarville, all three clerks, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Donald Bunker, collection manager, 728 Boissy Avenue, Saint-Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, under the name of "St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 100 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5130-67

Ser Vet Tek inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Baptiste Blackburn, commerçant, Dame Jean-Baptiste Blackburn, ménagère, épouse dudit Jean-Baptiste Blackburn, tous deux de 260, Monseigneur Martel, Chicoutimi-Nord, et Yvan Bourgouin, vétérinaire, 25, rue des Érables, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Baptiste Blackburn, merchant, Dame Jean-Baptiste Blackburn, housewife, wife of the said Jean-Baptiste Blackburn, both of 260 Monseigneur Martel, Chicoutimi-Nord, and Yvan Bourgouin, veterinary, 25 des Érables Street, Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de produits fertilisants, pesticides, fongicides et engrais chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Ser Vet Tek inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 2901-67

To manufacture and deal in fertilizers, pesticides, fungicides and chemical fertilizers of all kinds, under the name of "Ser Vet Tek inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 2901-67

Service de lavage Beaulieu inc.
Beaulieu Washing Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Florent Beaulieu, industriel, 2143, Des Ormeaux, Shawinigan, Marcel J. G. Beaumier, avocat, 2965, boulevard St-Louis, et Mireille Hammond, secrétaire, fille majeure, 2345, 8e Avenue, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de lavage et d'entretien d'édifices publics ou privés, sous le nom de « Service de lavage Beaulieu inc.— Beaulieu Washing Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2143, Des Ormeaux, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5285-67

Service de lavage Beaulieu inc.
Beaulieu Washing Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florent Beaulieu, industrialist, 2143 Des Ormeaux, Shawinigan, Marcel J. G. Beaumier, advocate, 2965 St-Louis Boulevard, and Mireille Hammond, secretary, spinster of the full age of majority, 2345, 8th Avenue, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in the washing and maintenance of public and private buildings, under the name of "Service de lavage Beaulieu inc.— Beaulieu Washing Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2143 Des Ormeaux, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5285-67

Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Charles E. Flam, 5782, avenue Trinity, Côte Saint-Luc, Earl S. Cohen, 5475, Rosedale, app. 304, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin Côte Saint-Luc, tous deux de Montréal, Earl H. Drymer, 4465, avenue Montrose, Westmount, tous quatre avocats, et Douglas L. Pascal, étudiant en droit, 6525, chemin Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger une fraternité sociale à des fins d'accommodation, de récréation et d'agrément pour les membres de la corporation et autres personnes, sous le nom de « Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5153-67

Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles E. Flam, 5782 Trinity Avenue, Côte Saint-Luc, Earl S. Cohen, 5475 Rosedale, Apt. 304, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc Road, both of Montreal, Earl H. Drymer, 4465 Montrose Avenue, Westmount, all four advocates, and Douglas L. Pascal, law student, 6525 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a social fraternity for the accommodation, recreation and convenience of the members of the corporation and others, under the name of "Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5153-67

Société de Gestion J. A. B. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Joseph-Arthur Boivin, huissier, Robert Boivin, professeur, tous

Société de Gestion J. A. B. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Arthur Boivin, bailiff, Robert Boivin, professor, both of 245 Ste-Paule

deux de 245, rue Ste-Pâule, Saint-Jérôme, et Gilles Gauthier, comptable, 7731, avenue Lévesque, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Société de Gestion J. A. B. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 34,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 245, rue Ste-Paule, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4949-67

Les Souliers Cendrillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marquis Morin, gérant de crédit, Colette Ruest, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marquis Morin, tous deux de 23, rue Garnier, et Alice Parent, ménagère, épouse commune en biens de Rosaire Ruest, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 152, rue Lasalle, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Les Souliers Cendrillon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, Place Lasalle, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5189-67

Tonka construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, et Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous trois avocats, de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Tonka construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5232-67

Tournoi International de Baseball Pee-Wee incorporée
International Pee-Wee Baseball Tournament Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1967,

Street, Saint-Jérôme, and Gilles Gauthier, accountant, 7731 Lévesque Avenue, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Société de Gestion J. A. B. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 6,000 common shares of $1 each and into 34,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 245 Ste-Paule Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4949-67

Les Souliers Cendrillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marquis Morin, credit manager, Colette Ruest, trader, wife contractually separate as to property of said Marquis Morin, both of 23 Garnier Street, and Alice Parent, housewife, wife common as to property of Rosaire Ruest, and duly authorized by him for the presents, 152 Lasalle Street, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Les Souliers Cendrillon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5 Place Lasalle, Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5189-67

Tonka construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, and Claude Ouellette, 956 Fréchette, all three advocates, of Laval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Tonka construction inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5232-67

Tournoi International de Baseball Pee-Wee incorporée
International Pee-Wee Baseball Tournament Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation sans capital-actions: Florent Boily, commis de bureau, 236, des Saules est, Henri Masson, agent-vérificateur, 1104, 4e Avenue, tous deux de Québec, et Rolland Lelièvre, vendeur, 245, boulevard Monaco, Duberger, pour les objets suivants:

Promouvoir le baseball mineur dans la province de Québec, sous le nom de « Tournoi International de Baseball Pee-Wee incorporée — International Pee-Wee Baseball Tournament Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 1104, 4e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4450-67

incorporating: Florent Boily, office clerk, 236, des Saules East, Henri Masson, auditor, 1104, 4th Avenue, both of Quebec, and Rolland Lelièvre, 245 Monaco Boulevard, Duberger, for the following purposes:

Promote minor baseball in the province of Quebec, under the name of "Tournoi International de Baseball Pee-Wee incorporée — International Pee-Wee Baseball Tournament Incorporated".

The amount to which is limited the value of the immovables that the corporatioun may acquire and possess is $200,000.

The head office of the company is at 1104, 4th Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4450-67

Yeshiva Gedolah the School of Higher Learning of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: George Jakobovits, vendeur, 672, avenue McEachran, Jack Siminovitch, docteur, 766, avenue McEachran, Fred Pfeiffer, comptable agréé, 1043, avenue Pratt, tous trois d'Outremont, et Marvin Rohr, contrôleur, 1943, avenue Clinton, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et entretenir des écoles, séminaires, collèges, institutions en vue de l'étude et de l'avancement de l'éducation en toutes autres manières, et de la religion et de la charité, sous le nom de « Yeshiva Gedolah the School of Higher Learning of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 5334, place Newman, No 8, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 3779-67

Yeshiva Gedolah the School of Higher Learning of Montreal

Notice is given that under Part III of the of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: George Jakobovits, salesman, 672 McEachran Avenue, Jack Siminovitch, doctor, 766 McEachran Avenue, Fred Pfeiffer, chartered accountant, 1043 Pratt Avenue, all three of Outremont, and Marvin Rohr, comptroller, 1943 Clinton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain schools, seminaries, colleges, houses for study and the advancement in other ways of education, and religion and charity, under the anme of "Yeshiva Gedolah the School of Higher Learning of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 5334 Newman Place, No. 8, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 3779-67

Les 7 Jours du Cinéma de Hull

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Belleau, 120, St-Raymond, Gilles Bélanger, 41, Millar, tous deux fonctionnaires, de Hull, et André Roy, professeur, 555, Watt, Gatineau, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la science du cinéma et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de cet art, sous le nom de « Les 7 Jours du Cinéma de Hull ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4936-67

Les 7 Jours du Cinéma de Hull

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Belleau, 120, St-Raymond, Gilles Bélanger, 41, Millar, both functionaries, of Hull, and André Roy, professor, 555, Watt, Gatineau, for the following purposes:

Group together persons interested in cinema as a science and promote their knowledge in the practice of this art, under the name of "Les 7 Jours du Cinéma de Hull".

The amount to which is limited the immovables that the corporation may acquire and possess is $25,000.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4936-67

Lettres patentes supplémentaires

Allied Metals Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967, à la compagnie « Allied Metals Corporation », subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au par de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 5680-45 — 1398/98

Beattie & Son, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1967, à la compagnie « Beattie & Son, Inc. », augmentant son capital par la création de 1,000 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 3054-65 — 1399/119

Block Metals Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967, à la compagnie « Block Metals Limited », subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 276-36 — 1398/67

Canada Spring Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de décembre 1967 à la compagnie « Canada Spring Company », augmentant son capital de $49,000 à $349,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 8548-41 — 1399/58

Club I. P. M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de novembre 1967, à la compagnie « C. L. T. inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Club I. P. M. inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 1870-66 — 1398/38

Supplementary Letters Patent

Allied Metals Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Allied Metals Corporation", subdividing its 200 common shares of the par value of $100 each into 2,000 common shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 5680-45 — 1398/98

Beattie & Son, Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Beattie & Son, Inc.", increasing its capital by the creation of 1,000 class "C" preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 3054-65 — 1399/119

Block Metals Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Block Metals Limited", subdividing its 200 common shares of the par value of $100 each into 2,000 common shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 276-36 — 1398/67

Canada Spring Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canada Spring Company", increasing its capital from $49,000 to $349,000, the additional capital stock being divided into 30,000 preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 8548-41 — 1399/58

Club I. P. M. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. L. T. inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of May, 1966, changing its name to that of "Club I. P. M. inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 1870-66 — 1398/38

Le Club Social de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'octobre 1967, confirmant le règlement numéro 40 de la corporation « Le Club Social de Sherbrooke inc. », déjà constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes du 31e jour de juillet 1941, modifiées par lettres patentes supplémentaires du 5e jour de décembre 1963, pourvoyant à la création d'un capital-actions de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5541-41 — 1399/49

Le Club Social de Sherbrooke inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 20th day of October, 1967, confirming by-law number 40 of "Le Club Social de Sherbrooke inc.", already incorporated pursuant to the provisions of Part III of the said Act, by letters patent dated the 31st day of July, 1941, amended by supplementary letters patent dated the 5th day of December, 1963, providing for the creation of a capital share of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is situated at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5541-41 — 1399/49

Conserves Ste-Anne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1967, à la compagnie « Conserves Ste-Anne ltée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 12927-54 — 1398/75

Conserves Ste-Anne ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Conserves Ste-Anne ltée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 12927-54 — 1398/75

Cote des Neiges Medical Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1967, à la compagnie « Cote des Neiges Medical Centre Inc. », réduisant son capital de $300,000 à $155,010, par l'annulation de 14,499 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 10052-59 — 1398/124

Cote des Neiges Medical Centre Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cote des Neiges Medical Centre Inc.", reducing its capital from $300,000 to $155,010, by the cancellation of 14,499 preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 10052-59 — 1398/124

Domac Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de décembre 1967, à la compagnie « McMahon Investment Inc. », constituée par lettres patentes le 22e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « Domac Investment Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 4880-63 — 1399/83

Domac Investment Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11e jour de décembre 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "McMahon Investment Inc.", incorporated by letters patent dated 22e jour de mai 1964, changing its name to that of "Domac Investment Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 4880-63 — 1399/83

Lionel Dupré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1967, à la compagnie « Lionel Dupré inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5322-66 — 1398/110

Lionel Dupré inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lionel Dupré inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 5322-66 — 1398/110

Elbe Investments & Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967, à la compagnie « Elbe Investments Corp. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de février 1963, 1° changeant son nom en celui de « Elbe Investments & Trading Ltd. »; 2° prolongeant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 682-63 — 1398/79

Hamel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de décembre 1967, à la compagnie « Hamel & Arial inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Hamel inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 1105-67 — 1398/125

Les Immeubles Colibri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1967, à la compagnie « Motel Colibri (Victoriaville) inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Les Immeubles Colibri inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 281-64 — 1398/126

L. B. Récupération, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1967, à la compagnie « L. B. Récupération, ltée », 1° amendant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées existantes; 2° augmentant son capital de $75,000 à $100,000, par la création de 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 1130-63 — 1398/57

La Cross Uniform Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1967, à la compagnie « La Cross Uniform Corporation », diminuant son capital de $109,000 à $79,000, le capital-actions annulé étant divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 10013-60 — 1399/125

Lithorex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Elbe Investments & Trading Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Elbe Investments Corp.", incorporated by letters patent dated the 12th day of February, 1963, 1. changing its name to that of "Elbe Investments & Trading Ltd.", 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 682-63 — 1398/79

Hamel inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hamel & Arial inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of March, 1967, changing its name to that of "Hamel inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 1105-67 — 1398/125

Les Immeubles Colibri inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Motel Colibri (Victoriaville) inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of January, 1964, changing its name to that of "Les Immeubles Colibri inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 281-64 — 1398/126

L. B. Récupération, ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L. B. Récupération, ltée", 1. amending the privileges and restrictions relating to the existing preferred shares; 2. increasing its capital from $75,000 to $100,000, by the creation of 250 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 1130-63 — 1398/57

La Cross Uniform Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Cross Uniform Corporation", reducing its capital from $109,000 to $79,000 the capital stock annuled being divided into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 10013-60 — 1399/125

Lithorex inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967,

patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967, à la compagnie « Lithorex inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 14638-61 — 1398/89

Luber Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de novembre 1967 à la compagnie « Luber Textiles (1960) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour d'août 1960, changeant son nom en celui de « Luber Textiles Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 13226-60 — 1398/48

Luc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1967, à « La Cie de Vendeurs Automatiques Luc inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Luc inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 14601-60 — 1398/49

McCord Street Sites Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1967 à la compagnie « McCord Street Sites Limited », réduisant son capital par l'annulation de 68,831 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 1323-28 — 1399/48

Naval Officers Club (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de décembre 1967, à la corporation « Naval Officers Club (Montreal) Inc. », augmentant le montant auxquels sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation de $50,000 à $500,000.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 7760-45 — 1398/101

Pierre Hair Experts Inc.
Centre Capillaire Pierre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1967 à la compagnie « Pierre Hair Experts Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de novembre 1960, changeant son nom en celui de « Pierre Hair Experts Inc. — Centre Capillaire Pierre inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 14703-60 — 1398/52

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lithorex inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 14638-61 — 1398/89

Luber Textiles Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Luber Textiles (1960) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of August, 1960, changing its name to that of "Luber Textiles Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 13226-60 — 1398/48

Luc inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Cie de Vendeurs Automatiques Luc inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of November 1960, changing its name to that of "Luc inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 14601-60 — 1398/49

McCord Street Sites Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "McCord Street Sites Limited", reducing its capital by the cancellation of 68,831 preferred shares of the par value of $5 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 1323-28 — 1399/48

Naval Officers Club (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that pursuant to the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 5th day of December, 1967, to "Naval Officers Club (Montreal) Inc.", increasing the amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is from $50,000 to $500,000.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 7760-45 — 1398/101

Pierre Hair Experts Inc.
Centre Capillaire Pierre inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pierre Hair Experts Inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of November, 1960, changing its name to that of "Pierre Hair Experts Inc. — Centre Capillaire Pierre inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 14703-60 — 1398/52

Quebec Steel Products Ltd.
Produits d'Acier de Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de décembre 1967, à la compagnie « Quebec Steel Products (Industries) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Quebec Steel Products Ltd.— Produits d'Acier de Québec ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 30-64 — 1399/104

Quebec Steel Products Ltd.
Produits d'Acier de Québec ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Quebec Steel Products (Industries) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of January, 1964, changing its name to that of "Quebec Steel Products Ltd.— Produits d'Acier de Québec ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 30-64 — 1399/104

Vac-O-Nut Brands Limited
Les Marques Vac-O-Nut limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967 à la compagnie « George Zakaid & Sons Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11e jour d'octobre 1946, changeant son nom en celui de « Vac-O-Nut Brands Limited — Les Marques Vac-O-Nut limitée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 7084-46 — 1398/62

Vac-O-Nut Brands Limited
Les Marques Vac-O-Nut limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "George Zakaib & Sons Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of October, 1946, changing its name to that of "Vac-O-Nut Brands Limited — Les Marques Vac-O-Nut limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 7084-46 — 1398/62

Arthur Waddell inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de décembre 1967, à la compagnie « Arthur Waddell inc. », augmentant son capital de $10,000 à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,990 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 12341-57 — 1398/63

Arthur Waddell inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Arthur Waddell inc.", increasing its capital from $10,000 to $50,000, the additional capital shares being divided into 3,990 preferred class "A" shares of $10 each and into 100 preferred class "B" shares of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 12341-57 — 1398/63

Ventes pour taxes

Ville de Dorion

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Dorion, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville 190 rue St-Charles, dans ladite ville, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de FÉVRIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et d'église ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts courus et frais ne soient payés avant la vente. La Commission Municipale de Québec par décision en date du 12 janvier 1968 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des « Cités et Villes » article 550, (S.R.Q. 1964, c. 193).

Sales for Taxes

Town of Dorion

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Dorion, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall, 190 St-Charles Street, in the said town, on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY 1968, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school and church taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale. The Quebec Municipal Commission by decision dated January 12, 1968, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the "Cities and Towns Act" (S.R.Q. 1964, c. 193).

Cadastre de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil
Cadastre of the parish of Saint-Michel of Vaudreuil

Propriétaires Owners	Cadastre	Subdivision
Bélanger, Dame Cécile L.	280	279-P.
Mesurant 4 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur et borné comme suit: en front vers le nord-ouest par l'avenue Trestler, en arrière vers le sud-est par le lot numéro 278, du côté sud-ouest par le lot numéro 280, du côté nord-est par le surplus du lot numéro 279. Avec bâtiments y érigés.	Measuring 4 feet in width by 100 feet in length and bounded as follow: in front towards the northwest by Trestler Avenue, in the back towards the southeast by the lot number 278, on the southwest side by the lot number 280, on the northeast by the surplus of lot number 279. With buildings erected thereon.	
Joly, Jean-Guy	368	61-P.
Mesurant 42 pieds de largeur par 94 pieds de profondeur, et borné comme suit: en front vers le sud-est par la rue Valois (368-59) au nord-est par la 1ère Avenue, (368-60), en arrière au nord-ouest par partie du lot 368-61 et au sud-ouest par une autre partie du lot 368-61.	Measuring 42 feet in width by 94 feet in length, and bounded as follow: in front towards the southeast by Valois Street, (368-59), towards the northeast by the 1st Avenue, (368-60), in the back towards the northwest by parts of lot 368-61 and towards the southwest side by other parts of lot 368-61.	
Jolly Realty Co. Inc.	1591	128, 129.
	1591	163, 164, 165.
	1591	167, 168, 169.
	1591	172, 173, 174.
	1591	175, 176, 177.
	1591	178, 179, 180.
	1591	181, 183, 196.
	1591	197, 199, 200.
	1591	201, 202, 203, 206.
	1591	130.
	1593	42.
	1591	184.
	1593	39.

Donné à Dorion, ce vingt-troisième jour de janvier 1968.

Vraie copie. *Le secrétaire-trésorier,*
23034-5-2-o ANDRÉ CHARTRAND.

Given at Dorion, this twenty-third day of January 1968.

True copy. ANDRÉ CHARTRAND,
23034-5-2-o *Secretary-Treasurer.*

Commission scolaire Lac Deux Montagnes

Comté de Laval et Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire ci-haut mentionnée que les propriétés ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS, 1968, à DIX heures de l'avant-midi dans l'école Twin Oaks, 700 avenue Lucie dans la cité de Laval (Fabreville) pour cotisations et taxes municipales non payées à moins que celles-ci soient payées plus les frais et intérêt encourus avant le jour mentionné pour la vente.

(La Commission Municipale de Québec, le 20 novembre 1967, a autorisé une énumération abrégée)

Lake of Two Mountains Protestant School Commission

County of Laval and Deux-Montagnes

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforementioned school municipality that the properties below designated will be sold by public auction at Twin Oaks Elementary School, 700 Lucie Avenue, Fabreville, city of Laval, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH 1968 at TEN o'clock in the forenoon in satisfaction for payment of municipal and school taxes with interest plus subsequent costs incurred unless such taxes, interest and expenses are paid before the sale.

(The Quebec Municipal Commission at its sitting November 20, 1967 has authorized a summarized list).

Commission scolaire du Lac Deux Montagnes
Lake of Two Mountains Protestant School Commission
Cadastre de la paroisse de Sainte-Rose
Cadastre of the parish of Sainte-Rose

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Bornes Description	Taxes scol. School taxes	Taxes mun. Mun. taxes
Bell, Douglas	175-94		$ 86.68 R.C. 93.10 Prot.	$ 121.96
Brault, Marc	P. 173	40′ lar. (w.) x 100′ prof. (l.) Bornes O. 24 Ave. E. P. 173 M. Boisjoli S. P. 173 Sadler N. P. 173 (1).-Desig. W. 24 Ave. E. P. 173 M. Boisjoli S. P. 173 Sadler N. P. 173 (1)	127.78	296.88
Kertland, Leonard	182-228 et-and 229		178.27	182.81
Kertland, Leonard	179-425 et-and 426		228.35	219.67
Klein, Milton	182-374 à-to 377 incl.		140.78	171.32

Commission scolaire du Lac Deux Montagnes
Lake of Two Mountains Protestant School Commission
Cadastre de la paroisse de Sainte-Rose (*suite*)
Cadastral of the parish of Sainte-Rose (*continued*)

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Bornes Description	Taxes scol. School taxes	Taxes mun. Mun. taxes
Krahl, Werner	190-P. 12 et-and 13..	75′ lar. (w.) x 141.2′ prof. (l.)..	$ 738.51	$ 574.83
Morris, George	189-148		283.13	251.87
Nessrallah, Theo	179-350 et-and 351, 179-339 à-to 346 inc. 179-360 à-to 365 inc.		1,177.04	944.63
Nessrallah, Theo	179-352 à-to 359 inc..		137.80	143.10
Peterli, Frederic	174-228 et-and 229 et-and 174-P. 227..	50′ lar. (w.) x 100′ prof. (l.).... Bornes E. 174-228, O. 174 P. 227, Fr. 14e Rue arr. 174-198.-Desig. E. 174-228 W. 174 P. 227. Fr. 14th St. Back 174-198	87.01	246.67
Wilson, Mme-Mrs. A. T.	188-P. 60	10′ lar. (w.) x 100′ prof. (l.)... Bornes fr. 40e Rue arr. ligne du 188-60, 1 côté 188-61, 1 côté 188-P. 60.-Desig. fr. 40th St. back line 188-60, 1 side 188-61, 1 side 188-P. 60	376.71	320.36
Scarafinski, Claus	139-77		194.48	331.92
Stefani, Eugene	163-28		398.61	416.23
Toth, Mme-Mrs. Rudolph..	172-381 et-and 382..		413.81	362.47
Molleur, L.	174-543		15.30	9.40
Legacé, Yves	174-544		15.80	110.84
Thériault, R. (F. Jodoin)	182-501		165.73 R.C. 21.68 Prot.	252.81
Les. Soc. Monclair Inc. (F. Joidoin)	182-94, 182-502 à-to 508 inc., 182-514...		32.17	241.75
Jodoin, F.	183-30 et-and 33, 183-509		24.30 R.C. 19.62 Prot.	221.93
Konig Inv. Corp.	187-345 à-to 347 inc..		170.37 R.C.	
Jodoin, F.	187-368 à-to 374 inc..		99.25 Prot.	1,199.13
Jodoin, F.	190-36		73.70 R.C. 33.63 Prot.	111.24
	182-34 à-to 36 inc....		38.88 R.C.	
Orfie Development	182-39 à-to 41 inc.... P. 165	395.6′ S.E. 2557.7′ S.O. (W.).. 2664.6′ N.E. 195.8′ N.O. (W.) Bornes S.E. rg. Petite Côte Ste. Rose, N.O. 165-14, 15, 28, 29 et P. 165, N.E. P. 163, S.O. 165-15 et P. 167. Superficie: 1,015,818 p.c. ou 27,603 arp.-Desig. S.E. rg. Petite Côte Ste. Rose, N.W. 165-14, 15, 28, 29 and P. 165, N.E. P. 163, S.W. 165-15 and P. 167. Area: 1,015,818 sq. ft. or 27,603 arp.	19.47 Prot.	358.77
Nalo Development Co. Ltd.	P. 149	585.4′ N.O. (W.) Bornes-Desig. N.O. (W.) Blvd. Ste-Rose Blvd. 593.6′ S.E.-N.E. 148 3248′ N.E.-S.O. (W.) 150,151 3218.9′ S.O. (W.) Sup.-area: 1,180,400 p.c.-sq. ft.	174.87	593.20
Dana Investment Corp. ..	P. 202	242′ 16 S.E. Bornes-Desig. N.O. (W.) et-and N.E. P. 202 230′ N.O. (W.) S.E. Ch. Publ. Road 453′ N.E. S.O. (W.) 201 508.25′ S.O. (W.)	374.88	3,396.25
	P. 202	230′ lar. (w.) Bornes-Desig. N.O. (W.) et-and N.E. P. 202 1297.2′ prof. (l.) S.O. (W.) P. 201 S.E. P. 202		
	P. 202	200′ lar. (w.) Bornes-Desig. S.E. et-and N.O. (W.) et-and S.O. (W.) P. 202 1491.8′ prof. (l.) N.E. 202-1		
	P. 202	469.7′ N.O. (W.) Bornes-Desig. N.E. 202-1 430′ S.E. S.E. P. 202 593′ N.E., S.O. (W.) 201 783.35 S.O. (W.) N.O. (W.) P. 138 et-and 136-171	267.87	3,826.43
Martineau, Joseph	200-2 à-to 5 inc. 200-7 à-to 14 inc. 200-15 à-to 23 inc. 199-2 199-8 à-to 10 inc.		78.51	710.35

Commission scolaire du Lac Deux Montagnes
Lake of Two Mountains Protestant School Commission
Cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée
Cadastre of the parish of Sainte-Dorothée

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Bornes Description	Taxes scol. School taxes	Taxes mun. Mun. taxes
Grassl, Adolf	210-25 et-and 26		$ 296.52	$ 22.42
White, John	79-21		404.08	.....
Petrie, Mme-Mrs. Sandra	213-241 et-and 242		210.81	80.68
Robert, Ernest	213-11 et-and 12		298.25	436.59
Trudeau, Jean	232-66		468.93	185.03
Georgian Investment Ltd.	P. 68	1026′ N. Bornes-Desig. N. 183, 234-1, P. 234 et-and P. 233 1573′ N.E. N.E. P. 67 848.5′ S.E. S.E. P. 68 1910′ S.O. (W.) S.O. (W.) P. 73 A distraire-to withdraw 68-1 et-and 68-2		
	P. 233	127′ S.E. et-and N.O. (W.) 299′ N.E. 240′ S.O. (W.) Bornes-Desig. N.O. (W.) Chemin Road S. P. 68 S.O. (W.) P. 234 N.E. 231 A distraire-to withdraw, sup.-area: 75′ x 100′		
	P. 234	234′ lay Bornes-Desig. N. Chem. Road 186′ S.O. (W.), S. P. 68 240′ N.E., N.E. P. 233 S.O. (W.) 234-1 A distraire-to withdraw, sup.-area: 75′ x 125′	251.31	2,233.52
Fencel, Werner	238-26		171.96	60.68
Lehotay, Victor	236-155 et-and 156		456.90	307.58
Philips, George	238-16		859.40	730.30
Aircraft Specialty Co.	P. 81		77.36	309.61
Brussel Realties	P. 64	55′ S. Bornes-Desig. S.E. Chemin Public Rd et-and 64-46 et-and P. 64 83.1′ E., N.O. (W.) P. 62 217.6′ N.E., N.E. P. 63 et-and P. 64 120.8′ S.E., S.O. (W.) P. 65 et-and 64-64 2737.8′ N.E. 352.6′ N.O. (W.) 2914.7 S.O. (W.) 99′ S.E. 190′ S.O. (W.) 50′ O. (W.)	459.73	1,371.30
Clover Leaf Housing Inc.	P. 56	Sup.-area: 1,531,047 p.c.-sq. ft. ou-or 41-604 arp. Bornes-Desig. S. Chem. Public Road S.O. (W.) P. 57 N.O. (W.) 56 et-and 56-14 N.E. P. 55 et-and P. 54 S. E. 56-7, 8, 13 S. O. (W.) et-and S. E. et-and E. P. 56	608.23	3,759.13
River Front Development Ltd.	P. 54	Sup.-area: 1,059,299 p.c.-sq.ft. ou-or 28-78 arp. Bornes-Desig. S.E. 54-1 et-and boul. Levesque blvd. et-and P. 54 N. O. (W.) P. 55 N. E. P. 52 et-and 54-1 et-and P. 54 S. O. (W.) P. 54		
	P. 54	Sup.-area: 475,870 p.c.-sq. ft. ou-or 12-93 arp. Bornes-Desig.: S.E. boul. Levesque boul. et-and P. 54 N. O. (W.) 55, 56 N. E. P. 54		
	P. 54	5280 p.c.-sq. ft. Bornes-Desig.: S. E. Riv. N.O. (W.) boul. Levesque blvd. N. E. P. 54		
	P. 54	9120 p.c.-sq. ft. Bornes-Desig.: S. E. Riv. N.O. (W.) boul. Levesque blvd S. O. (W.) P. 54	624.52	3,916.27
Tee Jay Investment Ltd.	185		92.92	.....

Commission scolaire du Lac Deux-Montagnes
Lake of Two Mountains Protestant School Commission
Cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée (*suite*)
Cadastral of the parish of Sainte-Dorothée (*continued*)

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Bornes Description	Taxes scol. School taxes	Taxes mun. Mun. taxes
Les Ent. Larivière	92-130 92-131 92-P. 129	50′ lar. (w.) 100′ prof. (l.) Bornes-Desig.: S. E. 92-114 N. O. (W.) 92-P. 129 N. E. 92-P. 128 S. O. (W.) 92-130 et-and 131		
	92-P. 128	50′ lar. (w.) 100′ prof. (l.) et-and 25′ lar. (w.) N. O. (W.), 80′ S. O. (W.) Irr. Bornes-Desig.: S. E. 92-114 N. O. (W.) 92-P. 128 et-and rue Street S. O. (W.) 92-P. 129 et-and 92-P. 128 N. O. (W.) 92-127	$ 288.20	$ 1,218.53
Auger, Louis-P.	139-163		11.90	185.75
Bernard, Michael	171-105		19.80	.....
Boire, Gilles	140-70 et-and 71		17.51	410.58
De Garris, Claude	137-109		11.90	136.02
Goyer, Leonide	137-124		12.09	136.02
Laureal Co. Ltd	140-66 et-and 67		19.03	528.26

Donné à St-Eustache, ce 15e jour de janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MME L. COOKE.

22954-4-2-o

Given at St-Eustache, this 15th day of January, 1968.

MRS. L. COOKE,
Secretary-Treasurer.

22954-4-2-o

Ville de Maniwaki

Aux contribuables de la susdite municipalité, avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que: les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel-de-Ville, à la ville de Maniwaki, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS, mil neuf cent soixante-huit, à DEUX heures p.m., pour taxes municipales et scolaires et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Town of Maniwaki

Public notice is hereby given to the tax-payers of the aforesaid municipality by the undersigned, secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Town Hall of the town of Maniwaki on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-eight, at TWO o'clock p.m. for municipal and school taxes and other dues on the various lots of land designated below, unless the said taxes and dues are paid with the costs before the sale, to wit:

Corporation de la ville de Maniwaki — Corporation of the town of Maniwaki

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Boisvenue, Lucien	P. 2-59, P. 2-60	R.F.R.D.	$ 93.02	$ 45.57	$ 138.59

1. Partie du lot 2-59, rang front de la rivière Désert, canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain est décrite comme suit savoir: commençant à mesurer au coin-nord-est du lot de terre portant le numéro deux-cinquante-huit à la rue Tenasco ouest se dirigeant vers l'est en longeant ladite rue Tenasco ouest se dirigeant vers l'est en longeant ladite rue Tenasco ouest une distance de cinquante-huit pieds, de ce point tournant à angle droit et se dirigeant vers le sud, une distance de vingt-huit pieds jusqu'au lot numéro deux-soixante, de ce point tournant à angle droit et se dirigeant vers l'ouest en longeant ledit lot numéro 2-60 jusqu'au lot numéro 2-58, de là longeant ledit lot numéro 2-58, une distance de cinq pieds jusqu'au premier point de départ. Bornée telle dite partie vers le nord par ladite rue Tenasco ouest vers l'est par le résidu dudit lot numéro 2-59, appartenant à Terisse Éthier ou représentants, vers l'ouest par le lot numéro 2-58 et vers le sud par le lot numéro 2-60 ou la propriété ci-dessous décrite.

1. Part of lot 2-59, Desert river front range, township of Maniwaki, which part of land is described as follows, to wit: starting to measure from the northeast corner of the land lot bearing number two hundred and fifty-eight on Tenasco West Street, going towards the east along the said Tenasco West Street a distance of fifty-eight feet, from that point turning at a right angle and going towards the south a distance of twenty-eight feet as far as lot number two-sixty, from that point turning at a right angle and going towards the west running along lot number 2-60 as far as lot number 2-58, thence running along the said lot number 2-58, a distance of five feet as far as the first starting point. Bounded such said part towards the north by the said Tenasco West Street, towards the east by the residue of the said lot number 2-59, belonging to Terisse Éthier or representatives, towards the west by the lot number 2-58 and towards the south by lot number 2-60 or the hereunder described property.

2. Une partie du lot de terre portant le numéro deux-soixante (Ptie 2-60) dans le rang de front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure en profondeur la profondeur qu'il y a à partir d'une distance de soixante-quinze pieds de la rue Laird au lot numéro deux-cinquante-huit par une largeur de trente-trois pieds et laquelle partie est bornée comme suit, savoir: vers le nord par le lot numéro 2-59, vers l'est par la propriété de Tom Budge, vers l'ouest par le lot numéro 2-58, et vers le sud par partie du même lot 2-60 appartenant à Isidore Allaire ou représentants. Le tout avec bâtisses y érigées.

2. A part of the land lot bearing number two-sixty (Pt. 2-60) in the Desert River front range, in the township of Maniwaki, which part of land measures in depth the depth that exists to start from a distance of seventy-five feet from Laird Street at lot number two-fifty-eight with a width of thirty-three feet and which part is bounded as follows, to wit: towards the north by lot number 2-59, towards the east by the property of Tom Budge, towards the west by lot number 2-58, and towards the south by part of the same lot 2-60 belonging to Isidore Allaire or representatives. The whole with buildings thereon erected.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Cusson, Victor	35-108	R.F.R.G.	$ 96.20	$ 46.56	$ 142.76
Le lot 35-108 rang front rivière Gatineau, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 35-108 Gatineau River front range, township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Danis, Wilbrod	P. 3	A Egan	103.84	158.70	262.54
Un terrain connu et désigné comme étant partie du lot trois, rang A (Ptie 3, Rang A) au cadastre officiel du canton d'Egan, lequel terrain est plus particulièrement décrit comme suit: mesurant 50 pieds de large sur 200 pieds de profondeur; bornée au nord par partie dudit lot propriété de Basile Fournier, au sud par partie dudit lot propriété de Royal Fortin à l'est par la montée St-Ignace et à l'ouest par la rue cadastrée numéro 3-61. Le coin nord-est dudit lot est à trois cent soixante-cinq pieds (365') sud du coin nord-est de la propriété de Joseph Paquette, étant borne-station.		A piece of land known and designated as being part of lot three, range A (Pt. 3, range A) of the official cadastre of the township of Egan, which land is more particularly described as follows: measuring 50 feet in width by 200 feet in depth; bounded on the north by part of the said lot property of Basile Fournier, on the south by part of the said lot property of Royal Fortin, on the east by la Montée Saint-Ignace and on the west by the street registered under number 3-61. The northeast corner of the said lot is at three hundred and sixty-five feet (365') south of the northeast corner of the property of Joseph Paquette, being a station boundary.			
Fortin, Théodore	33-16	R.F.R.G.	89.32	59.33	148.65
Le lot 33-16 rang front rivière Gatineau, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 33-16, Gatineau River front range, township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Gagnon, Rhéal	P. 1-141	R.F.R.D.	307.73	125.19	432.92
Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent quarante-et-un (Ptie 1-141) dans le rang de front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, laquelle partie mesure trente-trois pieds de largeur ou la moitié de la largeur du lot par une profondeur de quatre-vingt-trois pieds ou la moitié de la profondeur dudit lot et laquelle partie est ainsi bornée: vers le nord par la propriété de Louis Fournier, vers l'est par une certaine cour à bois, vers le sud par la rue Pasagua et vers l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à Olivier Blais.		A part of the land lot bearing number one-one hundred and forty-one (Pt. 1-141) in the Desert River front range, in the township of Maniwaki, which part measures thirty-three feet in width or half of the width of the lot with a depth of eighty-three feet or half of the depth of the said lot and which part is thus bounded: towards the north by the property of Louis Fournier, towards the east by a certain wood yard, towards the south by Pasagua Street and towards the west by the residue of the said lot belonging to Olivier Blais.			
Le tout avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.		The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the servitudes active and passive, apparent and occult attached to the said immovable.			
Gravel, Hormidas	Maison sur-House on 32-18		41.95	21.02	62.97
Maison seulement sur lot 32-18, rang front Rivière Gatineau.		House only on lot 32-18, Gatineau River front range.			
Guilbault, Benoît	32-40	R.F.R.G.	112.17	76.43	188.60
Le lot 32-40 rang front rivière Gatineau, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 32-40, Gatineau River front range, township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Holloway, Mme-Mrs. Carolyn (Mme-Mrs Elisée Morin)	P. 5 A	R.F.R.D.	109.16		109.16
Un terrain faisant partie du lot de terre numéro cinq A dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie mesure soixante-huit pieds sur sa ligne est, commençant à poteau appelé borne Poulin et de ce poteau allant vers le sud, en longeant le chemin, de ce point allant vers l'ouest cinquante-deux pieds, plus ou moins, jusqu'au ruisseau, de ce point longeant ledit ruisseau vers le nord jusqu'à la borne Poulin, et de ce point en allant vers l'est sur une distance de vingt-six pieds plus ou moins jusqu'au dit chemin. Borné comme suit, vers le nord par la propriété de la C.I.P., vers l'est par ledit chemin, vers l'ouest par ledit ruisseau et vers le sud par le résidu dudit lot 5A appartenant à Eugène Brisson ou représentants. Un terrain étant partie du lot de terre portant le numéro cinq A dans le rang de front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, ladite partie mesurant cinquante-deux pieds sur sa ligne nord, soixante-six pieds sur sa ligne sud, trente-trois pieds		A piece of land being a part of the lot of land number five A in the Desert River front range in the township of Maniwaki, said part measuring sixty-eight feet in the east line, to start from a post called (borne Poulin) and from that post going towards the south, running along the road, from that point going to the west fifty-two feet, more or less as far as the creek, from that point running along said creek towards the north as far as the Borne Poulin, and from that point going to the east of a distance of twenty-six feet, more or less to the said road. Bounded as follows: towards the north by the property of the C.I.P., towards the east by the said road towards the west by the said creek and towards the south by residue of said lot 5A belonging to Eugène Brisson or representatives. A piece of land being a part of the lot of land bearing the number five A in the Desert River front range in the township of Maniwaki, said part measuring fifty-two feet in the north line, sixty-six feet in the south line thirty-three feet			

sur ses lignes est et ouest, et borné comme suit, à savoir: vers le nord par la propriété achetée par l'acte de vente enregistré à Gatineau, sous le numéro 33757, vers le sud par le résidu dudit lot, vers l'est par la chaussée et vers l'ouest par le ruisseau. Avec les bâtisses y érigées circonstances et dépendances.

in the east and in the west lines and bounded as follows; to wit: towards the north by the property acquired by deed of sale registered at Gatineau under the number 33757, towards the south by the residue of said lot, towards the east by the Roadway and towards the west by the creek. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Lachapelle, Gaston, Succ-Est.....	P. 2-1.....	A Egan.....	$ 52.65	$ 129.30	$ 181.95
Un immeuble connu et désigné au cadastre du rang « A », du canton d'Egan, comme étant une partie de la subdivision un du lot originaire deux (Ptie 2-1, rang A), mesurant, mesures anglaises et plus ou moins, deux cents pieds (200′) dans sa limite nord, quatre cent soixante-treize pieds (473′) dans sa limite est, deux cent quatre pieds (204′) dans sa limite sud, cinq cent soixante pieds (560′) dans sa limite ouest, contenant en superficie cent trois mille deux cents pieds carrés (103,200 p.c) et le tout borné comme suit: vers le nord par une rue cadastrée étant la redivision quatre-vingt-dix-huit de ladite subdivision un dudit lot originaire deux (2-1-98, rang A), vers l'est par une partie de la rue cadastrée étant la redivision quatre-vingt-huit de ladite subdivision un, dudit lot originaire deux (Ptie 2-1-88, rang A) et vers l'ouest par une partie d'une autre rue cadastrée étant la redivision quatre-vingt-neuf, de ladite subdivision un, dudit lot originaire deux (Ptie 2-1-89, rang A).		An immovable known and designated in the cadastre of range "A", of the township of Egan, as being a part of the subdivision one of the original lot two (Pt. 2-1, range A), measuring, English measures and more or less, two hundred feet (200′) on the north border, four hundred and seventy-three feet (473′) on the east border, two hundred and four feet (204′) on the south border, five hundred and sixty feet (560′) on the west border, containing a surface area of one hundred three thousand two hundred square feet (103,200 sq. ft.) and the whole bounded as follows: towards the north by a street registered as being redivision ninety-eight of the said subdivision one of the said original lot two (2-1-98, range A), towards the east by a part of the street registered being redivision eighty-eight of the said subdivision one, of the said original lot two (Pt. 2-1-88, range A), and towards the west by a part of another street, registered being redivision eighty-nine of the said subdivision one of the said original lot two (Pt. 2-1-89, range A).			
Le tout tel que démontré sur un plan d'arpenteur, préparé par M. Rodolphe Dumont, arpenteur-géomètre, en date du cinq novembre mil neuf cent soixante-deux (5 novembre 1962), dont copie demeure annexée en un acte de prêt, passé devant le notaire soussignée, le 8 avril 1965, sous le numéro 1,243 de ses minutes. Avec et sujet avec toutes les servitudes y attachées le cas échéant. La présente vente est faite en exécution d'une promesse de vente sous seing privé, entre les mêmes parties, laquelle est par les présentes annulée et remplacée à toutes fins que de droit.		The whole such as shown on a land-surveyor plan, prepared by Mr. Rodolphe Dumont, land-surveyor, dated November fifth, one thousand nine hundred and sixty-two (November 5, 1962) copy of which remains attached to a deed of loan passed before the undersigned notary, on April 8, 1965, under number 1,243 of his minutes. With and subject with all the servitudes attached thereto, in case of need. The present sale is made in pursuance to a private promise to sell between the said parts, which is by these presents cancelled and replaced for all legal purposes.			
Lafrenière, Ernest.....	4-18, 4-19.....	R.F.R.D.....	137.20	70.92	208.12
Les lots de terre portant les numéros 4-18 et 4-19, rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lots of land bearing numbers 4-18 and 4-19, Desert River front range, in the township of Maniwaki. With buildings thereon erected.			
Lapratte, Mme-Mrs Rosina.....	32-5.....	R.F.R.G.....	172.41	.....	172.41
Le lot 32-5, rang front rivière Gatineau, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 32-5, Gatineau river front range, township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Morin, Henri.....	33-8.....	R.F.R.G.....	82.27	39.81	122.08
Le lot 33-8, rang front rivière Gatineau, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 33-8, Gatineau river front range, township of Maniwaki, with buildings thereon erected.			
Paul, Aurèle.....	P. 2-61.....	R.F.R.D.....	150.66	68.13	218.79
Une partie du lot de terre portant le numéro deux-soixante-et-un (Ptie 2-61), dans le rang front rivière Désert, au cadastre officiel du canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure soixante pieds (60′), de front sur la rue Laird, soixante pieds (60′) à l'arrière par une profondeur de cinquante pieds (50′) et est bornée comme suit, savoir: vers le sud-est par la rue Laird, vers le sud-ouest par une lisière de six pieds de largeur appartenant à Philippe Langevin ou représentants, vers l'ouest par le résidu dudit lot 2-61 appartenant à Isidore Allaire ou représentants, et vers le nord-est par le lot No 2-60. Avec bâtisses dessus y érigées, circonstances et dépendances.		A part of the lot of land bearing number two-sixty-one (Pt. 2-61), in the Desert River front range, in the official cadastre of the township of Maniwaki, which part of land measures sixty feet (60′) in front on Laird Street, sixty feet (60′) at the back with a depth of fifty feet (50′) and is bounded as follows, to wit: towards the southeast by Laird Street, towards the southwest by a strip of land of six feet in width belonging to Philippe Langevin or representatives, towards the west by the residue of the said lot 2-61 belonging to Isidore Allaire or representatives, and towards the northeast by lot No. 2-60. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.			
Turpin, Maurice dit Lapratte.....	P. 1-24.....	R.F.R.D.....	81.52	63.68	145.20
Une partie du lot de terre portant le numéro 1-24, rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure 33 pieds de largeur ou la moitié de la largeur dudit lot par une profondeur de 165 pieds ou la profondeur du lot et bornée comme suit, savoir: en front vers le sud par la rue Koko, vers le nord par partie du lot 1-31, vers l'est par le lot 1-25 et vers l'ouest par le résidu dudit lot 1-24. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number 1-24, Desert River front range, in the township of Maniwaki, which part of land measures 33 feet in width or half of the width of the said lot with a depth of 165 feet or the depth of the lot and bounded as follows, to wit: in front towards the south by Koko Street, towards the north by part of lot 1-31 ,towards the east by lot 1-25 and towards the west by the residue of the said lot 1-24. With buildings thereon erected.			

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Whalen, Alvin	P. 1-150	R.F.R.D.	$ 115.87	$ 29.79	$ 145.66

Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent cinquante (Ptie 1-150), dans le rang de front à la rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, laquelle partie mesure vingt-cinq pieds de profondeur par la largeur du lot et est bornée comme suit, savoir: En front vers le nord par le résidu dudit lot, vers le sud par le lot numéro 1-144, vers l'ouest par le lot numéro 1-147 et vers l'est par le lot 1-151. Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances sans réserve.

A part of the lot of land bearing number one-one hundred and fifty (Pt. 1-150), in the Desert River front range, in the township of Maniwaki, which part measures twenty-five feet in depth by the width of the lot and is bounded as follows, to wit: in front towards the north by the residue of the said lot, towards the south by lot number 1-144, towards the west by lot number 1-147 and towards the east by lot 1-151. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies without reserve.

Donné à Maniwaki, ce dix-septième jour de janvier mil neuf cent soixante-huit.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire-trésorier,
LÉO-PAUL GRONDIN.

22985-4-2-o

Given at Maniwaki, on this seventeenth day of January, one thousand nine hundred and sixty-eight.

Certified true copy.

LÉO-PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

22985-4-2

Municipalité scolaire de Fabreville

Avis public est par les présentes donné, par Jean-Paul Ouimet, secrétaire-trésorier, que les immeubles ci-après mentionnés, seront vendus, par enchère publique, pour non paiement de taxes au bureau du secrétaire-trésorier de la Commission Scolaire de Fabreville 3516 rue Edgar, Fabreville JEUDI le QUATORZIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes scolaires et municipales mentionnées ci-après nommées, plus les frais et intérêts encourus ne soient payés avant la vente.

School Municipality of Fabreville

Public notice is hereby given by Jean-Paul Ouimet, Secretary-Treasurer, that the real estate mentioned below, will be sold by public auction, for unpaid taxes at the office of the secretary-treasurer of the School Municipality of Fabreville, 3516 Edgar Street, Fabreville, THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH 1968, at TEN o'clock a.m., unless municipal and school taxes mentioned below, plus fees and interest be paid before the sale.

Cadastre de la paroisse de Sainte-Rose
Cadastre of the parish of Sainte-Rose

Nom du propriétaire Name of owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scol. School taxes	Taxes mun. Mun. taxes	Total
Gobin-Daude, François	435	$ 164.34	$ 99.54	$ 263.88
Palyseff, N. & Martynuick, I.	122-2-19	14.28	29.31	43.59
	122-2-20	13.08	29.31	42.39
	122-2-21	13.08	46.62	59.70
	122-2-22	13.08	46.62	59.70
	122-2-23	13.08	46.62	59.70
	122-2-24	13.08	46.62	59.70
	122-2-25	13.08	46.62	59.70
	122-2-26	13.08	46.62	59.70
	122-2-77	13.08	46.62	59.70
	122-2-78	13.08	38.23	51.31
Savage, Hugh B.	221-278	19.49	750.48	769.97
	221-281	139.31	1,408.94	1,548.25
Tremblay, Gérald	139-93	80.34	224.09	304.43
Cosy Corner inc.	218-143	74.22	377.57	451.79
	218-180	84.24	595.31	679.55
Jaikel Investment Corp.	217-P. 244	42.16		42.16
Lagace, E. & G.	228-P. 378	37.92	116.22	154.14
Leefort Realties Inc.	216-P. 75-P. 76	131.54	118.81	250.35
Nesher Holdings Corp.	P. 248, P. 249	522.56	640.40	1,162.96

Donné à Fabreville, ce 18 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL OUIMET.

22953-4-2-o

Given at Fabreville, this January 18, 1968.

JEAN-PAUL OUIMET,
Secretary-Treasurer.

22953-4-2

Municipalité du comté de Kamouraska

Avis public, vous est par le présent donné, par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite corporation de comté, que les immeubles ci-dessous décrits, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du conseil de comté, au bureau d'enregistrement St-Pascal, comté de Kamouraska, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures du matin pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et rentes seigneuriales, avec intérêts, plus les frais inhérents, à moins que le tout soit acquitté avant la vente.

Municipality of the county of Kamouraska

Public notice is hereby given to you by the undersigned, secretary-treasurer of the above-mentioned county corporation, that the immovables hereinafter described, will be sold by public auction in the council hall of the county of Kamouraska, in the registry office in St-Pascal, THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal and school taxes and seigniorial rents, with interest, plus the inherent costs, unless the whole has been paid before the sale.

Propriétaire Proprietor	Cadastre de la paroisse Cadastre of the parish	Subdivision	Total
Roland Boivin	St-Pascal	276-2	$ 401.39
Adrien Joncas	St-Onésime	54, P. 188	47.60
Roland Soucy	St-Onésime	70A, 161	101.72
Gérard Laplante	St-Onésime	159, P. 160, 229, 230, 273, P. 323	522.19
Inconnu-Unknown, Long Pellerin	St-André	P. 551	344.50
Inconnu-Unknown, Petit-Pellerin	St-André	P. 552	100.60

Donné à St-André, comté de Kamouraska, ce 15e jour de janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
J. RENÉ LAVOIE.

22955-4-2-o

Given at St-André, county of Kamouraska, this 15th day of January, 1968.

J. RENÉ LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

22955-4-2

Municipalité scolaire protestante de Les Écores

Avis public est par les présentes donné, par S. M. Zirkenbach, secrétaire-trésorier, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus, par enchère publique, pour non paiement de taxes en la salle d'école Twin Oak, 700, rue Lucie, Fabreville, Laval, Qué., JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS 1968 (mil neuf cent soixante-huit) à DIX heures de l'avant-midi (10 a.m.), à moins que les taxes scolaires et municipales mentionnées ci-après nommées, plus les frais et intérêts encourus ne soient payés avant la vente. (La Commission municipale de Québec a autorisé une énumération abrégée).

Protestant School Municipality of Les Écores

Public notice is hereby given by S. M. Zirkenbach, secretary-treasurer that the real estates mentioned below, will be sold by public auction, for unpaid taxes at Twin Oak School, 700 Lucie Street, Fabreville, Laval, Que., on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1968 (one thousand nine hundred and sixty-eight) at TEN o'clock in the forenoon (10:00 a.m.), unless municipal and school taxes mentioned below, plus fees and interest be paid before the sale. (The Municipal Commission of Quebec has authorized a summarized list).

Cadastre de la paroisse de Saint-Martin — Cadastre of the parish of Saint-Martin

Propriétaire Owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munic. taxes
Les Carrières Normont	P. 306	$ 21.36	$ 12.10
4′ N.E., 51.5 E., 12.5 S.O., 50′ N.O. Bornes: N.E, S.O. et N.O. P. 306, E. 45-390. Superficie 535 pieds carrés.	4′ N.E., 51.5 E., 12.5′ S.W., 50′ N.W. Boundaries: N.E., S.W. and N.W. P. 306, E. 45-390. Area 535 square feet.		
Ninonson, Jack	657-146	45.64	33.24
Ninonson, Jack	657-147	42.10	152.88

Cadastre de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul
Cadastre of the parish of Saint-Vincent-de-Paul

Les Carrières Normont	45-390	$ 21.36	$ 12.11
Ethier, O.	34-1-63	187.48	281.34
Boldog, Mme-Mrs. E.	81-274	881.62	260.97
Farber, Issie	63-P. 138	15.23	111.48
4.29′ S.E., 8.5′ N.O., 100′ profondeur. Bornes: N.O. 63-141, S.E. 63-134, S.O. et N.E. 63-P. 138.	4.29′ S.E., 8.5 N.W., 100′ depth. Boundaries: N.W. 63-141, S.E. 63-134, S.W. and N.E. 63-P. 138.		

Cadastre de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul (*suite*)
Cadastral of the parish of Saint-Vincent-de-Paul (*continued*)

Propriétaire Owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munic. taxes
Farber, Issie	P. 63	$ 121.19	$ 724.48
Franken, J. P.	57-117	400.38	372.82
Freeman, Irving	60-335	15.55	7.76
Freeman, Irving	60-496	3.74	1.13
Freeman, Irving	60-534	6.03	0.90
Freeman, Irving	60-574	42.57	31.86
Rainu, Ion, en fiducie-in trust	P. 68	75.06	338.38
Vaclav, John Pichler	68-145	182.32	1,197.84
Marcoux, Gérard	62-427	84.11	325.44
Theodore, B.	83-101	588.38	83.67
F. D. F. Ltée	101-26	413.80	680.97
Wasserman, F.	96-124	103.05	822.85
Dorey, Larry	101-319	72.80	320.28
Kert, Samuel *et al*	P. 332	1,119.45	1,474.18
Jerom, M. C.	350-2	599.12	717.35
Foley, R.	P. 361	2,021.74	1,733.05
Kugler, J.	P. 344	2,707.17	17,337.09
Kugler, J.	P. 336	782.93	
Kugler, J.	P. 360	3,805.95	3,493.74
Kam Corp. a/s-c/o J. Kugler	P. 345	476.19	7,674.15
Kugler, J.	P. 349	1,429.67	4,159.01
Pichette, J.-Oscar	347-P. 1	259.34	314.40
62′ front, 48.75′ arrière, 160.6′ S.O. et 132.5′ N.E. Bornes: Front Levesque, arrière P. 347, N.E. P. 348 et S.O. 347-P. 1.		62′ front, 48.75′ rear, 160.6′ S.W. and 132.5′ N.E. Boundaries: Front Levesque, rear P. 347, N.E. P. 348 and S.W. 347-P. 1.	
Schector, S. H. a/s-c/o Ben S.	P. 341, 92.65 arp.	1,048.95	1,199.28
Strauss, Max	P. 346	50.04	
Superficie 16,500. Bornes: N.O., N.E., S.E. et S.O. P. 346.		Area 16,500. Boundaries: N.W., N.E., S.E. and S.W. P. 346.	
Ferman, Lewis	472-79	39.23	
Ferman, Lewis	472-80	44.16	
Ferman, Lewis	472-81	44.16	
Ferman, Lewis	472-82	44.16	
Ferman, Lewis	472-83	44.16	
Ferman, Lewis	472-84	44.16	
Ferman, Lewis	472-85	44.16	
Kryger, Simcha	508-384	14.79	
Kryger, Simcha	508-385	11.25	
Kryger, Simcha	508-386	11.25	
Kryger, Simcha	508-387	11.09	
Lieblich, Helmut	505-1-P. 44, 45	38.10	29.86
44: 50′ largeur, 90′ profondeur. S.O. 505-1-274, N.E. 505-1-29, S.E. 505-1-P. 44 et N.O. 505-1-45. 45: 50′ largeur, 90′ profondeur. S.O. 505-1-274, N.E. 505-1-28, S.E. 505-1-44 et N.O. 505-1-P. 45.		44: 50′ width, 90′ depth. S.W. 505-1-274, N.E. 505-1-29, S.E. 505-1-P. 44 and N.W. 505-1-45. 45: 50′ width, 90′ depth. S.W. 505-1-274, N.E. 505-1-28, S.E. 505-1-44 and N.W. 505-1-P. 45.	
Lukofsky, A.	471-179	46.63	30.07
Lukofsky, A.	471-180	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-181	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-182	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-183	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-184	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-185	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-186	39.98	7.00
Lukofsky, A.	471-187	39.98	7.00
Strushberg, Mme-Mrs. H.	471-167	38.39	7.49
Strushberg, Mme-Mrs. H.	471-174	47.68	10.16
Strushberg, Mme-Mrs. H.	472-109	46.53	29.67
Strushberg, Mme-Mrs. H.	472-110	36.17	29.42
Strushberg, Mme-Mrs. H.	472-111	35.53	28.87
Strushberg, Mme-Mrs. H.	472-112	37.17	30.19
Brummer, Harry *et al*	P. 526, P. 527, P. 528, P. 531	3,043.19	4,513.74
Bornes: N.O. P. 531, S.E. Chemin public, S.O.-P. 531 et N.E. 532. A distraire front 531, 200′ x 195′.		Boundaries: N.W. P. 531, S.E. Public road, S.W.-P. 531 and N.E. 532. To deduct front 531, 200′ x 195′.	
Bultz, Josef *et al*	P. 372	4,125.44	2,471.72
Superficie 7.4 arpents. Bornes: N.O. chemin Bas St. Franc. et P. 372, N. P. 372 et Chemin public S.E. 331, S.O. 373, et N.O. R. 18. Superficie 72.92 arpents. Bornes: N.O. Bas St. Franc., N.E. P. 372, S.E. Chemin public et P. 372 et S.O. 373 et P. 372.		Area 7.4 arpents. Boundaries: N.W. Lower St-Franc. Road and P. 372, N. P. 372 and Public road, S.E. 331, S.W. 373 and N.W. R. 18. Area 72.92 arpents. Boundaries: N.W. Lower St. Franc., N.E. P. 372, S.E. Public road and P. 372 and S.W. 373 and P. 372.	
Gascon, Ludger	P. 535	2,516.48	2,599.33
Superficie 69.317 arpents. Bornes: N.E. 536, S.O. 532, N.O. paroisse St-François et S.E. chemin St-Elzéar et P. 535.		Area 69.317 arpents. Boundaries: N.E. 536, S.W. 532, N.W. St. François parish and S.E. St. Elzéar Road and P. 535.	
Lerner, Jose	P. 384	3,472.22	2,870.14
Superficie 73.584 arpents. Bornes: S.E. Chemin public and P. 384, N.O. P. 384 à Shawinigan, N.E. P. 383 et S.O. P. 384 et P. 388.		Area 73.584 arpents. Boundaries: S.E. Public road and P. 384, N.W. P. 384 at Shawinigan, N.E. P. 383 and S.W. P. 384 and P. 388.	

Superficie 40.961 arpents. Bornes: S.E. P. 384 à Shawinigan, N.O. paroisse St. Franc., N.E. P. 383 et S.O. P. 388.
Partie, vendue à Hydro le 27-7-66. No 2340023. Superficie 45.606 arpents.

Area 40.961 arpents. Boundaries: S.E. P. 384 at Shawinigan, N.W. St. Franc. parish, N.E. P. 383 and S.W. P. 388.
Part, sold to Hydro on 27-7-66. No. 2340023. Area 45.606 arpents.

Cadastre de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul (*suite*)
Cadastral of the parish of Saint-Vincent-de-Paul (*continued*)

Propriétaire Owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munic. taxes
Schatz, Jerry	P. 447	$ 226.23	$ 570.24

Cadastre de la paroisse de Saint-François — Cadastre of the parish of Saint-François

Charles, Mme-Mrs. H. Wendlin	7-38	$ 227.10	$ 104.72
Avramovic Proka	191-226	27.12	3.34
Baker, Stanley, G.	191-357	18.23	11.15
Baker, Stanley, G.	191-358	14.69	11.15
Baker, Stanley, G.	191-359	14.69	11.15
Hydro-Québec	87-2-62	23.09	122.12
Hydro-Québec	87-2-63	40.01	150.54
Hydro-Québec	87-2-67	20.81	16.72
Hydro-Québec	87-2-69	21.14	17.00
Bonnaud, Henri	4-62	20.61	162.98
Turcotte, Alfred	20-5	18.13	11.49
Dorie, M.	101-212	18.13	11.59
Dorie, M.	94-6-126	22.43	15.09
Dombrowsky, Edward	101-98	31.01	200.70
Ivanzky, Tibor	94-6-160	34.03	24.74
Juliver, Morris	87-2-216	49.45	293.45
Juliver, Morris	87-2-217	43.14	327.16
Juliver, Morris	87-2-220	40.05	301.12
Juliver, Morris	87-2-221	42.65	327.24
Juliver, Morris	87-2-257	40.03	240.17
Juliver, Morris	87-2-258	42.65	326.07
Juliver, Morris	97-2-259	42.30	424.63
King, Wilcox	191-526	18.13	.....
Kovacs Kalman	102-14	30.86	85.73
Kuhn, Gerald	74-226	22.77	4.64
Kuhn, Gerald	115-94	22.24	4.99
Longford, Mme-Mrs. N. Dudley	145-27	32.81	35.26
Mair, Allan	91-155	44.40	273.26
Nedelko Molosewic	P. 91	52.85	0.91
75' largeur, 100' profondeur. Bornes: Front route 18, S.E. P. 91, N. P. 91 et O. P. 91.	75' width, 100' depth. Boundaries: Front highway 18, S.E. P. 91, N. P. 91 and W. P. 91.		
Majenyi Bela	145-20	24.70	.....
Pecker, Mme-Mrs. C. Juliver	87-2-222	39.62	505.90
Pecker, Mme-Mrs. C. Juliver	87-2-223	36.44	576.60
Pecker, Mme-Mrs. C. Juliver	87-2-224	39.37	617.44
Pecker, Mme-Mrs. C. Juliver	87-2-225	40.20	618.64
Pecker, Mme-Mrs. C. Juliver	87-2-226	41.01	622.71
Renke, H.	101-226	38.97	16.77
Unity Land and Hsg.	115-5	34.73	0.63
Rothstein, Louis	191-534	26.85	17.70
Rothstein, Louis	191-535	19.76	17.70
Rothstein, Louis	191-536	19.76	17.70
Rozman, Charlotte	115-23	25.34	0.63
Rozman, Charlotte	115-24	21.80	0.63
Rozman, Charlotte	74-333	17.20	0.49
Hydro-Québec	94-6-132	17.38	3.91
Schmidtler, G. H.	101-23	61.25	148.19
Schmidtler, G. H.	74-101	22.88	21.89
Schneider, Leo	74-162	47.57	0.59
Vogt, A.	94-6-156	18.79	20.10
Weigand, Hans J.	91-120	35.26	461.38
Hailey, Samuel James	3-23	24.45	53.21
Hailey, Samuel James	3-24	13.73	57.97
Hailey, Samuel James	3-26	12.75	82.61
Zanetti, Bruno	192-245	46.24	16.73
Zanetti, Bruno	192-246	12.05	16.73
Hydro-Québec	74-259	21.41	3.76
Andon Realties Inc.	P. 189	458.75	318.39
Ohrbach, Zygmunt	19-60	16.68	24.11
Ohrbach, Zygmunt	19-61	16.51	23.81
Ohrbach, Zygmunt	19-21	13.48	18.97
Ohrbach, Zygmunt	19-22	14.35	20.35
Ohrbach, Zygmunt	19-31	17.32	24.87
Ohrbach, Zygmunt	19-32	17.32	24.87
Ohrbach, Zygmunt	19-39	16.26	23.26
Ohrbach, Zygmunt	19-42	15.42	21.96
Ohrbach, Zygmunt	P. 19	409.10	640.63
Ohrbach, Zygmunt	19-49	17.32	25.09
Ohrbach, Zygmunt	19-50	17.32	25.09
Ohrbach, Zygmunt	19-51	17.32	25.09
Ohrbach, Zygmunt	19-52	17.32	25.09

Cadastre de la paroisse de Saint-François (*suite*) — Cadastre of the parish of Saint-François (*continued*)

Propriétaire Owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munic. taxes
Ohrbach, Zygmunt	19-59	$ 16.41	$ 23.81
Ohrbach, Zygmunt	19-62	16.51	23.81
Ohrbach, Zygmunt	19-63	16.51	23.81
Ohrbach, Zygmunt	19-64	16.51	23.81
Ohrbach, Zygmunt	20-30	33.44	24.87
Ohrbach, Zygmunt	20-33	39.54	28.20
Ohrbach, Zygmunt	20-34	39.54	28.20
Ohrbach, Zygmunt	20-35	39.54	28.20
Ohrbach, Zygmunt	20-36	39.77	28.52
Ohrbach, Zygmunt	20-37	39.77	28.52
Ohrbach, Zygmunt	20-38	39.77	28.52
Ohrbach, Zygmunt	36-15	33.12	26.21
Ohrbach, Zygmunt	36-16	27.19	21.54
Ohrbach, Zygmunt	36-17	27.52	21.86
Ohrbach, Zygmunt	36-40	27.52	21.67
Ohrbach, Zygmunt	36-41	27.19	21.08
Ohrbach, Zygmunt	36-45	26.86	21.20
Ohrbach, Zygmunt	20-39	28.18	20.99
Ohrbach, Zygmunt	20-41	20.62	20.33
Ohrbach, Zygmunt	20-42	20.62	20.33
Ohrbach, Zygmunt	20-43	20.95	20.64
Ohrbach, Zygmunt	20-44	21.28	20.98
Ohrbach, Zygmunt	20-45	28.51	21.01
Ohrbach, Zygmunt	20-46	28.18	20.99
Ohrbach, Zygmunt	20-47	28.18	20.99
Ohrbach, Zygmunt	20-48	28.18	20.99
Ohrbach, Zygmunt	20-49	28.18	20.99
Ohrbach, Zygmunt	20-50	28.18	20.99
Ohrbach, Zygmunt	P. 20	1,185.46	888.63
Ohrbach, Zygmunt	20-51	31.14	23.24
Ohrbach, Zygmunt	34-4	12.21	22.11
Ohrbach, Zygmunt	34-7	11.22	20.15
Ohrbach, Zygmunt	34-8	11.22	20.15
Ohrbach, Zygmunt	34-9	11.22	20.15
Ohrbach, Zygmunt	34-10	10.89	19.51
Ohrbach, Zygmunt	P. 34	758.54	1,200.55
Ohrbach, Zygmunt	P. 36	989.30	762.52
Ohrbach, Zygmunt	P. 47	138.28	.....
Ohrbach, Zygmunt	47-24	47.20	77.38
Ohrbach, Zygmunt	47-43	24.56	19.55
Ohrbach, Zygmunt	47-47	24.56	19.55
Goncalves, Ermelindo	47-76	21.19	16.89
Goncalves, Ermelindo	47-77	20.62	19.64
Goncalves, Ermelindo	47-91	27.21	6.42
Goncalves, Ermelindo	47-106	21.60	5.12
Ohrbach, Zygmunt	47-80	34.79	33.31
Ohrbach, Zygmunt	47-81	23.25	22.11
Ohrbach, Zygmunt	47-82	20.29	19.24
Ohrbach, Zygmunt	47-83	20.29	19.24
Ohrbach, Zygmunt	47-84	20.29	19.24
Ohrbach, Zygmunt	47-94	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-95	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-96	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-97	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-98	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-99	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-100	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-101	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-109	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-110	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-111	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-112	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-113	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-114	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-115	21.60	20.51
Ohrbach, Zygmunt	47-116	24.24	23.06
Ohrbach, Zygmunt	47-120	21.94	20.82
Ohrbach, Zygmunt	47-121	21.94	20.82
Ohrbach, Zygmunt	47-122	20.62	19.66
Ohrbach, Zygmunt	47-123	27.87	26.59
Ohrbach, Zygmunt	47-125	33.80	32.22
Ohrbach, Zygmunt	47-126	27.21	25.96
Ohrbach, Zygmunt	47-127	27.54	26.26
Ohrbach, Zygmunt	47-128	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-129	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-131	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-132	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-133	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-134	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-135	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-136	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-137	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-138	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-139	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-140	26.55	25.31

Cadastre de la paroisse de Saint-François (*suite*) — Cadastral of the parish of Saint-François (*continued*)

Propriétaire Owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munic. taxes
Ohrbach, Zygmunt	47-141	$ 26.55	$ 25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-142	26.55	25.31
Ohrbach, Zygmunt	47-143	21.28	20.19
Ohrbach, Zygmunt	47-144	21.28	20.19
Ohrbach, Zygmunt	47-145	21.28	20.19
Ohrbach, Zygmunt	47-146	21.28	41.03
Ohrbach, Zygmunt	47-147	21.28	20.19
Ohrbach, Zygmunt	47-148	21.28	20.19
Ohrbach, Zygmunt	47-149	21.28	20.19
Ohrbach, Zygmunt	47-150	21.28	21.68
Ohrbach, Zygmunt	47-151	21.28	39.44
Ohrbach, Zygmunt	47-152	21.28	22.35
Ohrbach, Zygmunt	47-153	21.28	34.72
Ohrbach, Zygmunt	47-154	21.28	20.20
Ohrbach, Zygmunt	47-155	28.86	27.31
Ohrbach, Zygmunt	47-156	21.28	20.62
Ohrbach, Zygmunt	47-157	25.69	24.68
Ohrbach, Zygmunt	47-160	29.85	28.51
Ohrbach, Zygmunt	47-161	19.63	18.60
Ohrbach, Zygmunt	47-162	19.30	18.28
Ohrbach, Zygmunt	47-163	18.31	17.33
Ohrbach, Zygmunt	47-164	23.58	27.00
Ohrbach, Zygmunt	47-165	21.61	24.68
Ohrbach, Zygmunt	47-166	19.96	23.08
Ohrbach, Zygmunt	47-169	23.25	25.32
Ohrbach, Zygmunt	47-171	22.92	27.44
Ohrbach, Zygmunt	47-172	22.59	21.48
Ohrbach, Zygmunt	47-181	20.29	19.23
Ohrbach, Zygmunt	47-182	20.29	19.23
Ohrbach, Zygmunt	47-183	19.63	18.60
Ohrbach, Zygmunt	47-184	18.97	17.94
Ohrbach, Zygmunt	47-185	17.98	16.99
Ohrbach, Zygmunt	47-180	45.77	25.37

En foi de quoi, j'ai signé à Cité de Laval (Duvernay), comté Fabre, ce dix-septième jour de janvier mil neuf cent soixante-huit.

Le secrétaire-trésorier,
S. M. ZIRKENBACH.

22984-4-2-o

In faith of which, I signed at City of Laval (Duvernay), county of Fabre, this seventeenth day of January nineteen hundred and sixty-eight.

S. M. ZIRKENBACH,
Secretary-Treasurer.

22984-4-2-o

Municipalité du comté de Saguenay

Avis est par la présente donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Tadoussac, chef lieu de la corporation du comté de Saguenay, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS, 1968 à UNE heure et TRENTE de l'après-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

Municipality of the county of Saguenay

Notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the municipality of the county of Saguenay, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction at the Town Hall of Tadoussac, county seat of the corporation of Saguenay County, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1968, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interests and the costs incurred, unless these taxes, interest and costs be paid before that date.

Tadoussac

Propriétaire Owner	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Mme-Mrs. Pauline Deschesnes-Girard, 748, St-Hubert, Jonquière Terrain et bâtisses.	Lot 237 Land and buildings.	$135.30	.....	$ 135.30
François Lapointe, Tadoussac, Saguenay Terrain et bâtisses.	P. 60 Land and buildings.	89.04	.....	89.04
Raymond Tremblay, Palais de Justice, Baie-Comeau, Saguenay, P.Q.	P. 449	57.35	$167.22	224.57
Victor Villeneuve, Tadoussac, Saguenay Terrain et bâtisses.	P. 85 Land and buildings.	102.79	.....	102.79
Xavier Hovington, 72 Duvernay, Chicoutimi P.Q. Terrain et bâtisses.	P. 85 Land and buildings.	33.80	355.31	389.11

Sacré-Coeur

Propriétaire Owner	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
René Gauthier, Sacré-Coeur, Saguenay..... Chemin Albert, terrain et maison, division 647.	P. du-of lot 21, rg E.. Albert road, piece of land and house, division 647.	$ 62.00	.....	$ 62.00
Vilmond Hovington, Grandes Bergeronnes, Saguenay..... Chemin Albert, division 647, terrain.	P. du-of lot 21, rg E.. Albert road, division 647, land.	120.75	$293.45	414.02
Salle de Quilles Bois-Joli Enr., a/s-c/o André Duchesnes, Sacré-Coeur, Saguenay..... Chemin Albert, division 647, cette propriété est grevée d'un privilège en faveur de Louis Landsman, suite 202, 455 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.	P. du-of lot 21, rg E. Albert road, division 647, this property is encumbered with a privilege in favour of Louis Landsman, suite 202, 455 Sherbrooke West, Montréal.	310.50	971.50	1,282.00
Francis Desmeules, Sacré-Coeur, Saguenay..... Moulin à Baude.	Lot 31, 2e-th rg E... Moulin à Baude.			
Francis Desmeules, Sacré-Coeur, Saguenay..... Moulin à Baude.	Lot 30-31, rg E..... Moulin à Baude.	.....	400.60	400.60
Médéric Savard, Sacré-Coeur, Saguenay..... Chemin Albert, lot 17.	P. div. 684, rg O.-W.. Albert road, lot 17.	.....	355.25	355.25

Grandes Bergeronnes

Liguoriel Lapointe succ.-est., Grandes Bergeronnes, Sag.... Terrain et bâtisse.	Lot 45, rg 1..... Land and building.	$ 34.48	$184.00	$ 218.48
Thomas Tremblay, Grandes Bergeronnes, Saguenay..... Terrain et bâtisses.	P. 47, rg 2..... Land and buildings.	148.82	676.00	824.82
Alphonse Tremblay, succ.-est., Grandes Bergeronnes, Sag.. Canton Bergeronnes.	P. du-of lot 43-C du-of rg 2..... Township Bergeronnes.	51.41	197.00	248.41

Les Escoumins

Propriétaire Owner	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Marius Bouchard, Grandes Bergeronnes, Sag..... Escoumins.	16-B-5, rg 1..... Escoumins.	$ 7.85	$ 76.42	$ 5.00	$ 89.27
Maurice Gauthier, 1384, boul. des Récollets blvd Trois-Rivières P.Q.....	Bl. A, rg S.O.-W.....	2.78	21.78	5.00	28.56
Louis Landsman Key Mortgage, 8178 chemin Wawell Road, Côte St-Luc Montréal P.Q.....	35-1, P. rg 1.....	5.41	132.67	5.00	143.08
Roger Létourneau, Grandes Bergeronnes, Sag.... Canton Escoumins, Saguenay.	P. 20, rg 1..... Township Escoumins, Saguenay.	47.92	775.50	5.00	823.42
Gérard Bouchard Herm., Escoumins, Saguenay..	15-A-6				
	15-A-4, rg 1.....	.....	479.09	5.00	484.09
Gilbert Bouchard, Jos., Escoumins, Saguenay...	16-A-18, p. rg 1.....	.....	120.33	5.00	125.33
Jos Tremblay (Théodore).....	16-B-3, P. rg 1.....	.....	153.62	5.00	158.62
Raymond Lanouette, Les Escoumins, Saguenay.	Lot 23 P. rg 1.....	.....	87.12	5.00	92.12

Sainte-Anne de Portneuf

Propriétaire Owner	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Johnny Desbiens, Ste-Anne de Portneuf, Saguenay, a/s-c/o City Loan Finances Corp, suite 306, 1255 Carré Philippe Square, Montréal.....	Lot 144, rg B.....	$ 98.70	$162.64	$ 261.34
Raymond Foster, Portneuf, Saguenay.....	Lot 274, rg B.....	63.78	166.13	229.91
Henrio Jean, Portneuf, Saguenay.....	Lot 45-143, rg B....	19.60	82.59	102.19
Sylvio Langlois, Portneuf, Saguenay, a/s-c/o Columbian Investment Corp., 2700 blvd Sir-Wilfrid Laurier blvd, Ste-Foy, Québec.....	Lot 203, rg B.....	40.15	103.20	143.35

Sainte-Anne de Portneuf (*suite-continued*)

Propriétaire Owner	Lots et rangs Lots and ranges	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Adrien Maltais, Riv. Portneuf Riv., Saguenay	Lot 271, rg B	$ 34.51	$ 27.97	$ 62.48
Joseph Tremblay M., Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 46, rg B	15.88	.....	15.88
Philippe Pilotte, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 18, rg B	57.88	148.73	206.61
Léonard Simoneau, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 41, rg B	28.35	.....	28.35
Jean-Noël Poulin, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 39, rg B	48.50	57.17	105.67
Benoît Tremblay, Riv. Portneuf Riv., Saguenay	Lot 168, rg B	715.59	387.94	1,103.53
Mme-Mrs. vve-wid. Médéril Tremblay, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 118, rg B	26.00	68.69	94.59
Jean-Jacques Tremblay, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 68, rg B	254.74	135.84	390.58
Robert Tremblay, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 70-3, rg B	119.78	411.06	530.84
Joseph Tremblay Méridé, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 46, rg B	31.23	124.71	155.94
Phydime Tremblay, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 277, rg B	27.17	69.81	96.98
Méridé Tremblay, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 29, rg B	43.71	115.16	158.87
Rodolphe Blouin, Forestville, Saguenay	Lots 138 et-and 147, rg B	.....	239.79	239.79
Mme-Mrs. Jean-Marie Delaunay, Riv. Portneuf Riv., Sag., a/s-c/o Wilder Investment, 5585 Côte St-Luc, Montréal	Lot 229-1, rg B	66.20	222.49	288.69
Raoul Tremblay, Riv. Portneuf Riv., Saguenay	Lot 238, rg B	.....	265.75	265.75
Roger Deschesnes, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 30, rg B	.....	98.22	98.22
Ernest Tremblay, Riv. Portneuf, Saguenay	Lot 272, rg B	.....	77.14	77.14
Henri Gagnon, Portneuf sur Mer, Saguenay	Lot 151, rg B	16.57	75.10	91.67

Donné à Grande-Bergeronnes, ce 15e jour de janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL BOUCHARD.

22994-4-2-o

Given at Grandes-Bergeronnes, on the 15th day of January, 1968.

PAUL BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

22994-4-2

Municipalité du comté de Verchères

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné Claude Geoffrion, secrétaire-trésorier, de la municipalité du comté de Verchères, que les terrains suivants, avec constructions y érigées seront vendus à l'enchère publique, en la salle des sessions du conseil municipal du comté de Verchères, 106, rue Principale, Verchères, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes et cotisations municipales, scolaires, intérêts municipaux, scolaires, intérêts accrus et charges, à moins que le tout n'ait été payé avant la vente, savoir:

Municipality of the county of Verchères

Public notice is hereby given by the undersigned, Claude Geoffrion, secretary-treasurer, of the municipality of the county of Verchères, that the following lands with the buildings thereon erected will be sold by public auction, in the council room of the municipal council of the county of Verchères, 106 Principale Street, Verchères, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes, interests accrued, costs and charges, unless the whole be paid before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Saint-Amable
Municipality of the parish of Saint-Amable

Nom du propriétaire Name of owner	Numéro du lot Lot number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes spéc. Spec. taxes	Int. et frais Int. and costs	Total
Succ.-est, Joseph-A. Beauchemin	451	.....	$ 42.13	.....	$ 2.60	$ 44.73
Aimé Daigneault	18, rg C	$ 67.45	199.40	$ 17.55	5.45	209.85
Marcel Dalpé	P. 209	41.45	48.67	4.65	5.92	100.69

Désignation P. 202: Borné en front par la rue David, en arrière par la propriété d'Armand Gemme, d'un côté par celle de Jean-Marie Dalpé et de l'autre côté par celle d'André Gauvrault avec bâtisse, mesurant un demi arpent.

Description P. 202: Bounded in front by David Street, to the rear by the property of Armand Gemme, on one side by the property of Jean-Marie Dalpé and on the other side by the property of André Gauvrault with the buildings thereon erected, measuring one half of an arpent.

Wilfrid Gemme	6, rg A	27.45	62.25	9.15	5.35	104.20
Léo Lacoste	Pts 194 et-and 210	65.10	4.31	8.70	4.85	82.96

Désignation P. 194: Borné en front par la rue de l'Église, en arrière par la propriété de Calixte Williams, d'un côté par celle d'Arthur Lussier et de l'autre côté par celle de Rolland Gemme F., mesurant 90′ x 90′.

Description P. 194: Bounded in front par De L'Église Street, to the rear by the property of Calixte Williams, on one side by the property of Arthur Lussier and on the other side by the property of Rolland Gemme F., measuring 90′ x 90′.

Désignation P. 210: Borné en front par la rue Rémi, en arrière par la propriété de Maxime Lacoste, d'un côté par celle d'Yvon Williams et de l'autre côté par celle d'Aristide Gemme, mesurant trois quarts d'arpent par 1,000′ de profondeur, sans bâtisse.

Description P. 210: Bounded in front by Rémi Street, to the rear by the property of Maxime Lacoste, on one side by the property of Yvon Williams and on the other side by the property of Aristide Gemme, measuring three quarters of an arpent by 1,000′ in depth, without construction.

Municipalité de la paroisse de Saint-Amable (*suite*)
Municipality of the parish of Saint-Amable (*continued*)

Nom du propriétaire Name of owner	Numéro du lot Lot number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes spéc. Spec. taxes	Int. et frais Int. and costs	Total
Joseph-P. Morse	P. 376	$ 32.40	$ 113.04	.....	$ 6.25	$ 151.69
Désignation P. 376: Borné en front par la rue Thomas, en arrière et d'un côté par la propriété du Gouvernement provincial et de l'autre côté par celle d'Alfred Dalpé, mesurant ¼ x 5 arpents de profondeur, avec bâtisse.		Description P. 376: Bounded in front by Thomas Street, to the rear and on one side by the property of the Provincial Government and on the other side by the property of Alfred Dalpé, measuring 1/4 x 5 arpents with the buildings thereon erected.				
Mme-Mrs. Germaine Roberge	P. 376	23.40	41.64	$ 7.80	3.20	76.04
Désignation P. 376: Borné en front par la rue Alfred, d'un côté par la propriété d'Albert Roberge, de l'autre côté par celle de Jean-Paul Morse, et en arrière par Armand McDuff, mesurant 140′ x 162′, avec bâtisse.		Description P. 376: Bounded in front by Alfred Street, on one side by the property of Albert Roberge, on the other side by the property of Jean-Paul Morse, and to the rear by Armand McDuff, measuring 140′ x 162′, with the buildings thereon erected.				
André Sansregret	10, rg B	30.60	69.39	10.20	6.00	116.19
Paul Scardera	2, rg A	22.95	13.30	20.25	3.10	59.60

Municipalité du village de Varennes
Municipality of the village of Varennes

Denis Brunelle et-and Claude Malo	25	$154.69	$300.52	.....	$ 26.06	$ 481.27
Mme-Mrs. Gabriel Tétreault	73-4	59.22	97.20	.....	12.21	168.63

Municipalité de la paroisse de Varennes
Municipality of the parish of Varennes

Les Entreprises de Varennes Inc.	76-137, 76-140, 76-141, 76-142, 76-138, 76-117, 76-118, 76-119, 76-120, 76-121, 76-122, 76-123, 76-124, 76-125, 76-126, 76-127, 76-128, 76-129, 76-130, 76-131, 76-132, P. 76, 76-134, 76-135, 76-136, 76-143, 76-144, 76-145, 76-146, 76-147, 76-148, 76-149, 76-150, 76-151, 76-152, 76-153, 76-154, 76-155, 76-156	$152.66	$139.13	$132.00	$ 63.60	$ 487.39
Charles-Alexis Langlois	227	77.26	228.43	.....	13.53	319.22
Roland Sarrazin	189	28.06	82.59	.....	10.05	120.70

Municipalité de Saint-Antoine sur Richelieu
Municipality of Saint-Antoine sur Richelieu

François Chamberland	P. 33	$ 7.37	$ 22.75	$ 42.36	$ 4.03	$ 76.51
Désignation P. 33: Mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds (50′ x 100′) mesure anglaise, et borné comme suit: au sud-est à la Rivière Richelieu, derrière et du côté nord-est, par la propriété de Magloire Archambault ou représentants et du côté sud-ouest, par la propriété de Stanislas Archambault ou représentants, avec bâtisses.		Description P. 33: Measuring fifty feet in width by a depth of one hundred feet (50′ x 100′) English measures, and bounded as follows: towards the southeast by the Richelieu River, to the rear and towards the northeast, by the property of Magloire Archambault or representatives, and towards the southwest by the property of Stanislas Archambault or representatives with the buildings thereon erected.				
Michel Renaud (a/s-c/o Jacques Viau, notaire-notary)	17-18	28.00	53.57	.....	2.30	83.87
Mme-Mrs. Rita Larivière	P. 58	.....	113.75	.....	7.65	121.40
Désignation P. 58: Mesurant trente-deux pieds (32′) de largeur, en front le long du chemin public à compter de l'emplacement d'Amable Archambault, soixante-deux pieds (62′) de largeur à l'arrière, par une profondeur de cent soixante-quinze pieds (175′) du côté nord-est, borné en front par la route numéro 47, en profondeur et du côté nord-est par le terrain appartenant à la Fabrique et du côté sud-ouest par l'emplacement d'Amable Archambault.		Description P. 58: Measuring thirty-two feet (32′) in width, in front, along the public road from the property of Amable Archambault, sixty-two feet (62′) in width in the rear, by a depth of one hundred and seventy-five feet (175′) towards the northeast side, bounded in front by road No. 47, in depth and towards the northeast side by the property of "La Fabrique" and on the southwest side by the property of Amable Archambault.				
Michelle Rossignol	P. 2	.....	46.87	.....	3.90	50.77
Désignation P. 2: Mesurant en front, dans la ligne est, longeant le chemin public, qui est une ligne brisée, cent vingt-cinq pieds et trente-cinq centièmes de pied (125.35′) et trente-deux pieds et cinq dixièmes de pied (32.5′), quatre-vingt-quinze pieds et deux dixièmes de pied (95.2′) de profondeur, dans la ligne nord-est; cent quatre-vingt-huit pieds et cinquante-cinq centièmes de		Description P. 2: Measuring in front, in the east line, along the public road, which is a broken line, one hundred and twenty-five feet and thirty-five hundredths of a foot (125.35′) and thirty-two feet and five tenths of a foot (32.5′), ninety-five feet and two tenths of a foot (95.2′) in depth, in the northeast line, one hundred and eighty-eight feet and fifty-five hundredths of a				

pied (188.55'). Borné en front par le chemin public, en profondeur et des deux côtés par le résidu du lot 2 demeurant la propriété du vendeur. La ligne de profondeur nord-est forme un angle de 50.48 degré avec la ligne longeant le chemin public, le long de la partie du lot 2 qui demeure la propriété de Paul Jeannotte du côté nord-est, avec bâtisse.

Le point de rencontre de la ligne sud-ouest avec la route numéro 47 est situé à trois cent vingt-cinq pieds (325') de la ligne de division entre les lots 2 et 1.

foot (188.55'). Bounded in front by the public road, in depth and on the two sides by the residue of lot 2 remaining the property of the vendor. The northeast depth line forms an angle of 50.48° with the line following the public road, along the part of lot 2 remaining the property of Paul Jeannotte, on the northeast side, with the buildings thereon erected.

The meeting point of the southwest line with public road No. 47 is at three hundred and twenty-five feet (325') from the division line between lots 2 and 1.

Municipalité de Saint-Antoine sur Richelieu (*suite*)
Municipality of Saint-Antoine sur Richelieu (*continued*)

Nom du propriétaire Name of owner	Numéro du lot Lot number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes spéc. Spec. taxes	Int. et frais Int. and costs	Total
Gilles Beaudoin	P. 121		$120.00		$192.52	$ 312.52

Désignation P. 121: Mesurant cent sept pieds et demi (107.5) de largeur à compter de l'emplacement de Jacques Beaudoin sur le terrain utilisable (terrain plan) sur une profondeur de cent soixante-huit pieds dans la ligne sud-ouest et de deux cents pieds (200') dans la ligne nord-est, le tout en plus ou moins, le plus ou le moins étant à la perte ou à l'avantage de l'acquéreur, qui aura également le résidu du terrain inutilisable en direction nord-est jusqu'au centre de la coulée qui fait la division entre le lot 121 et le lot 122. Cet emplacement est borné de la façon suivante: vers le nord-est par le lot 122, vers le nord-ouest par le chemin public, vers le sud-ouest par une partie du même lot vendu à Jacques Beaudoin et du côté sud-est, par la rivière Richelieu, sans bâtisse.

P. 121: Mesurant quatre-vingt-dix-sept pieds et demi (97.5) de largeur sur une profondeur de cent soixante-huit pieds (168') de la ligne nord-est et de cent cinquante pieds (150') dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné de la façon suivante: en front, par le chemin public, en profondeur par la rivière Richelieu, du côté nord-est par la partie du même lot appartenant à Gilles Beaudoin et du côté sud-ouest par une partie du lot 121 demeurant la propriété d'Antoine Malo ou représentants, sans bâtisse.

Description P. 121: Measuring one hundred and seven feet and a half (107.5) in width starting from the property of Jacques Beaudoin on usable land (flat land) by a depth of one hundred and sixty-eight feet in the southwest line and of two hundred feet (200') in the northeast line, more or less, the more or the less being a loss or a gain for the buyer, who will get also the residue of the unusable land in a direction northeast to the center of the ditch forming the division line between lots 121 and 122. This property bounded as follows: towards the northeast by lot 122, towards the northwest by the public road, towards the southwest by a part of same lot sold to Jacques Beaudoin and on the southeast side, by the Richelieu River, without construction.

P. 121: Measuring ninety-seven feet and a half (97.5) in width by a depth of one hundred and sixty-eight (168') feet, in the northeast line, and one hundred and fifty (150') feet in the southwest line, English measure and more or less, and bounded as follows: in front, by the Public Highway, to the rear by the Richelieu River, to the northeast side by part of same lot belonging to Gilles Beaudoin and towards the southwest side by a part of lot 121 still being the property of Antoine Malo or representatives, without construction.

Donné à Verchères, ce 17e jour de janvier 1968.
Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE GEOFFRION.
22995-1-2-o

Given at Verchères, this 17th day of January 1968.
CLAUDE GEOFFRION,
Secretary-Treasurer.
22995-4-2-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 134

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire des Coiffeurs de Drummondville.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du Travail:

QUE, d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le règlement de prélèvement du Comité paritaire des Coiffeurs de Drummondville, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3421 du 14 décembre 1967, soit amendé comme suit:

1° Ajouter dans les déboursés invoqués au budget qui y était annexé, l'item « Frais d'affiliation $90.00 ».

2° Remplacer le total de « $12,905.00 » des déboursés par celui de « $12,995.00 ».

3° Remplacer l'excédant de « $195.00 » des recettes sur les déboursés prévu par celui de « $105.00 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.
23119-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 134

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Parity Committee of Hairdressers of Drummondville.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation og the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the levy by-law of the Parity Committee of Hairdressers of Drummondville (approved by Order in Council number 3421, dated December 14, 1967) be amended as follows:

1. The item "Affiliation fees $90.00" should be added under the heading "Disbursements".

2. The total disbursements should read "$12,995.00" in lieu of "$12,905.00".

3. The forecast surplus should read "$105.00" instead of "$195.00".

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.
23119-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 133

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 1247 du 4 août 1966 et amendements, relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 octobre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1247, soit modifié comme suit:

Le paragraphe « *d* » suivant est ajouté à l'article I:

« *d*) Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par le gouvernement de la province de Québec ou un ministère, un office ou une commission de ce gouvernement.

Toutefois, la présente exemption ne s'étend pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs. »

Le greffier du Conseil exécutif,
23119-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 136

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement au Comité paritaire de l'Industrie de la Construction, Région des Laurentides.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du Travail:

QUE, d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le règlement de prélèvement au Comité paritaire de l'Industrie de la Construction, Région des Laurentides, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3427 du 14 décembre 1967, soit amendé comme suit:

1° Remplacer le montant de $1,500.00 invoqué au poste « Éclairage, chauffage, entretien » dans les déboursés du budget qui y était annexé par celui de $1,050.00.

2° Ajouter l'item « Frais d'affiliation $450.00 aux déboursés du budget qui y était annexé.

Le greffier du Conseil exécutif,
23119-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 133

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Structural Steel Industry in Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Minister of Labour has given notice that he intended submitting an amendment to Decree number 1247 of August 4, 1966, and amendments (Structural Steel Industry in Quebec) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the notice was published in the *Quebec Official Gazette* of October 14, 1967;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1247 be amended as follows:

The following subsection "*d*" is added to section I:

"(*d*) This decree does not cover work directly performed by the Quebec Government or one of its departments, authorities or commissions.

However, this exemption is not applicable when the work is carried out through contractors."

JACQUES PRÉMONT,
23119-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 136

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Construction Industry Parity Committee, Laurentides Region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the levy by-law of the Construction Industry Parity Committee, Laurentides Region (approved by Order in Council number 3427, dated December 14, 1967), be amended as follows:

1. Under the heading "Disbursements", the amount of $1,500.00 covering lights, heat and maintenance should read $1,050.00.

2. Under the heading "Disbursements", the following item should be added "Affiliation fees $450.00.

JACQUES PRÉMONT,
23119-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 50

Québec, le 11 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69).

ATTENDU QUE l'article 114 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69) prévoit une réduction d'impôt dans le cas de certains bénéfices reçus par des employés, concernant le droit de souscrire à des actions;

ATTENDU QUE le taux établissant la réduction d'impôt prévue par cet article n'a pas suivi l'accroissement des taux de l'impôt provincial sur le revenu;

ATTENDU QUE les contribuables québécois subissent ce ce fait un préjudice et se touvent ainsi désavantagés par rapport aux contribuables des autres provinces;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 168 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant l'impôt prévu par ladite loi.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Revenu:

QUE soit adopté, dans ses versions française et anglaise, le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69). »

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant le calcul de l'impôt relatif à certains bénéfices reçus par des employés et la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69).

1° Le mode de calcul de l'impôt établi par les paragraphes 2 et 3 de l'article 114 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu est remplacé par le suivant:

a) lorsque, d'après les sous-paragraphes *a*, *b*, *c* ou *d* du paragraphe 1 de l'article 114, un bénéfice est censé avoir été reçu par un employé en raison de son emploi dans une année d'imposition, l'employé doit, s'il opte en ce sens, payer comme impôt pour l'année, au lieu du montant qui serait autrement payable, un montant égal au total,

i) de l'impôt qui serait payable par l'employé pour l'année si aucun bénéfice n'était ainsi censé avoir été reçu par lui dans l'année; et

ii) du montant, s'il en est, par lequel la proportion du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu, que l'ensemble des impôts payables par l'employé pour les trois années précédant immédiatement l'année d'imposition (avant toute déduction prévue par l'article 47 ou 48 et sans compter les impôts attribuables à des bénéfices ainsi réputés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours de ces trois années, représente par rapport à l'ensemble des revenus de l'employé pour ces trois années (en excluant les bénéfices censés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours des trois mêmes années), dépasse le moindre de sept pour cent du montant du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu ou $70.00.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 50

Quebec, January 11, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act R.S.Q. 1964, chapter 69).

WHEREAS section 114 of the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69) provides for a tax deduction in the case of certain benefits received by employees concerning the right to acquire shares;

WHEREAS the rate determining the tax deduction provided for by this section did not follow the increase in the Provincial income tax rates;

WHEREAS the taxpayers of Quebec thereby suffer a prejudice and are at a disadvantage in comparison to taxpayers of other provinces;

WHEREAS under section 168 of the Provincial Income Tax Act, the Lieutenant-Governor in in Council may make regulations concerning the tax provided for by the said act.

WHEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the attached regulations under the heading of "Regulations concerning the computation of the tax attributable to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69)" be adopted in the French and English versions.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Regulations concerning the computation of the tax attributable to certain benefits received by employees and the Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69).

1. The method of computation of the tax as determined by subsections 2 and 3 of section 114 of the Provincial Income Tax Act is replaced by the following:

(*a*) where a benefit is deemed by paragraphs *a*, *b*, *c* or *d* of subsection 1 of section 114 to have been received by an employee by virtue of his employment in a taxation year, the employee shall, if he so elects, pay as tax for the year, in lieu of the amount that would otherwise be payable, an amount equal to the aggregate of

(i) the tax that would be payable by the employee for the year if no benefit were so deemed to have been received by him in the year; and

(ii) the amount, if any, by which the proportion of the benefit so deemed to have been received that the aggregate of the taxes payable by the employee for the three years immediately preceding the taxation year (before any deduction permitted by section 47 or 48 and without taking into account the taxes resulting from benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during these three years) is of the aggregate of the employee's income for those three years (excluding the benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years), exceeds the lesser of seven per cent of the amount of the benefit so deemed to have been received, or $70.00.

b) lorsqu'un employé qui a choisi, sous le régime du paragraphe *a*) ci-dessus, de payer comme impôt pour une année un montant déterminé selon ledit paragraphe n'a pas résidé dans la province pendant la totalité des trois années y mentionnées, l'impôt payable d'après le paragraphe *a*) est un montant égal à l'ensemble.

i) de l'impôt qui serait payable par l'employé pour l'année si aucun bénéfice n'était censé, d'après les sous-paragraphes *a*, *b*, *c* ou *d* du paragraphe 1 de l'article 114, avoir été reçu par lui dans l'année; et

ii) du montant, s'il en est, par lequel la proportion du bénéfice ainsi réputé avoir été reçu, que l'ensemble des impôts qui auraient été payables par l'employé pour les trois années mentionnées au paragraphe *a*) (avant toute déduction prévue par l'article 47 ou 48 et sans compter les impôts attribuables à des bénéfices ainsi réputés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours de ces trois années), s'il avait résidé dans la province pendant la totalité de ces années et si ses revenus pour ces années étaient provenus de sources situées dans la province, par rapport à l'ensemble de tous ses revenus pour ces trois années (en excluant les bénéfices censés avoir été reçus en vertu du paragraphe 1 de l'article 114 au cours des trois mêmes années), dépasse le moindre de sept pour cent du montant du bénéfice ainsi réputé avoir été reçus ou $70.00. En pareil cas, l'option n'est pas valide à moins que l'employé n'ait produit, avec celle-ci, une déclaration de son revenu pour chacune des trois années selon la même formule et renfermant les mêmes renseignements que la déclaration qu'il aurait été tenu de produire s'il avait été résident dans la province durant lesdites années.

2° Le présent règlement s'applique à l'année d'imposition 1967. Toutefois la limite de $70.00, concernant le montant maximum qui peut être déduit dans le mode de calcul prévu par ce règlement, n'a pas d'application dans le cas d'un bénéfice reçu conformément à une entente antérieure au 30 mars 1966.

23069-o

(*b*) Where an employee who has elected under subsection (*a*) to pay as tax for a year an amount determined under that subsection was not resident in the province throughout the whole of the three years referred to therein, the tax payable under subsection (*a*) is an amount equal to the aggregate of

(i) the tax that would be payable by the employee for the year if no benefit were deemed by paragraphs *a*, *b*, *c* or *d* of subsection 1 of section 114 to have been received by him in the year; and

(ii) the amount, if any, by which the proportion of the benefit so deemed to have been received that the aggregate of the taxes that would have been payable by the employee for the three years referred to in subsection (*a*), (before any deduction permitted by section 47 or 48 and without taking into account the taxes resulting from benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during these three years), if he had been resident in the province throughout those years and his income for those years had been from sources in the province, is of the aggregate of all his income for those three years (excluding the benefits deemed to have been received under subsection 1 of section 114 during those three years), exceeds the lesser of seven per cent of the amount of the benefit so deemed to have been received, or $70.00. In such a case, the election is not valid unless the employee has filed with it a return of his income for each of the three years in the same form and containing the same information as the return that he would have been required to file if he had been resident in the province in those years.

2. The present regulations apply to the taxation year 1967. However, the $70.00 limit concerning the maximum amount deductible by the method of computation provided for by the present regulations, does not apply in the case of a benefit received under an agreement entered into before March 30, 1966.

23069-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 122

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 novembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 122

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Food Products Retail Trade in the Quebec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food Products Retail Trade in the Quebec region (made binding by Decree number 1658 of May 17, 1944, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of November 25, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1648, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article I sont remplacés par les suivants:

« *b*) Le terme « produits alimentaires » désigne tous produits d'alimentation, tels que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épiceries, légumes, bonbons, fruits, eaux gazeuses, bière et tous autres produits communément vendus dans les établissements assujettis au décret.

c) Le terme « salarié permanent » désigne tout salarié embauché par l'employeur pour effectuer le travail requis et qui a accompli soixante (60) jours d'emploi ».

2° Le paragraphe « *d* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *d*) Le terme « salarié à l'essai » désigne tout salarié embauché par l'employeur pour effectuer le travail requis et qui n'a pas accompli soixante (60) jours d'emploi ».

3° Le paragraphe « *e* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *e*) Le terme « salarié à temps partiel » désigne tout salarié embauché par l'employeur pour effectuer le travail requis mais qui ne travaille pas plus de 28 heures par semaine ».

4° Le paragraphe « *f* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *f*) Le terme « salarié surnuméraire » désigne tout salarié embauché par l'employeur pour remplacer un employé absent pour cause de maladie, en congés annuels ou pour d'autres raisons ».

5° Le premier alinéa du paragraphe « *h* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *h*) Le terme « gérant de département » désigne le salarié qui, seul ou conjointement avec l'employeur ou le gérant, a la responsabilité d'un département, qui fait les achats, fixe des prix de vente au détail, calcule le pourcentage pour obtenir le bénéfice brut exigé par le patron et qui est responsable des inventaires. Ce salarié peut également être responsable de l'étalage, de la publicité, de la présentation de la marchandise et autres fonctions connexes ou avoir de plus du personnel sous ses ordres ».

6° Le paragraphe « *i* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *i*) *Assistant-gérant de département:* Le terme « assistant-gérant de département » désigne le salarié qui assiste le gérant de département dans l'exécution des fonctions énumérées au paragraphe « *h* » du présent article ».

7° Le paragraphe « *j* » de l'article I est radié.

8° Le paragraphe « *k* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *k*) Le terme « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société avec une seule autre personne, mais pour son propre compte, un travail régi par le présent décret.

Toute personne qui accomplit pour le bénéfice d'une autre personne, propriétaire d'un établissement commercial assujetti au présent décret, un travail pour lequel un salaire est prévu audit décret, doit être considérée comme un salarié ».

9° Le paragraphe « *m* » suivant est ajouté à l'article I.

« *m*) Le terme « caissière » désigne tout salarié dont la fonction principale consiste à recevoir et à enregistrer l'argent, à faire la tenue des livres et de la caisse, à contrôler les entrées et les sorties de ladite caisse ».

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1648 be amended as follows:

1. Subsections "*b*" and "*c*" of section I are superseded by the following:

"(*b*) "Food products" means any food product such as meat (raw or cooked), delicatessen products, fish, groceries, vegetables, candy, fruits, carbonated beverages, beer and all other products commonly sold in establishments governed by the decree.

(*c*) "Regular employee" means any employee who is hired by the employer to do the required work and who has completed sixty (60) days' service."

2. Subsection "*d*" of section I is replaced by the following:

"(*d*) "Probationary employee" means any employee who is hired by the employer to do the required work but who has not completed sixty (60) days' service."

3. Subsection "*e*" of section I is superseded by the following:

"(*e*) "Part-time employee" means any employee who is hired by the employer to do the required work but who does not work more than twenty-eight (28) hours a week."

4. Subsection "*f*" of section I is replaced by the following:

"(*f*) "Supernumerary employee" means any employee who is hired by the employer to replace an employee who is on sick-leave, on vacation or is absent for other reasons."

5. The first paragraph of subsection "*h*", section I, alone or jointly with the employer or is superseded by the following:

"(*h*) "Department manager" means any employee who, alone or jointly with the employer or manager, is responsible for a department, displays, shelf arrangement stock-control, staff management, advertising and duties associated therewith. He also does purchasing, sets retail prices, calculates the percentage required to obtain the gross profits requested by the employer."

6. Subsection "*i*" if section I is replaced by the following:

"(*i*) "Departmental assistant-manager" means the employee who assists the department manager in the duties listed in subsection "*h*" of this section."

7. Subsection "*j*" of section I is abrogated.

8. Subsection "*k*" of section I is superseded by the following:

"(*k*) "Artisan" means anyone who, alone or in partnership, but for his own account, performs work governed by this decree.

Anyone who performs work for another person or for the owner of a commercial establishment covered by this decree, this being work for which a wage rate is provided herein, shall be considered as an employee."

9. The following subsection "*m*" is added to section I:

"(*m*) "Cashier" means any employee whose duties consist mainly in receiving and registering monies; bookkeeping and balancing the cash register; controlling amounts paid in and paid out of the cash register."

10° Le paragraphe « *n* » suivant est ajouté à l'article I.

« *n*) Le terme « téléphoniste » désigne tout salarié dont la fonction principale est de recevoir et de transmettre les appels téléphoniques ».

11° Le paragraphe « *o* » suivant est ajouté à l'article I.

« *o*) Le terme « téléphoniste-caissière » désigne tout salarié qui a pour fonction principale, en plus d'accomplir en tout ou en partie les fonctions de caissière, de recevoir les appels téléphoniques, de les noter et de les transmettre ».

12° Le paragraphe « *p* » suivant est ajouté à l'article I.

« *p*) Le terme « commis-caissière » désigne tout salarié qui a pour fonction principale, en plus d'agir à titre de caissière ou de téléphoniste-caissière, de répondre aux clients, de remplir les commandes, de faire de l'étalage, de l'emballage, ou tous autres travaux connexes ».

13° Le paragraphe « *q* » suivant est ajouté à l'article I.

« *q*) Le terme « commis-épicier-légumier-fruitier » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à prendre les commandes, à faire les étalages, à répondre au public et exécuter tous autres travaux en général dans l'établissement ».

14° Le paragraphe « *r* » suivant est ajouté à l'article I.

« *r*) Le terme « expéditeur ou receveur » désigne tout salarié dont le principal travail est d'expédier ou de recevoir la marchandise ».

15° Le paragraphe « *s* » suivant est ajouté à l'article I.

« *s*) Le terme « commis-pâtissier » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à prendre les commandes, faire les étalages, répondre au public et qui est affecté à divers travaux dans la pâtisserie ».

16° Le paragraphe « *t* » suivant est ajouté à l'article I.

« *t*) Le terme « livreur ou camionneur » désigne tout salarié dont le principal travail est la livraison de la marchandise au moyen d'une voiture automobile ou d'un camion ».

17° Le paragraphe « *v* » suivant est ajouté à l'article I.

« *v*) Le terme « boucher » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à préparer les viandes, et à les dépecer, à faire la coupe, l'emballage, les disposer à l'étalage et servir le client ».

18° Le paragraphe « *w* » suivant est ajouté à l'article I.

« *w*) Le terme « charcutier » désigne tout salarié dont la fonction principale est de préparer certains aliments (viandes, poissons, etc.) dans un établissement ou une partie d'établissement où se fabriquent ou se transforment des produits destinés à la consommation humaine. Le saleur de viande est assimilé au charcutier aux fins du présent décret ».

19° Le paragraphe « *x* » suivant est ajouté à l'article I.

« *x*) Le terme « pâtissier » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à préparer les pâtisseries, les gâteaux, les pains et qui fait cuire au four, sous des formes variées, les pâtes auxquelles on ajoute généralement du sucre, des fruits, de la crème, etc ».

20° Le paragraphe « *y* » est ajouté à l'article I.

« *y*) Le terme « emballeur ou emballeuse » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à faire l'emballage des marchandises pour la vente dans les établissements assujettis au présent décret ».

10. The following subsection "*n*" is added to section I:

"(*n*) "Telephone operator" means any employee whose duties consist mainly in receiving and transmitting telephone calls."

11. The following subsection "*o*" is added to section I:

"(*o*) "Telephone operator and cashier" means any employee who, besides carrying out cashier's duties in whole or in part, is mainly concerned with receiving, recording and relaying telephone calls."

12. The following subsection "*p*" is added to section I:

"(*p*) "Clerk-cashier" means any employee who, besides performing cashier's or telephone operator and cashier's duties, is mainly concerned with waiting on customers, filling in orders, making up displays, packing and all other related duties."

13. The following subsection "*q*" is added to section I:

"(*q*) "Clerk (grocery and produce)" means any employee whose work consists mainly in taking orders, making displays, waiting on customers and in performing all other general work in the establishment."

14. The following subsection "*r*" is added to section I:

"(*r*) "Shipping and receiving clerk" means any employee whose work consists mainly in shipping or receiving merchandise."

15. The following subsection "*s*" is added to section I:

"(*s*) "Bakery clerk" means any employee whose work consists mainly in taking orders, making displays, waiting on customers and performing general bakery work."

16. The following subsection "*t*" is added to section I:

"(*t*) "Deliveryman" or "Truck driver" means any employee whose work consists mainly in delivering goods by means of a motor vehicle or truck."

17. The following subsection "*v*" is added to section I:

"(*v*) "Butcher" means any employee whose work consists mainly in preparing, packing, cutting and displaying meat, preparing standard meat cuts and waiting on customers."

18. The following subsection "*w*" is added to section I:

"(*w*) "Meat processor" means any employee whose work consists mainly in preparing certain foods (meat, fish, and so on) in an establishment or part thereof where products for human consumption are produced or processed. For the purposes of this decree, a curer is considered as a meat processor."

19. The following subsection "*x*" is added to section I:

"(*x*) "Baker" means any employee whose work consists mainly in preparing pastries, cakes and in baking multi-shaped doughs and batters to be usually garnished with sugar, fruits, cream and so on."

20. The following subsection "*y*" is added to section I:

"(*y*) "Packer" means any male or female employee whose work consists mainly in packing merchandise for sale in establishments governed by the present decree."

21° Le paragraphe « *a* » de l'article II est remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application: a) Champ d'application professionnel:* Le présent décret régit tous les employeurs, salariés et artisans du commerce de détail des produits alimentaires. Tout commerce de gros et de détail est considéré comme commerce de détail si le commerce de gros n'est qu'accessoire.

Le commerce de détail visé par le présent décret comprend le colportage et toute vente ou livraison dans le champ d'application territorial faite par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial.

Le présent décret ne s'applique pas aux hôtels, restaurants, tavernes ou autres établissements qui ne vendent pas de produits alimentaires pour consommation à l'extérieur.

Lorsque, dans un établissement commercial, on fait en même temps le commerce de produits alimentaires et d'autres produits, le commerce de produits alimentaires qu'on y fait est assujetti au présent décret s'il est exercé dans une section distincte de l'établissement par un ou des salariés préposés à cette fonction, de telle sorte que l'employeur puisse être identifié, dans ce secteur particulier de son établissement, comme offrant en vente des produits alimentaires dont le commerce est assujetti au présent décret et que son ou ses salariés puissent, dans ce secteur particulier de l'établissement, exécuter à plein temps ou à temps partiel un travail pour lequel une classification d'emploi et un salaire sont prévus au présent décret.

Toutefois, les établissements qui font exclusivement le commerce de vendre des bonbons et chocolats qu'ils fabriquent eux-mêmes ne sont pas assujettis au présent décret ».

22° Le paragraphe « *b* » de l'article II est modifié en enlevant entre parenthèse les mots: « excepté l'Ile d'Orléans ».

23° Les paragraphes « *b* », « *c* », « *d* », « *e* » et « *f* », de l'article III (Durée du travail) sont remplacés par les suivants:

« *b*) Toutefois, l'employeur peut faire travailler ses salariés permanents au taux normal le 23 décembre 1968 et le 30 décembre 1968 de 8 h 30 à 21 h ».

« *c*) En dehors des heures mentionnées ci-haut et durant les jours fériés chômés, tout salarié assujetti au présent décret ne peut jamais travailler à la vente des produits alimentaires, au comptoir, à la caisse, à l'emballage ou au téléphone, ni faire la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut jamais faire travailler tout salarié assujetti au présent décret à la vente des produits alimentaires au comptoir, à la caisse, à l'emballage, au téléphone ou à la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative.

Toutefois, tout salarié travaillant à la livraison pourra exécuter tel travail durant une heure et demie après les heures réglementaires de travail stipulées au paragraphe « *a* » du présent article, à la condition que ledit salarié soit rémunéré au taux de son salaire effectif majoré de 50%.»

« *d*) *Jours fériés chômés et payés:*

1° L'employeur convient d'accorder à ses salariés, les jours fériés suivants: le Jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâces, le Jour de Noël et le 26 décembre.

21. Subsection "*a*" of section II is superseded by the following:

"II. *Jurisdiction:* (*a*) *Professional jurisdiction:* The present decree covers every employer, employee and artisan of the food products retail trade. Any wholesale and retail trade is considered as a retail trade when the wholesale trade is but an accessory thereto.

The retail trade governed by this decree includes any peddling, sale or delivery made, within the territorial jurisdiction, by a person not operating a commercial establishment therein.

The present decree shall not cover hotels, restaurants, taverns or other establishments not selling food products for outside consumption.

When, in a commercial establishment, the food products trade and the trade of other products are carried on simultaneously, the food products trade carried on therein is subject to the decree if it is carried on in a distinct section of the establishment by one or more employees whose work is concerned therewith, in such a way as to make possible the identification of the employer, in this particular section of his establishment, as one offering food products for sale, the trade of which is governed by the decree, and that his employees may, in this particular section of the establishment, perform on a full time or part time basis work for which an employment classification and wage rate are provided in this decree.

However, establishments selling nothing but candies and chocolate which they manufacture are not governed by the present decree."

22. Subsection "*b*" of section II is amended by deleting "except the Isle of Orleans" which is in brackets.

23. Subsections "*b*", "*c*", "*d*", "*e*" and "*f*" of section III (Duration of labour) are replaced by the following:

"(*b*) However, the employer may have his regular employees work at straight time on December 23rd and 30th (1968), between 8:30 a.m. and 9:00 p.m."

"(*c*) No employee subject to this decree may work and no employer or professional employer may have such employee work at food product sales either at the counter, at the cash register, by telephone, at packing orders or at deliveries, outside the abovementioned hours and on general holidays. The foregoing list is non-restrictive.

However, any employee assigned to deliveries may do such work for one and one-half hours after the working hours set forth in subsection "*a*" of this section, provided that he be paid time and one-half therefor."

"(*d*) *General holidays with pay:*

1. The employer agrees to grant his employees the following general or religious holidays: New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th.

2° Lorsqu'un des jours fériés chômés et payés ci-dessus tombe un jour ouvrable, il doit être payé. S'il tombe, pendant la période de congés payés d'un salarié, celui-ci ne perd pas ce jour férié mais il doit recevoir une journée additionnelle de congé.

3° Si par exception, un salarié doit travailler l'un de ces jours fériés chômés et payés, tout travail exécuté cette journée doit être rémunéré au taux effectif majoré de 100%.

Exemple: Si un salarié gagne $10.00 par jour de travail, il reçoit d'abord $10.00 pour le jour férié (taux effectif) plus $20.00 pour le jour férié chômé (taux double). Il reçoit donc au total $30.00 pour le jour férié et sa journée de travail.

4° Pour bénéficier des dispositions qui précèdent, le salarié doit accomplir ses fonctions ordinaires le jour ouvrable qui précède et qui suit le jour férié à moins que son absence ne soit autorisée.»

« *e*) *Heures supplémentaires:*

1° Tout travail effectué en plus de quarante (40) heures par semaine ou en plus de quatre heures et demie (4½) par jour le lundi, de sept heures le mardi, de sept heures et demie (7½) les mercredi et jeudi, de dix (10) heures le vendredi et de trois heures et demie (3½) le samedi doit être payé au taux effectif majoré de 50%.

2° Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, un employeur peut faire travailler un salarié le lundi matin entre 8 h 30 et midi, à des fonctions autres que celles décrites au paragraphe « *c* » de l'article III du présent décret; dans ce cas, ce salarié doit avoir congé le samedi matin de la même semaine. De même, un employeur peut faire travailler un salarié aux mêmes conditions le samedi après-midi entre midi et 17 h 30; dans ce cas, ce dernier doit avoir congé le lundi après-midi de la semaine suivante.

3° Cependant, il est permis de faire travailler les salariés au nettoyage de l'établissement pour autant que la durée de ce travail ne dépasse pas un quart (¼) d'heure par jour et une demi heure (½) le vendredi soir. Le temps travaillé en vertu du présent alinéa est rémunéré à taux effectif.

Toutefois, si le salarié fait plus qu'un quart d'heure par jour ou une demi-heure le vendredi soir pour les fins spécifiées, plus haut, les heures supplémentaires qu'il fait doivent lui être payées au complet.

4° Tout travail effectué entre minuit et 7 h du matin ou le dimanche, doit être payé au taux majoré de 100%, sauf dans le cas des pâtissiers qui peuvent, après entente avec le comité paritaire, suivre un horaire différent de celui qui est prévu au paragraphe « *a* » du présent article.»

« *f*) L'heure dont il est fait mention dans le présent décret est l'heure légale en vigueur dans le champ d'application territorial du présent décret.»

24° Le premier alinéa du paragraphe « *i* » de l'article III est radié.

25° Les paragraphes « *j* » et « *k* » suivants sont ajoutés à l'article III:

« *j*) *Système de pointage et de contrôle:* En vue de la bonne application des dispositions concernant la durée du travail et les heures supplémentaires, chaque employeur doit installer un système d'enregistrement qui permet de contrôler l'heure d'arrivée et de départ des salariés conformément à l'article 20, paragraphe « *g* » de la Loi des décrets de convention collective.

2. When one of the abovementioned holidays with pay falls on a working day, it shall be paid. Should it fall during his vacation, the employee shall not lose the holiday but shall be granted an additional day's vacation.

3. If, for some reason, the employee must work on a general holiday with pay, he shall be paid double time for all time worked.

Example: If an employee earns $10.00 a day, he is first paid $10.00 for the general holiday (straight time), plus $20.00 for the general holiday worked (double time). Thus, he is paid a total of $30.00 for working on a general holiday.

4. To be entitled to the foregoing provisions, the employee must perform his usual duties on the working days preceding and following such holidays, unless on authorized leave."

"(*e*) *Overtime:*

1. Time and one-half the employee's salary shall be paid for all work performed over and above the 40-hour week or over and above 4½ hours on Monday, 7 on Tuesday, 7½ on Wednesday and Thursday, 10 on Friday and 3½ on Saturday.

2. Notwithstanding the foregoing provisions, an employer may have an employee perform work other than that stipulated in subsection "*c*" of section III on Monday morning between 8:30 a.m. and noon. In such instance, the employee shall be off the following Saturday morning. An employer may also have an employee work on Saturday morning. An employer may also have an employee work on Saturday afternoon between noon and 5:30 p.m. In this instance, such employee shall be off the following Monday afternoon.

3. Nevertheless, it is permissible to have employees work at cleaning the establishment provided that such work does not exceed one-quarter (¼) hour a day and one-half (½) hour on Friday evening. Time so worked shall be paid at straight time.

However, should cleaning the establishment exceed the abovementioned limits (¼ hour a day and ½ hour on Saturday), all overtime shall be paid in full.

4. Double time shall be paid for all work performed between midnight and 7:00 a.m. or on Sundays. This does not apply to bakers who may schedule working hours differently after agreement with the Parity Committee."

"(*f*) Time mentioned in this decree is the legal time in effect in the territorial jurisdiction of the present decree."

24. The first paragraph of subsection "*i*", section III is abrogated.

25. The following subsections "*j*" and "*k*" are added to section III:

"(*j*) *Punch-clock and recording system:* To ensure the proper application of the provisions governing hours of work and overtime, each employer shall install a system that will record the employee's arrival and departure time, in compliance with subsection "*g*", section 20 of the Collective Agreement Decrees Act.

Le présent système constitue le seul critère valable pour le paiement des heures supplémentaires.

k) Pause-café: Tout les salariés doivent bénéficier en rotation d'une période de repos de dix (10) minutes l'avant-midi et de dix (10) minutes l'après-midi. Cependant, le salarié ne peut prendre ces périodes de repos ni au début ni à la fin de la journée de travail, ni comme prolongement de la période de temps allouée pour les repas. »

26° L'article IV (Classification des salariés) est remplacé par le suivant:

« IV. Aux fins de classification des salariés permanents, les années d'expérience accumulées par un salarié au service de son employeur actuel dans le commerce de l'alimentation sont cumulatives et elles sont transportables d'un établissement à l'autre à son départ.

Toutefois, le salarié doit fournir à son nouvel employeur un certificat du Comité paritaire de l'Alimentation au Détail attestant la durée antérieure de ses services chez les différents employeurs assujettis au présent décret. »

27° Le paragraphe « *a* » de l'article V (Taux de salaire) est remplacé par le suivant:

« *a*) Aux fins d'application du présent décret, les salaires minima ci-dessous fixés s'appliquent pour une semaine normale de quarante (40) heures:

Overtime shall only be paid according to such recording system.

(*k*) *Coffee-break:* Every employee shall be entitled to a 10-minute rest period in both morning and afternoon, on a rotation basis. However, the employee may not take such rest period at the beginning or the end of the working day, nor may he use such time to extend his lunch period."

26. Section IV (Classification of employees) is superseded by the following:

"IV. In order to classify regular employees, years of experience an employee has accumulated in the service of his actual employer in the food trade shall be cumulative and portable.

However, the employee shall supply his new employer with a statement from the Retail Food Trade Parity Committee certifying as to the service time spent with each former employer subject to this decree."

27. Subsection "*a*" of section V (Wage rates) is replaced by the following:

"For the purposes of this decree, the minimum wage rates set forth below are for a 40-hour standard work week:

	Taux horaire Hourly rate
1. *Messager — Messenger*	$ 1.00
2. *Salarié à temps partiel:* travaillant au plus 28 heures par semaine — *Part time employee* (working no more than 28 hours a week)	1.30
3. *Salarié surnuméraire — Supernumerary employee*	1.25
	Taux hebdomadaire Weekly rates
4. *Caissière:— Cashier:*	
à l'embauchage — at hiring	$ 50.00
après 6 mois — after 6 months	55.00
après 1 an — after 1 year	60.00
5. *Téléphoniste:— Telephone operator:*	
à l'embauchage — at hiring	50.00
après 6 mois — after 6 months	55.00
après 1 an — after 1 year	60.00
6. *Téléphoniste-caissière:— Telephone operator and cashier:*	
à l'embauchage — at hiring	50.00
après 6 mois — after 6 months	57.00
après 1 an — after 1 year	62.00
7. *Commis-caissière:— Clerk-cashier:*	
à l'embauchage — at hiring	50.00
après 6 mois — after 6 months	57.00
après 1 an — after 1 year	62.00
après 2 ans — after 2 years	70.00
8. *Commis, épicier, légumier, fruitier:— Clerk (grocery and produce):*	
Moins de 2 ans — under 2 years	55.00
2 et 3 ans — 2 and 3 years	67.00
4, 5 et 6 ans — 4, 5 and 6 years	75.00
7 ans et plus — 7 years or more	85.00
9. *Expéditeur et receveur — Shipping and receiving clerk*	70.00
10. *Commis-pâtissier:— Bakery clerk:*	
à l'embauchage — at hiring	55.00
après 1 an — after 1 year	60.00
après 2 ans — after 2 years	65.00

	Taux hebdomadaire Weekly rates
11. *Livreur-camionneur:— Deliveryman, truck driver:*	
à l'embauchage — at hiring	$ 65.00
après 6 mois — after 6 months	70.00
après 1 an — after 1 year	75.00
après 2 ans — after 2 years	80.00
12. *Boucher, saleur, charcutier, pâtissier:— Butcher, curer, meat processor, baker:*	
moins de 2 ans — under 2 years	60.00
2 et 3 ans — 2 and 3 years	70.00
4, 5 et 6 ans — 4, 5 and 6 years	80.00
7 ans et plus — 7 years or over	90.00
13. *Emballeur, emballeuse:— Packer (male or female):*	
à l'embauchage — at hiring	45.00
après 6 mois — after 6 months	52.00
après 1 an — after 1 year	60.00
après 2 ans — after 2 years	65.00
14. *Gérant de département et assistant-gérant de département:— Manager and assistant-manager, departmental:*	
Assistant-gérant du département de l'épicerie — Assistant-manager (grocery department)	95.00
Assistant-gérant du département de la boucherie — Assistant-manager (meat department)	100.00
Gérant du département de l'épicerie — Manager (grocery department)	105.00
Gérant du département de la boucherie — Manager (meat department)	110.00

15° *Augmentation de salaire:* À partir de l'entrée en vigueur du présent décret tout salarié doit recevoir une augmentation minimale de salaire de $5.00 d'augmentation par semaine. À l'anniversaire de l'entrée en vigueur de l'échelle ci-haut tout salarié doit recevoir une augmentation minimale de salaire de $5.00 par semaine.

16° Les augmentations prévues au sous-paragraphe « 15 » ci-haut n'auront pas lieu ou seront limitées proportionnellement et selon le cas, si au moment où ces augmentations deviennent dues, le salaire effectivement reçu par le salarié équivaut au taux prévu au présent décret pour sa classification majoré de 15%.

Le paragraphe « *a* » de l'article V relatif aux salaires ne s'applique pas aux salariés régis par une convention collective dûment déposée à la Commission des Relations du Travail de Québec si les dispositions de ladite convention prévoient des avantages au moins égaux à ceux prévus dans ledit paragraphe ».

28° Le paragraphe « *b* » de l'article V (taux de salaire) est modifié en ajoutant après les mots « horaire » ou « hebdomadaire » et à la dernière ligne, remplacer le mot « d'employés » par « salariés ».

29° Le 2ème alinéa du paragraphe « *b* » de l'article V (taux de salaire) est radié.

30° Le paragraphe « *c* » de l'article V (taux de salaire) est radié.

31° Le paragraphe « *d* » de l'article V (taux de salaire) est modifié en changeant les mots de « son employé » pour « son salarié » et en ajoutant l'alinéa suivant:

« Toutefois, aucune retenue ne peut être faite sur le salaire du salarié pour le bris et la perte d'un article quelconque à moins qu'il y ait eu négligence de l'employé ».

32° Les paragraphes « *e* », « *f* », « *h* », « *i* » et « *j* » de l'article V (taux de salaire) sont radiés.

33° Le paragraphe « *l* » de l'article V (taux de salaire) est remplacé par le suivant:

« *l*) *Paiement du salaire:* Le salaire est versé en espèces ou par chèque tous les jeudis, avant 17 h 30. L'application de la présente disposition doit se faire au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

15. *Wage increases:* From the decree's effective date, every employee shall receive at least a $5.00-a-week wage increase and an additional $5.00-a-week increase on the anniversary date of the above wage scale's effective date.

16. The increases provided for in the foregoing paragraph shall not be granted or shall be proportionately reduced if, when due, the employee's actual wage is equivalent to 15% above the wages herein set forth.

Subsection "*a*" of section V dealing with wages does not cover employees governed by a collective agreement duly filed with the Quebec Labour Relatins Board, provided that the provisions of such agreement grant advantages at least equal to those provided for in the said subsection "*a*".

28. Subsection "*b*" of section V is amended by adding "or weekly" after the word "hourly" and by replacing "*d'employés*" by "*de salariés*" in the last line of the French text.

29. The second paragraph of subsection "*b*", section V, is abrogated.

30. Subsection "*c*" of section V is abrogated.

31. Subsection "*d*" of section V is amended by changing the words "*son employé*" for "*son salarié*" in the French text and by adding the following paragraph:

"Nevertheless, breakage or loss of any item whatever may not be deducted from an employee's salary, unless the employee's negligence can be proven."

32. Subsections "*e*", "*f*", "*h*", "*i*" and "*j*" of section V is abrogated.

33. Subsection "*l*" of section V is superseded by the following:

"(*l*) *Payment of wages:* Wages shall be paid in cash or by cheque every Thursday, before 5:30 p.m. This provision shall be enforeced within three (3) months of this decree's effective date.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur un bulletin de paye distinct ou sur l'enveloppe de paye ou sur le talon de chèque du salarié, soit:

les nom et prénoms du salarié;
l'emploi occupé par le salarié;
la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
le nombre d'heures normales;
le nombre d'heures supplémentaires;
le montant du salaire brut;
la nature et le montant des retenues opérées;
le montant du salaire net versé au salarié.

Toutefois, un établissement qui utilise, au moment de l'entrée en vigueur des présents amendements, un système de mécanographie à cette fin et dont la paie est remise aux salariés un autre jour de la semaine, pourra continuer cette pratique et en informer le comité paritaire.

34° Le paragraphe « *m* » de l'article V (taux de salaire) est remplacé par le suivant:

« *m*) Les classifications et appellations d'emplois qui sont indiqués plus haut, constituent des critères généraux d'application des salaires et ne peuvent être interprétées comme limitatives et exhaustives de la tâche à accomplir. Cela signifie que le salarié qui est affecté à la même tâche pendant au moins 25 heures dans une semaine doit être versé dans cette classification ».

35° Le paragraphe « *n* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« *n*) Le salarié surnuméraire et le salarié à temps partiel appelés au travail pendant les heures normales de travail fixées au présent décret ou pendant les heures normales de travail de l'établissement, doivent recevoir une indemnité égale à quatre (4) heures pour chaque appel du lundi au vendredi inclusivement et à 3½ heures le samedi, sauf s'il s'agit d'un étudiant qui travaille après ses heures de classe, durant l'année scolaire, c'est-à-dire durant les mois autres que ceux de juin, juillet et août ».

36° Le paragraphe « *o* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« *o*) Le salarié surnuméraire et le salarié à temps partiel dont il est question au paragraphe précédent doit toucher une majoration de 50% ou de 100%, selon le cas, s'ils sont appelés en dehors des heures normales de travail fixées au présent décret ou en dehors des heures normales de travail de la semaine normale de l'établissement ».

37° L'article VI (vacances payées) est remplacé par le suivant:

« VI *Congés payés annuels:*

a) La période pendant laquelle un employé acquiert progressivement le droit au congé intégral s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

b) Le salarié qui, le 1er mai d'une année, justifie de moins d'un an de service a droit à une demi-journée de congé payé pour chaque mois de service jusqu'à concurrence de 5 jours ouvrables (une semaine payée). Le salarié qui a droit à moins de cinq (5) jours de congé payé peut cependant compléter la semaine à ses frais.

c) Le salarié qui, le 1er mai d'une année, justifie d'un (1) an ou plus de service continu, a droit à une (1) semaine de congés payés.

d) Le salarié qui, le 1er mai d'une année, justifie de cinq (5) ans ou plus de service continu chez le même employeur, a droit à deux (2) semaines consécutives de congés payés.

The following particulars shall be listed on a separate earnings statement, on the pay envelope or on the employee's cheque stub:

employee's given and family names;
employee's occupation;
payment date and work period corresponding thereto;
number of regular hours;
number of overtime hours;
gross amount of wages;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

If, on the effective date of these amendments, an establishment uses data-processing to put out its payroll and if employees are consequently paid on another week day, the procedure adopted may be continued and the Parity Committee shall be advised.

34. Subsection "*m*" of section V is replaced by the following:

"(*m*) Occupational classifications and titles listed above are but general criteria to determine wage rates and cannot be considered as an exhaustive or limiting description of duties. Working at least 25 hours in any week at a specific task will be the main factor used to determine an employee's wage rate."

35. Subsection "*n*" of section V is superseded by the following:

"(*n*) Except students working after school hours during the school year (all months save June, July and August), supernumerary and part-time employees who are called in to work during the standard working hours herein set forth or during the standard working hours of an establishment shall be paid for four (4) hours' work for each call-in, Monday through Friday and for 3½ hours' work on Saturdays."

36. Subsection "*o*" of section V is replaced by the following:

"(*o*) The supernumerary and part-time employees referred to in the foregoing subsection shall be paid time and one half or double time if they are called in to work outside the standard working hours herein set forth or outside the standard working hours of an establishment."

37. Section VI (Vacation with pay) will be superseded by the following:

"VI. *Annual vacation with pay:*

(*a*) The period during which an employee gradually become entitled to the full vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year and is called the qualifying period.

(*b*) An employee who, on May 1st of any year, has less than one year's service is entitled to one-half day's vacation with pay for each service month up to a maximum of five (5) working days (one week with pay). An employee who is entitled to less than five (5) days' vacation may complete the full week at his own expense.

(*c*) Every employee who, on May 1st of any year, has one (1) or more years' continuous service is entitled to one (1) week's vacation with pay.

(*d*) Every employee who, on May 1st of any year, has five (5) or more years' continuous service with the same employer is entitled to two (2) continuous weeks' vacation with pay.

e) Le salarié qui, le 1er mai d'une année, justifie de douze (12) ans ou plus de service continu chez le même employeur, a droit à trois (3) semaines de congés payés.

f) La période normale des congés du salarié qui a droit à deux (2) semaines, se situe entre le 1er mai et le 31 octobre de chaque année.

g) Le salarié qui a droit à trois (3) semaines de congés bénéficie de deux (2) semaines l'été et d'une (1) semaine l'hiver avant le 1er mai de l'année suivante.

h) L'employeur doit afficher une liste des salariés avec leur ancienneté et le nombre de jours de congés annuels auxquels chacun a droit, ainsi qu'une feuille d'inscription. Le salarié inscrit la date de son choix au plus tard le 1er avril. L'employeur prépare l'ordre des départs par catégorie d'emplois, en tenant compte de l'ancienneté acquise chez lui.

i) L'indemnité de congés doit être égale au salaire que le salarié recevrait s'il était au travail.

j) L'indemnité de congés doit être remise au salarié avant son départ en vacances.

k) Lorsqu'un salarié quitte le service d'un employeur, il a droit à une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes *b*) à *e*) inclusivement ».

38° Le paragraphe « *a* » de l'article VII (dispositions spéciales) est radié.

39° Le paragraphe « *c* » de l'article VII est remplacé par le suivant:

« *c*) Préalablement à l'émission d'un certificat de classification ou de qualification rendu obligatoire, tout salarié assujetti au décret est tenu de suivre tels cours et de passer tels examens que détermine le Bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire, mais dans ce cas, le comité doit payer le coût de ces cours ».

40° Le paragraphe « *d* » est ajouté à l'article VII (dispositions spéciales).

« *d*) *Délai-congé:* Tout salarié permanent a droit à un préavis de sept (7) jours civils quand l'employeur veut le congédier, si ce n'est pour juste motif. De même, tout salarié permanent qui veut quitter le service de son employeur doit donner un préavis couvrant la même période. L'employeur pourra lui faire signer un engagement à cet effet selon la formule agréée par le comité paritaire.

Si le salarié permanent quitte le service de son employeur sans donner le préavis ci-haut, il perd le droit à sa deuxième semaine ou à sa troisième semaine de congés selon le cas ».

41° L'article VIII est radié.

42° L'article IX est radié.

43° L'article X suivant est ajouté:

« X. *Avantages sociaux:*

a) L'employeur devra accorder au salarié:

1° Trois (3) jours civils sans diminution de salaire à l'occasion du décès des membres suivants de sa famille: père, mère, frère, soeur, époux, épouse, enfant, beau-père, belle-mère;

2° Un (1) jour civil sans diminution de salaire à l'occasion du décès de sa belle-soeur, de son beau-frère, de ses grands-parents, de son gendre et de sa bru;

3° Un (1) jour civil sans diminution de salaire à l'occasion de la naissance ou du baptême de son enfant, au choix du salarié.

b) Après deux ans de service continu chez le même employeur, le salarié permanent a droit à cinq (5) jours de congés de maladie non cumulatifs par année. Toutefois, à la demande de l'em-

(*e*) Every employee who, on May 1st of any year, has twelve (12) or more years' continuous service with the same employer is entitled to three (3) weeks' vacation with pay.

(*f*) Employees who are entitled to two (2) weeks' vacation shall take them between May 1st and October 31st of each year.

(*g*) Employees who are entitled to three (3) weeks' vacation shall take two (2) weeks in summer and one (1) week in winter before May 1st of the following year.

(*h*) The employer shall post a list of the employees indicating their seniority and vacation entitlement. Before April 1st, employees shall list their choice of vacation dates on a special sheet. The employer shall then determine vacation dates according to occupational categories and taking into account seniority acquired in his service.

(*i*) Vacations shall be paid at the same wage rate the employee would have earned had he worked.

(*j*) Vacation pay shall be given an employee before he leaves on vacation.

(*k*) When an employee quits his employer's service, he shall be entitled to all vacation time accumulated up to his separation date, as set forth in subsections "*b*" through "*e*" above."

38. Subsection "*a*" of section VII (Special provisions) is abrogated.

39. Subsection "*c*" of section VII is superseded by the following:

"(*c*) Prior to the issue of a compulsory competency or classification certificate, every employee governed by this decree shall attend all courses and take all examinations requested by the Board of Examiners that is set up by the Parity Committee. In such instance, the Parity Committee shall pay the cost of such courses."

40. The following subsection "*d*" is added to section VII:

"(*d*) *Notice:* Unless he be dismissed for just cause, every regular employee is entitled to a seven-day notice in case of dismissal. Likewise, any regular employee wishing to quit his employer's service shall give his employer an identical notice. The employer may have the employee agree to this in writing on special forms approved by the Parity Committee.

Should the regular employee fail to do so, he shall lose entitlement to his second or third week's vacation, as the case may be."

41. Section VIII is abrogated.

42. Section IX is abrogated.

43. The following section X is added:

"X. *Special leave and sick-leave:*

(*a*) Employers shall grant employees the following time off, without loss in pay:

1. three (3) calendar days upon the death of a member of the employee's immediate family: father, mother, brother, sister, spouse, child, father-in-law, mother-in-law;

2. one (1) calendar day upon the death of the employee's sister-in-law, brother-in-law, grandparents, son-in-law or daughter-in-law;

3. one (1) calendar day on either the birth or christening of a child, at the employee's choice.

(*b*) After two years' continuous service with the same employer, the regular employee is entitled to five (5) days' sick-leave annually which are non-cumulative. However, the em-

ployeur, le salarié permanent est tenu de produire un certificat médical pour les absences de plus de deux (2) jours ».

44° L'article XI suivant est ajouté:

« XI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 octobre de l'année 1969 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail ».

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
23119-o DONAT TANGUAY.

ployer may request that the employee produce a doctor's certificate for any illness entailing more than two days' absence.

44. The following section XI is added:

"XI. *Term:* This decree remains in force until October 31, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days prior to October 31st of 1969 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

DONAT TANGUAY,
23119-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 137

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des accessoires de mode dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des accessoires de mode dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 novembre 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 99, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article II est remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application industriel: a)* Le présent décret régit l'industrie des accessoires de mode qui comprend les opérations suivantes: travail à l'aiguille, d'ornementation à la main ou à la machine, broderie bonnaz, broderie côtelée, broderie à la machine automatique à têtes multiples, perlage au crochet, étampage « shirring », plissage à l'aiguille, exécution de replis, de plissés, de points en zigzag, d'ourlets à jour, pose de pointes de diamants et de pierres du Rhin, de boutonnières, de boucles et boutons recouverts de tissu ou de tout autre matériel et destinés à toutes sortes de vêtements d'hommes, de femmes ou d'enfants; la fabrication de nouveautés et tout travail de couture résultant des opérations précitées le tout pour fins d'ornement ou d'utilité, devant s'appliquer en entier ou en partie, ou de toute autre manière, à la production de robes, manteaux, costumes, lingerie et articles pour enfants, chapeaux, jupes, blouses, sacs

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 137

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Fashion Accessories Industry in the Island of Montreal and a 100-mile radius from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Fashion Accessories Industry in the Island of Montreal and a 100-mile radius from its limits, made obligatory by Decree number 99 of January 29, 1948, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of November 25, 1967;

WHEREAS no objection against the approval of the amendments proposed has been brought forth;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 99 be amended as follows:

1. Subsection (*a*) of section II is superseded by the following:

"II. *Industrial jurisdiction:* (*a*) The present decree applies to the fashion accessories industry which consists in the following operations: needlework, ornamentation (by hand or machine), Bonnaz embroidering, *cordé* and corded embroidery, multi-head automatic machine embroidery, crochet-beading, stamping, shirring, tucking, pleating, zigzag-stitching, hemstitching, nailhead and rhinestone setting, buttonhole-making; the making of buttons and buckles covered with textile *or any other material for all types of men's women's and children's apparel;* the making of novelties and all work done by means of any or all of the foregoing operations, the whole for ornamental or utility purposes, to be entirely, partly or in any way applied to the production of dresses, cloaks, suits, lingerie and children's wear, hats, skirts, blouses, handbags and purses for ladies, knitted wear *and men's wear (only in relation to the making of buttons and buckles*

à main et bourses pour dames, tricots et vêtements pour hommes (seulement en ce qui a trait à la confection de boutons et de boucles recouverts de tissu ou de tout autre matériel), que ce travail constitue l'activité principale, de l'employeur ou soit une activité secondaire ou complémentaire d'une autre industrie. »

2° Le paragraphe « *h* » de l'article III est remplacé par le suivant:

« *h*) Le terme « ouvrier d'atelier » désigne toute personne qui exécute, entièrement ou partiellement, les travaux suivants: nettoyage, pressage, épinglage, découpage des appliqués, pose des pierres du Rhin ou autres garnitures de métal et tout travail d'aide en général. »

3° Les paragraphes « *a* » et « *c* » de l'article IV sont remplacés par les suivants:

« IV. *Taux de salaires minimaux: a*) Les salariés qualifiés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

covered with textile or any other material), whether such work constitutes a main industry or one that is subsidiary or incidental to another industry."

2. Subsection "*h*" of section III is replaced by the following:

"(*h*) "Floor helper" or "general hand" means anyone who does the following operations in whole or in part: cleaning, pressing, pinning, appliqué-cutting, setting rhinestones and metal spots, and who does other floor work."

3. Subsections "*a*" and "*c*" of section IV are superseded by the following:

"IV. *Minimum wage rates:* "*a*" Skilled employees in the crafts listed below shall be paid the following minimum hourly wage rates:

	À compter du / From of 1er sept. / Sept. 1, 1968	1er août / Aug. 1, 1969
Brodeur à la machine « Bonnaz » (mécanicien Bonnaz) — Bonnaz embroidery operator	$2.02	$2.12	$2.22
Plisseur et patronnier (faiseur de patrons) — Pleater and pattern maker	1.67	1.77	1.87
Mécanicien de machine Bonnaz à manette enclenchée — Frozen handle Bonnaz operator	1.40	1.50	1.60
Aide plisseur — Pleater's helper	1.39	1.49	1.59
Mécanicien de machines spéciales — Special machine operator	1.25	1.35	1.45
Presseur de nervures — Pin-tuck presser	1.25	1.35	1.45
Imprimeur à la main (étampeur) — Stamper	1.25	1.35	1.45
Perleur au crochet — Crochet beader	1.15	1.25	1.35
Brodeur à la main — Hand embroidery worker	1.15	1.25	1.35
Ouvrier d'atelier (employé général) — Floor helper or general hand	1.15	1.25	1.35
Faiseur de boucles et de boutons recouverts — Covered button and buckle maker	1.15	1.25	1.35
Brodeur à la machine automatique à têtes multiples — Multi-head automatic machine embroidery watcher	1.15	1.25	1.35

c) À compter de l'entrée en vigueur du présent décret de modification, tout employeur doit payer à ses salariés une majoration de 13 1/3¢ de plus que leur taux normal de salaire; à compter du 1er septembre 1968, tout employeur doit payer à ses salariés une autre majoration de 10¢ l'heure et, à compter du 1er août 1969, tout employeur doit payer à ses salariés une seconde majoration de 10¢ l'heure.

Cependant, l'employeur qui paie les majorations précitées à ses employés depuis le 1er août 1967, soit en tout, soit en partie, pourra accorder des majorations proportionnellement moindres que celles mentionnées ci-dessus. Les taux de salaire payés aux salariés qualifiés ne doivent jamais être inférieurs aux taux minima établis par le présent décret. »

4° L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article V:

« Au moment de la cessation de son emploi, tout salarié a droit à un préavis de trois (3) jours. De même, le salarié qui quitte son emploi doit donner un préavis de trois (3) jours à son employeur. Dans le cas de cessation d'emploi, le salarié doit recevoir son salaire dans la semaine qui suit la date de ladite cessation. »

5° Le deuxième alinéa du paragraphe « *d* » de l'article X est abrogé.

6° L'article XI est remplacé par le suivant:

« XI. *Apprentis: a*) Sauf en ce qui a trait aux brodeurs à la machine « Bonnaz », le nombre d'apprentis travaillant dans tout atelier ne doit jamais dépasser 15% du nombre des salariés.

(*c*) From this amendment's effective date, every employer shall pay to all his employees a thirteen and one-third cent (13-1/3¢) increase over and above their regular wage rates; on September 1, 1968, every employer shall pay all employees a further 10¢-an-hour increase and on August 1, 1969, every employer shall pay all employees another 10¢-an-hour increase.

However, employers who have paid all or part of the above increases to their employees since August 1, 1967, shall be entitled to grant increases proportionately lower than those stipulated hereinabove. The rates of wages paid to qualified workers must never be lower than the minimum rates set forth in this decree.

4. The following paragraph is added at the end of section V:

"Every employee shall be entitled to at least three (3) days' notice of separation. The employee who quits his employment shall likewise give the employer three (3) days' notice. Upon the termination of employment, the employee shall be given his wages within one week from the separation date."

5. The second paragraph of subsection "*d*", section X, is abrogated.

6. Section XI is superseded by the following:

"XI. *Apprentices:* (*a*) With the exception of Bonnaz embroidery machine operators, the apprentice-to-worker ratio in any shop shall never exceed fifteen per cent (15%).

b) Pour les métiers ci-après nommés, l'apprentissage est de six mois et les taux minima de salaire sont les suivants:

Ouvrier d'atelier, faiseur de boutons et de boucles, perleur au crochet, brodeur à la main, conducteur de machine automatique à broder à têtes multiples.

(*b*) Apprentice floor helpers, button and buckle makers, crochet beaders, hand embroidery workers and multi-head automatic machine embroidery watchers shall graduate in six months and shall be paid as follows:

		1er sept. Sept. 1, 1968	*1er août Aug. 1, 1969*
Taux minimal — Minimum rate	$1.10	$1.10	$1.10
Après 3 mois — After 3 months	1.13	1.18	1.23
Après 6 mois — After 6 months	1.15	1.15	1.35

c) L'apprentissage de l'aide plisseur est de neuf (9) mois, et ses taux minima de salaire sont les suivants:

(*c*) The assistant pleater or pleater's helper shall graduate in 9 months and his minimum wage rates shall be as follows:

		1er sept. Sept. 1, 1968	*1er août Aug. 1, 1969*
Taux minimal — Minimum rate	$1.10	$1.10	$1.10
Après 3 mois — After 3 months	1.20	1.23	1.26
Après 6 mois — After 6 months	1.30	1.36	1.43
Après 9 mois — After 9 months	1.39	1.49	1.59

d) L'apprentissage du métier de brodeur à la machine Bonnaz (manette enclanchée) est de quinze (15) mois, et ses taux de salaires minima sont les suivants:

(*d*) The apprentice frozen-handle Bonnaz operator shall graduate in fifteen (15) months and his minimum wage rates shall be as follows:

		1er sept. Sept. 1, 1968	*1er août Aug. 1, 1969*
Taux minimal — Minimum rate	$1.10	$1.10	$1.10
Après 3 mois — After 3 months	1.16	1.18	1.20
Après 6 mois — After 6 months	1.22	1.26	1.30
Après 9 mois — After 9 months	1.28	1.34	1.40
Après 12 mois — After 12 months	1.34	1.42	1.50
Après 15 mois — After 15 months	1.40	1.50	1.60

e) L'apprentissage des métiers de mécanicien de machine, imprimeur à la main (étampeur) et presseur de nervures est de quinze (15) mois, et les taux minima de salaires des apprentis de ces métiers sont les suivants:

(*e*) An apprentice machine operator, stamper and pin-tuck presser shall graduate in 15 months and their minimum wage rates shall be as follows:

		1er sept. Sept. 1, 1968	*1er août Aug. 1, 1969*
Taux minimal — Minimum rate	$1.10	$1.10	$1.10
Après 3 mois — After 3 months	1.12	1.15	1.17
Après 6 mois — After 6 months	1.16	1.20	1.24
Après 12 mois — After 12 months	1.22	1.30	1.38
Après 15 mois — After 15 months	1.25	1.35	1.45

f) Aucun apprenti ne doit être employé dans la section des « brodeurs à la machine bonnaz » à moins que l'employeur n'ait à son emploi au moins cinq (5) « brodeurs bonnaz » qualifiés.

Un apprenti « brodeur à la machine bonnaz » est un salarié qui apprend à travailler sur une machine à broder « bonnaz ». Il est promu brodeur « bonnaz » qualifié après vingt-quatre (24) mois d'apprentissage et doit être payé comme suit:

(*f*) No apprentice may be employed in any Bonnaz Department unless the employer has at least five (5) fully-skilled Bonnaz embroidery operators in his service.

"Apprentice Bonnaz embroidery machine operator" means anyone who is a beginner at the Bonnaz embroidery machine. He shall graduate in twenty-four (24) months as a fully-skilled Bonnaz embroidery operator and shall be paid as follows:

		1er sept. Sept. 1, 1968	*1er août Aug. 1, 1969*
Taux minimal — Miminum rate	$1.10	$1.10	$1.10
Après 3 mois — After 3 months	1.22	1.23	1.24
Après 6 mois — After 6 months	1.34	1.36	1.38
Après 9 mois — After 9 months	1.46	1.49	1.52
Après 12 mois — After 12 months	1.58	1.62	1.66
Après 15 mois — After 15 months	1.69	1.75	1.80
Après 18 mois — After 18 months	1.80	1.99	1.94
Après 21 mois — After 21 months	1.19	2.01	2.08
Après 24 mois — After 24 months	2.02	2.12	2.22

Après vingt-quatre (24) mois on doit faire subir un examen de qualification au brodeur à la machine « bonnaz » pour déterminer sa qualification. S'il obtient son certificat, il a droit alors aux taux de salaires établis pour le « brodeur à la machine bonnaz ».

7° Le nouvel article XI-A est inséré après l'article XI:

« XI-A. *Taux minima de salaires du décret supérieurs de 5% à ceux stipulés par ordonnance de la Commission du salaire minimum.*

Nonobstant toute disposition du présent décret, tous les taux minima de salaires payables en vertu du présent décret doivent être supérieurs de 5% à ceux qui sont déterminés par l'ordonnance générale No. 4 de la Commission du salaire minimum.

Tous les taux minima de salaires payés en vertu du présent décret doivent être rajustés pour tenir compte de l'échelle des taux minima décrétés par ladite ordonnance. »

8° L'article XII est remplacé par le suivant:

« XII. *Jours fériés:* Nul travail n'est permis les jours fériés suivants: le premier jour de l'An, le vendredi sait, la sait-Jean-Baptiste, la fête de la Reine, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces et Noël.

Tout salarié a droit de recevoir une indemnité égale à une journée de salaire aux taux normaux pour les jours fériés suivants: le premier jour de l'An, le vendredi sait, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces et Noël. »

9° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XIII:

« Les salariés doivent être payés chaque semaine en espèces ou par chèque. L'employeur doit fournir au salarié un bulletin de paye qui contient les mentions suivantes:

a) les nom et prénoms du salarié,

b) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

c) le taux de salaire payé;

d) le nombre d'heures normales;

e) le nombre d'heures supplémentaires;

f) le montant du salaire brut;

g) la nature et le montant des retenues opérées;

h) le montant du salaire net versé au salarié. »

10° L'article XIV est remplacé par le suivant:

« XIV. Le comité paritaire établi pour la mise en exécution du présent décret peut fixer des taux spéciaux de salaires pour les brodeurs à la machine « Bonnaz » dont la productivité est moindre que la normale et qui ne peuvent conduire au moins les machines à broder (à alimentation universelle) suivantes: point de chaîne, cordeur et ganseur. »

11° La première phrase de l'article XVII est remplacée par la suivante:

« XVII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1970. »

Le greffier du Conseil exécutif,

23119-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 138

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux salariés de garage dans la région de Québec.

After twenty-four (24) months, a Bonnaz embroidery operator shall be examined as to competency. If granted a competency card, he shall be entitled to the wage rates for Bonnaz embroidery operators."

7. The following new section XI-A is added after section XI:

"XI-A. *Minimum wage rates of decree 5% higher than those fixed by Ordinance of the Minimum Wage Commission.*

Notwithstanding any provision of the present decree, all the minimum wage rates payable under the present decree shall be 5% higher than those fixed by General Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission.

All minimum wage rates payable under the present decree shall at all times be readjusted to take into account the minimum wage scale decreed by the said Ordinance."

8. Section XII is replaced by the following:

"XII. *General Holidays:* No work shall be performed on the following general holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, the Queen's birthday, Canada Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

Every employee shall be entitled to be paid the regular rates of pay for the following general holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day (July 1st), Labour Day, Thanskgiving Day and Christmas Day."

9. The following paragraph is added to section XIII:

"Employees shall be paid weekly in cash or by cheque. Employers shall supply employees with an earnings statement listing the following particulars:

(*a*) the employee's family name and first names;

(*b*) payment date and work period corresponding thereto;

(*c*) wage rate paid;

(*d*) number of standard hours worked;

(*e*) number of overtime hours worked;

(*f*) gross amount of wages;

(*g*) type and amount of deductions made;

(*h*) net take-home pay."

10. Section XIV is superseded by the following:

"XIV. The Parity Committee established to ensure the observance of this decree may set special rates for Bonnaz operators whose productivity is below normal and who cannot operate at least the following universal feed embroidery machines: the chainstitch, cording and braiding machines."

11. The first sentence of section XVII is replaced by the following:

"XVII. *Term of decree:* The present decree shall remain in force until July 31, 1970."

JACQUES PRÉMONT,

23119-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 138

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Quebec region.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le comité paritaire de l'automobile de la région de Québec, a présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, relatifs aux employés de garage dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 décembre 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 164, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article 108 sont radiés.

2° L'article 9, de la première partie est remplacé par le suivant:

« 9. Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne et comprend tout fabricant, tout agent d'usine, tout marchand qui vend principalement au gros des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, neufs ou usagés ou encore d'équipement et de pièces d'équipement de garages, neufs ou usagés. »

Le greffier du Conseil exécutif,
23119-0 JACQUES PRÉMONT.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Automobile Parity Committee, Quebec Region, has petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to Decree number 164 of February 6, 1962 and amendments (Garage Employees in the Quebec Region) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 9, 1967;

WHEREAS no objection was brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 164 be amended as follows:

1. Subsections "*b*" and "*c*" of section 108 are abrogated.

2. Section 9 of Part One is superseded by the following:

"9. "Accessories or parts store" means and includes any manufacturer, factory agent or dealer who sells new or used motor vehicle parts or accessories or new or used equipment and garage equipment parts mainly on a wholesale basis."

JACQUES PRÉMONT,
23119-0 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 140

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret, aux fins d'y assujettir le territoire présentement régi par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton de la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 décembre 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

1° Les parties contractante de première part suivantes sont ajoutées:

« Champlain Paper Box (1963) Limited;
St. Francis Paper Converters Limited. »

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 140

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Manufacturing of Paper Boxes in Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Paper Boxes in Quebec (made binding by Decree number 1884 of November 12, 1947, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, in order that it may include the territory now covered by Decree number 758 of July 19, 1951, as amended (Paper Box Industry in the Quebec Region);

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 23, 1967;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

It is ordered, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1884 be amended as follows:

1. The following contracting parties of the first part are added:

« Champlain Paper Box (1963) Limited;
St. Francis Paper Converters Limited."

2° Les parties contractantes de deuxième part suivantes sont ajoutées:

« Le Syndicat catholique de la boîte de carton de Québec Inc.;

Le Syndicat national des employés de « St. Francis Paper Converters Limited » inc., (C.S.N.) de Drummondville. »

3° Le paragraphe « *a* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« I. *a*) *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret s'étend à tout le territoire du Québec. Aux fins d'application du présent décret, ce territoire est divisé en deux (2) zones de la façon suivante:

Zone I: L'Ile de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites en ligne droite, sous réserve des territoires compris dans la zone II.

Zone II: Le reste du champ d'application territorial y compris la municipalité de l'Épiphanie et le district judiciaire de Bedford. »

4° Le paragraphe « *c* » suivant est ajouté à l'article I:

« *c*) Par dérogation aux dispositions en vigueur dans la zone II du présent décret numéro 1884, les dispositions du décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, continueront de s'appliquer aux employeurs et aux salariés qui exerçaient leur activité dans le champ d'application territorial dudit décret numéro 758 et qui deviennent assujettis au présent décret, en vertu des modifications approuvées par le présent arrêté, aussi longtemps que ledit décret ne sera pas modifié pour déterminer de nouvelles conditions de travail dans leur cas. »

Le greffier du Conseil exécutif,
23119-o JACQUES PRÉMONT.

2. The following contracting parties of the second part are added:

"*Le Syndicat catholique de la boîte de carton de Québec Inc.;*

Le Syndicat national des employés de St. Francis Paper Converters Limited Inc., (C.S.N.) de Drummondville."

3. Subsection "*a*" of section I is superseded by the following:

"I. (*a*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree encompasses all of Québec. For the purposes hereof, such territory is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a 50-mile radius of its limits, except for the territory included in zone II.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction, including the municipality of l'Épiphanie and the judicial district of Bedford."

4. The following subsection "*c*" is added to section I:

"(*c*) Notwithstanding the provisions for zone II in effect in Decree number 1884, the provisions of Decree number 758 of July 19, 1951, as amended (Paper Box Industry in the Quebec Region) shall continue to cover employers and employees who were operating within the territorial jurisdiction of said Decree number 758 and who are now governed by this decree because of the amendments approved by this order in council, as long as the said decree not amended to set forth new working conditions for them."

JACQUES PRÉMONT.
23119-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 139

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 novembre 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 139

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Women's and Children's Millinery Industry in Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Women's and Children's Millinery Industry in the Province of Quebec (made binding by Decree number 142 of January 22, 1947, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of November 11, 1967;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 142, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *l* » de l'article I (Définitions) est remplacé par les paragraphes « *l* », « *m* » et « *n* » suivants:

« *l*) *Chef expéditionnaire:* Le terme « chef expéditionnaire » signifie tout salarié qui dirige ou surveille un département d'expédition qui compte au moins trois (3) salariés, y compris le chef expéditionnaire qui y travaille régulièrement et qui peut de temps à autre exécuter une ou plusieurs des tâches nécessaires dans un département d'expédition ou à proximité de ce département, à savoir:

1. tenir les états des stocks de chapeaux fabriqués;
2. emballer les chapeaux fabriqués;
3. classer et expédier les commandes;
4. faire le tri des commandes;
5. examiner les chapeaux avant l'expédition, ce qui exclut l'examen des chapeaux à l'usine;
6. expédier aux clients de l'employeur la marchandise fabriquée par celui-ci;
7. recevoir la marchandise pour le compte de l'employeur.

m) *Expéditionnaire:* Le terme « expéditionnaire » signifie tout salarié qui exécute une ou plusieurs des tâches décrites ci-dessus, avec ou sans un (1) aide permanent.

n) *Commis expéditionnaire:* Le terme « commis expéditionnaire » signifie tout salarié qui exécute une ou plusieurs des tâches suivantes, qui sont nécessaires dans un département d'expédition ou à proximité de ce département, à savoir:

1. tenir les états des stocks de chapeaux fabriqués;
2. emballer les chapeaux;
3. classer et expédier les commandes;
4. faire le tri des commandes;
5. faire l'examen, mais à l'exclusion de l'examen fait par les ouvriers non spécialisés à l'usine;
6. expédier la marchandise aux clients de l'employeur;
7. recevoir la marchandise pour le compte de l'employeur. »

2° Le paragraphe « *a*-1 » de l'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Salaires minima: a*-1) Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

THAT said Decree number 142 be amended as follows:

1. Subsection "*l*" of section I (Definitions) is replaced by the following subsections "*l*", "*m*" and "*n*":

"(*l*) *Head shipper:* "Head shipper" means an employee who manages or supervises the shipping department comprising of at least three (3) employees, including the head shipper permanently employed therein and who may, from time to time, perform one or more of the services required in and around the shipping department, such as:

1. stock-keeping of made-up hats;
2. packing of made-up hats;
3. assorting and expedition of orders;
4. order-picking;
5. examining hats before shipment but excluding examination of hats in factory;
6. shipping merchandise produced by the employer to customers of the latter; and
7. receiving merchandise for and on behalf of the employer.

(*m*) *Shipper:* "Shipper" means an employee who performs all or any one of the abovementioned duties with or without one (1) permanent assistant.

(*n*) *Shipping clerk:* "Shipping clerk" means an employee who performs one or more of the following services required in and around the shipping department, such as:

1. stock-keeping of made-up hats;
2. packing of hats;
3. assorting and expedition of orders;
4. order-picking;
5. examining but excluding examining by general hands in factory;
6. shipping merchandise to the employer's the employers;
7. receiving merchandise for an on behalf of the employer.

2. Subsection "*a*-1)" of section III is superseded by the following:

"III. *Minimum wage rates:* (*a*-1) Minimum wage rates are as follows for each trade listed hereunder:

Zone I

Métiers — Trades	*Semaine normale — 37½ heures* *Standard 37½ hour — work week* *À compter de la publication dans la Gazette officielle de Québec* *From publication in the Quebec Official Gazette*		*À compter du 16 février 1968* *From February 16, 1968*	
	Par semaine *Per week*	*Par heure* *Per hour*	*Par semaine* *Per week*	*Par heure* *Per hour*
Dresseur à la main (préposé au blocage à la main) — Hand blockers	$ 86.00	$ 2.293	$ 89.00	$ 2.373
Dresseur à la machine (bloqueur) — Blockers	80.80	2.154	83.80	2.234
Coupeur — Cutters	77.40	2.064	80.40	2.144
Chapelier-tous tissus (préposé à la couture des tissus) — Fabric operators	77.40	2.064	80.40	2.144
Chapelier-paille (préposé à la couture des pailles) — Straw operators	77.40	2.064	80.40	2.144
Drapeuse — Drapers	57.40	1.53	59.40	1.584
Drapeuse-garnisseuse (drapeuse préposée aux garnitures) — Trimmer-drapers	52.60	1.402	54.60	1.456
Garnisseuse (préposée aux garnitures) — Trimmers	49.40	1.317	51.40	1.37
Ouvrier non spécialisé (employés généraux) — General workers	45.00	1.20	47.00	1.253

	Semaine de travail garantie de 45 heures Guaranteed 45-hour work week Par semaine Per week
Chef expéditionnaire — Head shipper	$ 100.00
Expéditionnaire — Shipper	87.00

Les chefs expéditionnaires ou les expéditionnaires sont employés sur une base hebdomadaire garantie de quarante-cinq (45) heures et ne doivent pas recevoir moins que les salaires énumérés ci-dessus.

Salaried head shippers or shippers shall be employed on a guaranteed weekly basis of forty-five (45) hours and shall not receive less than the abovementioned wages.

	Semaine normale de 40 heures Standard 40-hour work week
Commis expéditionnaire — Shipping clerk	$ 50.00

Zone II

10% de moins que les taux minimaux établis pour la zone I. »

3° Le dernier alinéa du paragraphe « *a*-2 » de l'article III est remplacé par le suivant:

Zone II

10% less than the minimum rates established for zone I."

3. The last paragraph of subsection "*a*-2" of section III is replaced by the following:

	Semaine normale de 40 heures Standard 40-hour work week:
Apprenti commis expéditionnaire: Taux à l'embauche de l'apprenti commis expéditionnaire — *Shipping clerk apprentice:* Starting rate schedule for shipping clerk apprentices:	
Premier trimestre — First three months	$ 38.40
4 à 6 mois — 4 to 6 months	41.40
7 à 9 mois — 7 to 9 months	44.40
10 mois — 10 months	47.40
11 mois et par la suite — 11 months and thereafter	50.00

4° La note explicative suivante est ajoutée à la fin de l'article III:

« *Note explicative:* Les appellations de certains métiers et emplois ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté uniquement pour les rendre conformes à la terminologie française internationale. Pour éviter toute confusion, les appellations de métiers ou d'emplois actuelles sont cependant écrites entre parenthèses et les appellations en langue anglaise sont demeurées les mêmes.

L'utilisation des nouvelles appellations n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaire pour lesdits métiers et emplois, ni d'entamer la validité des certificats de classification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitude restreinte émis selon les appellations antérieures. »

4. The following explanatory note is added to the end of section III:

"*Explanatory note:* The names of certain trades and occupations have been modified in the French text of this order in council to make them consistent with the internationally-accepted French terminology; the English nomenclature remains unchanged. So as to avoid confusion, the current trade and occupational names have been placed between brackets.

Use of the new terms does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of the new wage rates for such trades and occupations, nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use."

5° Les paragraphes « *d* », « *e* » et « *f* » suivants sont ajoutés à l'article V:

« *d*) *Expéditionnaire:* La moyenne hebdomadaire des heures de travail de l'expéditionnaire et du chef expéditionnaire ne doit pas dépasser quarante-cinq (45). Lorsque les intéressés travaillent plus que la semaine moyenne, on doit effectuer un rajustement à tous les six mois pour les six mois terminés, afin de les faire bénéficier de congés compensateurs pour réduire la moyenne hebdomadaire des heures ouvrables à quarante-cinq (45).

e) *Commis expéditionnaire:* La semaine normale actuelle demeure en vigueur dans tous les ateliers et ne doit jamais dépasser quarante (40) heures. Dans les ateliers où la semaine normale

5. The following subsections "*d*", "*e*" and "*f*" are added to section V:

"(*d*) *Shippers:* The average work week for head shippers and shippers shall not exceed forty-five (45) hours. When the employees concerned have worked more than an average work week at the end of each 6-month period an adjustment will be made with respect to the 6-month period then ended in order to compensate such employees by providing additional time off, vacation or holidays to reduce the average to forty-five (45) working hours per week.

(*e*) *Shipping clerk:* The present standard work week shall continue in all shops but shall never exceed forty (40) hours. Whenever the standard work week exceeds forty (40) hours,

excède quarante (40) heures, ces heures doivent être réduites et les intéressés ont droit au même salaire net par semaine.

f) Le chef expéditionnaire, l'expéditionnaire et le commis expéditionnaire ne doivent exécuter aucun travail le samedi entre le 1er juillet le 15 août et pendant le mois de décembre de chaque année, à moins d'entente intervenue entre l'employeur et ses salariés ou le syndicat qui les représente. Si on doit exécuter du travail le samedi, on doit accorder une compensation raisonnable ou des congés compensateurs au chef expéditionnaire et à l'expéditionnaire. Cependant, les commis expéditionnaires qui travaillent le samedi sont rémunérés à raison de leur salaire normal majoré de 50%. »

6° Le paragraphe « *a* » de l'article X-A est remplacé par le suivant:

« *a*) Tout employeur doit instituer un régime de sécurité sociale, par contrat avec un compagnie d'assurances *bona fide* reconnue par le Surintendant des Assurances du Québec, ou par contrat avec le syndicat nommé dans le présent décret comme représentant des salariés. Ledit régime de sécurité sociale doit assurer aux salariés des indemnités ou des allocations, totales ou partielles, en cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation et de décès qui représentent pour l'employeur un coût d'au moins quatre pour cent (4%) du total de sa liste de paie mensuelle globale. »

7° Les nouvelles appellations de métiers mentionnées aux postes 2° et 3° (article III) du présent arrêté de modification doivent être substituées aux anciens appellations partout ou celles-ci apparaissent dans le décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
23119-o JACQUES PRÉMONT.

such hours shall be reduced and employees concerned shall receive the same weekly take-home pay.

(*f*) Head shippers, shippers and shipping clerks shall not perform any Saturday work from July 1st to August 15th and during December of each year, unless special arrangements are made between the employer, the union and the employees concerned. When Saturday work is performed, adequate compensation or time off shall be granted to head shippers and shippers. Shipping clerks shall be paid time and one-half for such work."

6. Subsection "*a*" of section X-A is superseded by the following:

"(*a*) Every employer, either by contract with a *bona fide* insurance company recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or by contract with the union herein named as representing the employees, shall provide a social security plan. Such plan shall provide employees with the following: sickness, death, accident and hospitalization benefits, in whole or in part. This should represent for the employer a cost of at least four per cent (4%) of his total monthly payroll"'

7. The revised trade names given in items 2 and 3 of this order in council shall replace the former trade names wherever they may be found in the decree.

JACQUES PRÉMONT,
23119-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 141

Québec, le 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, soit abrogé à toute fin que de droit.

Le greffier du Conseil exécutif,
23119-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 141

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the abrogation of the decree respecting the Paper Box Industry in the Quebec region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), Decree number 758 of July 19, 1951, as amended (Paper Box Industry in the Quebec region) be abrogated for all purposes of the law.

JACQUES PRÉMONT,
23119-o *Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis d'approbation de règlements spéciaux

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143) que, par l'arrêté en conseil numéro 135 du 24 janvier 1968, les règlements spéciaux suivants adoptés par le Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec, constitué pour assurer l'observance du décret numéro 2684 du 28 septembre 1967,

Department of Labour

Notice of a Special By-laws Approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order in Council number 135, dated January 24, 1968, the following special by-laws adopted by the *Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec* (established to ensure the enforcement of Decree number 2684 of September 28, 1967), have been

ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3020 du 8 novembre 1967.

17° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2684 du 28 septembre 1967 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du monde et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

18° *Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 2684 du 28 septembre 1967 et ses modifications ultérieures, pour les salariés suivants assujettis audit décret: menuisier d'atelier « classe A », menuisier d'atelier « classe B » et menuisier sur machines.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examinateurs composé de deux (2) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats.

Le comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédent pas $2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et $1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 février 1968. 23119-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 128 du 24 janvier 1968, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 3 février 1968 au 3 février 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant le métier qu'ils exercent.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

approved and added to the said Parity Committee's constitution and by-laws which have already been approved by Order in Council number 3020, dated November 8, 1967.

"17. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, *le Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec* compels every professional employer governed by Decree number 2684 of September 28, 1967, as amended, to keep a register. Such register shall show: the given name, family name and address of each employee in his service; his competency or classification; the exact time when work was begun, interrupted, resumed and ended each day; the type of such work and the wages paid, with a special note as to how and when payment was made; all other information deemed useful for the decree's enforcement.

18. *Competency certificate:* Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee makes competency certificates compulsory within the entire territorial jurisdiction of Decree number 2684 of September 28, 1967, as amended, for the following employees covered by the said decree: shop joiner, class "A", shop joiner, class "B" and machine joiner.

In order to determine employees' competency and issue the said certificates, the parity committee will set up a 2-member Board of Examiners.

The Committee may charge à $2.00 fee for the examination of a skilled workman and $1.00 for the examination of an apprentice."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 3, 1968. 23119-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Glass Industry, Quebec district, (established in pursuance of decree number 878 of August 2, 1950 and amendments), has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method hereafter described. A by-law approved by Order in Council number 128, dated January 24, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from February 3, 1968, to February 3, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount to ½ of 1% of the salary established by the decree for the lowest-paid employee in their trade.

(*c*) Employees governed by said Decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Mode de perception*

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés, toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 du mois suivant.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1968 et le 3 février 1969.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE, DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 3 février 1968 et le 3 février 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$2,300.00
Cotisations ouvrières	2,300.00
Intérêts sur placements	175.00
	$4,775.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$2,400.00
Salaires des inspecteurs	1,200.00
Frais: Bureau d'examinateurs	50.00
Frais de vérification	140.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	30.00
Poste, téléphone, télégramme	225.00
Intérêt, échange, agios	5.00
Jetons de présence (membres du comité)	330.00
Frais de déplacements (membres du comité)	245.00
Assurance caution	15.00
	$4,640.00
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 135.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 février 1968. 23119-o

2. *Collection of Dues*

Every month, the professional employer must submit a detailed report to the Parity Committee on forms supplied for this purpose by said Committee. The report shall indicate the hours worked, wages earned by each employee governed by the decree, together with the amounts paid to the Parity Committee.

The dues, payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees, must accompany this report which shall be duly signed by the professional employer. The said amounts shall be paid in legal tender.

At the end of each week, the amounts due the Parity Committee shall be collected by the professional employer. Such amounts shall be deducted from the salary or allowances earned by each employee.

The dues collected shall be paid monthly to the Parity Committee between the 1st and 10th of the following month.

The Parity Committee has the right and authority to require an attestation of the monthly reports whenever it deems it advisable to do so.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

The following is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, for the February 3, 1968 to February 3, 1969 period.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from February 3, 1968, to February 3, 1969.

Receipts:	
Employers' dues	$2,300.00
Employees' dues	2,300.00
Interest on investments	175.00
	$4,775.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$2,400.00
Inspectors' salaries	1,200.00
Expenses: Board of Examiners	50.00
Auditor's fees	140.00
Printing, stationery, office equipment	30.00
Postage, telephone, telegrams	225.00
Interest, exchange, agio	5.00
Attendance fees (Committee members)	330.00
Travelling expenses (Committee members)	245.00
Fidelity bond	15.00
	$4,640.00
Forecast surplus	$ 135.00

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 3, 1968. 23119-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 194 (B) du 19 mars 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 127, du 24 janvier 1968, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 11 février 1968 au 11 février 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé à $80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 194 (B) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Roberval, pour la période comprise entre le 11 février 1968 et le 11 février 1969.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Roberval county (established in pursuance of decree number 194 (B) of March 19, 1959) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 127, dated January 24, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from February 11, 1968, to February 11, 1969; the levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 194 (B) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for their employees subject to said Decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 194 (B) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average weekly salary, fixed at $80.00.

(*c*) Employees governed by said Decree number 194 (B) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with those of his employees, must accompany the said report. The Committee has the authority to require an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed to this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give any information required, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Roberval county for the period extending from February 11, 1968, to February 11, 1969 is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 11 février 1968 et le 11 février 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 6,975.00
Cotisations ouvrières	6,975.00
Cotisations artisanales	3,000.00
Pénalités et amendes	100.00
Honoraires d'examen	240.00
Impôt fédéral	192.00
Impôt provincial	174.00
Rentes du Québec	81.00
	$17,737.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 6,825.00
Frais d'inspection	3,800.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	180.00
Loyer et taxes	762.80
Éclairage, chauffage, entretien	300.00
Frais judiciaires	225.00
Frais de vérification	310.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	700.00
Poste, téléphone, télégramme	775.00
Intérêt, échange, agios	135.00
Abonnement et publicité	50.00
Jetons de présence (membres du comité)	440.00
Frais de déplacements (Membres du comité)	440.00
Frais de délégation	1,250.00
Rentes du Québec	162.00
Assurance-groupe	281.52
Assurance caution	5.00
Impôt fédéral	192.00
Impôt provincial	174.00
	$17,007.32

Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 729.68
Moins subvention à la Commission d'Apprentissage	500.00
Surplus prévu	$ 229.68

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 février 1968. 23119-o

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF ROBERVAL COUNTY

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from February 11, 1968 to February 11, 1969.

Receipts:

Employers' dues	$ 6,975.00
Employees' dues	6,975.00
Artisans' dues	3,000.00
Penalties and fines	100.00
Examination fees	240.00
Federal tax	192.00
Provincial tax	174.00
Quebec Pension Plan	81.00
	$17,737.00

Disbursements:

Secretary's salary	$ 6,825.00
Inspection expenses	3,800.00
Fees: Board of Examiners	180.00
Rent and taxes	762.80
Lights, heat, maintenance	300.00
Legal costs	225.00
Auditor's fees	310.00
Printing, stationery, office equipment	700.00
Postage, telephone, telegrams	775.00
Interest, exchange, agio	135.00
Subscription and advertising	50.00
Attendance fees (Committee members)	440.00
Travelling expenses (Committee members)	440.00
Delegation expenses	1,250.00
Quebec Pension Plan	162.00
Group insurance	281.52
Fidelity bond	5.00
Federal tax	192.00
Provincial tax	174.00
	$17,007.32

Forecast surplus	$ 729.68
Less apprenticeship commission subsidy	500.00
Forecast net surplus	$ 229.68

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 3, 1968. 23119-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142 du 22 janvier 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 129, du 24 janvier 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (R.S.Q. 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143) the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec (established in pursuance of decree number 142 of January 22, 1947), has been authorized to levy contributions on the professional employers and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 129, dated January 24, 1968, authorizes such levy

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 février 1968 au 15 février 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 142 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 142 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et pourcentages qui leur sont versés.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire à tous les mois.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire, sur réception de ce rapport, devra en faire la vérification et devra débiter ou créditer selon le cas, le compte de la partie intéressée.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1968 et le 15 février 1969.

COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE POUR DAMES ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 février 1968 et le 15 février 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$16,000.00
Cotisations ouvrières	16,000.00
Revenus de loyer	2,621.05
Intérêts sur placements	878.33
Intérêts de banque	5.00
Impôt fédéral	2,209.80
Impôt provincial	1,377.15
Assurance-chômage	190.48
Fonds de pension	260.13
Service re: Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche	2,312.26
	$41,854.20

1. *Dues*

The contribution period extends from February 15, 1968 to February 15, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by Decree number 142 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of regular wages and commissions paid their employees.

(*b*) Employees governed by Decree number 142 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their regular salary and commissions.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms indicating the hours worked, the money collected during the week and the sums paid to the Parity Committee.

Every month, the professional employer must see that these forms be signed and forwarded to the Parity Committee.

Each professional employer's report shall be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The report, together with the contributions shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the one for which it is required.

Upon receiving the report, the Parity Committee should check it and debit or credit the interested party's account accordingly.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements for the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec, for the February 15, 1968, to February 15, 1969, period is given below.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the February 15, 1968 to February 15, 1969 period.

Receipts:

Employers' dues	$16,000.00
Employees' dues	16,000.00
Rent income	2,621.05
Interest on investments	878.33
Bank interest	5.00
Federal tax	2,209.80
Provincial tax	1,377.15
Unemployment Insurance	190.48
Pension Fund	260.13
Services rendered to Parity Committee of the Handbag Industry	2,312.26
	$ 41,854.20

Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaire du secrétaire	$ 5,326.50	Secretary's salary	$ 5,326.50
Salaires du personnel	7,660.60	Staff's salary	7,660.60
Salaires des inspecteurs	9,875.00	Inspectors' salaries	9,875.00
Frais d'inspection	3,351.72	Inspection expenses	3,351.72
Loyer et taxes	4,286.24	Rent and taxes	4,286.24
Éclairage, chauffage, entretien	76.43	Lights, heat, maintenance	76.43
Frais judiciaires	400.00	Legal costs	400.00
Frais de vérification	500.00	Auditor's fees	500.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	1,900.00	Printing, stationery, effice equipment	1,900.00
Poste, téléphone, télégramme	768.40	Postage, telephone, telegrams	768.40
Intérêt, échange, agios	100.00	Interest, exchange, agio	100.00
Abonnement et publicité	10.00	Subscription and advertising	10.00
Jetons de présence (membres du comité)	55.00	Attendance fees (Committee members)	55.00
Assurance-chômage	401.76	Unemployment Insurance	401.76
Assurance-groupe	650.00	Group insurance	650.00
Assurance caution	10.00	Fidelity bond	10.00
Assurances générales	300.00	General insurance	300.00
Fonds de pension	520.26	Pension fund	520.26
Impôt fédéral	2,209.80	Federal tax	2,209.80
Impôt provincial	1,377.15	Provincial tax	1,377.15
Service re: Association of Millinery Manufacturers	800.00	Services rendered to Association of Millinery Manufacturers	800.00
Service re: Millinery Workers' Union	858.00	Services rendered to Millinery Workers' Union	858.00
	$41,436.86		$41,436.86
Excédent des recettes sur les déboursés prévus	$ 417.34	Forecast surplus	$ 417.34

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 février 1968. 23119-o

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 3, 1968. 23119-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1790 du 12 octobre 1966, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 132 du 24 janvier 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1968 au 1er février 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1790, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1790 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $50.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même le métier visé par le décret numéro 1790 est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par le décret numéro 1790, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations reçus.

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal (established in pursuance of decree number 1790 of October 12, 1966), has been authorized to to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 132, dated January 24, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from February 1, 1968 to February 1, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by Decree number 1790, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salaries, commission and allowances paid to their employees who are subject to the said decree.

(*b*) Artisans subject to Decree number 1790 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage which is set at $50.00 per week. Any employer or professional employer who himself plies the trade concerned in Decree number 1790 is then considered as an artisan, for the purposes of this by-law.

(*c*) Employees governed by Decree number 1790 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary, commissions and allowances received.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être transmis au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Coiffeurs pour hommes de Montréal, pour la pérode comprise entre le 1er février 1968 et le 1er février 1969.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS POUR HOMMES DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er février 1968 et le 1er février 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$26,000.00
Cotisations ouvrières	26,000.00
Cotisations artisanales	16,000.00
Pénalités et amendes	800.00
Dommages: Intérêts liquidés	6,800.00
Honoraires d'examen	4,000.00
Revenus de loyer	1,320.00
Intérêts de banque	900.00
Impôt fédéral	2,300.00
Impôt provincial	1,600.00
Assurance-chômage	390.00
Assurance-groupe	145.00
Rentes du Québec	475.00
	$86,730.00

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which the name, surname and address of each employee in their service must be given. Each employee's occupation, the hours worked, the salary paid, the percentage of commission earned and the amount paid to the Parity Committee must also be shown thereon.

The professional employer must see that these reports completed and forwarded to the Parity Committee each month.

At the end of each week, the professional employer must collect, by means of a check-off, the amounts which are due the Parity Committee. He should himself forward these amounts to the Parity Committee, together with his own dues.

Before being forwarded to the Parity Committee, the professional employer's report must be signed. This Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The report, along with the contributions, must be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiry date of the period for which said report is requested.

Artisans shall also forward their dues monthly to the Parity Committee.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without notice beforehand.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal for the February 1, 1968 to February 1, 1969 period is given below.

PARITY COMMITTEE OF MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the February 1, 1968 to February 1, 1969 period.

Receipts:

Employers' dues	$26,000.00
Employees' dues	26,000.00
Artisans' dues	16,000.00
Penalties and fines	800.00
Damages: paid-up interest	6,800.00
Examination fees	4,000.00
Rent income	1,320.00
Bank interest	900.00
Federal tax	2,300.00
Provincial tax	1,600.00
Unemployment Insurance	390.00
Group insurance	145.00
Quebec Pension Plan	475.00
	$86,730.00

Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaire du secrétaire	$ 6,760.00	Secretary's salary	$ 6,760.00
Salaire du personnel	14,000.00	Staff's salary	14,000.00
Salaires des inspecteurs	15,000.00	Inspectors' salaries	15,000.00
Frais d'inspection	8,200.00	Inspection expenses	8,200.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	3,000.00	Fees: Board of Examiners	3,000.00
Frais: Bureau des examinateurs	1,500.00	Expenses: Board of Examiners	1,500.00
Loyer et taxes	2,500.00	Rent and taxes	2,500.00
Éclairage, chauffage, entretien	4,000.00	Lights, heat, maintenance	4,000.00
Frais judiciaires	4,000.00	Legal costs	4,000.00
Frais de vérification	800.00	Auditor's fees	800.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	4,500.00	Printing, stationery, office equipment	4,500.00
Poste, téléphone, télégramme	3,000 00	Postage, telephone, telegrams	3,000.00
Jetons de présence (membres du Comité)	1,400.00	Attendance fees (Committee members)	1,400.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	5,250.00	Travelling expenses (Committee members)	5,250.00
Frais d'affiliation	600.00	Affiliation fees	600.00
Frais de délégation	500.00	Delegation expenses	500.00
Assurance-chômage	780.00	Unemployment Insurance	780.00
Assurance-groupe	400.00	Group insurance	400.00
Assurance-caution	25.00	Fidelity bond	25.00
Assurances-générales	150.00	General insurance	150.00
Impôt fédéral	2,300.00	Federal tax	2,300.00
Impôt provincial	1,600.00	Provincial tax	1,600.00
Rentes du Québec	950.00	Quebec Pension Plan	950.00
Intérêts sur hypothèque	1,000.00	Interest on mortgage	1,000.00
	$82,215.00		$82,215.00
Excédent des recettes sur Mes déboursés prévu	$4,515.00	Forecast surplus	$4,515.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 février 1968. 23119-o

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 3, 1968. 23119-o

Avis divers

David Vivian Totah

Avis est donné que David Vivian Totah, comptable agrée, du 354 avenue Redfern, cité de Westmount, district de Montréal, fera une demande pour changer son nom en celui de David Vivian Hazan.

Montréal, le 18 janvier, 1968.

Les procureurs du requérant,
22956-4-2-o GARBER & BLUMENSTEIN.

Ville de L'Ancienne-Lorette

Avis est donné que le conseil de la ville de l'Ancienne-Lorette a adopté le 22 janvier 1968 une résolution autorisant une demande de lettres patentes supplémentaires réduisant le nombre de quartiers de la ville de trois quartiers qu'il est présentement à un seul et unique quartier et maintenant le nombre des échevins à six.

Québec, ce 24 janvier 1968.

Lès procureurs de la requérante,
PRÉVOST, FLYNN, GOBEIL, RIVARD,
23025-4-2-o JACQUES, CIMON, LESSARD & LEMAY.

Conseil St-Louis No 5664 des Chevaliers de Colomb de Montréal inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 janvier 1968, approuvé les règlements de la corporation « Conseil St-Louis No 5664 des Chevaliers de Colomb de Montréal inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23079-o 9-67

Miscellaneous Notices

David Vivian Totah

Notice is given that David Vivian Totah, chartered accountant, of 354 Redfern Avenue, city of Westmount, district of Montreal, will petition for the change of his name to David Vivian Hazan.

Montreal, January 18, 1968.

GARBER & BLUMENSTEIN,
22956-4-2-o *Attorneys for Applicant.*

Town of L'Ancienne-Lorette

Notice is hereby given that the Council of the town of L'Ancienne-Lorette has, on January 22, 1968, adopted a resolution authorizing a petition for supplementary letters patent reducing the number of wards from three to one and maintaining the number of aldermen to six.

Quebec, this 24th of January 1968.

PRÉVOST, FLYNN, GOBEIL, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD & LEMAY,
23025-4-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Council St-Louis No. 5664 of the Knights of Columbus of Montreal Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 16, 1968, approved the general by-laws of the corporation "Council St-Louis No. 5664 of the Knights of Columbus of Montreal Inc.", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23079 9-67

Conseil Black Lake No 5167 des Chevaliers de Colomb de Black Lake inc.

Le Conseil Black Lake No 5167 des Chevaliers de Colomb de Black Lake Inc., Black Lake, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 5 octobre 1967.

Le grand chevalier,
ROSAIRE ST-PIERRE.
Le secrétaire-archiviste,
23041-o NAZAIRE FRÉCHETTE.

Conseil Montcalm No 3074 des Chevaliers de Colomb de St-Jacques de Montcalm Inc.

Le Conseil Montcalm No 3074 des Chevaliers de Colomb de St-Jacques de Montcalm Inc., **St-Jacques de Montcalm,** donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 23 octobre 1967.

Le grand chevalier,
ALAIN BEAUDRY.
Le secrétaire-archiviste,
23042-o ROMÉO MARION.

Conseil Roberval No 2442 des Chevaliers de Colomb de Roberval inc.

Le Conseil Roberval No. 2442 des Chevaliers de Colomb de Roberval Inc., **Roberval,** donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le grand chevalier,
BERNARD LÉVESQUE.
Le secrétaire-archiviste,
23043-o RENÉ GAGNON.

Paroisse de Sainte-Thérèse de Colombiers et de Saint-Luc de Forestville

Avis est donné, conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Elizabeth II, chapitre 76), que Son Excellence Monseigneur Gérard Couturier, évêque catholique romain de Hauterive, a, par un décret en date du 2 septembre 1966, démembré la paroisse de Sainte-Thérèse de Colombiers du diocèse de Hauterive et annexé la partie démembrée à la paroisse Saint-Luc de Forestville du même diocèse.

L'Évêque de Hauterive,
23074-o (Signé) GÉRARD COUTURIER.

Conseil No 1693 des Chevaliers de Colomb de Hull

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 janvier 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil No 1693 des Chevaliers de Colomb de Hull », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23078-o 2-66

Council Black Lake No. 5167 of the Knights of Columbus of Black Lake Inc.

The Council Black Lake No. 5167 of the Knights of Columbus of Black Lake Inc., Black Lake, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from October 5, 1967.

ROSAIRE ST-PIERRE,
Grand Knight.
NAZAIRE FRÉCHETTE,
23041-o *Recorder.*

Council Montcalm No. 3074 of the Knights of Columbus of St-Jacques de Montcalm Inc.

The Council Montcalm No. 3074 of the Knights of Columbus of St-Jacques de Montcalm Inc., **St-Jacques de Montcalm,** hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from October 23, 1967.

ALAIN BEAUDRY,
Grand Knight.
ROMÉO MARION,
23042-o *Recorder.*

Council Roberval No. 2442 of the Knights of Columbus of Roberval Inc.

The Council of Roberval, No. 2442 of the Knights of Columbus of Roberval Inc., Roberval, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

BERNARD LÉVESQUE,
Grand Knight.
RENÉ GAGNON,
23043 *Recorder.*

Parish of Sainte-Thérèse de Colombiers and of Saint-Luc de Forestville

Notice is hereby given, pursuant to section 2 of the Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76) that His Excellency Monsignor Gérard Couturier, Roman Catholic Bishop of Hauterive, by a decree dated September 2, 1966, has dismembered the Parish of Sainte-Thérèse de Colombiers in the diocese of Hauterive, and has annexed the dismembered part to the Parish of Saint-Luc de Forestville in the same diocese.

(Signed) GÉRARD COUTURIER,
23074 *Bishop of Hauterive.*

Council No. 1693 of the Knights of Columbus of Hull

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 24, 1968, approved the general by-laws of the corporation "Council No. 1693 of the Knights of Columbus of Hull", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23078 2-66

Paroisse de Saint-Coeur de Marie de Clarke City et de Marie Immaculée de Sept-Iles

Avis est donné, conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Elizabeth II, chapitre 76), que Son Excellence Monseigneur Gérard Couturier, évêque catholique romain de Hauterive, a, par un décret en date du 15 septembre 1967, démembré la paroisse de Saint-Coeur de Marie de Clark City du diocèse de Hauterive, et annexé la partie démembrée à la paroisse de Marie Immaculée de Sept-Iles du même diocèse.

L'Évêque de Hauterive,
23073-o (Signé) GÉRARD COUTURIER.

Parish of Saint-Coeur de Marie de Clarke City and of Marie Immaculée de Sept-Iles

Notice is hereby given, pursuant to section 2 of the Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76), that His Excellency Monsignor Gérard Couturier, Roman Catholic Bishop of Hauterive, by a decree dated September 15, 1967, has dismembered the Parish of Saint-Coeur de Marie de Clarke City in the diocese of Hauterive, and has annexed the dismembered part to the Parish of Marie Immaculée de Sept-Iles in the same diocese.

(Signed) GÉRARD COUTURIER,
23073 *Bishop of Hauterive.*

Sam Schwartz

Avis est par les présentes donné que Sam Schwartz résidant à 5719, avenue Kincourt, Côte Saint-Luc, district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de « Sidney Sam Schwartz », ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Montréal, le 16 janvier 1968.

Le procureur du requérant,
23121-5-2 LOUIS SCHIFF.

Sam Schwartz

Notice is hereby given that Sam Schwartz residing at 5719 Kincourt Avenue, Côte St-Luc, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an Order changing his name to that of "Sidney Sam Schwartz", the said name to serve for all legal purposes.

Montreal, January 16, 1968.

LOUIS SCHIFF,
23121-5-2-o *Attorney for Petitioner.*

Albert Vleeschdraager

Avis est par les présentes donné que Albert Vleeschdraager, négociant, résidant au 85 de l'avenue General Brock, Roxboro, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Albert Drager; ledit changement bénéficiera également à son épouse, Mary Sonja et à ses fils Paul et Nico, tous de la même adresse.

Montréal, le 30 janvier 1968.

Les procureurs du requérant,
23122-5-2 SHRIAR POLAK & COOPERSTONE.

Albert Vleeschdraager

Notice is hereby given that Albert Vleeschdraager, merchant, residing at 85 General Brock Avenue, Roxboro, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Albert Drager; said change of name will also benefit his wife, Mary Sonja and his sons Paul and Nico, all of the same address.

Montreal, January 30, 1968.

SHRIAR POLAK & COOPERSTONE,
23122-5-2-o *Attorneys for Applicant.*

Cité de Giffard

Règlement numéro 513

Première lecture: 9 janvier 1968.
Deuxième et dernière lecture: 23 janvier 1968.

Objet: Changement de la date d'élection du maire et des échevins

Attendu que le conseil de la cité de Giffard juge opportun de changer la date des élections générales pour le maire et les échevins;

Attendu que le conseil est autorisé à ce faire en vertu des dispositions de l'article 173, paragraphe 6 de la loi des cités et villes;

Il est, par conséquent, ordonné et statué par règlement du conseil de la cité de Giffard ce qui suit, savoir:

1. Que la date de l'élection générale du maire et des échevins sera fixée au premier (1er) dimanche de novembre, à tous les trois ans, à compter du premier (1er) dimanche de novembre mil neuf cent soixante-neuf (1969).

2. Que le présent règlement entrera en vigueur après avoir reçu toutes les approbations requises.

Fait et signé en la cité de Giffard, ce 23e jour du mois de janvier 1968.

Le maire,
ALEXIS BÉRUBÉ.
Le greffier,
23123-o JACQUES SIMONEAU.

City of Giffard

By-law number 513

First reading: January 9, 1968.
Second and last reading: January 23, 1968.

Object: Change of the election date of the mayor and aldermen

Whereas the Council of the city of Giffard believes it expedient to change the date of the general elections of the mayor and aldermen;

Whereas the Council is authorized to do so pursuant to the provisions of section 173, paragraph 6 of the Cities and Towns Act;

It is, therefore, ordered and decreed by a by-law of the Council of the city of Giffard, to wit:

1. That the date of the general election of the mayor and aldermen be fixed to the first (1st) Sunday of November, every three years, from and after the first (1st) Sunday of November, one thousand nine hundred and sixty-nine (1969).

2. That the present by-law will come into force after having received all the approvals required.

Given and signed in the city of Giffard, this 23rd day of the month of January, 1968.

ALEXIS BÉRUBÉ,
Mayor.
JACQUES SIMONEAU,
23123 *Clerk.*

Régie de l'électricité et du gaz

Tarifs pour vente et distribution du gaz

Avis est par les présentes donné que la « Corporation de Gaz Naturel du Québec », distributeur aux termes de la loi concernant la vente et la distribution du gaz, (S.R.Q. 1964, chapitre 87) a, par sa requête en date du 11 janvier 1968, demandé à la Régie de l'électricité et du gaz d'approuver de nouveaux tarifs concernant le service commercial et industriel à grand débit.

Tout intéressé peut obtenir copie de la requête sur demande.

Toute personne désirant soumettre des représentations quant à ladite requête devra le faire par écrit avant le 29 février 1968.

Le 1er février 1968.

Le Secrétaire,
2100 rue Drummond,
23120-o Montréal 25, P.Q.

Electricity and Gas Board

Rates for the sale and distribution of gas

Notice is hereby given that "Quebec Natural Gaz Corporation", a distributor as defined by the Act respecting the sale and distribution of gaz, (R.S.Q. 1964, Chapter 87) has, by its petition dated January 11, 1968, requested the Electricity and Gas Board to approve new rates concerning large volume industrial and commercial service.

All concerned may obtain copy of the petition by request.

Any person wishing to submit representations concerning said petition must do so in writing before February 29, 1968.

February 1st, 1968.

The Secretary,
2100 Drummond Street,
23120-o Montreal 25, P.Q.

Bills — Assemblée législative

Avis de l'Assemblée législative

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 30 janvier 1968 et présentés avant le 12 mars 1968, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 1er mars 1968 et reçues avant le 6 mars 1968, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 26 mars 1968.

Québec, le 17 janvier 1968.

Le greffier associé de
l'Assemblée législative,
22885-3-5-o RENÉ BLONDIN.

Bills — Legislative Assembly

Notice of the Legislative Assembly

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before January 30, 1968, and introduced before March 12, 1968, petitions for private bills shall be presented before March 1st, 1968, and received before March 6, 1968, and reports from select committees charged with the examination of private bills must be received before March 26, 1968.

Quebec, January 17, 1968.

RENÉ BLONDIN,
Clerk Associate of the
22885-3-5-o *Legislative Assembly.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie Hôpital Général de Verdun

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun », en celui de « Caisse d'économie Hôpital Général de Verdun ».

Québec, le 24 janvier 1968.

Le sous-secrétaire adjoint
de la province,
23070-o LUCIEN DARVEAU.

La Caisse populaire de St-Gilles de Laval

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse populaire de St-Gilles de Pontviau » en celui de « La Caisse populaire de St-Gilles de Laval ».

Québec, le 23 janvier 1968.

Le sous-secrétaire adjoint
de la province,
23072-o LUCIEN DARVEAU.

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie Hôpital Général de Verdun

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "La Caisse d'économie des employés de l'Hôpital Général de Verdun", into that of "Caisse d'économie Hôpital Général de Verdun".

Quebec, January 24, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
23070 *of the Province.*

La Caisse populaire de St-Gilles de Laval

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "La Caisse populaire de St-Gilles de Pont-Viau", in to that of "La Caisse populaire de St-Gilles de Laval".

Quebec, January 23, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
23072 *of the Province.*

Caisse d'épargne et d'entraide économique de K. R. T.

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rivière-du-Loup », en celui de « Caisse d'épargne et d'entraide économique de K.R.T. », et qu'il a aussi approuvé que le territoire dans lequel cette caisse peut recruter ses membres soit étendu, des limites du comté de Rivière-du-Loup, aux comtés de Kamouraska, Rivière-du-Loup et Témiscouata.

Québec, le 19 janvier 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23071-o LUCIEN DARVEAU.

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les comtés de Limoilou, St-Sauveur, Chauveau, Louis-Hébert, Montmorency et Jean-Talon.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Québec, Québec, dans le district d'électoral de Jean-Talon.

Québec, le 25 janvier 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23124-o LUCIEN DARVEAU.

Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera le district électoral d'Arthabaska.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Victoriaville, Québec, dans le district électoral d'Arthabaska.

Québec, le 29 janvier 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23125-o LUCIEN DARVEAU.

La Caisse populaire de Notre-Dame de Grâce, Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse populaire de Notre-Dame de Grâce, Québec », peut recruter ses membres, soit étendu, des limites de la paroisse de Notre-Dame de Grâce de Québec, aux limites de la ville de Québec.

Québec, le 30 janvier 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23126-o LUCIEN DARVEAU.

Caisse d'épargne et d'entraide économique de K. R. T.

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Rivière-du-Loup", into that of "Caisse d'épargne et d'entraide économique de K.R.T.", and that he also approved that the territory from which this union may recruit its members be extended, from the limits of the county of Rivière-du-Loup, to the counties of Kamouraska, Rivière-du-Loup and Témiscouata.

Quebec, January 19, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
23071

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union (Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec".

The territory in which the union shall recruit its members will be the counties of Limoilou, St-Sauveur, Chauveau, Louis-Hébert, Montmorency and Jean-Talon.

The head office of this savings and credit union is situated in Quebec, Quebec, in the electoral district of Jean-Talon.

Quebec, January 25, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
23124 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs".

The territory from which the union will recruit its members will be the electoral district of Arthabaska.

The head office of this savings and credit union is situated at Victoriaville, Quebec, in the electoral district of Arthabaska.

Quebec, January 29, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
23125 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse populaire de Notre-Dame de Grâce, Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory from which "La Caisse populaire de Notre-Dame de Grâce, Québec", may recruit its members, be extended, from the limits of the parish of Notre-Dame de Grâce de Québec, to the limits of the city of Quebec.

Quebec, January 30, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
23126 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Jobst Institute, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Jobst Institute, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 1-68 — 1403/86

National Bowling & Billiards Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « National Bowling & Billiards Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Jean Monet, suite 445, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 445, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032 67-67 — 1403/93

Companies Licensed to do Business

Jobst Institute, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Jobst Institute, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 1-68 — 1403/86

National Bowling & Billiards Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "National Bowling & Billiards Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jean Monet, of Suite 445, IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 445, IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032-o 67-67 — 1403/93

Chartes — Abandon de

Ashway Enterprises Inc.

Avis est donné que « Ashway Enterprises Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e jour de janvier 1968.

Le président,
HARVEY GROSSMAN.

23044

Canlan Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Canlan Investment Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 23e jour de janvier 1968.

Le président,
HARVEY GROSSMAN.

23045

Kandy-Wagon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Kandy-Wagon Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
ROBERT & TREMPE.

23051-o

Charters — Surrender of

Ashway Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Ashway Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of January, 1968.

HARVEY GROSSMAN,
President.

23044-o

Canlan Investment Corp.

Notice is hereby given that "Canlan Investment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of January, 1968.

HARVEY GROSSMAN,
President.

23045-o

Kandy-Wagon Inc.

Notice is hereby given that "Kandy-Wagon Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, January 22, 1968.

ROBERT & TREMPE,
Attorneys for the Company.

23051

La Brasserie Kingsbeer Incorporée

Avis est par les présentes donné que « La Brasserie Kingsbeer Incorporée » présentera une requête au secrétaire de la province de Québec en vertu des dispositions de la loi des compagnies pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q. le 19 janvier 1968.

Le secrétaire,
23046-o J. W. JAGO.

La Brasserie Kingsbeer Incorporée

Notice is hereby given that "La Brasserie Kingsbeer Incorporée", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q. January 19, 1968.

J. W. JAGO,
23046-o *Secretary.*

Classic Homes Inc.

Avis est donné par les présentes que « Classic Homes Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1967.

Les procureurs de la requérante,
23047 BRISKIN, YANOFSKY & KAHN.

Classic Homes Inc.

Notice is hereby that "Classic Homes Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1967.

BRISKIN, YANOFSKY & KAHN,
23047-o *Attorneys for Petitioner.*

Club de Hockey Baie Comeau inc.

Prenez avis que la compagnie « Club de Hockey Baie Comeau inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Baie Comeau, le 24 janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
23048-o ROULEAU, HAMELIN & CARRIER.

Club de Hockey Baie Comeau inc.

Notice is hereby given that "Club de Hockey Baie Comeau inc.", will apply to the Provincial secretary for leave to surrender its charter.

Baie Comeau, January 24, 1968.

ROULEAU, HAMELIN & CARRIER,
23048-o *Lawyers for the Company.*

Delman Investment Corp.

Prenez avis que la compagnie « Delman Investment Corp. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 25 janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG,
23049-o GARDNER & GLAZER.

Delman Investment Corp.

Take notice that "Delman Investment Corp.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, January 25, 1968.

GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
23049-o *Attorneys for the Company.*

Grossfried Realty and Investment Corporation

Avis est donné que « Grossfried Realty and Investment Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier 1968.

Le président,
23050 HARVEY GROSSMAN.

Grossfried Realty and Investment Corporation

Notice is hereby given that "Grossfried Realty and Investment Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of January 1968.

HARVEY GROSSMAN,
23050-o *President.*

Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.

Avis est donné que « Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner la charte en vertu de la Loi des compagnies

Daté à Montréal, ce 22e jour de décembre 1967.

Le secrétaire,
23053-o WILLIAM KISSILOFF.

Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22th day of December 1967.

WILLIAM KISSILOFF,
23053-o *Secretary.*

Kingsbeer Brewery Limited

Avis est par les présentes donné que « Kingsbeer Brewery Limited », présentera une requête au secrétaire de la province de Québec en vertu des dispositions de la loi des compagnies pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P.Q., le 19 janvier, 1968.

Le secrétaire,
23052-o J. W. JAGO.

La-Val-Be inc.

Avis est par les présentes donné que « La-Val-Be inc. », qui a son bureau d'affaires principal dans le district de Québec, demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Québec, le 22 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
23054-o HENRI BEAUPRÉ.

J. Sterntham Textiles Inc.

Avis est par les présentes donné que « J. Sternthal Textiles Inc. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal et faisant affaires dans la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de janvier 1968.

Les procureurs,
23055 MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

Stevens Construction Limited

Avis est donné que « Stevens Construction Limited », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et exerçant des affaires en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
23056 MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

Tripedium Inc.

Avis est par les présentes donné que « Tripedium Inc. », ayant son siège social dans la ville de Mont-Royal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 23 janvier 1968.

Le procureur de la compagnie,
23057 LAWRENCE CAPELOVITCH.

Anco Construction inc.

Avis est par lés présentes donné que « Anco Construction inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, fera application auprès du secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Ste-Thérèse, ce 24e jour de janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
23075-o PIERRE MONDOR.

Kingsbeer Brewery Limited

Notice is hereby given that "Kingsbeer Brewery Limited", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., January 19, 1968.

J. W. JAGO,
23052-o *Secretary.*

La-Val-Be inc.

Notice is hereby given that "La-Val-Be inc.", having its principal place of business in the district of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Quebec, January 22, 1968.

HENRI BEAUPRÉ,
23054-o *Attorney for the Petitioner.*

J. Sterntham Textiles Inc.

Notice is hereby given that "J. Sternthal Textiles Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office and doing business in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of January, 1968.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN,
23055-o *Attorneys.*

Stevens Construction Limited

Notice is hereby given that "Stevens Construction Limited", a company incorporated under the Companies Act and having its head office and doing business in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of January, 1968.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.
23056-o *Attorneys of the company.*

Tripedium Inc.

Notice is hereby given that "Tripedium Inc.", having its head office in the town of Mount-Royal, Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Companies' Act.

Montreal, January 23, 1968.

LAWRENCE CAPELOVITCH.
23057-o *Attorney for the company.*

Anco Construction inc.

Notice is hereby given that "Anco Construction inc.", corporation duly constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Ste-Thérèse, this 24th day of January, 1968.

PIERRE MONDOR,
23075-o *Attorney for the Petitioner.*

Bercal Construction inc.

Avis est par les présentes donné que « Bercal Construction inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, fera application auprès du secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Ste-Thérèse, ce 24e jour de janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
23076-o PIERRE MONDOR.

Bercal Construction inc.

Notice is hereby given that "Bercal Construction inc.", corporation duly constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Ste-Thérèse, this 24th day of January, 1968.

PIERRE MONDOR,
23076-o *Attorney for the Petitioner.*

Calco Construction inc.

Avis est par les présentes donné que « Calco Construction inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, fera application au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Ste-Thérèse, ce 24e jour de janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
23077-o PIERRE MONDOR.

Calco Construction inc.

Notice is hereby given that "Calco Construction inc.", corporation duly constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Ste-Thérèse, this 24th day of January, 1968.

PIERRE MONDOR,
23077-o *Attorney for the Petitioner.*

Moore Chevrolet Oldsmobile ltée

Avis est par les présentes donné que « Moore Chevrolet Oldsmobile ltée », corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social à Chambly, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à St-Laurent, ce 24 janvier 1968.

Le procureur de la compagnie,
23078-o PIERRE MONDOR.

Moore Chevrolet Oldsmobile Ltd.

Notice is hereby given that "Moore Chevrolet Oldsmobile Ltd.", a corporation duly constituted under the Companies Act and having its head office in Chambly, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at St. Laurent, this January 24, 1968.

PIERRE MONDOR,
23078-o *Attorney for Petitioner.*

Bond Shirt Co. Ltd.

Avis est donné que « Bond Shirt Co. Ltd. », qui a son siège social dans la cité de Montréal, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies.

Montréal, le 15 décembre, 1967.

Bond Shirt Co. Ltd.,
Par le secrétaire,
23080-o (S.) T. YOSIPOVITCH.

Bond Shirt Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Bond Shirt Co. Ltd.", having its head office and principal place of business in the city of Montreal will apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies' Act.

Montreal, December 15, 1967.

Bond Shirt Co. Ltd.,
per (S.) T. YOSIPOVITCH,
23080-o *Secretary.*

Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc.

Prenez avis que la compagnie « Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
23081-o ROBERT B. LAFRENIÈRE.

Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc.

Take notice that "Le Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc." will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ROBERT B. LAFRENIÈRE,
23081 *Attorney for the Company.*

Le Téléphone de Stoke (1963) inc.

Prenez avis que la compagnie « Le Téléphone de Stoke (1963) inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 11e jour de janvier, 1968.

Les procureurs de la compagnie,
NADEAU, STEINMAN,
23087-o NADEAU & DUBÉ.

Le Téléphone de Stoke (1963) inc.

Notice is hereby given that "Le Téléphone de Stoke (1963) inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, this 11th day of January, 1968.

NADEAU, STEINMAN,
NADEAU & DUBÉ,
23087 *Attorneys for the Company.*

Cumberland Luncheonette Inc.

Avis est donné que « Cumberland Luncheonette Inc. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1967.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23082 MARIA PHILIPPOPOULOS.

D. S. G. Builders Inc.

Avis est donné que « D.S.G. Builders Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de novembre 1967.

(Sceau)
23083 VILMOS (WILLIAM) DWORAK.

Edly Investments Inc.

Avis est donné que « Edly Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'octobre 1967.

Le secrétaire,
23084 ESTHER MIZRAHI.

Greendale Marina Club Inc.

Prenez avis que la compagnie "Greendale Marina Club Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des Companies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de ladite Loi des Compangie.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
23085-o DANSEREAU & SIMARD.

St-Georges Construction ltée

Prenez avis que la compagnie « St-Georges Construction ltée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.
23086-o MARCEL GILBERT, *notaire.*

Vista Sales Promotions Co. Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Vista Sales Promotions Co. Ltd. », une corporation constituée d'après la Loi des Compagnies, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission de rendre sa charte selon les provisions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 26e jour de janvier, 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23089-o I. M. PASCAL.

Cumberland Luncheonette Inc.

Notice is hereby given that "Cumberland Luncheonette Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1967.

(Seal) MARIA PHILIPPOPOULOS,
23082-o *Secretary.*

D. S. G. Builders Inc.

Notice is hereby given that "D.S.G. Builders Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1967.

(Seal)
23083-o VILMOS (WILLIAM) DWORAK.

Edly Investments Inc.

Notice is hereby given that "Edly Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of October, 1967.

ESTHER MIZRAHI,
23084-o *Secretary.*

Greendale Marina Club Inc.

Notice is hereby given that "Greendale Marina Club Inc.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of said Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of January 1968.

DANSEREAU & SIMARD,
23085-o *Attorneys for the Company.*

St-Georges Construction ltée

Notice is hereby given that "St-Georges Construction ltée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.
23086 MARCEL GILBERT, *Notary.*

Vista Sales Promotions Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Vista Sales Promotions Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 26th day of January 1968.

(Seal) I. M. PASCAL,
23089-o *Secretary.*

Le Téléphone Rural St-Jean Lalande

Prenez avis que la compagnie « Le Téléphone Rural St-Jean Lalande » demandera au secrétaire de la province la permission d'abadonner sa charte.

23088-o MARCEL GILBERT, *notaire.*

Le Téléphone Rural St-Jean Lalande

Take notice that the company "Le Téléphone Rural St-Jean Lalande" will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

23088 MARCEL GILBERT, *Notary.*

Gaetano's Barber Shop Inc.

Avis est par les présentes donné que « Gaetano's Barber Shop Inc. », ayant sa principale place d'affaires en la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Montréal, ce 24e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,

23127-o SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE.

Gaetano's Barber Shop Inc.

Notice is hereby given that "Gaetano's Barber Shop Inc.", having its head office in the city of Côte St-Luc, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Montreal, this 24th day of January 1968.

SHRIAR, POLAK & COOPERSTONE,

23127-o *Attorneys for petitioner.*

Compagnies dissoutes

Baribeau Etchemin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Baribeau Etchemin inc. », constituée en corporation le 17 novembre 1947, à compter du 31 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 6879-47

Établissements Gingras inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Établissements Gingras inc. », constituée en corporation le 12 décembre 1966, à compter du 31 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 5125-66

Garage Léonce Boivin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Garage Léonce Boivin ltée », constituée en corporation le 10 février 1947, à compter du 31 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 1996-47

Hercules Tire Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Hercules Tire Corp. », constituée en corporation le 20 octobre 1959, à compter du 31 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 15562-59

Home Town Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Home Town Construction Ltd. », constituée en corporation le 3 septembre 1958, à compter du 30 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

23032 12479-58

Companies Dissolved

Baribeau Etchemin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Baribeau Etchemin inc.", incorporated on November 17, 1947, on and from January 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

23032 6879-47

Établissements Gingras inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Établissements Gingras inc.", incorporated on December 12, 1966, on and from January 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

23032 5125-66

Garage Léonce Boivin ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Garage Léonce Boivin ltée", incorporated on February 10, 1947, on and from January 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

23032 1996-47

Hercules Tire Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hercules Tire Corp.", incorporated on October 20, 1959, on and from January 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

23032 15562-59

Home Town Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Home Town Construction Ltd.", incorporated on September 3, 1958, on and from January 30, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

23032 12479-58

Vêtements Monsieur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vêtements Monsieur inc. », constituée en corporation le 6 août 1965, à compter du 31 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23032-o 3516-65

Vêtements Monsieur inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vêtements Monsieur inc.", incorporated on August 6, 1965, on and from January 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23032 3516-65

Divers
Compagnies

La Cie de Gestion Gisbec inc.

Avis est donné que « La Cie de Gestion Gisbec inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 17 à 16.

Le secrétaire,
RAYMOND BUSSIÈRE.

23058-o 2665-65

**Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd.
Bureau d'Administration en Assurance (Québec Ouest) ltée**

Avis est donné que la compagnie « Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd.— Bureau d'Administration en Assurance (Québec Ouest) ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GILLES BRASSARD.

23091-o 955-67

**Province of Quebec Lawn Tennis Association
L'Association de Lawn-Tennis de la Province de Québec**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 janvier 1968, approuvé les modifications aux articles 7, 9a, 10, 25b et 32 des règlements de « Province of Quebec Lawn Tennis Association — L'Association de Lawn-Tennis de la Province de Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23092-o 11034-61

**Centre d'Accueil Saint-Sauveur
St-Sauveur Reception Center**

Avis est donné que la corporation « Centre d'Accueil Saint-Sauveur — St-Sauveur Reception Center » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 8.

Le secrétaire,
GEORGES ASSAL.

23093-o 1075-64

Club Sportif de Sherbrooke, inc.

Avis est donné que la compagnie « Club Sportif de Sherbrooke, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
YVON GENEST.

23094-o 6007-52

E. M. Go-Lain ltée

Avis est donné que la compagnie « E. M. Go-Lain ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
GAÉTAN GAUDET.

23095-o 4044-66

Miscellaneous
Companies

La Cie de Gestion Gisbec inc.

Notice is given that "La Cie de Gestion Gisbec inc.", has changed the number of its directors from 17 to 16.

RAYMOND BUSSIÈRE,
Secretary.

23058 2665-65

**Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd.
Bureau d'Administration en Assurance (Québec Ouest) ltée**

Notice is hereby given that "Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd.— Bureau d'Administration en Assurance (Québec Ouest) ltée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

GILLES BRASSARD,
Secretary.

23091 955-67

**Province of Quebec Lawn Tennis Association
L'Association de Lawn-Tennis de la Province de Québec**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 17, 1968, approved the amendments to sections 7, 9a, 10, 25b and 32 of the by-laws of "Province of Quebec Lawn Tennis Association — L'Association de Lawn-Tennis de la Province de Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23092 11034-61

**Centre d'Accueil Saint-Sauveur
St-Sauveur Reception Center**

Notice is hereby given that "Centre d'Accueil Saint-Sauveur — St-Sauveur Reception Center", has changed the number of its directors from 6 to 8.

GEORGES ASSAL,
Secretary.

23093 1075-64

Club Sportif de Sherbrooke, inc.

Notice is hereby given that "Club Sportif de Sherbrooke, inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

YVON GENEST,
Secretary-Treasurer.

23094 6007-52

E. M. Go-Lain ltée

Notice is given that "E. M. Go-Lain ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

GAÉTAN GAUDET,
President.

23095 4044-66

Les Entreprises Fournelle inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Fournelle inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
PIERRE FOURNELLE.

23096-o 14145-62

Fondation Nationale des Bourses d'Études inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 janvier 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Fondation Nationale des Bourses d'Études inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23097-o 4471-67

J. Gaston Forand inc.

Avis est donné que la compagnie « J. Gaston Forand inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
LOUISE FORAND.

23098-o 12249-54

Foyer de St-Donat inc.

Avis est donné que la corporation « Foyer de St-Donat inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ LAVOIE.

23099-o 1095-67

Gravel et Fils Investments Corporation

Avis est donné que « Gravel et Fils Investments Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
GASTON BOUCHER.

23100-o 13086-55

Institut Marguerite Bourgeoys

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 59, en date du 11 janvier 1968, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement de « Collège Marguerite Bourgeoys », changeant son nom en celui de « Institut Marguerite Bourgeoys ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23101-o 15-67

Les Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 janvier 1968, approuvé le règlement spécial « B » (règlements généraux, 1 à 12 inclusivement) de la corporation « Les Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23102-o 10104-52

Les Placements Duco inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Duco inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
RENÉ THIBEAULT.

23103-o 14279-62

Les Entreprises Fournelle inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Fournelle inc.", has changed the number of its directors from 5 to 8.

PIERRE FOURNELLE,
Secretary.

23096 14145-62

Fondation Nationale des Bourses d'Études inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 16, 1968, approved the general by-laws of "Fondation Nationale des Bourses d'Études inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23097 4471-67

J. Gaston Forand inc.

Notice is hereby given that "J. Gaston Forand inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LOUISE FORAND,
Secretary.

23098 12249-54

Foyer de St-Donat inc.

Notice is hereby given that "Foyer de St-Donat inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

23099 1095-67

Gravel et Fils Investments Corporation

Notice is hereby given that "Gravel et Fils Investments Corporation", has changed the number of its administrators from 5 to 3.

GASTON BOUCHER,
Secretary.

23100 13086-55

Institut Marguerite Bourgeoys

Notice is hereby given that, by Order in Council number 59, dated January 11, 1968, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate the by-law of "Collège Marguerite Bourgeoys", changing its name to that of "Institut Marguerite Bourgeoys".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23101 15-67

Les Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 22, 1968, approved the special by-law "B" (general by-laws, 1 to 12 inclusively) of the corporation "Les Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal", and such, pursuant to section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23102 10104-52

Les Placements Duco inc.

Notice is given that the company "Les Placements Duco inc.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

RENÉ THIBEAULT,
Secretary.

23103 14279-62

Real Estate Developments (Bahamas) Limited

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration datée du 14 août 1967, et dont copie a été transmise au secrétaire de la province, M. Serge Bourque de Montréal a été nommé en remplacement de M. Jean Monet, agent principal dans cette province de la compagnie « Real Estate Developments (Bahamas) Limited », compagnie étrangère, dûment autorisée à faire affaires dans la province conformément à la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également qu'en vertu de la nouvelle procuration mentionnée ci-dessus, le siège social de ladite compagnie est établi à suite 3900, au 1155 ouest, du boulevard Dorchester, Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23104 201-60

Real Estate Developments (Bahamas) Limited

Notice is hereby given, by new power of attorney dated August 14, 1967, of which a copy was transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Serge Bourque, of Montreal, was appointed to replace Mr. Jean Monet, principal agent in this Province, of "Real Estate Developments (Bahamas) Limited", an Extra-Provincial Company, duly authorized to carry on business in the Province in pursuance to the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that in pursuance to the new power of attorney hereabovementioned, the principal office of the said company is established at Suite 3900, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23194-o 201-60

Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 janvier 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23105-o 5153-67

Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 23, 1968, approved the general by-laws of the corporation "Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23105 5153-67

The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.
La Société des Gardes-malades du Québec, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 janvier 1968, approuvé le règlement amendant l'article 4 des règlements généraux (en autre celui fixant le nombre des administrateurs à 8) de « The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.— La Société des Gardes-malades du Québec, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23106-o 925-65

The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.
La Société des Gardes-malades du Québec, inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 17, 1968, approved the by-law amending section 4 of the general by-laws (among which that setting to 8 the number of its directors) of "The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.— La Société des Gardes-malades du Québec, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23106 925-65

Terguay inc.

Avis est donné que la compagnie « Terguay inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
LIONEL MARCIL.

23107-o 4326-66

Terguay inc.

Notice is hereby given that "Terguay inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

LIONEL MARCIL,
Secretary.

23107 4326-66

Zenith Enterprises Company Ltd.

Avis est donné que « Zenith Enterprises Company Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 5 à 3.

Le secrétaire,
RAYMOND LONGTIN.

23108 2074-48

Zenith Enterprises Company Ltd.

Notice is given that "Zenith Enterprises Company Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

RAYMOND LONGTIN,
Secretary.

23108-o 2074-48

Nanwah Restaurant Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nanwah Restaurant Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
STANLEY GEE.

23128-o 4429-65

Nanwah Restaurant Inc.

Notice is given that "Nanwah Restaurant Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

STANLEY GEE,
Secretary.

23128-o 4429-65

Place Duberger incorporée

Avis est donné que la compagnie « Place Duberger incorporée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
PAUL COULOMBE.

23129-o 1899-67

Place Duberger incorporée

Notice is given that "Place Duberger incorporée" has changed the number of its directors from 3 to 7.

PAUL COULOMBE,
Secretary.

23129 1899-67

Sièges sociaux

Ideal Petroleum (1959) Ltd.

Avis est donné que « Ideal Petroleum (1959) Ltd. », a changé son siège social de 455 ouest rue Craig à 231 ouest rue St-Jacques, Montréal.

Le secrétaire,
ROGER S. ACKMAN.

23059 16393-59

Lemoyne Oil Co. Inc.

Avis est donné que « Lemoyne Oil Co. Inc. », a changé son siège social de 455 ouest rue Craig à 231 ouest rue St-Jacques, Montréal.

Le secrétaire,
ROGER S. ACKMAN.

23060-o 16155-59

National Petroleum Inc.

Avis est donné que « National Petroleum Inc. », a changé son siège social de 455 ouest rue Craig à 231 ouest rue St-Jacques, Montreal.

Le secrétaire,
ROGER S. ACKMAN.

23061-o 16154-59

Top Value Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Top Value Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 6e jour d'avril 1961, a transporté son siège social de 159, ouest, rue Craig, Montréal, à 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite 600, Montréal.

Montréal, ce 11e jour de janvier 1968.

Le secrétaire,
BRUCE WALLER.

23062 11513-61

St-Hubert Bar-B-Q ltée

Avis est donné que la compagnie « St-Hubert Bar-B-Q ltée » a changé son siège social de Montréal, au numéro 222, boulevard des Laurentides, Laval.

Le secrétaire,
EXELIRE MOQUIN.

23109-o 13011-55

Salaberry Cartage Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Salaberry Cartage Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1968, a établi son bureau à 89, rue Armand, St-Timothée, Valleyfield.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 11e jour de janvier 1968.

Le président,
ROGER SAUVÉ.

23130-o 126-68

Head Offices

Ideal Petroleum (1959) Ltd.

Notice is hereby given that "Ideal Petroleum (1959) Ltd.", has changed its head office from 455 Craig Street West, Montreal, to 231 St. James Street West, Montreal.

ROGER S. ACKMAN,
Secretary.

23059-o 16393-59

Lemoyne Oil Co. Inc.

Notice is hereby given that "Lemoyne Oil Co. Inc.", has changed its head office from 455 Craig Street West, Montreal to 231 St. James Street West, Montreal.

ROGER S. ACKMAN,
Secretary.

23060-o 16155-59

National Petroleum Inc.

Notice is hereby given that "National Petroleum Inc.", has changed its head office from 455 Craig Street West, Montreal, to 231 St. James Street West, Montreal.

ROGER S. ACKMAN,
Secretary.

23061-o 16154-59

Top Value Ltd.

Notice is hereby given that "Top Value Ltd.", incorporated under Part I of the Companies' Act by letters patent dated the 6th day of April, 1961, has moved its head office from 159 Craig Street West, Montreal, to 1010 St. Catherine Street West, suite 600, Montreal.

Montreal, this 11th day of January, 1968.

BRUCE WALLER,
Secretary.

23062-o 11513-61

St-Hubert Bar-B-Q ltée

Notice is given that "St-Hubert Bar-B-Q ltée" has changed its head office from Montreal to number 222 Laurentide Blvd., Laval.

EXELIRE MOQUIN,
Secretary.

23109 13011-55

Salaberry Cartage Ltd.

Notice is given that "Salaberry Cartage Ltd.", incorporated by letters patent dated the January 10, 1968, has established its office at 89 Armand street, Saint-Timothée, Valleyfield.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this 11th day of January, 1968.

ROGER SAUVÉ,
President.

23130 126-68

Demandes à la Législature

L'institut Notre-Dame des Sœurs du Bon Conseil

Avis est donné que » L'institut Notre-Dame des Sœurs du Bon Conseil », corps politique et incorporé, ayant son siège social en la ville de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, P.Q., s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un projet de Loi modifiant sa charte, et changeant son nom en celui de « La Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil ».

Les procureurs du pétitionnaire,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD
22893-3-4-o & LEMAY.

Collège de Hauterive

Avis est donné que le « Collège de Hauterive » corps politique et incorporé, ayant son siège social en la ville de Hauterive, dans le district électoral de Saguenay, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un projet de Loi modifiant la Loi 4-5 Elizabeth II chapitre 66, « Loi constituant en corporation le Collège de Hauterive ».

Les procureurs du pétionnaire,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD
22890-3-4-o & LEMAY.

L'Hôtel Dieu de Québec

Avis est donné que « L'Hôtel-Dieu de Québec » corps politique et incorporé, ayant son siège social en la cité de Québec, district de Québec, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un projet de Loi modifiant la Loi 9 Elizabeth II, 1961, « Loi concernant L'Hôtel-Dieu de Québec ».

Les procureurs du pétionnaire,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD
22892-3-4-o & LEMAY.

St. Mary's Memorial Hospital

Avis est par les présentes donné que « St. Mary's Memorial Hospital » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi modifiant la loi le constituant en corporation, soit la loi 10 George V, chapitre 135, modifiée par la loi 23 George V chapitre 146, pour les fins suivantes:

1. Changer le nom de la corporation en celui de « St. Mary's Hospital »;
2. abroger certaines dispositions périmées de la loi le constituant en corporation;
3. augmenter ses pouvoirs corporatifs;
4. clarifier ses droits à posséder des biens immobiliers;
5. modifier la composition de son bureau des directeurs;
6. changer la loi le constituant en corporation de façon à ce qu'elle soit en conformité avec la Loi des hôpitaux;
7. Et à d'autres fins.

Daté à Montréal, Québec, ce 10e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la pétionnaire,
McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
22878-2-4 HARRIS, THOMAS & MASSON.

Applications to Legislature

L'institut Notre-Dame des Sœurs du Bon Conseil

Notice is hereby given that "L'institut Notre-Dame des Sœurs du Bon Conseil", a body corporate and politic, duly incorporated according to law, with its head office in the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its coming session for the adoption of a bill modifying its charter, and changing its name for "La Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Bon Conseil".

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD
& LEMAY,
22893-3-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Collège de Hauterive

Notice is hereby given that the "Collège de Hauterive" a body corporate and politic, duly incorporated according to law, with its head office in the city and district of Hauterive, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its coming session for the adoption of a bill modifying its charter 4-5 Elizabeth II, chapter 66, "Loi constituant en corporation le Collège de Hauterive".

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD
& LEMAY,
22890-3-4-o *Attorneys for the petitioner.*

L'Hôtel Dieu de Québec

Notice is hereby given that "L'Hôte-Dieu de Québec", a body corporate and politic, duly incorporated according to law, with its head office in the city and district of Quebec will apply to the legislature of the Province of Quebec at its coming session for the adoption of a bill modifying its charter 9 Elizabeth II, 1961, "Loi concernant L'Hôtel-Dieu de Québec".

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES, CIMON, LESSARD
& LEMAY,
22892-3-4-o *Attorneys for the petitioner.*

St. Mary's Memorial Hospital

Notice is heregy given that « St. Mary's Memorial Hospital " will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act amending its Act of incorporation, being the Act 10 George V Chapter 135, as amended by the Act 23 George V Chapter 146, for the following purposes:

1. To change its corporate name to « St. Mary's Hospital »;
2. To repeal certain obsolete provisions of its Act of incorporation;
3. To increase its corporate powers;
4. To clarify its right to hold real estate;
5. To modify the composition of its Board of Directors;
6. To bring its Act of incorporation into conformity with the Hospitals Act;
7. And for other purposes.

Dated at Montreal, Quebec, this 10th day of January, 1968.

McDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
HARRIS, THOMAS & MASSON,
22878-2-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur

Avis est, par les présentes, donné que « Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur », s'adresseront à la législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi les constituant en corporation avec les pouvoirs des corporations ordinaires et les pouvoirs généralement accordés aux communautés réligieuses, et spécialement avec le pouvoir d'hypothéquer leurs biens, d'émettre des obligations, de constituer leurs maisons en corporation, et tous autres pouvoirs.

Montréal, le 22 janvier 1968.

Les procureurs des requérantes,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
23011-4-4-o BARAKETT & LEVESQUE.

Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur

Notice is hereby given that "Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act constituting them into a corporation with the powers of ordinary corporations and the powers generally granted to religious corporations and especially with the power to hypothecate their properties, to issue bonds and debentures, to incorporate their houses, and for any other powers.

Montreal, January 22, 1968.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT & LEVESQUE,
23011-4-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Club de Courses Salaberry
Salaberry Raceways Club

Avis est par les présentes donné que Messieurs Paul Murdock, industriel domicilié à Laterrière, comté de Chicoutimi, Georges Larouche, industriel, domicilié à 1800 Chemin Gomin, Sillery, et Gérard Labonté, gérant, domicilié à 1300 avenue des Gouverneurs, Sillery, s'adresseront à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir leur constitution en corporation sous le nom, en français de « Club de Courses Salaberry », et en anglais, « Salaberry Raceways Club », avec pouvoirs d'opérer une piste de courses de chevaux, de tenir des réunions de courses et un système de pari-mutuel et pour toutes autres fins.

4 janvier 1968.

Les procureurs des pétitionnaires,
GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
22754-2-4-o LARUE & ROYER.

Club de Courses Salaberry
Salaberry Raceways Club

Notice is hereby given that Messrs. Paul Murdock, industrialist, domiciled at Laterrière, county of Chicoutimi, Georges Larouche, industrialist, domiciled at 1800 Gomin Road, Sillery, and Gérard Lapointe, manager, domiciled at 1300 des Gouverneurs Avenue, Sillery, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to obtain their incorporation, under the name, in French, of "Club de Courses Salaberry", and, in English, "Salaberry Raceways Club", with the powers to operate a horse race track, to hold race meetings and a pari-mutual system, and for all other purposes.

January 4, 1968.

GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
LARUE & ROYER,
22754-2-4 *Attorneys for the petitioners.*

La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec

Avis est donné que Guy Forget, Lucien Montreuil, Bernard Vinet, de Québec, Keith Crouch, Edmond Desrochers, Réal Bosa, Madeleine Charbonneau, Hubert Perron, Marianne Scott, Majorie Goodfellow et Margaret Dubois, de Montréal et Louise Lefebvre de Outremont s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un projet de Loi les constituant en corporation sous le nom de « La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec », en français, et « The Corporation of Professional Librarians of Quebec » en anglais.

Les procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES CIMON, LESSARD,
22891-3-4-o & LEMAY.

The Corporation of Professional Librarians of Quebec

Notice is hereby given that Guy Forget, Lucien Montreuil, Bernard Vinet, from Quebec, Keith Crouch, Edmond Desrochers, Réal Bosa, Madeleine Charbonneau, Hubert Perron, Marianne Scott, Majorie Goodfellow and Margaret Dubois, from Montreal and Louise Lefebvre from Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec", in french, and "The Corporation of Professional Librarians of Quebec", in english.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD,
JACQUES CIMON, LESSARD
& LEMAY,
22891-3-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Père Oblats, Province du Rosaire

Avis est donné que les Révérends Pères Yvon Isabelle, de Hull, Léo-Paul Norbert, Grégoire Gervais, de Trois-Rivières, Jacques Rinfret, Gérard Arguin, de Montréal, Samuel Côté, de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un projet de Loi les constituant en corporation sous le nom de « Père Oblats, Province du Rosaire ».

Les procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, FLYNN,
RIVARD, JACQUES,
22894-3-4-o CIMON, LESSARD & LEMAY.

Père Oblats, Province du Rosaire

Notice is hereby given that the Reverends Fathers Yvon Isabelle, from Hull, Léo-Paul Norbert, Grégoire Gervais, from Three-Rivers, Jacques Rinfret, Gérard Arguin, from Montreal, Samuel Côté, from Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session to resquest the passing of a bill incorporating "Père Oblats, Province du Rosaire".

PRÉVOST, FLYNN,
RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY,
22894-3-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie

Avis est par les présentes donné que « La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Pour transformer la compagnie en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie et l'autoriser à cette fin à acheter toutes ses actions émises et en cours au prix de $115 pour chaque action achetée au cours des années 1968 et 1969, $120 pour chaque action achetée au cours des années 1970 et 1971, $125 pour chaque action achetée au cours des années 1972 et 1973, $130 pour chaque action achetée au cours des années 1974 et 1975, et $135 pour chaque action achetée au cours de toute année subséquente à l'année 1975;
2. Pour prescrire toutes dispositions accessoires ou complémentaires relatives à la conversion de la compagnie en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;
3. Pour édicter la charte qui régira la compagnie lorsque celle-ci sera devenue une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;
4. Et pour d'autres fins.

Québec, 8 janvier 1968.

Le président,
ALBERT BOULET.

22755-2-4-o

La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie

Notice is hereby given that "La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie", will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its forthcoming Session to obtain the adoption of a law for the following purposes, namely:

1. To change the company into a mutual life insurance company and for such purpose to authorize it to purchase all its issued and outstanding shares at the price of $115 for each share to be purchased during the years 1968 and 1969, $120 for each share to be purchased during the years 1970 and 1971, $125 for each share to be purchased during the years 1972 and 1973, $130 for each share to be purchased during the years 1974 and 1975, and $135 for each share to be purchased during any year subsequent to 1975;
2. To prescribe all accessory and supplementary provisions relating to the conversion of the company into a mutual life insurance company;
3. To enact the charter which will govern the company when it is changed into a mutual life inurance company;
4. And for other purposes.

Quebec, January 8, 1968.

ALBERT BOULET,
President.

22755-2-4-o

L'Association des Acousticiens en prothèses auditives de la province de Québec

« L'Association des Acousticiens en prothèses auditives de la province de Québec », donne avis qu'à la prochaine session de l'assemblée législative du Québec elle présentera une pétition introductive d'un bill privé aux fins d'obtenir que ses membres soient constitués en une corporation jouissant en exclusivité et tous les droits, privilèges et obligations y afférents.

Québec, le 15 janvier 1968.

L'Avocat dûment mandaté à cette fin,
NOËL DORION, C.P.

22907-3-4-o

L'Association des Acousticiens en prothèses auditives de la province de Québec

« L'Association des Acousticiens en prothèses auditives de la Province de Québec", gives notice that at the next session of the Quebec Legislative Assembly, it will present an introductive petition of a private bill for the purposes of obtaining that its members be incorporated into a corporation having all the exclusive rights, privileges and obligations incidental thereto.

Quebec, January 15, 1968.

NOËL DORION, P.C.,
Advocate duly mandated for this purposes.

22907-3-4

Club de Golf de Belœil inc. Belœil Golf Club Inc.

Avis est par les présentes donné que « Club de Golf de Beloeil inc.— Beloeil Golf Club Inc. », de la ville de Beloeil, dans les districts judiciaires de Montréal et de Richelieu, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi pour que la corporation soit régie par les dispositions d'une Loi de la Législature et par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 16 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ,
COLAS, GODIN,
CODERRE & LAPOINTE.

22910-3-4-o

Club de Golf de Belœil inc. Belœil Golf Club Inc.

Notice is hereby given that "Club de Golf de Beloeil inc.— Beloeil Golf Club Inc.", of the city of Beloeil, in the judicial districts of Montreal and Richelieu, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act permitting the Corporation to be governed by the provisions of an Act of the Legislature and by the provisions of Part II of the Companies Act.

Given at Montreal, this January 16, 1968.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ,
COLAS, GODIN,
CODERRE & LAPOINTE,
Attorneys for Petitioner.

22910-3-4-o

Société des Saints-Apôtres

Avis est par les présentes donné que la Société des Saints-Apôtres, communauté religieuse ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation la « Société des Saints-Apôtres ».

Signé à Montréal, ce 15e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la communauté,
LAMARRE ET QUESNEL.

22988-4-4-o

Society of the Holy Apostles

Notice is hereby given that the Society of the Holy Apostles, religious order, having its head office in the city and district of Montreal will apply to the legislature of Quebec during the next session to ask for the adoption of a law constituting in corporation the "Society of the Holy Apostles".

Signed in Montreal, this 15th day of January, 1968.

LAMARRE AND QUESNEL,
Attorneys for the Religious Order.

22988-4-4-o

L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur

Avis est, par les présentes, donné que « L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur », s'adressera à la législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de modifier son nom, d'augmenter et de modifier certains pouvoirs et certains droits, lui donnant le pouvoir d'incorporer des maisons, pour valider certains actes, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 5 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
22950-4-4-o BARAKETT ET LEVESQUE.

Succession Joseph L. Greenspon

Avis est donné que M. Norman Greenspon, marchand, domicilié en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'hypothéquer et de louer par bail emphythéotique l'immeuble portant les numéros civiques 1236 et 1242 rue Crescent dans la cité de Montréal, qu'il administre en sa qualité d'exécuteur et de fiduciaire du dernier testament de feu Joseph L. Greenspon, son père.

Québec, ce 17 janvier 1968.

Les procureurs des requérants,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
22951-4-4-o MCNICOLL & LEVASSEUR.

La Commission des écoles catholiques de Montréal

Avis public est par les présentes donné que « La Commission des écoles catholiques de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi refondant la charte de « La Commission des écoles catholiques de Montréal » et le régime de taxation scolaire dans le territoire de cette Commission et du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, et pour d'autrs fins.

Montréal, le 23 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
23030-4-4-o POIRIER & MARCOUX.

Ville de Courville

Avis est par les présentes donné que la ville de Courville, en sa qualité de donataire à titre particulier de feu Jeanne Adeline Tessier Laplante s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant l'aliénation d'un immeuble propriété de la ville de Courville en vertu d'une donation entre vifs avec prohibition d'aliéner.

Les procureurs de la requérante,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
23024-4-4-o CIMON, LESSARD & LEMAY.

L'Association des Médecins de Langue Française du Canada

Avis est par les présentes donné que « L'Association des Médecins de Langue Française du Canada », corporation légalement constituée ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Augmenter et préciser les pouvoirs de la corporation.

L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur

Notice is hereby given that "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act permitting it to modify its name, to augment and to modify certain powers and certain rights, to give it the right to incorporate houses, to validate certains acts, and for any other powers.

Montreal, January 5, 1968.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT AND LEVESQUE,
22950-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Estate Joseph L. Greenspon

Take notice that Mr. Norman Greenspon, marchant, domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act permitting the emphythensis and the hypothecation of the immovable property bearing civic numbers 1236 and 1242 Crescent Street, Montreal, which he administers in his quality of executor and trustee of the last will of the late Joseph L. Greenspon, his father.

Quebec, January 17, 1968.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
MCNICOLL & LEVASSEUR,
22951-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

The Montreal Catholic School Commission

Notice is hereby given that "The Montreal Catholic School Commission" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to request the passing of a law consolidating the charter of "The Montreal Catholic School Commission" and the school taxation system in the territory of said Commission and of The Protestant School Board of Greater Montreal and for other purposes.

Montreal, January 23, 1968.

POIRIER & MARCOUX,
23030-4-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Town of Courville

Notice is hereby given that the town of Courville, as donee by particular title of the late Jeanne Adeline Tessier Laplante, will apply to Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the passing of an act permitting the assignment (transfer) of an immovable, owned by the town of Courville in pursuance of a gift *inter vivos* with prohibition of transfer.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY,
23024-4-4-o *Attorneys for petitioners.*

L'Association des Médecins de Langue Française du Canada

Notice is hereby given that "L'Association des Médecins de Langue Française du Canada", will present a petition to the Legislature of the province of Quebec, at its forthcoming session, to obtain the adoption of a law amending its charter for the following purposes, namely:

1. To increase and specify the powers of the corporation.

2° Pour refondre la charte de la corporation.
3° Et pour d'autres fins.
Montréal, ce 19 janvier 1968.
L'Association des Médecins de Langue Française du Canada.
Par le secrétaire-trésorier,
22989-4-4-o E. ROLAND BLAIS, M.D.

Succession Georges Clément Moïse Coutu

Avis public est par les présentes donné que Dame Cécile Coutu, ménagère, domiciliée au 776 boulevard Manseau, dans la cité et le district de Joliette, épouse commune en biens de Rodolphe Hébert, employé civique retraité, du même lieu, et Dame Marie Jeanne Coutu, ménagère, domiciliée au 854 boulevard Manseau, dans la cité et le district de Joliette, épouse séparée de biens de Raymond Marchand, courtier en valeurs, du même lieu, en leurs qualités d'exécutrices testamentaires conjointes de la « succession de Georges Clément Moïse Coutu », décédé le 20 décembre 1951, en son vivant, marchand, de ladite cité de Joliette, s'adresseront à la législature à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant le testament dudit Georges Clément Moïse Coutu, et autorisant lesdites exécutrices testamentaires à remettre immédiatement aux légataires universels de ladite succession, une propriété immobilière située au 433 rue Notre-Dame, à Joliette, nonobstant les termes dudit testament.
Joliette, 22 janvier 1968.
Le procureur des pétitionnaires,
23033-5-4-o GEORGES SYLVESTRE.

Succession Henri Bernatchez

Avis est donné que La Compagnie de Prêts et de Fiducie, corps politique et incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Québec, et Dame Henri Bernatchez, domiciliée dans la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adopion d'une loi restreignant la saisissabilité et l'incessibilité des biens de la succession qu'ils administrent en leur qualité d'exécuteur et de fiduciaire du dernier testament de feu Me Henri Bernatchez.
Québec, 22 janvier 1968.
Les procureurs de la requérante,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
23110-5-4-o MCNICOLL & LEVASSEUR.

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Avis est donné que Paul-André Robitaille, de Courville, Daniel Leclerc, de Villeneuve, Jacques Simoneau, de Giffard, Guy Ferland, de Sillery, Roger Gauvin de Vanier, Louis-Jacques Laflamme, de Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, de Les Saules, Robert Légaré, de Charlesbourg, Paul-André Cantin, de Loretteville et Roland Miller, de l'Ancienne Lorette, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un projet de loi les constituant en corporation sous le nom de « La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec », en français, et de « The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec », en anglais.
Les procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
23131-5-4-o CIMON, LESSARD & LE MAY.

2. To revise the charter of the corporation.
3. And for other purposes.
Montreal, January 19, 1968.
L'Association des Médecins de Langue Française du Canada.
Per: E. ROLAND BLAIS, M.D.,
22989-4-4-o *Secretary-Treasurer.*

Estate Georges Clément Moïse Coutu

Public notice is hereby given that Mrs. Cécile Coutu, housekeeper, domiciled at 776 Manseau Boulevard, in the city and district of Joliette, wife common as to property of Rodolphe Hébert, pensioned civic employee, of the said place, and Mrs. Marie Jeanne Coutu, housekeeper, domiciled at 854 Manseau Boulevard, in the city and district of Joliette, wife separate as to property of Raymond Marchand, investment dealer, of the same place, in their qualities of joint testamentary executors of the "estate of Georges Clément Moïse Coutu", who died on December 20th, 1951, in his lifetime merchant, of the said city of Joliette, will apply to the Legislature at its next session to obtain the adoption of a law modifying the will of the said Georges Clément Moïse Coutu and authorizing the said testamentary executors to give immediately to the universal legatees of the said estate, an immovable property situated at 433 Notre-Dame Street, in the said city of Joliette, notwithstanding the terms of the said will.
Joliette, January 22, 1968.
GEORGES SYLVESTRE,
23033-5-4-o *Attorney for the petitioners.*

Estate Henri Bernatchez

Take notice that La Compagnie de Prêts et de Fiducie, body politic and incorporated having its head office in the city of Quebec, and Mrs Henri Bernatchez domiciled in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an act restraining the attachability immovable goods of the estate which they administer in their quality of executor and trustee of the last will of the late Henri Bernatchez.

Quebec, January 22, 1968.
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
MCNICOLL & LEVASSEUR.
23110-5-4-o *Attorneys for petitioner.*

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Notice is hereby given that Paul-André Robitaille from Courville, Daniel Leclerc, from Villeneuve, Jacques Simoneau, from Giffard, Guy Ferland, from Sillery, Roger Gauvin, from Vanier, Louis-Jacques Laflamme from Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, from Les Saules, Robert Légaré, from Charlesbourg, Paul-André Cantin, from Loretteville and Roland Miller, from l'Ancienne Lorette will apply to the Legislative of the province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec", in french, and "The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec, in english.
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
23131-5-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Cité de Laflèche

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Laflèche » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de confirmer et valider les règlements 270 et 271 (remplaçant par une taxe générale sur la valeur cotisée certaines taxes spéciales sur le front), 280, 299, 300, 301 et 302, qui modifient le mode de prélèvement des taxes d'égout décrétées par des règlements d'emprunts antérieurs 59, 65, 84, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, pour remplacer la base du front des immeubles par celle de leur superficie; pour confirmer et valider les règlements 304, 305, 306, lesquels modifient le mode de prélèvement des taxes d'aqueduc décrétées par les règlements 65, 84 et 112 en remplaçant la taxe sur la base de la valeur cotisée des immeubles par une taxe sur la base de leur front; pour confirmer et valider le règlement No 303 qui modifie le règlement d'emprunt No 59 changeant la taxe sur la base de la valeur cotisée par une taxe sur la base du front; pour confirmer et valider le règlement 295 constituant une Commission des Loisirs; pour confirmer et valider certaines ventes municipales pour taxes; pour autoriser l'acquisition de certaines rues et ruelles, l'expropriation d'une carrière de pierre, et autres fins.

Montréal, le 29 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
ÉMILIEN BRAIS.

23132-5-4-o

Cité de Sherbrooke

Avis est, par les présentes donné que la « Cité de Sherbrooke » s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi I Georges VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Remplacer l'article 6 de la Loi I Georges VI, chapitre 105, aux fins de fixer une nouvelle délimitation aux quartiers de la cité;

2° Amender l'article 47 de la Loi des cités et villes tel que remplacé par l'article 7 de la Loi I, Georges VI, chapitre 105, aux fins d'augmenter et/ou diminuer le nombre d'échevins dans les quartiers de la cité selon qu'il serait à propos de le faire;

3° Amender l'article 48 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 12 de la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 70 pour porter à quatre ans le terme de l'élection du maire de la cité de Sherbrooke;

4° Amender l'article 49 de la Loi des cités et villes remplacé pour la cité par l'article 2 de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 70 aux fins d'instaurer le système d'élection en bloc;

5° Remplacer l'article 10 de la Loi I, Georges VI, chapitre 105, tel qu'amendé par l'article 2 de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 70 aux fins d'instaurer le système d'élection en bloc;

6° Pouvoir pour le Conseil municipal d'instaurer un Comité exécutif pour la cité de Sherbrooke;

7° Déclarer non imposable, pour fins municipales et scolaires, la conduite d'adduction de la cité de Sherbrooke, située dans les municipalités du canton d'Ascot, de Rock Forest, de Ste-Catherine de Hatley, du canton de Magog et de la cité de Magog.

Et autres demandes.

Sherbrooke, le 26 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,
ALBERT RIVARD, C.R.

23133-5-4-o

City of Laflèche

Public notice is hereby given that the "City of Laflèche" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a special law for the purpose of confirming and validating by-laws 270 and 271 (replacing by a general tax on the value assessed certain special taxes on the front), 280, 299, 300, 301 and 302, which amend the manner of the levy of sewer taxes decreed by former loan by laws 59, 65, 84, 115, 129, 130, 137, 167 and 220, to replace the base of the front of the immovables by those of its area; to confirm and validate by-laws 304, 305, 306, which amend the manner of levy of aqueduct taxes decreed by by-laws 65, 84 and 112 by replacing the tax on the base of the value assessed of the immovables by a tax on the base of its front; to confirm and validate by-law No. 303 which amends loan by-law No. 59 changing the tax on the base of the value assessed by a tax on the base of the front; to confirm and validate by-law 295 incorporating a Recreational Commission; to confirm and validate certain municipal sales for taxes; to authorize the acquisition of certain streets and lanes, the expropriation of a store quarry, and other purposes.

Montreal, January 29, 1968.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the petitioner.

23132-5-4

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the "City of Sherbrooke" shall apply to the Quebec Legislature, at its next Session, for the passing of an Act to amend its Charter, Act I, George VI, Chapter 105, and its amendments, for the purpose of:

1° Replacing article 6, Act. I, Geogres VI, Chapter 105 in order to draft a new description of the City wards;

2° Amending article 47 of the Cities and Towns act and replaced by article 7, Act. I, Geo. VI, Chapter 105 in order to increase or diminish the number of aldermen for each ward, as may be advisable;

3° Amending article 48 of the Cities and Towns Act as replaced for the City by art. 12, Chapter 70, Act. 15-16, Georges VI, in order to fix at four years the mayor's term of office for the City of Sherbrooke;

4° Amending Art. 49 of the Cities and Towns Act as replaced for the City by article 9, Act I, Georges VI, Chapter 105, in order to fix at four years the aldermen's term of office for the City of Sherbrooke;

5° Replacing article 10 of Act I, Georges VI, Chapter 105, as amended by Act 3-4 Eliz. II, Chapter 70, art. 2, in order to hold general elections "en bloc" for the City of Sherbrooke.

6° Granting to the City Council the power to appoint an Executive Comittee;

7° Exempting the City of Sherbrooke from paying municipal and school taxes for its water intake from Lake Memphremagog to the Ciry of Sherbrooke;

And other purposes;

Sherbrooke, January 26th, 1968.

ALBERT RIVARD, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

23133-5-4-o

Cité de Lauzon

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Lauzon » s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

abroger certaines dispositions de sa charte;

modifier l'allocation de dépenses du maire et des échevins et leur accorder un traitement annuel;

changer le jour et la date du scrutin pour l'élection du maire et des conseillers;

modifier les pouvoirs de la ville en matière de règlementation de la construction et du zonage;

permettre à la ville de construire des enceintes sportives et de conclure des ententes avec toute corporation municipale ou autres organismes à cette fin; permettre la construction et l'aménagement de telles enceintes sportives et culturelles dans la cité ou dans une municipalité voisine;

obtenir des pouvoirs additionnels concernant la construction de bordures de chaussée;

modifier les dispositions de sa charte concernant l'imposition d'une taxe d'eau sur les lots vacants, la vente des biens non réclamés et la protection de la chaussée des rues;

verser à Monsieur Mario Brousseau une pension annuelle lorsqu'il cessera d'être au service de la cité;

et pour d'autres fins.

Québec, ce 26e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,

23111-5-4-o PRÉVOST ET ASSOCIÉS.

Société des Soeurs des Saints-Apôtres

Avis est par les présentes donné que la « Société des Soeurs des Saints-Apôtres », communauté religieuse, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation la « Société des Soeurs des Saints-Apôtres ».

Signé à Montréal, ce 15e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la communauté,

23112-5-4-o LAMARRE et QUESNEL.

City of Lauzon

Notice is hereby given that the "City of Lauzon" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

to repeal certain provisions of its charter;

to modify the allocation for expenditures allowed to the mayor and the aldermen, and grant them an annual indemnity;

to change the day and date of the election of the mayor and the aldermen;

to modify the powers of the city in matters relating to the regulation of construction and zoning;

to allow the city to erect sports and cultural buildings and to enter into agreements with any municipal corporation or other organization for that purpose; to allow the erection and organization of such sports and cultural buildings in the city or in a neighbouring municipality;

to obtain additional powers concerning the construction of street curbs;

to modify the provisions of its charter relating to the imposition of a water tax on vacant lots, the sale of unclaimed property and the protection of the street pavements;

to pay to Mr. Mario Brousseau an annual pension when he shall cease to be an employee of the city;

and for other purposes.

Quebec, this 26th day of January 1968.

PRÉVOST AND PARTNERS.

23111-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Society of the Sisters of the Holy Apostles

Notice is hereby given that the "Society of the Sisters of the Holy Apostles", religious order, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the legislature of Quebec during the next session to ask for the adoption of a law constituting in corporation the "Society of the Sisters of the Holy Apostles".

Signed in Montreal, this 15th day of January 1968.

LAMARRE and QUESNEL.

23112-5-4-o *Attorneys for the Religious Order.*

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil municipal, modifier le nom d'une municipalité et émettre à cette fin des lettres patentes supplémentaires après accomplissement des formalités prescrites;

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Supplementary Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), decrees that the Lieutenant-Governor in Council may, upon the petition of the municipal Council, amend the name of a municipality and issue supplementary letters patent for this purpose after it has complied with the prescribed formalities;

ATTENDU QUE, par sa requête du 7 avril 1967, basée sur une résolution adoptée le 13 décembre 1966, le conseil municipal de la ville de Sainte-Philomène demande que le nom de ladite ville soit changé en celui de « Mercier »;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la Loi des cités et villes ont été remplies.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3621, en date du 21 décembre 1967, Nous avons changé et par les présentes lettres patentes supplémentaires changeons le nom de la ville de Sainte-Philomène en celui de « Mercier », conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes supplémentaires et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les presentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des affaires municipales,
23090-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

WHEREAS, by its petition dated April 7, 1967, based upon a resolution adopted on December 13, 1966, the municipal Council of the town of Sainte-Philomène requests that the name of the said town be changed to that of "Mercier";

WHEREAS the formalities prescribed by the Cities and Towns Act have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3621, dated December 21, 1967, We have changed and by the present supplementary letters patent do change the name of the town of Sainte-Philomène to that of "Mercier", pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present supplementary letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this sixteenth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent shall enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
23090 *Deputy-Minister of Municipal Affairs.*

Liquidation — Avis de

Quebec Metal Products Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Quebec Metal Products Co. Ltd. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 18 juin 1955, avec siège social à Québec, a été dissoute le 15 janvier 1968, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23114-o 11719-55

Syndicat Coopératif Agricole d'Armagh Station

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du « Syndicat Coopératif Agricole d'Armagh Station », tenue à Armagh Station, le 10 novembre 1967, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Armand Marceau, Georges Chamberland et Roger Laferrière ont été nommé liquidateurs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23115-o 1407-41

Winding up Notices

Quebec Metal Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Quebec Metal Products Co. Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent bearing date the 18th day of June, 1955, with head office in Quebec, was dissolved on January 15, 1968, and such, pursuant to the Winding-up Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23114 11719-55

Syndicat Coopératif Agricole d'Armagh Station

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Syndicat Coopératif Agricole d'Armagh Station", held in Armagh Station, on November 10, 1967, a resolution was passed that the affairs of the said society be wound up and that it be dissolved, in accordance with the Cooperative Syndicates Act and the winding-up Act, and that MM. Armand Marceau, Georges Chamberland and Roger Laferrière have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23115 1407-41

Ministère des Finances
Assurances

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec

Avis de nomination du liquidateur

Avis est par les présentes donné que le paragraphe (*d*) de l'avis de liquidation concernant la société de secours mutuels ci-dessus indiquée, paru dans la *Gazette officielle de Québec*, du 16 décembre 1967, est remplaçé par le suivant: « (*d*) de proposer comme liquidateur Me Gilles Duchesne, avocat, de Montréal, qui sera officiellement nommé lors d'une assemblée spéciale des membres, laquelle sera tenue au siège social de la société le 9 mars 1968 ».

Donné à Montréal, ce 22e jour de janvier 1968.

Le secrétaire,
J.-H.-L. DOUCET.

23008-5-2-o

L'Association des Courtiers d'Assurances de la Province de Québec

Avis

Avis est par les présentes donné que l'Association des Courtiers d'Assurances de la Province de Québec s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, trente jours après cette publication, pour l'approbation du règlement No 57, adopté par le conseil d'administration de l'Association le 4 octobre 1967, ratifié à l'unanimité par l'assemblée générale spéciale de ses membres, ayant quorum, tenue le 22 novembre 1967, et qui se lit comme suit:

Règlement No 57

Les règlements généraux de l'Association sont modifiés comme suit:

L'article 5, intitulé « nouveaux membres », est abrogé.

« Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme modifiant ou affectant en aucune manière les droits acquis de toute personne en vertu des dispositions dudit article 5 et de l'alinéa *c*) de l'article 9 de la Loi des courtiers d'assurances du Québec ».

Fait à Montréal, le 25 janvier 1968.

Le directeur général,
JEAN-LOUIS DUBOIS.

23137-o

Guildhall Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Guildhall Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie étant dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Sun Insurance Office Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 28 novembre 1967 et, lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er janvier 1968;

Attendu que « Sun Insurance Office Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Guildhall Insurance Company Limited» s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

Department of Finance
Insurance

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec

Notice of nomination of the liquidator

Notice is hereby given that paragraph (*d*) of the notice of liquidation concerning the above mentioned mutual benefit association, published in the *Quebec Official Gazette*, of December 16, 1967, is replaced by the following: "(*d*) to propose as liquidator Me Gilles Duchesne, lawyer, of Montreal, who will be officially appointed at a special general meeting of members to be held at the society's head office on March 9, 1968".

Given at Montreal, this 22nd day of January, 1968.

J.-H.-L. DOUCET,
Secretary.

23008-5-2-o

The Quebec Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec

Notice

Notice is hereby given that the Quebec Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec will apply to the Lieutenant-Governor in Council, thirty days after this publication, for the approval of by-law number 57, adopted by the Board of Directors of the Association on October 4th, 1967, unanimously assented to the special general meeting of its members, having quorum, held on November 22nd, 1967, and which reads as follows:

By-law number 57

The general by-laws of the Association are modified as follows:

Section 5, titled "new members", is abrogated.

"Nothing in the present by-law should be interpreted as modifying or affecting in any way the vested rights of every person pursuant to the provisions of said section 5 and of paragraph *c*) of section 9 of the Quebec Insurance Brokers' Act".

Given at Montreal, this January 25, 1968.

JEAN-LOUIS DUBOIS.
General Manager.

23137-o

Guildhall Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Guildhall Insurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Sun Insurance Office Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 28th of November 1967, with effect from the 1st of January 1968;

Whereas "Sun Insurance Office Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Guildhall Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Guildhall Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 25 janvier 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25 janvier 1968.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le surintendant des assurances,
23138-5-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Guildhall Insurance Company Limited" are cancelled as from the 25th of January 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 25th of January 1968.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
23138-5-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus entretenus par le Ministère de la Voirie:

Dans la ville de La Prairie, comté de Laprairie, une partie du chemin Brosseau, connu sous le nom de rue St-Ignace, sur une longueur de 412 pieds, vis-à-vis le lot P-178.

Dans la municipalité de St-Lambert de Lauzon paroisse, comté de Lévis, vis-à-vis les lots 1 et 2 du rang St-Augustin, une section de 500 pieds de l'ancien chemin St-Augustin située au sud-est du nouveau chemin; une autre section de 740 pieds, vis-à-vis les lots P-30 et P-31 du rang St-Augustin, située au nord-ouest du nouveau chemin.

Dans la municipalité de Ste-Hélène de Breakeyville paroisse, comté de Lévis, vis-à-vis les lots 400 et P-401 du rang St-Augustin, une section de 528 pieds de l'ancien chemin St-Augustin située au nord-ouest du nouveau chemin.

Québec, le 27 décembre 1967.

Le ministre de la Voirie,
23139-o FERNAND J. LAFONTAINE.

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the town of La Prairie, county of Laprairie, a part of Brosseau Road, known under the name of St-Ignace St., to a length of 412 feet, facing lot P. 178.

In the municipality of St-Lambert de Lauzon parish, county of Lévis, facing lots 1 and 2 on St-Augustin Range, a section of 500 feet of the old St-Augustin Road, situated southeast of the new road; another section of 740 feet, facing lots P. 30 and P. 31 on St-Augustin Range, situated northwest of the new road.

In the municipality of Ste-Hélène de Breakeyville parish, county of Lévis, facing lots 400 and P. 401 on St-Augustin Range, a section of 528 feet of the old St-Augustin Road, situated northwest of the new road.

Quebec, December 27, 1967.

FERNAND J. LAFONTAINE,
23139 *Minister of Roads.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our beloved and faithful councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twentieth day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-septième jour de janvier, l'an de grâce mil neuf cent soixante-huit et de Notre règne le seizième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,
JEAN SÉNÉCAL.

22885-3-5-o

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, on the seventeenth day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-eight and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SÉNÉCAL,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

22885-3-5-o

Soumissions

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Julie
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. René Gauthier, secrétaire-trésorier, 1756, Rue Principale, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q. jusqu'à 8 heures du soir, et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à l'École St-Joseph, 641, rue St-Joseph, Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q. mardi le 20 février 1968, pour l'achat de $220,000 d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Julie, comté de Verchères, P.Q., datée du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement le 1er mars et le 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 16 novembre 1967 — $220,000 — Agrandissement de l'école élémentaire du village.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $220,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	x$41,000
1er mars 1970	x 44,000
1er mars 1971	x 47,000
1er mars 1972	2,500
1er mars 1973	3,000
1er mars 1974	3,000
1er mars 1975	3,500
1er mars 1976	3,500
1er mars 1977	4,000
1er mars 1978	4,500
1er mars 1979	4,500
1er mars 1980	5,000
1er mars 1981	5,500
1er mars 1982	5,500
1er mars 1983	6,000
1er mars 1984	6,500
1er mars 1985	7,000
1er mars 1986	7,500
1er mars 1987	8,000
1er mars 1988	8,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $144,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements annuels égaux de $48,000 chacun de 1969 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Tenders

The School Commissioners for the Municipality of Sainte-Julie
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. René Gauthier, secretary-treasurer, 1756 Main St., Ste-Julie, county of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., and thereafter until 8:30 o'clock p.m., in St-Joseph School, 641 St-Joseph St., Ste-Julie, county of Verchères, P.Q., Tuesday, February 20, 1968, for the purchase of an issue of $220,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Julie, county of Verchères, P.Q., dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated November 16, 1967 — $220,000 — enlarging of the village elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $220,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	x$41,000
March 1, 1970	x 44,000
March 1, 1971	x 47,000
March 1, 1972	2,500
March 1, 1973	3,000
March 1, 1974	3,000
March 1, 1975	3,500
March 1, 1976	3,500
March 1, 1977	4,000
March 1, 1978	4,500
March 1, 1979	4,500
March 1, 1980	5,000
March 1, 1981	5,500
March 1, 1982	5,500
March 1, 1983	6,000
March 1, 1984	6,500
March 1, 1985	7,000
March 1, 1986	7,500
March 1, 1987	8,000
March 1, 1988	8,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $144,000 granted by the Provincial Government and payable in three equal annual instalments of $48,000 each from 1969 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 février 1968 à 8.30 heures du soir, à l'École St-Joseph, 641, rue St-Joseph, Ste-Julie, Comté de Verchères, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Julie, (Comté de Verchères), ce 23 janvier 1968. *Le secrétaire-trésorier,*
RENÉ GAUTHIER.

1756, rue Principale,
Ste-Julie, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 649-1103, code 514. 23118-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, February 20, 1968, at 8:30 o'clock p.m., in St-Joseph School, 641 St-Joseph St., Ste-Julie, county of Verchères, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Julie, (County of Verchères), January 23, 1968. RENÉ GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

1756 Main St.,
Ste-Julie, (Verchères), P.Q.
Telephone: 649-1103, code 514. 23118

Cité de Sept-Iles
Comté de Duplessis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Bélanger, greffier, Hôtel de Ville, 546, rue Dequen, Sept-Iles, comté de Duplessis, P.Q., jusqu'à 2 heures p.m. (heure normale de l'Atlantique), lundi, le 19 février 1968, pour l'achat de $473,000 d'obligations de la cité de Sept-Iles, comté de Duplessis, datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement numéro 14 — $473,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $473,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$22,000
1er mars 1970	23,000
1er mars 1971	24,000
1er mars 1972	25,500
1er mars 1973	26,500
1er mars 1974	28,000
1er mars 1975	29,500
1er mars 1976	30,500
1er mars 1977	32,500
1er mars 1978	34,000
1er mars 1979	35,500
1er mars 1980	37,500
1er mars 1981	39,500
1er mars 1982	41,500
1er mars 1983	43,500

City of Sept-Iles
County of Duplessis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Bélanger, clerk, Town Hall, 546 Dequen Street, Sept-Iles, county of Duplessis, P.Q., until 2:00 o'clock p.m. (Atlantic Saving Time), Monday, February 19, 1968, for the purchase of an issue of $473,000 of bonds for the city of Sept-Iles, county of Duplessis, dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law number 14 — $473,000 — renewal of a loan.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $473,000 — 15 years

Year	*Capital*
1er mars 1969	$22,000
1er mars 1970	23,000
1er mars 1971	24,000
1er mars 1972	25,500
1er mars 1973	26,500
1er mars 1974	28,000
1er mars 1975	29,500
1er mars 1976	30,500
1er mars 1977	32,500
1er mars 1978	34,000
1er mars 1979	35,500
1er mars 1980	37,500
1er mars 1981	39,500
1er mars 1982	41,500
1er mars 1983	43,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Iles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 février 1968, à 2 heures p.m., (heure normale de l'Atlantique), Hôtel de Ville, 546, rue Dequen, Sept-Iles, comté de Duplessis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Iles, (Comté de Duplessis), ce 26 janvier 1968.

Le greffier,
GEORGES BÉLANGER.

Hôtel de Ville, 546, rue Dequen,
Sept-Iles, (Duplessis), P.Q.
Téléphone: 962-2525, code 418. 23117-o

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made accordingly to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sept-Iles.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, February 19, 1968, at 2:00 o'clock p.m., (Atlantic Saving Time), at the Rown Hall, 546 Dequen Street, Sept-Iles, county of Duplessis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sept-Iles, (County of Duplessis), January 26, 1968.

GEORGES BÉLANGER,
Clerk.

Town Hall, 546 Dequen Street,
Sept-Iles, (Duplessis), P.Q.
Telephone: 962-2525, code 418. 23117

Ville de Charny
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. P. H. Fréchette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 802, 10e rue, Charny, comté de Lévis, P.Q. jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, et par après jusqu'à 7.30 heures du soir, à la Salle du conseil, 800, 10e rue Charny, comté de Lévis, P.Q. mardi le 20 février 1968, pour l'achat de $262,000 d'obligations de la ville de Charny, comté de Lévis, P.Q., datée du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: V-14 tel que modifié — $175,000 — voirie; V-16 — $50,000 — fonds de roulement; V-18 — $37,000 — achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $262,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$ 7,000
1er mars 1970	7,500
1er mars 1971	8,500
1er mars 1972	8,500
1er mars 1973	9,000
1er mars 1974	10,500
1er mars 1975	11,000
1er mars 1976	11,500
1er mars 1977	12,500
1er mars 1978	13,000

Town of Charny
County of Levis

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Mr. P. H. Fréchette, secretary-treasurer, Town Hall, 802, 10th Street, Charny, county of Levis, P.Q., until 4:30 o'clock p.m., and after until 7:30 o'clock p.m., at the council Hall, 800, 10th Street, Charny, county of Levis, P.Q., Tuesday, February 20, 1968, for the purchase of an issue of $262,000 of bonds for the town of Charny, county of Levis, P.Q., dated March 1, 1968 and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: V-14 such as amended — $175,000 — roads; V-16 — $50,000 — working capital; V-18 — $37,000 — purchasing of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $262,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	$ 7,000
March 1, 1970	7,500
March 1, 1971	8,500
March 1, 1972	8,500
March 1, 1973	9,000
March 1, 1974	10,500
March 1, 1975	11,000
March 1, 1976	11,500
March 1, 1977	12,500
March 1, 1978	13,000

1er mars 1979	$14,000
1er mars 1980	15,000
1er mars 1981	16,000
1er mars 1982	17,000
1er mars 1983	18,500
1er mars 1984	14,500
1er mars 1985	15,000
1er mars 1986	16,500
1er mars 1987	17,500
1er mars 1988	19,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $19,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année, mais seulement pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 20 février 1968 à 7.30 heures du soir, à la Salle du conseil, 800, 10e rue, Charny, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charny, (Comté de Lévis), ce 23 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
P. H. FRÉCHETTE.

Hôtel de Ville, 802, 10e rue,
Charny, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 832-2551, code 418. 23116-o

March 1, 1979	$14,000
March 1, 1980	15,000
March 1, 1981	16,000
March 1, 1982	17,000
March 1, 1983	18,500
March 1, 1984	14,500
March 1, 1985	15,000
March 1, 1986	16,500
March 1, 1987	17,500
March 1, 1988	19,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10 year short-term and 15 year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10 year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20 years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as 10 year short-term and the other part thereof as 20 sinking fund bonds, provided, however, that the latter part be for less than $19,000 and if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Charny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 20, 1968, at 7:30 o'clock, p.m., at the council Hall, 800, 10th Street, Charny, county of Levis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charny, (County of Lévis), January 23, 1968.

P. H. FRÉCHETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 802, 10th Street,
Charny, (Lévis), P.Q.
Telephone: 832-2551, code 418. 23116

Ville de La Pocatière
Comté de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Marcien Émond, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 408, boulevard Desrochers, C. P. 668,

Town of La Pocatière
County of Kamouraska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Marcien Émond, secretary-treasurer, Town Hall, 408 Desrochers Blvd., P.O. Box 668, La Pocatière, county of

La Pocatière, comté de Kamouraska, jusqu'à 8 heures du soir, mardi le 20 février 1968, pour l'achat de $65,000 d'obligations de la ville de La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q., datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 5-66 — $65,000 — Aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $65,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$ 1,000
1er mars 1970	1,000
1er mars 1971	1,000
1er mars 1972	1,500
1er mars 1973	1,500
1er mars 1974	1,500
1er mars 1975	1,500
1er mars 1976	1,500
1er mars 1977	1,500
1er mars 1978	2,000
1er mars 1979	2,000
1er mars 1980	2,000
1er mars 1981	2,500
1er mars 1982	2,500
1er mars 1983	2,500
1er mars 1984	3,000
1er mars 1985	3,000
1er mars 1986	3,500
1er mars 1987	3,500
1er mars 1988	26,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Pocatière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 20 février 1968 à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 408, boulevard Desrochers, C. P. 668, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Pocatière, (Comté de Kamouraska), ce 26 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MARCIEN ÉMOND.

Hôtel de Ville, 408, Boul. Desrochers, C. P. 668, La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.
Téléphone: 856-3394, code 418. 23134-o

Kamouraska, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, February 20, 1968, for the purchase of an issue of $65,000 of bonds for the town of La Pocatière, county of Kamouraska, P.Q., dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 5-66 — $65,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $65,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	$ 1,000
March 1, 1970	1,000
March 1, 1971	1,000
March 1, 1972	1,500
March 1, 1973	1,500
March 1, 1974	1,500
March 1, 1975	1,500
March 1, 1976	1,500
March 1, 1977	1,500
March 1, 1978	2,000
March 1, 1979	2,000
March 1, 1980	2,000
March 1, 1981	2,500
March 1, 1982	2,500
March 1, 1983	2,500
March 1, 1984	3,000
March 1, 1985	3,000
March 1, 1986	3,500
March 1, 1987	3,500
March 1, 1988	26,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at pat at La Pocatière.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, February 20, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 408 Desrochers Blvd., P.O. Box 668, La Pocatière, county of Kamouraska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Pocatière, (County of Kamouraska), January 26, 1968.

MARCIEN ÉMOND,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 408 Desrochers Blvd., P.O. Box 668, La Pocatière, (Kamouraska), P. Q.
Telephone: 856-3394, code 418. 23134

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Vanier
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Rosaire Flamand, secrétaire-trésorier, Collège St-Vallier, 100, boulevard Wilfrid Hamel, Vanier, Québec, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, lundi le 19 février 1968, pour l'achat de $1,288,000 d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Vanier, comté de St-Sauveur, datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 29 mai 1967 — $1,288,000 — Achat du Collège St-Vallier.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $1,288,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1969	x	$ 90,000
1er mars 1970	x	97,000
1er mars 1971	x	104,000
1er mars 1972	x	112,000
1er mars 1973	x	121,000
1er mars 1974	x	130,000
1er mars 1975		27,000
1er mars 1976		29,000
1er mars 1977		31,000
1er mars 1978		34,000
1er mars 1979		36,000
1er mars 1980		39,000
1er mars 1981		42,000
1er mars 1982		45,000
1er mars 1983		48,000
1er mars 1984		52,000
1er mars 1985		56,000
1er mars 1986		60,000
1er mars 1987		65,000
1er mars 1988		70,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $672,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements de $112,000 chacun, de 1969 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The School Commissioners for the Municipality of Vanier
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Rosaire Flamand, secretary-treasurer, St-Vallier College, 100 Wilfrid Hamel Boulevard, Vanier, Quebec 8, P.Q., until 7:00 o'clock p.m., Monday, February 19, 1968, for the purchase of an issue of $1,288,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Vanier, county of St-Sauveur, dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 29, 1967 — $1,288,000 — purchase of St-Vallier College.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $1,288,000 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1969	x	$ 90,000
March 1, 1970	x	97,000
March 1, 1971	x	104,000
March 1, 1972	x	112,000
March 1, 1973	x	121,000
March 1, 1974	x	130,000
March 1, 1975		27,000
March 1, 1976		29,000
March 1, 1977		31,000
March 1, 1978		34,000
March 1, 1979		36,000
March 1, 1980		39,000
March 1, 1981		42,000
March 1, 1982		45,000
March 1, 1983		48,000
March 1, 1984		52,000
March 1, 1985		56,000
March 1, 1986		60,000
March 1, 1987		65,000
March 1, 1988		70,000

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $672,000 granted by the Provincial Government and payable in six instalments of $112,000 each, from 1969 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaire d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 février 1968 à 7 heures du soir, au Collège St-Vallier, 100 boulevard Wilfrid Hamel, Vanier, Québec 8, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vanier, (Comté de Québec), ce 19 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
J. Rosaire Flamand.

Collège St-Vallier,
100, Boulevard Wilfrid Hamel,
Vanier, (Québec 8), P.Q.
Téléphone: 683-7317, code 418. 23065-o

Municipalité du village de Lavaltrie
Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations seront reçues par le soussigné Charles Martineau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, bureau de la corporation, 995, rue Notre-Dame, village de Lavaltrie, comté de Berthier, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle du collège J. C. Chaussé, rue St-Antoine, village de Lavaltrie, comté de Berthier, P.Q., lundi, le 19 février 1968, pour l'achat de $52,000 d'obligations de la municipalité du village de Lavaltrie, comté de Berthier, datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 72 (tel que modifié) — $45,000 — usine de filtration; 73 — $7,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $52,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$ 500
1er mars 1970	500
1er mars 1971	500
1er mars 1972	500
1er mars 1973	500
1er mars 1974	500
1er mars 1975	500
1er mars 1976	500
1er mars 1977	1,000
1er mars 1978	1,000
1er mars 1979	1,000
1er mars 1980	1,000
1er mars 1981	1,000
1er mars 1982	1,000
1er mars 1983	1,000
1er mars 1984	1,000
1er mars 1985	1,500
1er mars 1986	1,500
1er mars 1987	1,500
1er mars 1988	35,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Assomption.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, February 19, 1968, at 7:00 o'clock p.m., at St-Vallier College, 100 Wilfrid Hamel Boulevard, Vanier, Quebec 8, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Vanier, (County of Quebec), January 19, 1968.

J. Rosaire Flamand,
Secretary-Treasurer.

St-Vallier College,
100 Wilfrid Hamel Boulevard,
Vanier, (Quebec 8), P.Q.
Telephone: 683-7317, code 418. 23065

Municipality of the village of Lavaltrie
County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Charles Martineau, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., office of the corporation, 995 Notre-Dame Street, village of Lavaltrie, county of Berthier, P.Q., and thereafter 8:00 o'clock p.m., in the hall of college J. C. Chaussé, St-Antoine Street, village of Lavaltrie, county of Berthier, P.Q., on Monday, February 19, 1968, for the purchase of an issue of $52,000 of bonds for the municipality of the village of Lavaltrie, county of Berthier, dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969, to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 72 (as modified) — $45,000 — filtration plant; 73 — $7,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $52,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	$ 500
March 1, 1970	500
March 1, 1971	500
March 1, 1972	500
March 1, 1973	500
March 1, 1974	500
March 1, 1975	500
March 1, 1976	500
March 1, 1977	1,000
March 1, 1978	1,000
March 1, 1979	1,000
March 1, 1980	1,000
March 1, 1981	1,000
March 1, 1982	1,000
March 1, 1983	1,000
March 1, 1984	1,000
March 1, 1985	1,500
March 1, 1986	1,500
March 1, 1987	1,500
March 1, 1988	35,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 février 1968, à 8 heures du soir, salle du collège J. C. Chaussé, rue St-Antoine, Lavaltrie, comté de Berthier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lavaltrie, (Comté de Berthier), 26 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
CHARLES MARTINEAU.

Bureau de la corporation, 995, rue Notre-Dame, C.P. 240, Lavaltrie, (Berthier), P.Q.
Téléphone: 266-1043, code 514. 23135-o

Paroisse de St-Jean-L'Évangéliste
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Georges-Émile Bouchard, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 39, Chemin Grand Bernier, St-Jean, Comté de St-Jean, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir, à la Salle de l'école St-Patrick, Coin Towner et Chemin Richelieu, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q. mercredi, le 21 février 1968, pour l'achat de $103,000 d'obligations de la paroisse de St-Jean-l'Évangéliste, comté de St-Jean P.Q., datée du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 94 — $103,000 — Aqueduc, égouts etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $103,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$ 500
1er mars 1970	500
1er mars 1971	500
1er mars 1972	500
1er mars 1973	500
1er mars 1974	500
1er mars 1975	1,000
1er mars 1976	1,000
1er mars 1977	1,000
1er mars 1978	1,000
1er mars 1979	1,000
1er mars 1980	1,000
1er mars 1981	1,000
1er mars 1982	1,000
1er mars 1983	1,500
1er mars 1984	1,500
1er mars 1985	1,500
1er mars 1986	1,500
1er mars 1987	1,500
1er mars 1988	84,500

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, February 19, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the hall of the college J. C. Chaussé, St-Antoine Street, Lavaltrie, county of Berthier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lavaltrie, (County of Berthier), January 26, 1968.

CHARLES MARTINEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the corporation, 995 Notre-Dame Street, P.O. Box 240, Lavaltrie, (Berthier), P.Q.
Telephone: 266-1043, code 514. 23135

Parish of St-Jean-L'Évangéliste
County of St. John's

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Mr. Georges-Émile Bouchard, secretary-treasurer, office of the corporation, 39 Grand Bernier Road, St. John's, county of St. John's, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the St. Patrick school hall, corner of Towner and Richelieu Road, St. John's, county of St. John's, P.Q., Wednesday, February 21, 1968, for the purchase of an issue of $103,000 of bonds for the parish of St-Jean-l'Évangéliste, county of St. John's, P.Q., dated March 1, 1968 and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988, inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 94 — $103,000 — aqueduct, sewers, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $103,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	$ 500
March 1, 1970	500
March 1, 1971	500
March 1, 1972	500
March 1, 1973	500
March 1, 1974	500
March 1, 1975	1,000
March 1, 1976	1,000
March 1, 1977	1,000
March 1, 1978	1,000
March 1, 1979	1,000
March 1, 1980	1,000
March 1, 1981	1,000
March 1, 1982	1,000
March 1, 1983	1,500
March 1, 1984	1,500
March 1, 1985	1,500
March 1, 1986	1,500
March 1, 1987	1,500
March 1, 1988	84,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $82,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année, mais seulement pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le pris offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 21 février 1968 à 8 heures du soir, à la salle de l'école St-Patrick, Coin Towner et Chemin Richelieu, St-Jean, cmté de St-Jean, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-L'Évangeliste, (Comté de St-Jean), ce 26 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES-ÉMILE BOUCHARD.

Bureau de la Corporation,
39, Chemin Grand Bernier,
St-Jean, (St-Jean), P.Q.
Téléphone: 347-1012, code 534. 23136-o

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term and 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20-years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other part thereof as 20-year sinking fund bonds; provided, however, that the latter part be for less than $82,500 and if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at St. John's.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, February 21, 1968, at 8:00 o'clock, p.m., at the St. Patrick, school hall, corner of Towner and Richelieu Road, St. John's, county of St. John's, P.Q.

The council does not bind itself to accept the higest or any of the tenders.

St.-Jean-l'Évangéliste, (County of St. John's), January 26, 1968.

GEORGES-ÉMILE BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

Office of the corporation,
39 Grand Bernier Road,
St. John's, (St. John's), P.Q.
Telephone: 347-1012, code 514. 23136

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Rouville

(*Erratum*)

Veuillez noter que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* les 20 et 27 janvier 1968 au paragraphe (Cadastre de la ville de Marieville) le no aurait dû lire No P-102 au lieu de No 102.

Au paragraphe (Cadastre de St-Mathias) aurait dû lire les nos P-110-2; 111-1, P-112-2 appartenant à L. C. Realty Corporation au lieu de L. G. Realty Corporation.

Le secrétaire-trésorier,
22782x-o MME R. RONDEAU.

Sales for Taxes

Municipality of the county of Rouville

(*Erratum*)

Please take note that in the notice published in the *Official Gazette* on January 20 and 27, 1968, in the paragraph "Cadastre of the town of Marieville", the No. should have read No. P-102 instead of No. 102.

In the paragraph "Cadastre of St-Mathias", should have read Nos. P-110-2, 111-1, P-112-2 belonging to L. C. Realty Corporation instead of L. G. Realty Corporation.

MRS. R. RONDEAU,
22782x *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Stanstead

(*Correction*)

Veuillez noter qu'à la page 178 de la *Gazette officielle* publiée le 13 janvier 1968, dans la municipalité d'Ayer's Cliff, après Frank Bond il faut ajouter Succession Dr Léo Laramée P. 1277-7. 22698x-o

Municipality of the county of Stanstead

(*Correction*)

Please take note that on page 178 of the *Official Gazette* published on January 13, 1968, in the municipality of Ayer's Cliff, after Frank Bond, the following must be added: Estate of Dr. Léo Laramée, P. 1277-7. 22698x

Municipalité du comté de Wolfe

Dans la vente pour taxes publiée dans la *Gazette officielle* du 30 janvier 1968,veuiller faire les corrections suivantes:

La Corporation municipale du village de Bishopton version anglaise page 317 après le dernier mot de la sixième avant dernière ligne nous aurions dû lire « boundaries » après southeast;

La Corporation municipale de Saint-Adrien, version française, page 320 dans la sixième avant dernière ligne du premier paragraphe, nous aurions dû lire Armand Bourget au lieu de Bourbet;

La corporation municipale de Saint-Fortunat, version française, page 320 dans la neuvième avant dernière ligne après le mot desdits nous aurions dû lire lots 7-A, 7-B.

La corporation municipale de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Wolfeston, page 322, première ligne nous aurions dû lire Laprise au lieu de Larpise; après le paragraphe 19, le huitième nom devrait être Moisan, Adrien au lieu de Moisan, Qdrien; dans le paragraphe 20, version française, quatrième ligne nous aurions dû lire (21d) au lieu de (21b).

La corporation municipale de la paroisse de St-Joseph de Ham-Sud, version française, paragraphe 28, quatrième ligne nous aurions dû lire (2-A ptie) au lieu de (ptie 2a); à la sixième ligne, version française de la page 325 nous aurions dû lire dans au lieu de das.

La corporation municipale de Weedon-Centre nous devrions lire (50′ x 70′) au lieu de (50 x 70′) 22783x-o

Municipality of the county of Wolfe

In the sale for taxes published in the *Official Gazette* on January 20, 1968, kindly note the following corrections:

The municipal Corporation of the Village of Bishopton, in the English version, page 317, after the last word on the sixth last line, "boundaries" should have appeared after southeast;

The municipal Corporation of Saint-Adrien, in the French version, page 320, on the sixth last line of the first paragraph, Armand Bourget should have been written instead of Bourbet;

The municipal Corporation of Saint-Fortunat, French version, page 320, on the ninth last line after the word desdits, lots 7-A, 7-B should have been written.

The municipal Corporation of the parish of Saint-Jacques le Majeur de Wolfeston, page 322, on the first line, Laprise should have been written instead of Larpise; after paragraph 19, the eighth name should be Moisan, Adrien, instead of Moisan, Qdrien; in paragraph 20, French version, on the fourth line, (21d) should have been written instead of (21b).

The municipal Corporation of the parish of St-Joseph de Ham-South, French version, paragraph 28, on the fourth line, (2-A ptie) should have been written instead of (ptie 2a); on the sixth line, French version on page 325, dans should have been written instead of das.

The municipal Corporation of Weedon-Centre, (50′ x 70′) should have been written instead of (50 x 70′). 22783x

Municipalité du comté de Chicoutimi

(*Addenda*)

La Commission scolaire de la ville de Chicoutimi-Nord

Raoul Girard, rang 6, Chicoutimi-Nord.— Le lot 8, rang 6, canton Simard, sous billet de location, avec bâtisses, circonstances et dépendances. Taxes scolaires: $218.88; taxes municipales: $27.60.; frais: $8.00. Total: $254.48.

La Commission scolaire de Shipshaw

Maurice-Henri Tremblay, 105, St-Jean-Vianney, Saint-Jean-Vianney.— Un lopin de terre connu comme formant partie du lot No P. 22B, Rang 1, canton Simard, mesurant 60′ de largeur du nord-ouest au sud-est en front au chemin public et 58′ aussi de largeur au bout de la profondeur qui est de 139′ pour le côté nord-ouest et 130′ pour le côté sud-est et est borné vers le nord-est par le chemin public, vers le sud-est et le sud-ouest par le résidu dudit lot dont il fait partie propriété de David Tremblay ou représentants, et vers le nord-ouest par le terrain de Marcel Lessard ou représentants, le tout avec bâtisses dessus construites.

Municipality of the county of Chicoutimi

(*Addendum*)

The School Commission of the town of Chicoutimi North

Raoul Girard, range 6, Chicoutimi North.— Lot 8, range 6, township of Simard, under ticket of rental, with buildings, circumstances and dependencies. School taxes: $218.88; municipal taxes: $27.60; costs: $8.00. Total: $254.48.

The School Commission of Shipshaw

Maurice-Henri Tremblay, 105 Saint-Jean-Vianney, Saint-Jean-Vianney.— A piece of land known as being part of lot No. P. 22B, range 1, township of Simard, measuring 60′ in width from the northwest to the southeast fronting on the public road and 58′ also in width at the end of the depth which is of 139′ on the northwest side and 130′ on the southeast side and which is bounded towards the northeast by the public road, towards the southeast and the southwest by the remainder of the said lot of which it is part, property of David Tremblay or representatives, and towards the northwest by the land of Marcel Lessard or representatives, the whole with buildings thereon erected.

Description apparaissant dans le contrat intervenu devant le notaire Jules Gauthier sous sa minute 33408 et enrégistré sous le numéro 161960 le 3 août 1960. Taxes municipales: $335.94; taxes scolaires: $508.31; frais: $66.07. Total: $910.32.

Le secrétaire-trésorier,
F. DUFOUR.

22883x-o

Description appearing in the deed signed before Notary Jules Gauthier, under minute number 33408 and registered under number 161960 on August 3, 1960. Municipal taxes: $335.94; school taxes: $508.31; costs: $66.07. Total: $910.32.

F. DUFOUR,
Secretary-Treasurer.

22883x

Municipalité du comté de Champlain

(Erratum)

Veuillez noter que dans la vente pour taxes publiée le 20 janvier 1968, à la page 470 dans la municipalité de Notre-Dame du Mont-Carmel nous aurions dû lire: M. Léo-Paul Gélinas No 454, cadastre de Mont-Darmel au lieu de No 474 dans la version française. La version anglaise était exacte.

22912x

Municipality of the county of Champlain

(Erratum)

Kindly take note that in the sale for taxes published on January 20, 1968, on page 470, in the municipality of Notre-Dame du Mont-Carmel, M. Léo-Paul Gélinas No 454, cadastre de Mont-Carmel should have been written instead of No. 474 in the French version. The English version was correct.

22912x

Municipalité du comté de Portneuf

Veuillez prendre note que dans l'édition de la *Gazette officielle* du 20 janvier 1968, à la page 387, une erreur s'est glissée dans l'introduction. Il aurait fallu lire jeudi le quatorzième jour de mars 1968 au lieu du neuvième jour de mars. Cette erreur a d'ailleurs été corrigée dans l'édition du 27 janvier 1968.

23140-o

Municipality of the county of Portneuf

Please take note that in the edition of the *Official Gazette* published on January 20, 1968, on page 287, an error was made in the introduction. It should have read Thursday, the fourteenth day of March, 1968, instead of the ninth day of March. This error was corrected in the edition published on January 27, 1968.

23140

Syndicat professionnel

Syndicat National des Employés du Braid incorporé, Région de Stanstead

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 décembre 1967, autorisé le changement de nom du « Syndicat National de Employés du Braid de Coaticook », dont la constitution a été autorisée le 11 mars 1947, et dont le siège social est situé à Coaticook, en celui de « Syndicat National des Employés du Braid incorporé, Région de Stanstead », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 13 décembre 1967.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23063-o 633-47

Professional Syndicate

Syndicat National des Employés du Braid incorporé, Région de Stanstead

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 4, 1967, approved the change of name of "Syndicat National des Employés du Braid de Coaticook", whose constitution has been authorized on March 11, 1947, and whose head office is situated in Coaticook, to that of "Syndicat National des Employés du Braid incorporé, Région de Stanstead", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 13, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23063 633-47

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGTIÈME (20e) jour de MARS 1968, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 25 janvier 1968.
Canadian Pacific Railway Company,
Par le gérant du Service des Postes et Bagages,
W. G. WRIGHT.

23113-5-6-o

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1967, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTIETH (20th) day of MARCH 1968, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 25, 1968.
Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

23113-5-6-o

Nominations

Présidents d'élection

Il a plû à son, Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning officers, the persons whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénons — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Arthabaska	Mailhot, Gilles (1)	Comptable — Accountant	Victoriaville.
Maisonneuve	Perreault, Bernard (2)	Inspecteur de district — Inspector of district	Montréal.

(1) En remplacement de monsieur Horace Bergeron.— In place of Mr. Horace Bergeron.
(2) En remplacement de mousieur Paul-Émile Archand.— In place of Mr. Paul-Émile Arcand.

Québec, le 25 janvier 1968.
Le président général des élections,
23064-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, January 25, 1968.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
23064-o *Chief Returning-Officer.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska
Canada — Province de Quebec

Cour Supérieure, No 21-007. { STERLING FINANCE CORPORATION, corporation légalement constituée, ayant son siège social et principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse *vs* BERNARD GAGNÉ, résidant à R.R. No. 2, Victoriaville, district d'Arthabaska, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé au nord-est d'une rue portant le numéro cadastral 59-106, dans les limites de la ville de Victoriaville, au « Parc Grenier », connu et désigné au cadastre officiel amendé de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire comme étant la subdivision cent du numéro originaire cinquante-neuf (59-100), de figure rectangulaire, mesurant quatre-vingt-dix (90′) pieds de largeur, sur une profondeur de cent (100′) pieds, à mesure anglaise, et borné comme suit: au sud-ouest, par une rue étant le no 59-106; au nord-ouest, par le no 59-99; au nord-est, par le no 59-89; et finalement au sud-est, par le no 59-101. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, spécialement celle consentie en faveur de The Bell Telephone Co. of Canada, suivant acte enregistré sous le no 115020. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 33 rue Laurier, en la ville d'Arthabaska, LUNDI, le ONZIÈME jour de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, LÉO FAUCHER.
Arthabaska, le 25 janvier 1968. 23142-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska
Canada — Province of Quebec

Superior Court, No: 21-007. { STERLING FINANCE CORPORATION, a corporation legally constituted, having its head office and principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* BERNARD GAGNÉ, residing at R.R. No. 2, Victoriaville, district of Arthabaska, defendant.

"A terrain or emplacement situated on the northeast of a street bearing the cadastral number 59-106, in the limits of the town of Victoriaville, at "Parc Grenier", known and designated on the amended official cadastre for this part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte-Victoire as being subdivision one hundred of the original number fifty-nine (59-100), of rectangular figure, measuring ninety feet (90′) in width, by a depth of one hundred feet (100′). English measure, and bounded as follows: On the southwest by a street being No. 59-106; on the northwest by No. 59-99; on the northeast by No. 59-89; and finally on the southeast by No. 59-101. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable, specially that one in favor of The Bell Telephone Co. of Canada, pursuant to a registered deed under No. 115020."

To be sold at the registry office of the registry division for Arthabaska, 33 Laurier Street, in the town of Arthabaska, MONDAY, the ELEVENTH day of MARCH, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Arthabaska, January 25, 1968. 23142

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Quebec
District d'Arthabaska

Cour Provinciale, No: 2476. { PLOURDE AUTO PARTS CO., LTD, corporation légalement constituée ayant son siège social à 2 rue St-Augustin, Victoriaville, demandeurs *vs* LES HÉRITIERS DE J. GÉRARD GAGNÉ, route St-Albert, Victoriaville, défendeurs.

« Un certain terrain ou emplacement, situé dans la municipalité de la paroisse de Ste-Victoire d'Arthabaska, au nord-ouest de la route provinciale 20, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre amendé du canton d'Arthabaska, paroisse de Ste-Victoire, comme étant la partie sud-est du lot numéro quarante-neuf, subdivision seixe (Ptie S. E. 49-16), mesurant trois cent pieds (300′), de largeur, en avant, au sud-est, le long de ladite route nationale 20; et deux cent soixante-quinze pieds (275′) en arrière, au nord-ouest; sur deux cents pieds (200′), de profondeur, dans ses lignes sud-ouest et nord-est; le tout, plus ou moins, le plus ou le moins tournant au profit ou à la perte de l'acquéreur; et borné comme suit: en avant, au sud-est à la route nationale 20; en arrière, au nord-ouest à une autre partie du même lot 49-16, propriété actuelle de Robert Demers; d'un côté, au sud-ouest au lot 49-15, propriété actuelle de même de Robert Demers, à cet endroit; et de l'autre côté, au nord-est partie au lot 49-17, propriété actuelle de Hervé Paris et autre partie à une partie du lot 49, non subdivisée, propriété actuelle de Mlle Alice Thibodeau; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 33 rue Laurier, en la ville d'Arthabaska, LUNDI, le ONZIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 25 janvier 1968. 23141-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Provincial Court, No: 2476. { PLOURDE AUTO PARTS CO. LTD., corporation legally constituted and having its head office at 2 Saint-Augustin street, Victoriaville, plaintiffs *vs* THE HEIRS OF J. GÉRARD GAGNÉ, Saint-Albert Road, Victoriaville, defendants.

"A certain piece of land or emplacement, situated in the municipality of the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, on the northwest of Provincial Highway 20, known and designated on the official plan and book of reference of the amended cadastre of the township of Arthabaska, parish of Sainte-Victoire, as being the southeast part of lot number forty-nine, subdivision sixteen (Part S.E. 49-16), measuring three hundred feet (300′) in width, in front, on the southeast, along the said National highway 20; and two hundred and seventy-five feet (275′), at the back, on the northwest; by two hundred feet (200′), in depth, along its southwest and northeast lines; the whole, more or less, the more or less turning to the purchaser's profit or loss; and bounded as follows: in front, on the southeast by the national highay 20; at the back, on the, northwest by another part of the same lot 49-16 present property of Robert Demers, at that place; and on the other side, on the northeast, part by lot 49-17, present property of Hervé Paris, and other part by part of lot 49, not subdivided, present property of Miss Alice Thibodeau; with buildings thereon erected, circumstances and appurtenances."

To be sold at the registry office of the Arthabaska registry division, 33 Laurier street, in the town of Arthabaska, on MONDAY, the ELEVENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, January 25, 1968. 23141

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 31,817. { PATRICK GILBERT, mécanicien, domicilié à St-Joseph de Beauce, demandeur, *vs* LAURENCE POULIN, ayant résidé à St-Joseph et résidant actuellement à 313, rue Broadway, Shawinigan, défenderesse.

Pour être vendu en bloc les biens meubles et immeubles suivant ordonnance du tribunal, à savoir:

A) Les droits immobiliers pouvant appartenir à André Poulin, par la suite de « Mab Ltd. » et par la suite à Émilien Poulin et Laurence Poulin sur les lots Nos 422, 423, 424, 425 et 433 du cadastre de St-Joseph et spécialement sur les constructions, moulins, droits de mines, carrières, droits de passage; les droits de chaussée et ses pouvoirs d'eau, de dalles, de refoulement de l'eau dans et sur les susdits cinq lots, sauf et à distraire le pouvoir d'eau qu'exploite actuellement Théodore Gilbert ou représentants sur le lot 425 près de la route Nationale Lévis-Jackman et ainsi de toutes les autres servitudes actives et passives pouvant exister en faveur de la défenderesse contre cedit lot.

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 31,817. { PATRICK GILBERT, mechanic, residing at St-Joseph de Beauce, plaintiff, *vs* LAURENCE POULIN, having already resided at St-Joseph and now residing at 313 Broadway Street, Shawinigan, defendant.

The following movable and immovables to be sold "en bloc" by order of the court, to wit:

(A) The immovable rights belonging to André Poulin, later to "Mab Ltd." and then to Émilien Poulin and Laurence Poulin on lot Nos 422, 423, 424, 425 and 433 of the cadastre of St-Joseph and specially on the constructions, mills, mining rights, quarries, rights of way, road rights and water powers, sluices and water discharges on the above-mentioned five lots, save and to withdraw the water powers presently exploited by Théodore Gilbert or representatives on lot 425 near National Route Levis-Jackman, as well as all the other servitudes, active and passive which may exist in favor of the defendant against this said lot.

B) Toutes les pièces d'équipement ou autres biens meubles pouvant se trouver dans les constructions et moulins ou dans tout autre endroit sur les lots Nos 422, 423, 424, 425 et 433 du cadastre de St-Joseph sauf à distraire les biens meubles afférents au pouvoir d'eau qu'exploite actuellement Théodore Gilbert ou ses représentants sur le lot 425 près de la route Nationale Lévis-Jackman.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauceville-Est, comté de Beauce, le CINQUIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce,
le 25 janvier 1968. 23143-o

(B) All the equipment pieces of other movables which may be found in the constructions and mills or in any other place on lot Nos 422, 423, 424, 425 and 433 of the cadastre of St-Joseph save to withdraw the movables relative to the water power presently exploited by Théodore Gilbert or his representatives on lot 425 near National Route Levis-Jackman.

To be sold at the registry office of the division of Beauceville-East, county of Beauce, the FIFTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the morning.

ALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce,
January 25, 1968. 23143

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No. 39,466. THOMAS BOIVIN, rentier, et domicilié au 572, Fickes à Arvida, district de Chicoutimi, demandeur *vs* H. SAVARD ÉQUIPEMENT CO. LTÉE, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires au 930, boulevard Centenaire, à Jonquière et HENRI SAVARD, résidant au 530, St-Pierre, à Jonquière et DAME HENRI SAVARD, résidant au 503, St-Pierre, à Jonquière, défendeurs.

Contre DAME HENRI SAVARD:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, sous les numéros vingt-six-A-trois-cent-six et vingt-six-A-trois-cent-neuf (26-A-306 et 26-A-309) dans le rang trois dudit canton, avec bâtisse circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le SIXIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 25 janvier 1968. 23144-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No: 39,466. THOMAS BOIVIN, annuitant, and domiciled at 572 Fickes at Arvida, district of Chicoutimi, plaintiff, *vs* H. SAVARD ÉQUIPEMENT CO. LTÉE, corporation legally constituted and having a place of business at 930 Centenaire Boulevard, at Jonquière, and HENRI SAVARD, residing at 503 Saint-Pierre, at Jonquière, and DAME HENRI SAVARD, residing at 503 Saint-Pierre, at Jonquière, defendants.

Against DAME HENRI SAVARD:

A strip of land or emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Jonquière, under numbers twenty-six-A-three-hundred-and six-and twenty-six-A-three-hundred-and-nine (26-A-306 and 26-A-309) in range three of the said township, with building, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Registrar's office, Chicoutimi registry division, Court House, at Chicoutimi, on the SIXTH day of the month of MARCH, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, January 25, 1968. 23144

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No. 32130. L'UNION CANADIENNE, cie d'assurance corporation légalement constituée, avec siège social à Place d'Youville, cité de Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* LIONEL DUMARESQ, de l'endroit appelé Rivière-au-Renard, district de Gaspé, défendeur.

Un certain terrain de figure irrégulière prise à même et formant partie du lot cent trente et un (Pt. 131) dans le rang sud de la rivière, du cadastre officiel du canton Fox tel que revisé le 30 juin 1949, mesurant ledit terrain une largeur moyenne de cinquante pieds (50′) par une profondeur de cent pieds (100′) sur la ligne de division entre ledit terrain et le résidu de cedit lot 131, propriété du vendeur, et quatre-vingts

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Superior Court, No. 32130. L'UNION CANADIENNE, an insurance company, a corporation legally incorporated, with its head office at Youville Square, city of Quebec, district of Quebec, plaintiff, *vs* LIONEL DUMARESQ, from a place called Rivière-au-Renard, district of Gaspé, defendant.

A certain piece of land of an irregular figure taken from and forming part of lot one hundred and thirty-one (Pt. 131) on the south range of the river, on the official cadastre of the township of Fox such as revised on June 30, 1949, the said piece of land measuring an average width of fifty feet (50′) by a depth of one hundred feet (100′) on the division line between the said piece of land and the remainder of the said lot 131,

pieds (80′) sur la ligne de division des lots 131 et 132-1, étant borné vers le nord-ouest par la Rivière-au-Renard, vers le nord-est par Thomas Scott, le vendeur, vers le sud-est par la route No 6-A, et vers le sud-ouest par le lot 132-1, René Scott, circonstances et dépendances. Superficie 4,950 pi. car. mesure anglaise. Moins la partie vendue à Sa Majesté la Reine.

Un certain terrain de figure irrégulière formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi revisé du canton Fox, comme étant la subdivision deux (2) du lot original cent trente-deux (132-2), mesurant ledit terrain cent vingt pieds (120′) de profondeur, le long de la ligne de division, entre le lot cent trente-trois (133) (Eddie Dumaresq) et ledit lot cent trente-deux deux (132-2), douze pieds (12′) de largeur sur la route publique numéro six-A (6-A), cinquante pieds (50′) de largeur à l'arrière du côté sud-est, et cent trente-deux pieds (132′) du côté nord-est, et borné ledit terrain au nord-ouest par la route numéro 6-A, au sud-ouest, par le lot cent trente-trois (133) (Eddie Dumaresq) et des deux autres côtés par le résidu dudit lot cent trente-deux-deux (132-2) propriété du vendeur, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, LUNDI, le ONZIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire.

Bureau du Shérif, J. ALBERT ROY.
Percé, le 22 janvier 1968. 23145-o

property of the vendor, and eighty feet (80′) on the division line of lots 131 and 132-1, bounded on the north-west by Rivière-au-Renard, on the north-east by Thomas Scott, the vendor, on the south-east by Route No. 6-A, and on the south-west by lot 132-1, René Scott, circumstances and dependencies. Area 4,950 sq. ft. English measure. Less the part sold to Her Majesty the Queen.

A certain piece of land of an irregular figure forming part of the lot known and designated on the revised plan and book of reference of the township of Fox, as being subdivision two (2) of original lot one hundred and thirty-two-two (132-2), the said piece of land measuring one hundred and twenty feet (120′) in depth, along the division line between lot one hundred and thirty-three (133) (Eddie Dumaresq) and the said lot one hundred and thirty-two-two (132-2), twelve feet (12′) in width on public route number six-A (6-A), fifty feet (50′) in width in the back on the south-east side, and one hundred and thirty-two feet (132′) on the north-east side, and the said piece of land bounded on the north-west by route number 6-A, on the south-west by lot one hundred and thirty-three (133) (Eddie Dumaresq) and on the other two sides by the remainder of said lot one hundred and thirty-two-two (132-2) property of the vendor, with circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the registration division of Gaspé, at Percé, MONDAY, the ELEVENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the morning.

J. ALBERT ROY.
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, January 22, 1968. 23145

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 10359. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LIMITED, demanderesse *vs* FÉLICIEN COUSIN, HECTOR COUSIN et RHÉAL COUSIN, défendeurs.

« Un immeuble sis dans le canton de Templeton, comté de Papineau, division d'enregistrement de Hull, province de Québec, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot deux cent quarante-quatre, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, de la subdivision officielle du bloc « B » (Bloc « B » 244) aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Hull, en la cité de Hull, le SIXIÈME jour du mois de MARS, 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
ce 26 janvier, 1968. 23147-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Provinciale, No 60458. THURSO LUMBER LTÉE, corps doué de la personnalité civile et politique et ayant son siège social à Thurso, district de Hull, demanderesse, *vs* M. et MME LESLIE TAYLOR, autrefois de St-André Avellin, dit district et maintenant d'adresse inconnue, défendeurs.

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 10359. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LIMITED, plaintiff, *vs* FÉLICIEN COUSIN, HECTOR COUSIN and RHÉAL COUSIN, defendants.

"An immovable situated in the township of Templeton, county of Papineau, registration division of Hull, Province of Quebec, consisting in this entire property, known and designated as being lot two hundred and forty-four, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, of the official subdivision of Block "B" (Block "B" 244) on the official plan and book of reference of the said township."

To be sold at the registry office of the division of Hull, in the city of Hull, on the SIXTH day of the month of MARCH, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 26, 1968. 23147

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Provincial Court, No. 60458. THURSO LUMBER LTÉE, body civil and politic, and having its head office in Thurso, district of Hull, plaintiff, *vs* MR. and MRS. LESLIE TAYLOR, formerly of St-André Avellin, said district and now of address unknown defendants.

« Un terrain sis dans le rang St-Denis, désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-André Avellin, sous partie du lot de terre numéro quatre-vingt-onze (P. 91), mesurant soixante-dix (70) arpents, plus ou moins, et compris dans les bornes suivantes; au nord par le chemin public, d'un côté le lot 90, de l'autre côté le lot 92, en profondeur les terres du rang St-Joseph. Avec bâtisses dessus construites. »

« Un autre terrain désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-André Avellin, sous le lot numéro quatre-vingt-douze (92). Avec batisses dessus construites. »

À distraire dudit lot quatre-vingt-douze (92), un terrain désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-André Avellin, mesurant quatre cent cinquante-cinq pieds (455′) sur le chemin public, trois cent cinquante-cinq pieds (355′) dans la ligne sud-est, cent soixante-huit pieds (168′) dans la ligne sud-ouest et cent trente pieds (130′) dans la ligne ouest. Avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Papineau, à Papineauville, le HUITIÈME jour du mois de MARS 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 26 janvier, 1968.

23148-o

"A lot of land situated on St-Denis range, designated in the official cadastre of the parish of St-André Avellin as part of the lot of land number ninety-one (P. 91), measuring seventy (70) arpents, more or less, and enclosed within the following boundaries: on the north, by the public road, on one side by lot 90, on the other side by lot 92, on the depth by the farms on St-Joseph range, with the buildings constructed thereon."

"Another lot of land designated in the official cadastre of the parish of St-André Avellin under lot number ninety-two (92). With the buildings constructed thereon."

To be withdrawn from said lot ninety-two (92) is a lot of land designated in the official cadastre of the parish of St-André Avellin, measuring four hundred and fifty-five feet (455′) on the public road, three hundred and fifty-five feet (355′) on the south-east line, one hundred and sixty-eight feet (168′) on the south-west line, and one hundred and thirty feet (130′) on the west line, with the buildings constructed thereon.

To be sold "en bloc" in the registry office of the division of Papineau, in Papineauville, on the EIGHTH day of the month of MARCH, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 26, 1968.

23148

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

District de Montréal

Cour Supérieure, No. 729 878. ERAKLIS PRIFTIS, rentier, des ville et district de Montréal, y résidant au numéro 1422 ouest, rue Notre-Dame, demandeur, *contre* LES HÉRITIERS DE FEU THANAS KONDILIS, de son vivant de Saint-Bernard-de-Lacolle, district d'Iberville, défendeurs.

« Une ferme sise et située dans la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, comté de Saint-Jean, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle sous les numéros huit cent trente-sept et huit cent trente-huit (837 et 838), comprenant en tout soixante et un arpents et quarante perches de superficie, avec les bâtisses y érigées. Ledit lot no 837 mesure quatre arpents de largeur sur onze arpents et neuf perches de profondeur et comprend quarante-sept arpents et soixante perches de superficie; ledit lot no 838 comprend deux arpents de largeur par onze arpents et neuf perches de profondeur et comprend vingt-trois arpents et quatre-vingt-huit perches de superficie.

Le tout tel qu'il est de fait avec toutes les servitudes actives et passives attachées à ladite ferme. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, dans la cité de Saint-Jean, LUNDI, le QUATRIÈME jour de MARS 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif par intérim,
Paul St-Martin.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, le 29 janvier 1968.

23146

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

District of Montreal

Superior Court, No. 729 878. ERAKLIS PRIFTIS, retired gentleman, of the City and district of Montreal, residing there at No. 1422, Notre-Dame Street west, plaintiff, *against* THE HEIRS OF THE LATE THANAS KONDILIS, in his lifetime of St-Bernard-de-Lacolle, district of Iberville, defendants.

"A farm lying and situated in the parish of St. Bernard of Lacolle, county of St. John, known and designated on the official plan and book of Lacolle under the numbers eight hundred and thirty-seven and eight hundred and thirty-eight (837 and 838), containing together seventy-one arpents and forty perches in superficies, with the buildings thereon erected. Saind lot No. 837 measures four arpents in width by eleven arpents and nine perches in depth and contains forty-seven arpents and sixty perches in superficies; said lot No. 838 contains two arpents in width by eleven arpents and nine perches in depth and contains twenty-three arpents and eighty-eight perches in superficies.

As everything stands actually with all the active and passive servitudes attached to the said farm."

To be sold at the registry office of the county of St. John, in the city of St. John's MONDAY the FOURTH day of MARCH, 1968, at TWO o'clock in the after-noon.

Paul St-Martin,
Interim-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-John's, January 29, 1968.

23146-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 668 682. { LA BANQUE DE MONTRÉAL, demanderesse, *vs* dame FLORE GAGNON, défenderesse.

« Ce certain morceau de propriété dans ville St-Michel, étant le lot de terrain connu et désigné comme étant la subdivision numéro 436 du lot originaire numéro 472 (472-436) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 7611 et 7613, 7e avenue, ville St-Michel. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le SEPTIÈME jour du mois de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 22 janvier 1968. 23035-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 730 971. { CHARLES ROTH INC., demanderesse, *vs* THOMAS HOLMES *et al*, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Luc, en la ville de Montréal, et mesurant vingt-six pieds (26′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′), composé de:

a) L'entière resubdivision trente-quatre de la subdivision soixante-quatorze du lot originaire numéro mille six cent cinquante-quatre (1654-74-34) au cadastre officiel du quartier St-Antoine de la ville de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur (25′) sur une profondeur de cent pieds (100′);

b) La partie nord-est de la resubdivision trente-cinq de ladite subdivision soixante-quatorze dudit lot originaire (1654-74-ptie N.E. 35) audit cadastre officiel, contenant une largeur d'un pied (1) sur une profondeur de cent pieds (100′) et étant bornée en front au nord-ouest par ladite rue St-Luc, en arrière, par une ruelle, d'un côté au nord-est, par ladite resubdivision trente-quatre et de l'autre côté au sud-ouest, par le résidu ou plus grande partie de ladite resubdivision trente-cinq; et

c) Une lisière de terrain de forme triangulaire prise du côté sud-ouest de la resubdivision trente-trois de ladite subdivision soixante-quatorze dudit lot originaire numéro mille six cent cinquante-quatre (1654-74-S.O. lisière 33) audit cadastre officiel, ayant une superficie de sept pieds carrés, ladite lisière de terrain étant située à une distance de cinquante-deux pieds (52′) de ladite rue St-Luc, où elle mesure cinq pouces (5″) de largeur et se termine à un point de plus grande profondeur d'environ trente-deux pieds (32′); bornée au sud-ouest par une partie de ladite resubdivision trente-quatre, au nord-est, sud-est, et nord-ouest, par le résidu de ladite resubdivision trente-trois.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 1920 et 1922 de ladite rue St-Luc, dont les murs de pignon sud-est et sud-ouest sont mitoyens.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, y attachées et plus particulièrement avec les servitudes de droit de vision créées en vertu de l'acte passé devant Mtre H. B. McLean, notaire, le deuxième jour de septembre

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 668 682. { BANK OF MONTREAL, plaintiff, *vs* Dame FLORE GAGNON, defendant.

"That certain piece of property in ville St-Michel, being the lot of land known and designated as subdivision number 436 of the original lot number 472 (472-436) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7611 and 7613, 7th Avenue, ville St-Michel."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of the month of MARCH 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 22, 1968. 23035

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 730 971 { CHARLES ROTH INC., plaintiff, *vs* THOMAS HOLMES, *et al*, defendants.

"An emplacement fronting on St. Luke Street, in the city of Montreal, measuring twenty-six feet (26′) in width by a depth of one hundred feet (100′), composed of:

(*a*) The whole of resubdivision thirty-four of subdivision seventy-four of original lot number on thousand six hundred and fifty-four (1654-74-34) on the official cadastre of the St. Antoine Ward of the city of Montreal, containing a width of twenty-five feet (25′) by a depth of one hundred feet (100′);

(*b*) The northeast part of resubdivision thirty-five of the said subdivision seventy-four of the said original lot (1654-74-N.E. Pt. 35) on the said official cadastre, containing a width of one foot (1′) by a depth of one hundred feet (100′) and being bounded in front to the northwest by the said St. Luke Street, in rear by a lane, on one side to the northeast by the said resubdivision thirty-four and on the other side to the southwest by the residue or greater part of the said resubdivision thirty-five; and

(*c*) A strip of land of triangular figure taken from the southwest side of resubdivision thirty-three of the said subdivision seventy-four of the said original lot number one thousand six hundred and fifty-four (1654-74-S.W. strip 33) on the said official cadastre, having an area of seven square feet, the said strip of land being located at a distance of fifty-two feet (52′) from the said St. Luke Street, where it measures five inches (5″) in width and ending at a point at a further depth of about thirty-two feet (32′) bounded to the southwest by part of the said resubdivision thirty-four, to the northeast, southeast and northwest by the residue of the said resubdivision thirty-three.

With the building thereon erected bearing civic numbers 1920 and 1922 of the said St. Luke Street, whereof the northeast and southwest gable walls are mitoyens.

With the servitudes, active and passive, apparent or unapparent, attached thereto and more particularly with the servitudes of right of view created in virtue of deed executed before Mtre. H. B. McLean, Notary, on the second

dix-neuf cent vingt-cinq (1925) et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 090352.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres at appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le SEPTIÈME jour du mois de MARS, 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 22 janvier 1968. 23040

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 739 599. THE CANADA TRUST COMPANY, demandeur, *vs* CATIA INC., *et al* défendeurs.

« Un emplacement faisant front sur la rue Guyenne, dans la ville de Saint-Léonard, district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro douze de la resubdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent un (401-322-12) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, mesurant quarante-deux pieds et cinq dixièmes de pied de largeur par une profondeur de quatre-vingt-huit pieds et trois dixièmes de pied (88.3′) mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison y érigée portant les numéros 8385 et 8387 de ladite rue Guyenne, dans la cité de Saint-Léonard, district de Montréal, dont le mur sud-est est mitoyen.

Tel que le tout existe maintenant avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, et plus particulièrement avec et sujet à une servitude de droit de vue créée par un acte de servitude passé devant Me André-Marc Dauth, notaire, le 19e jour d'août 1966, et dont copie a été enregistrée à Montréal, sous le numéro 1933805."

Pour être vendu à mon bureau dans la ville de Montréal, le HUITIÈME jour du mois de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 22 janvier 1968. 23036

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 735 493. J. ARTHUR MOREL, demandeur, *vs* HÔTEL CENTRAL CHOMEDEY (1964) INC., et GASTON CLERMONT, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que l'immeuble vendu dans la cause ci-dessus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le quinzième jour du mois de décembre 1967, à onze heures du matin, sera vendu de nouveau au même endroit le VINGT-TROISIÈME jour du mois de FÉVRIER 1968, à DIX heures du matin, à la folle enchère de Morel Construction Ltée, le ci-devant adjudicataire.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 22 janvier 1968. 23039-o

day of September, nineteen hundred and twenty-five (1925), and registered in the Montreal registry office under number 090352.

All the above measurements are English measure and more or less.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of the month of MARCH 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 22, 1968. 23040-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 739 599. THE CANADA TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* CATIA INC., *et al.*, defendants.

"An emplacement fronting on Guyenne Street, in the city of St-Léonard, district of Montreal, known and designated as being lot number twelve of the official resubdivision of lot number three hundred and twenty-two of the official subdivision of original lot number four hundred and one (401-322-12) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring forty-two feet and five tenths of a foot in width by a depth of eighty-eight feet and three tenths of a foot (88.3′) English measure and more or less.

With the house thereon erected bearing numbers 8385 and 8387 said Guyenne Street, in the city of St-Léonard, district of Montreal, whereof the southeast wall is mitoyen.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or occult servitudes thereon attached, and more particularly with and subject to a servitude of right of view created in a deed of servitude passed before Mtre. André-Marc Dauth, Notary, on August 19, 1966, and whereof a copy has been registered at Montreal, under No. 1933805."

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTH day of the month of MARCH 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 22, 1968. 23036-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 735 493. J. ARTHUR MOREL, plaintiff, *vs* HÔTEL CENTRAL CHOMEDEY (1964) INC., and GASTON CLERMONT, defendants.

Public notice is hereby given that the immoveable sold in the abovementioned case at the registry office of the county of Laval, in the city of Laval, on the fifteenth day of the month of December 1967, at eleven o'clock in the morning, will be sold again at the same place on the TWENTY-THIRD day of the month of FEBRUARY 1968, at TEN o'clock in the morning, for false bidding by Morel Construction Ltée, the former adjudicataire.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 22, 1968. 23039-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 735 563. THE CANADA TRUST COMPANY, demandeur, *vs* Dame MARIE-ANGE COSSETTE (CORRIVEAU), épouse séparée de biens de Louis-Georges Corriveau, et ce dernier aux fins d'autoriser son épouse, *et al*, défendeurs.

« Un emplacement faisant front sur la rue Bossuet, dans la ville de Montréal, et constitué comme suit:

1° du lot désigné sous le numéro mille cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro vingt-neuf (29-1120) au cadastre de la paroisse de La Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds et cinq dixièmes de pied de profondeur, mesure anglaise;

2° du lot désigné sous le numéro deux de la resubdivision du lot numéro mille cent dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro vingt-neuf (29-1119-2) dudit cadastre, mesurant douze pieds et cinq dixièmes de pied de largeur par quatre-vingt-deux pieds et cinq dixièmes de pied de profondeur;

Avec une maison d'habitation y érigée, portant les numéros civiques 5865, 5867 et 5869 de ladite rue Bossuet, et dont le mur sud-est est mitoyen.

Et sujet à une servitude de vue, tel qu'établi par l'acte de servitude passé devant Me Lucien Pépin, notaire, sous le numéro 1771 de ses minutes, qui a été enregistré. »

Pour être vendu à mon bureau, dans la ville de Montréal, le HUITIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 22 janvier 1968. 23037

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 735 563. THE CANADA TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* Dame MARIE-ANGE COSSETTE (CORRIVEAU), wife separate as to property of Louis-Georges Corriveau and the latter for the purpose of authorizing his wife, *et al.*, defendants.

"An emplacement fronting on Bossuet Street, in the city of Montreal, and composed as follows:

1. Of the lot designated under number one thousand one hundred and twenty of the subdivision of the original lot number twenty-nine (29-1120) on the cadastre of the parish of La Longue-Pointe, measuring twenty-five feet in width by eighty-two feet and five tenths of a foot in depth, English measure;

2. Of the lot designated number two of the resubdivision of the lot number one thousand one hundred and nineteen of the subdivision of the original lot number twenty-nine (29-1119-2) of the said cadastre, measuring twelve feet and five tenths of a foot in width by eighty-two feet and five tenths of a foot in depth;

With a dwelling house thereon erected, bearing civic numbers 5865, 5867 and 5869 of said Bossuet Street, and whereof the southeast wall is mitoyen.

And subject to a servitude of view, as established by deed of servitude passed before Mtre. Lucien Pépin, Notary, under his minute number 1771, which has been registered."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of the month of MARCH 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 22, 1968. 23037-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No: 8073. COMMERCIAL CREDIT PLAN LTD., corps politique et incorporé ayant un bureau d'affaires à 36 rue St-Louis, Lévis, *contre* LÉOPOLD DEMERS, domicilié à 521 rue Richelieu, Québec.

« Le lot numéro huit subdivisé du lot originaire numéro soixante et onze (71-8) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.

Le lot numéro soixante (60) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis.

Le lot numéro soixante-deux (62) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.

Le lot numéro cinq subdivisé du lot numéro cinquante-neuf (59-5) du susdit cadastre, contenant en superficie 500 pieds carrés anglais.

Le lot numéro deux des subdivisions du lot originaire numéro soixante et un (61-2) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, maintenant Ville de St-Nicolas, comté de Lévis; avec bâtisse dessus construite ayant front sur la Route Marie-Victorin (No. 3).

Un autre morceau de terrain situé au même endroit contenant cinquante pieds (50′) de largeur et soixante-quinze pieds (75′) de profondeur, borné vers le nord-ouest par le lot 71-11, le sud, l'est et l'ouest par Oscar Demers ou représentants; le côté nord-est du lot présentement hypothéqué

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Provincial Court: No: 8073. COMMERCIAL CREDIT PLAN LTD., body politic and corporate having a business place at 36 St-Louis Street, Levis, *vs* LÉOPOLD DEMERS, residing at 521 Richelieu Street, Quebec.

"Lot number eight subdivided from original lot number seventy-one (71-8) of the official cadastre of the parish of Saint-Nicolas, county of Levis.

Lot number sixty (60) of the official cadastre of the parish of Saint-Nicolas, county of Levis.

Lot number sixty-two (62) of the official cadastre of the parish of Saint-Nicolas, county of Levis.

Lot number five subdivided from lot number fifty-nine (59-5) of the above-mentioned cadastre, containing in area 500 English square feet.

Lot number two of the subdivisions of original lot number sixty-one (61-2) of the official cadastre of the parish of St-Nicolas, now the Town of St-Nicolas, county of Levis; with a building constructed thereon fronting on Marie-Victoria Route (No. 3).

Another piece of land situated at the same place containing fifty feet (50′) in width and seventy-five feet (75′) in depth, bounded on the northwest by lot 71-11, the south, east and west by Oscar Demers or representatives; the northeast of the lot presently mortgaged is the conti-

est la continuation en ligne droite vers l'est de la ligne qui sépare les lots 71-11 et 71-12 dudit cadastre, et que le côté ouest de ce lot est la continuation en ligne droite vers le sud de la ligne qui sépare les lots 71-10 et 71-11; ledit morceau de terrain étant connu comme faisant partie du lot numéro soixante et onze (71 ptie) non subdivisé du susdit cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, maintenant Ville de St-Nicolas, comté de Lévis.

Le lot numéro huit des subdivisions du lot originaire numéro soixante et onze (71-8) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, maintenant Ville de St-Nicolas, comté de Lévis.

Un morceau de terrain mesurant cent trente-deux pieds et quatre dixièmes (132.4′) dans sa ligne nord-est le long d'un chemin sur quatre-vingt-dix-neuf pieds (99′) de profondeur dans sa ligne sud-ouest et cent trente-six pieds et six dixièmes (136.6′) de profondeur dans sa ligne sud-est et mesurant au bout de la profondeur une largeur de soixante-quatre pieds et quatre dixièmes (64.4′); contenant en superficie dix mille huit cent quarante-sept pieds carrés (10,847 p.c.), mesure anglaise; borné au nord-est à un chemin privé, au sud-est à un autre chemin privé, au sud-ouest au lot numéro 74 du même cadastre, et au nord-ouest à d'autres parties du lot numéro 71 du même cadastre, lequel morceau de terrain est maintenant connu comme faisant partie du lot numéro soixante et onze (71 ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, maintenant Ville de St-Nicolas, comté de Lévis.

Un terrain de quatre-vingt-dix pieds (90′) du côté nord le long du chemin privé et vingt pieds (20′) de largeur au bout de cent pieds (100′) de profondeur le long de la ligne séparant le lot soixante et onze (71) et soixante-quatorze (74) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, et cent vingt-cinq pieds (125′) à l'est le long d'un terrain vacant appartenant à Oscar Demers ou représentants, le côté est dudit terrain étant situé à cinquante pieds (50′) du lot numéro soixante et onze-vingt (71-20) du susdit cadastre, connu ledit terrain comme étant une partie non subdivisée du lot numéro soixante et onze (71 ptie) du cadastre pour la paroisse de St-Nicolas, maintenant Ville de St-Nicolas, comté de Lévis.

Il faut cependant distraire desdits lots, une partie telle que décrite dans une Vente par M. Léopold Demers à Dame Lucille Gauvin Lafontaine, par acte enrégistré sous le No. 146,862: « Un emplacement faisant partie dudit lot soixante et onze (Ptie 71) du cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis, de figure irrégulière étant borné au nord-est par une autre partie du lot 71: au sud-est par le lot 71-17; au sud-ouest par les lots 71-19 et 71-21 et au nord-ouest par le lot 71-11, mesurant cinquante pieds (50′) au nord-ouest, cent soixante et seize pieds (176′) au sud-ouest et environ cent soixante et six pieds (166′) au nord-est. Contenant en superficie huit mille cinq cent cinquante pieds carrés (8,550 p.c.) mesure anglaise. »

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis, comté de Lévis, le SIXIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 31 janvier 1968. 23149-o

nuation in a straight line to the east of the line which separates lots 71-11 and 71-12 of the said cadastre, and that the west side of this lot is the continuation in a straight line to the south of the line which separates lots 71-10 and 71-11; the said piece of land being known as making part of lot number seventy-one (Pt. 71) unsubdivided of the aforesaid official cadastre of the parish of St-Nicolas, now the Town of St-Nicolas, county of Levis.

Lot number eight of the subdivisions of original lot number seventy-one (71-8) of the official cadastre of the parish of St-Nicolas, now the Town of St-Nicolas, county of Levis.

A piece of land measuring one hundred and thirty-two feet and four tenths (132.4′) on its northeast line along a road by ninety-nine feet (99′) in depth on its southwest line and one hundred and thirty-six feet and six tenths (136.6′) in depth on its southeast line and measuring at the end of the depth a width of sixty-four feet and four tenths (64.4′); containing in area ten thousand eight hundred and forty-seven square feet (10,847 sq. ft.), English measure; bounded on the northeast by a private road, on the southeast by another private road, on the southwest by lot number 74 of the same cadastre, and on the northwest by other parts of lot number 71 of the same cadastre, which piece of land is known as being part of lot number seventy-one (Pt. 71) of the official cadastre of the parish of St-Nicolas, now the Town of St-Nicolas, county of Levis.

A piece of land of ninety feet (90′) on the north side along the private road and twenty feet (20′) in width at the end of one hundred feet (100′) in depth along the line separating lot seventy-one (71) and seventy-four (74) of the official cadastre of the parish of St-Nicolas, and one hundred and twenty-five feet (125′) on the east along the vacant land belonging to Oscar Demers or representatives, the east side of the said land being situated at fifty feet (50′) from lot number seventy-one twenty (71-20) of the aforesaid cadastre, the said piece of land known as being an unsubdivided part of lot number seventy-one (Pt. 71) of the cadastre of the parish of St-Nicolas, now the Town of St-Nicolas, county of Levis.

One must withdraw, however, from the said lots, a part such as described in a sale by Mr. Léopold Demers to Mrs. Lucille Gauvin Lafontaine, by a deed registered under No. 146,862: "An emplacement being part of said lot seventy-one (Pt. 71) of the official cadastre of the parish of St-Nicolas, county of Levis, of an irregular figure being bounded on the northeast by another part of lot 71; on the southeast by lot 71-17; on the southwest by lots 71-19 and 71-21 and on the northwest by lot 71-11, measuring fifty feet (50′) on the northwest, one hundred and seventy-six feet (176′) on the southwest and approximatively one hundred and sixty-six feet (166′) on the northeast. Containing in area eight thousand five hundred and fifty square feet (8,550 sq. ft.), English measure.".

With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Levis, at Levis, county of Levis, on the SIXTH day of MARCH next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Quebec, January 31, 1968. 23149

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 18-910.

E. E. LEMIEUX INC., corps politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires à 20, rue St-Joseph, Lauzon, district de Québec, *contre* ÉMILE DUCHESNEAU, domicilié à 21, rue Ste-Catherine, Lauzon, district de Québec.

« Lot 452: De figure régulière, borné au nord-est par le lot 1161 (rue), au sud-est par le lot 451, au sud-ouest par le lot 1122-46-2, au nord-ouest par le lot 453-3, mesurant cinquante-neuf pieds (59′) de largeur par soixante pieds et huit dixièmes (60.8′) de profondeur, contenant en superficie 3,587 pieds carrés, mesure anglaise, pour le cadastre du village de Lauzon, quartier Couture.

Lot 453-3: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 1161 (rue), au sud-est par le lot 452, au sud-ouest par le lot 1122-46-2, au nord-ouest par le lot 453-2 (rue), mesurant dix pieds et deux dixièmes (10.2′) au nord-est, cinquante-neuf pieds (59′) au sud-est, douze pieds et huit dixièmes (12.8′) au sud-ouest, contenant en superficie six cent soixante-dix-huit (678′) pieds carrés, mesure anglaise, pour le cadastre du village de Lauzon, quartier Couture.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis, comté de Lévis, le SEPTIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 31 janvier 1968. 23150-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 146-857.

MÉDÉRIC PARENT LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 3368, Blvd. Mgr. Gauthier, Giffard, Québec, district de Québec, *contre* ANDRÉ GAUVIN, domicilié et résidant à 816, Rochette, Ste-Foy, Québec, district de Québec.

« Cadastre de Ste-Foy, 131-15-B.

Borné au sud-est par une rue No 131-20 au sud-ouest par le lot No 131-16, au nord-ouest par le lot 131-15-A, au nord-est par le lot 131-14-B, mesurant quarante-sept pieds au nord-est, trente-trois pieds au sud-ouest cinquante pieds au nord-ouest; contenant en superficie deux mille pieds, mesure anglaise (2,000) avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Cadastre de Ste-Foy, 131-14-B.

Borné au nord-est par une rue, vers le sud-est par une rue No 131-20, au sud-ouest par le lot No 131-15-B, au nord-ouest par le lot No 131-14-A, mesurant soixante et un pieds au nord-est sur la rue No 131-10, quarante et un pieds au sud-ouest, cinquante pieds au nord-ouest, contenant en superficie deux mille sept cents pieds, mesure anglaise (2,700) avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le SEPTIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 31 janvier 1968. 23151-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Quebec, to wit: Provincial Court, No. 18-910.

E. E. LEMIEUX INC., body politic legally incorporated, having its principal place of business at 20 St-Joseph Street, Lauzon, district of Quebec, *against* ÉMILE DUCHESNEAU, domiciled at 21 Ste-Catherine Street, Lauzon, district of Quebec.

"Lot 452: Of regular form, bounded on the north-east by lot 1161 (street), on the south-east by lot 451, on the south-west by lot 1122-46-2, on the north-west by lot 453-3, measuring fifty-nine feet (59′) in width by sixty feet and eight tenths (60.8′) in depth, having a surface area of 3,587 square feet, English measure, on the cadastre of the village of Lauzon, Couture ward.

Lot 453-3: Of irregular form, bounded on the north-east by lot 1161 (street), on the south-east by lot 452, on the south-west by lot 1122-46-2, on the north-west by lot 453-2 (street), measuring ten feet and two tenths (10.2′) on the north-east, fifty-nine feet (59′) on the south-east, twelve feet and eight tenths (12.8′) on the south-west, having a surface area of six hundred and seventy-eight (678′) square feet, English measure, on the cadastre of the village of Lauzon, Couture ward.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Lévis registry office, at Lévis, county of Lévis, on the SEVENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, January 31, 1968. 23150

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 146-857.

MÉDÉRIC PARENT LIMITÉE, a corporation legally constituted, having a place of business at 3368 Mgr. Gauthier Blvd., Giffard, Quebec, district of Quebec, *against* ANDRÉ GAUVIN, domiciled and residing at 816 Rochette, Ste-Foy, Quebec, district of Quebec.

"Cadastre of Ste-Foy, 131-15-B.

Bounded on the south-east by a street No. 131-20 on the south-west by lot No. 131-16, on the north-west by lot 131-15-A, on the north-east by lot 131-14-B, measuring forty-seven feet on the north-east, thirty-three feet on the south-west, fifty feet on the north-west: containing in superficial area two thousand feet, English measure (2,000) with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Cadastre of Ste-Foy, 131-14-B.

Bounded on the north-east by a street, towards south-east by a street No. 131-20, on the south-west by lot No. 131-15-B, on the north-west by lot No. 131-14-A, measuring sixty-one feet on the north-east on the street No. 131-10, forty-one feet on the south-west, fifty feet on the north-west, containing a superficial area of two thousand seven hundred feet, English measure (2,700) with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Quebec, in Quebec, the SEVENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, January 31, 1968. 23151

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No: 151,137. } QUINCAILLERIE LABER E INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Beauport, *contre* THÉO LAGACÉ, de 5 rue Bellerive, Villeneuve, et JEAN CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

« La subdivision no. 115, du lot originaire 351 du cadastre officiel de Beauport, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 31 janvier 1968. 23152-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No: 149-973. } TÔLE GAUFRÉE DE QUÉBEC INC., corps politique et incorporé ayant son siège social à 49 Marie de l'Incarnation, Québec, P.Q. *contre* GÉRARD PAGEAU, 1456 Place des Bretons, Orsainville P.Q.

« La subdivision (86) quatre-vingt-six du lot originaire six cent cinquante-neuf (659) du cadastre officiel de Charlesbourg avec la maison dessus construite. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 31 janvier 1968. 23153-o

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 151,137. } QUINCAILLERIE LABERGE INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business in Beauport, *against* THÉO LAGACÉ, of 5 Bellerive Street, Villeneuve, and JEAN CHARLES PICHER, notary, in his quality of Registrar of the Quebec Registry Division, mis-en-cause.

"The subdivision No. 115, of original lot 351 of the official Cadastre for Beauport, with building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Quebec, in Quebec, the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, January 31, 1968. 23152

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court. No. 149-973. } TÔLE GAUFRÉE DE QUÉBEC INC., body politic and incorporated having its head office at 49 Marie de l'Incanration, Quebec, P.Q. *against* GÉRARD PAGEAU, 1456 Place des Bretons, Orsainville, P.Q.

"Subdivision eighty-six (86) of the original lot six hundred and fifty-nine (659) on the official cadastre of Charlesbourg with the house thereon erected."

To be sold at the Quebec registry office, at Quebec, on the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, January 31, 1968. 23153

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Provinciale, Hauterive, No 308. } AIMÉ LALIBERTÉ, ANTOINE NAZAIR & NORMAND LAROUCHE, faisant affaires sous le nom et la raison sociale de Bureau de Crédit Manicouagan Enr., Baie-Comeau, district de Hauterive, demandeur *vs* LUCIEN BERNIER, résidant et domicilié en la paroisse de Les Méchins, district de Rimouski.

Le lot No 6-B-9, de figure irrégulière: faisant partie du lot 6 de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le lot 6-B-5, au nord-est par le lot 6-B-8, au sud-est par le boulevard Perron, au sud-ouest par le lot 6-C-6, mesurant quarante-sept pieds et deux dixièmes (47'.2) au nord-ouest, cent pieds (100') au nord-est, cinquante-deux pieds (52') au sud-est, cent dix-sept pieds (117') au sud-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot No 6-C-6, de figure irrégulière: faisant partie du lot 6 de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le lot 6-C-5, au nord-est par le lot 6-B-9, au sud-est par le Boulevard Perron, au sud-ouest par le lot 6-C-5; mesurant seize pieds (16') au nord-ouest, cent dix-huit pieds (118') au nord-est, vingt-quatre pieds (24') au sud-est,

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Provincial Court, Hauterive, No. 308. } AIMÉ LALIBERTÉ, ANTOINE NAZAIR & NORMAND LAROUCHE, doing business under the name & style of "Bureau de Crédit Manicouagan Enr.", Baie-Comeau, district of Hauterive, plaintiff, *vs* LUCIEN BERNIER, residing and domiciled in the parish of Les Méchins, district of Rimouski,

Lot number 6-B-9, of irregular shape: being part of lot 6 of the original land-surveying, bounded on the northwest by lot 6-B-5, on the northeast by lot 6-B-8, on the southeast by Perron Boulevard, on the southwest by lot 6-C-6, measuring forty-seven feet and two tenths of a foot (47'.2) on the northwest, one hundred feet (100') on the northeast, fifty-two feet (52') on the southeast, one hundred and seventeen feet (117') on the southwest, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot number 6-C-6, of irregular shape, being part of lot 6 of the original land-surveying, bounded on the northwest by lot 6-C-5, on the northwest by lot 6-B-9, on the southeast by Perron Boulevard, on the southwest by lot 6-C-5; measuring sixteen feet (16') on the northwest, one hundred and eighteen feet (118') on the

cent vingt pieds et huit dixièmes (120.8′) au sud-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enrégistrement de Matane, comté de Matane, le SIXIÈME jour de MARS, 1968, à DEUX heures de l'après-midi. (heure de l'Atlantique).

Le député-shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du député-shérif,
Rimouski, 29 janvier 1968. 23066-o

northeast, twenty-four feet (24′) on the southeast, one hundred and twenty feet and eight tenths of a foot (120.8′) on the southwest, with buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Matane registry office, county of Matane, on the SIXTH day of MARCH, 1968, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, January 29, 1968. 23066

SAINT—HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 18134. ARTHUR LAROSE, demandeur, rentier, domicilié et résidant à St-Césaire, comté de Rouville, *vs* GERMAIN ST-PIERRE, résidant à St-Pie, défendeur.

Une ferme située en la paroisse de St-Pie de Bagot, district de St-Hyacinthe, en le rang de la Presqu'ile, connue et désignée comme étant les lots numéros huit cent quatre-vingt-cinq (885) huit cent quatre-vingt-six (886) huit cent quatre-vingt-sept (887) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Pie de Bagot, avec toutes les constructions dessus érigées;

Pour être vendue au Bureau d'enregistrement, division de Bagot, à St-Liboire, le ONZIÈME jour de MARS, 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
ROMÉO FONTAINE.

Bureau du shérif,
le 24 janvier 1968. 23067-o

SAINT—HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 18134. ARTHUR LAROSE, annuitant, domiciled and residing at Saint-Césaire, county of Rouville, plaintiff, *vs* GERMAIN ST-PIERRE, residing at Saint-Pie, defendant.

A farm situated in the parish of Saint-Pie de Bagot, district of Saint-Hyacinthe, in the range of La Presqu'ile, known and designated as being lots number eight hundred and eighty-five (885), eight hundred and eighty-six (886), eight hundred and eighty-seven (887) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Pie de Bagot, with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Bagot division registry office, at Saint-Liboire, on the ELEVENTH day of MARCH, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

ROMÉO FONTAINE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
January 24, 1968. 23067

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Quebec

Cour Supérieure, Ville Marie, No 204. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* PAUL-AIMÉ LABBÉ, de Beardmore, Ontario, défendeur.

« Une ferme à Moffet, dans le comté de Témiscamingue étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante et un dans le troisième rang au plan et livre de renvoi officiels du canton Latulipe (No 51, Rg. 3, Latulipe) contenant cent cinq acres et trois dixièmes en superficie plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec maison et autres bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, et les servitudes qui peuvent l'affecter. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur au Palais de Justice à Ville Marie, le SIXIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL HALLÉ.

Bureau du shérif,
Ville-Marie, le 22 janvier 1968. 23068-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Temiscamingue
Province of Québec

Superior Court, Ville Marie, No. 204. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* PAUL-AIMÉ LABBÉ, of Beardmore, Ontario, defendant.

"A farm in Moffet, in the county of Témiscamingue, being the lot of land known and designated under number fifty-one in the third range on the official plan and book of reference for the township of Latulipe, (No. 51, Rg. 3, Latulipe) containing one hundred and five acres and three tenths of a foot in superficial area, more or less.

As the whole now subsists, with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the servitudes that may be related thereto."

To be sold at the Registrar's Office, at the Court House in Ville Marie, the SIXTH day of the month of MARCH 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL HALLÉ,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville-Marie, January 22, 1968. 23068

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 32221. FRANÇOIS BOISVERT, financier, résidant et domicilié dans les cité et district de Montréal, demandeur, *vs* LA CIE DE GESTION ST-MAURICE INC., un corps politique et incorporé ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, défenderesse.

« 1. Un emplacement situé au coin des rues Badeaux et St-Antoine, en la cité des Trois-Rivières, contenant soixante-deux pieds de largeur sur ladite rue Badeaux par cent quarante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel de ladite cité des Trois-Rivières comme étant composé:

a) du lot numéro six cent cinquante-trois (653)

b) de la partie nord-est du lot numéro six cent cinquante-quatre (P. 654), et

c) de partie du lot numéro six cent quarante-neuf (P. 649) moins la partie desdits lots 653 et 654 distraite pour l'élargissement de ladite rue rue Badeaux, et renfermé dans les bornes suivantes: au front, au sud-est à ladite rue Badeaux, telle qu'elle existe actuellement, en profondeur, au nord-ouest, à une partie dudit lot No 649 appartenant à J. L. Durand ou représentants, du côté sud-ouest à la rue St-Antoine, telle qu'elle a été établie, et du côté nord-est par le lot No 652 appartenant à Irenée Bergeron, étant l'immeuble ci-après décrit, et par la partie dudit lot No 649 appartenant à A. J. B. Robert et J. L. Durand; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et comprenant entre autre l'Hôtel St-Maurice, autrefois, connu sous le nom de « Hôtel Commercial », magasins, etc., sujet à la mitoyenneté de mur accordée audit A. J. B. Robert et pour l'utilité de sondit immeuble;

2. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Badeaux, voisin et contigu à celui ci-dessus décrit, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent cinquante-deux (652) dudit cadastre officiel de la corporation de la cité des Trois-Rivières, pour l'élargissement de ladite rue Badeaux, suivant titres enregistrés, comme aussi avec et sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, s'y rapportant; avec la maison dessus construite, actuellement incorporée audit Hôtel St-Maurice, et autres bâtisses, circonstances et dépendances;

3. Le droit de mitoyenneté dans le mur érigé dans et sur la lisière de terrain indiquée en couleur et comprises entre les lettres « A », « L », « K », « D », sur un plan de M. Benjamin Bourgeois, I. C. et A. G., en date du quinze février mil neuf cent vingt-six, avec en plus le droit de mitoyenneté dans la lisière de terrain dans et sur laquelle ledit mur est construit, laquelle lisière de terrain est une partie dudit lot No six cent cinquante-deux (P. 652) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, et tel que plus amplement décrit à un acte de vente passé devant Me Robert Poirier, notaire, aux Trois-Rivières, le vingt et un octobre mil neuf cent trente-huit (enregistré aux Trois-Rivières

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 32221. FRANÇOIS BOISVERT, financier, residing and domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LA CIE DE GESTION ST-MAURICE INC., body politic and corporate having its head office and its principal business place in the district and city of Trois-Rivières, defendant.

"1. An emplacement situated at the corner of Badeaux and St-Antoine Streets, in the city of Trois-Rivières, containing sixty-two feet in width on the said Badeaux Street by one hundred and forty-two feet in depth, English measure, and more or less, known and designated on the official cadastre of the said city of Trois-Rivières as being composed:

(*a*) of lot number six hundred and fifty-three (653)

(*b*) of the north-east part of lot number six hundred and fifty-four (P. 654), and

(*c*) of part of lot number six hundred and forty-nine (P. 649) less the part of said lots 653 and 654 withdrawn for the enlargement of the said Badeaux Street, and enclosed in the following boundaries: in front, on the south-east by the said Badeaux Street, such as it exists presently, in depth, on the north-west, by a part of said lot No. 649 belonging to J. L. Durand or representatives, on the south-west side by St-Antoine Street, as it was established, and on the north-east side by lot No. 652 belonging to Irenée Bergeron, being the immovable hereafter described, and by the part of said lot No. 649 belonging to A. J. B. Robert and J. L. Durand; with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies and including among others Hôtel St-Maurice, formerly known under the name of "Hôtel Commercial", stores, etc., subject to the dividing wall granted to the said A. J. B. Robert and for the use of his said immovable;

2. An emplacement situated on the north-west side of Badeaux Street, neighbouring and adjacent to the one already described, known and designated as being lot number six hundred and fifty-two (652) of the said official cadastre of the corporation of the city of Trois-Rivières, for the enlargement of the said Badeaux Street, according to registered deeds, also with and subject to servitudes, active and passive, apparent or occult, relating thereto; with a house constructed thereon, presently incorporated at the said Hôtel St-Maurice, and other buildings, circumstances and dependencies;

3. The right to divide within the wall erected in and on the strip of land indicated in color and included between letters "A", "L", "K", "D", on a plan belonging to Mr. Benjamin Bourgeois, I. C. and A. G., dated the fifteenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-six, containing in addition the right to divide on the strip of land and on which the said wall is built, the said strip of land is a part of said lot No. six hundred and fifty-two (P. 652) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, and such as more fully described in a deed of sale passed before Me Robert Poirier, notary, at Trois-Rivières, on the twenty-first of October, one thousand nine hundred and

sous le numéro 122867) entre Hôtel Saint-Maurice Ltée, Dame Marie Flore Salvail et autres, lesdits immeubles compris entre les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, A, sur un plan préparé par Ernest L. Duplessis, le 18 janvier 1951 et dont une copie est demeurée annexée à un acte de vente consenti par O'Leary Mercure *et al* à Armand Plouffe et Edmour Hudon, devant J. Théo Legault, Jr., notaire à Montréal, le vingt-trois janvier mil neuf cent cinquante et un et enregistré à Trois-Rivières, sous le No 167,571 et dont il est fait mention ci-après, avec aussi leurs droits, prétentions et intérêts dans cette lisière de terre formant partie du susdit lot 649, comprise entre les lettres G, H, I, J, G, au plan ci-dessus mentionné. »

Pour être vendus au bureau du Shérif, palais de justice, à Trois-Rivières, JEUDI, le SEPTIÈME jour du mois de MARS 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif intérimaire,
YOLANDE CLOUTIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 31 janvier 1968.

23154-o

thirty-eight (registered at Trois-Rivières under number 122867) between Hôtel Saint-Maurice Ltée, Mrs. Marie Flore Salvail and others, the said immovables included between letters A, B, C, D, E, F, G, H, A, on a plan prepared by Ernest L. Duplessis, on January 18, 1951, and of which a copy has remained annexed to a deed of sale drawn up by O'Leary Mercure *et al* for Armand Plouffe and Edmour Hudon, before J. Théo Legault, Jr., notary at Montreal, on the twenty-third day January, one thousand nine hundred and fifty-one and registered at Trois-Rivières, under No. 167,571, which is mentioned hereafter, also with their rights, pretensions and interests on this strip of land forming part of the above-mentioned lot 649 included between letters G, H, I, J, G, on the plan hereabove mentioned.

To be sold at the Sheriff's Office, at the court house, at Trois-Rivières, on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of MARCH, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

YOLANDE CLOUTIER,
Interim-Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
January 31, 1968.

23154

INDEX No 5

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

50 — Impôt provincial sur le revenu (S.R.Q. 1964, chapitre 69) et certains bénéfices reçus par des employés 869
50 — Provincial Income Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 69) and certain benefits received by employees 869
122 — Alimentation au détail, Québec 870
122 — Food, Retail, Quebec 870
133 — Acier de Structure, province 868
133 — Structural Steel, Province 868
134 — Coiffeurs, Drummondville 867
134 — Hairdressers, Drummondville 867
136 — Construction, Laurentides 868
137 — Accessoires de mode, Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites 879
137 — Fashion Accessories, Island of Montreal and a 100-mile radius from its limits 879
138 — Employés de garage, Québec 882
138 — Garage Employees, Quebec 882
139 — Chapellerie pour dames et enfants, province 884
139 — Millinery (Women's and Children's), Province 884
140 — Boîte de carton, province 883
140 — Paper Box, Province 883
141 — Boîte de carton, Québec 887
141 — Paper Box, Quebec 887

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Ancienne-Lorette, ville-town (*Requête-Petition*) 895
Chevaliers de Colomb de Black Lake, Conseil 5167 896
Chevaliers de Colomb de Hull, Conseil 1693 896
Chevaliers de Colomb de Montcalm, Conseil 3074 896
Chevaliers de Colomb de Montréal, Conseil St-Louis No 5664 895
Chevaliers de Colomb de Roberval, Conseil 2442 896
Electricity and Gas Board (*Rates*) 898
Giffard, cité-city 897
Knights of Columbus of Black Lake, Council 5167 896
Knights of Columbus of Hull, Council 1693 896
Knights of Columbus of Montcalm, Council 3074 896
Knights of Columbus of Montreal, Council St-Louis No. 5664 895
Knights of Columbus of Roberval, Council 2442 896
Paroisse de Saint-Coeur de Marie de Clarke City et de Marie Immaculée de Sept-Iles (*Annexion*) 897
Paroisse de Sainte-Thérèse de Colombiers et de Saint-Luc de Forestville (*Annexion*) 896
Régie de l'électricité et du gaz (*Taux*) 898
Schwartz, Sam (*Requête-Petition*) 897
Totah, David Vivian (*Dem.-Appl.*) 895
Vleeschdraager, Albert (*Requête-Petition*) 897

Bills — ***Bills***

Introduction 898
Présentation 898

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'économie Hôpital Général de Verdun (*Nom-Name ch.*) 898
Caisse d'épargne et d'entraide économique de K.R.T. (*Nom-Name et-and terr. ch.*) 899
Caisse d'épargne et d'entraide économique de Québec (*Formation*) 899
Caisse d'épargne et d'entraide économique des Bois-Francs (*Formation*) 899
Caisse populaire de St-Gilles de Laval (La) (*Nom-Name ch.*) 898
Caisse populaire de Notre-Dame de Grâce, Québec (La) (*Ext. terr.*) 899

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Jobst Institute, Inc. 900
National Bowling & Billiards Ltd 900

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Anco Construction inc. 902
Ashway Enterprises Inc. 900
Bond Shirt Co. Ltd. 903
Bercal Construction inc. 903
Brasserie Kingsbeer Incorporée (La) 901
Calco Construction inc. 903
Canlan Investment Corp 900
Classic Homes Inc. 901
Club de Hockey Baie Comeau inc. 901
Comité d'Organisation de la Conférence Internationale de la Famille, inc. 903
Cumberland Luncheonette Inc. 904
D.G.S. Builders Inc. 904
Delman Investment Corp 901
Edly Investments Inc. 904
Greendale Marina Club Inc. 904
Gaetano's Barber Shop Inc. 905
Grossfried Realty and Investment Corporation 901
Kandy-Wagon Inc. 900
Kingsbeer Brewery Limited 902
Kissiloff & Wimmershoff (Quebec) Ltd. 901
La-Val-Bec Inc 902
Moore Chevrolet Oldsmobile ltée 903
St-Georges Construction ltée 904
Sterothall (J.) Textiles Inc 902
Stevens Construction Limited 902
Téléphone de Stoke (1963) inc. (Le) 903
Téléphone Rural St-Jean Lalande (Le) 905
Tripedium Inc. 902
Vista Sales Promotions Co. Ltd 904

Dissoutes — ***Dissolved***

Baribeau Etchemin inc. 905
Établissements Gingras inc 905
Garage Léonce Boivin ltée. 905
Hercules Tire Corp 905
Home Town Construction Ltd 905
Vêtements Monsieur inc. 906

Divers — ***Miscellaneous***

Association de Lawn-Tennis de la Province de Québec (L') (*Règl.*) 906
Bureau d'Administration en Assurance (Québec-ouest) ltée (*Dir.*) 906
Centralized Insurance Management (Western Quebec) Ltd. (*Dir.*) 906
Cie de Gestion Gisbec inc. (La) (*Dir.*) 906
Centre d'Accueil Saint-Sauveur (*Dir.*) 906
Club Sportif de Sherbrooke, inc. (*Dir.*) 906
E. M. Go-Lain ltée (*Dir.*) 906
Entreprises Fournelle inc. (*Dir.*) 907
Fondation Nationale des Bourses d'Études inc. (*Règl.-By-laws*) 907
Forand (J.-Gaston) inc. (*Dir.*) 907
Foyer de St-Donat inc. (*Dir.*) 907
Gravel et Fils Investments Corporation (*Dir.*) 907
Institut Marguerite Bourgeoys (*Règl.-By-law*) 907
Loisirs de la Paroisse de l'Immaculée Conception de Montréal (Les) (*Règl.-By-law*) 907
Nanwah Restaurant Inc. (*Dir.*) 908
Place Duberger inc. (*Dir.*) 909
Placements Duco inc. (Les) (*Dir.*) 907
Province of Quebec Lawn Tennis Association (*By-laws*) 906
Real Estate Developments (Bahamas) Limited (*Agent*) 908
St-Sauveur Reception Center (*Dir.*) 906
Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc. (*Règl.-By-laws*) 908
Société des Gardes-malades du Québec, inc. (La) (*Règl.*) 908
Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc. (The) (*By-laws*) 908
Terguay inc. (*Dir.*) 908
Zenith Enterprises Company Ltd. (*Dir.*) 908

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Abjos Holidays Corp. 818
Arbo Service Inc. 818
Appareillages électriques M.A.S. ltée (Les) 836
Archambault (J.) ltée 819
Ascension Investment Corporation 819
Association des Herboristes de la province de Québec (L') 819
Association des Locataires de Laval inc. 834
Auberge des Chutes Val-Jalbert inc. 820
Aviation Holdings Limited 820
Baby Bears Incorporated (The) 820
Banray Incorporated 821
Beaulieu Washing Service Inc. 844
Bel-Air plomberie et chauffage inc. 821
Bel-Air Plumbing and Heating Inc. 821
Besmargian Sportswear Inc. 822
Bijouterie Régal ltée 822
Bois-Franc Royal ltée (Le) 843
Bordeaux électrique inc. 822
Bordeleau (Arthur) inc. 823
C.M.R. Distributors Inc. 823
Carbonneau (Germain) et fils inc. 823
Chaldo Inc. 823
Châteauguay Hardware Inc 841
Chez Violette inc. 824
Club Optimiste de St-Bruno 824
Club social La Coulée inc. 824
Corporation du Centre d'Accueil de La Tuque inc. (La) 825
D.A.L. Investments Ltd. 825
Darnell Stamp and Coin Company Ltd 826
Della (V.P.) Foresta inc. 828
Desjardins (Jacques) inc 926

Lettres patentes (suite) — *Letters Patent* (continued)

Dextraze gaz propane inc. 826
Dionne (J.R.) inc. 827
Domaine des Acadiens, ltée 827
Dufresne Foundry Inc. 828
Entreprises Solveig inc. (Les) 827
Execaid Consultants Limited 827
Fonderie Dufresne inc. 828
Fortin (Benoit & Bertrand) ltée 821
Foyer Lac Etchemin 828
Fraternité Canadienne du Québec inc. (La) 829
Garage Auto-net (Rimouski) inc. 829
Garage L & M Auto Repair Inc. 830
Gardner (J.) Industries Ltd 830
Gauthier (Clovis) & fils inc. 830
Gélinas (Léonard) ltée 831
Gestion Laval ltée 831
Gorgendière inc. 831
Habitats Économiques ltée 832
Highmont Corporation Limited 832
Immeubles Le Platon inc. 832
Immeubles Shawinigan Sud inc. (Les) 832
Immo-Guide inc. 833
Imprimerie Des Forges (1967) inc. 833
Industries J. Gardner ltée (Les) 830
International Pee-Wee Baseball Tournament Incorporated 845
Interpel Inc. 833
Jobin-GMC-inc 834
Labrador équipement ltée 834
Laval Tenants Association Inc. 834
Lavergne & fils inc. 835
Lepage équipement ltée 835
Lil-Nor Enterprises Ltd. 835
Loisirs d'Aguanish inc. (Les) 836
M.A.S. Electrical Apparatus Ltd 836
M.F. Texture Inc. 836
Marché Tardy inc. 837
Mines Narco limitée (Les) 838
Mino Import Inc. 837
Morneau (Jean) inc. 837
Nadeau (J.L.) automobile limitée 838
Narco Mines Limited 838
Palma Haute Coiffure inc. 838
Pan-O-Glaze Services Inc. 839
Placements Jyly inc. (Les) 839
Poliquin Service de pneus inc. 839
Pouliot (J. Laurent) auto inc. 840
Power Transmission Ltd. 840
Produits Forgés du Québec ltée (Les) 840
Quebec Forged Products Ltd 840
Quebec Leather Gloves Manufacturers Association Inc. 841
Quincaillerie Châteauguay inc. 841
R. O. Administration inc. 841
Régal Jewellery Ltd 822
Robitaille (J. H.) inc. 842
Ropet Canada Ltd. 842
Royal Auto Body & Radiator Co. Inc. 842
Royal Hardwood Ltd. 843
St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited 843
Ser Vet Tek inc. 843
Service de lavage Beaulieu inc. 844
Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc. 844
Société de Gestion J.A.B. ltée 844
Souliers Cendrillon inc. (Les) 845
Tonka construction inc. 845
Tournoi International de Baseball Pee-Wee incorporée 845
Yeshiva Gedolah the School of Higher Learning of Montreal 846
7 Jours du Cinéma de Hull (Les) 846

Lettres patentes supplémentaires — *Supplementary Letters Patent*

Allied Metals Corporation 847
Beattie & Son, Inc. 847
Block Metals Limited 847
Canada Spring Company 847
Centre Capillaire Pierre inc. 850
Club I.P.M. inc. 847
Club Social de Sherbrooke inc. (Le) 848
Conserves Ste-Anne ltée 848
Cote des Neiges Medical Centre Inc. 848
Domac Investment Ltd 848
Dupré (Lionel) inc. 848
Elbe Investments & Trading Ltd. 849
Hamel inc. 849
Immeubles Colibri inc. (Les) 849
L.B. Récupération, ltée 849
Cross Uniform Corporation (La) 849
Lithorex inc. 849
Luber Textiles Ltd 850
Luc inc. 850
Marques Vac-O-Nut limitée (Les) 851
McCord Street Sites Limited 850
Naval Officers Club (Montreal) Inc. 850
Pierre Hair Experts Inc. 850
Produits d'Acier de Québec ltée 851
Quebec Steel Products Ltd. 851
Vac-O-Nut Brands Limited 851
Waddell (Arthur) inc. 851

Sièges sociaux — *Head Offices*

Ideal Petroleum (1959) Ltd. 909
Lemoyne Oil Co. Inc. 909
National Petroleum Inc. 909
St-Hubert Bar-B-Q ltée 909
Salaberry Cartage Ltd 909
Top Value Ltd. 909

DEMANDES à la Législature — *APPLICATIONS to Legislature*

Association des Acousticiens en prothèses auditives de la province de Québec. 912
Association des médecins de langue française du Canada (L') 913
Beloeil Golf Club Inc. 912
Club de Courses Salaberry 911
Club de Golf de Beloeil inc. 912
Collège de Hauterive 910
Commission des écoles catholiques de Montréal (La) 913
Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec (La) 911
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (La) 914
Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec (The) 914
Corporation of Professional Librarians of Quebec (The) 911
Courville, ville-town 913
Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur (Les) 911
Estate Georges Clément Moïse Coutu 914
Estate Henri Bernatchez 914
Estate Joseph L. Greenspon 913
Hôtel-Dieu de Québec 910
Institut des Filles Réparatrices du Divin-Coeur (L') 913
Institut Notre-Dame des Soeurs du Bon Conseil (L') 910
Laflèche, cité-city 915
Lauzon, cité-city 916
Montreal Catholic School Commission (The) 913
Père Oblats, Province du Rosaire 911

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*
(suite) *(continued)*

St. Mary's Memorial Hospital..... 910
Salaberry Raceways Club..... 911
Sherbrooke, cité-city..... 915
Société des Saints-Apôtres..... 912
Société des Soeurs des Saints-Apôtres (La)..... 914
Society of the Holy Apostles..... 912
Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie (La)..... 912
Society of the Sisters of the Holy Aspostles (The)..... 914
Succession Georges Clément Moïse Coutu..... 914
Succession Henri Bernatchez..... 914
Succession Joseph L. Greenspon..... 913

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notices*

Quebec Metal Products Co. Ltd..... 917
Syndicat coopératif Agricole d'Armagh Station..... 917

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Mercier, ville-town (*L.P.S.*)..... 916

Finances *Finance*

Assurances: *Insurance:*

Association des Courtiers d'Assurance de la Province de Québec (L')..... 918
Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec (*Nomination liquidateur*)..... 918
Guildhall Insurance Company Ltd. (*Permis annul.*)..... 918
Quebec Insurance Broker's Association of the Province of Quebec (The)..... 918

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Automobile, Roberval (*Prél.-Levy*)..... 890
Bois Ouvré, Québec (*Appr.*)..... 887
Chapellerie, dames et enfants, province (*Prél.*)..... 891
Coiffeurs, hommes, Montréal (*Prél.*)... 893
Glass, Quebec (*Levy*)..... 888
Hairdressers, Men, Montreal (*Levy*)..... 893
Millinery, Women's and Children's Headwear, Province, (*Levy*)..... 891
Verre, Québec (*Prél.*)..... 888
Wrought Wood, Quebec (*Appr.*)..... 887

Voirie *Roads*

Entretien de toutes discontinué..... 919
Maintenance of roads discontinued..... 919

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Présidents d'élection..... 931
Returning Officers..... 931

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Convocation de la Législature..... 919
Convocation of the Legislature..... 919

SOUMISSIONS *TENDERS*

Charny, ville-town..... 922
La Pocatière, ville-town..... 923
Lavaltrie, village..... 926
St-Jean-l'Évangéliste, par..... 927
Sainte-Julie, c.s.ps.c..... 920
Sept-Iles, cité-city..... 921
Vanier, c.s.-s.c..... 925

SYNDICAT *SYNDICATE*
Professionnel *Professional*

Syndicat national des employés du Braid incorporé, région de Stanstead (*Nom-Name ch.*)..... 930

VENTES *SALES*
Effets non réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Railway..... 930

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Arthabaska *Arthabaska*

Plourde Auto Parts Co. Ltd. *vs* Heirs-Héritiers J. Gérard Gagné..... 932
Sterling Finance Corporation *vs* Gagné. 931

Beauce *Beauce*

Gilbert *vs* Poulin..... 932

Chicoutimi *Chicoutimi*

Boivin *vs* H. Savard Equipment *et al*.... 933

Gaspé *Gaspé*

Union Canadienne, cie d'assurance (L') *vs* Dumaresq..... 933

Hull *Hull*

Interprovincial Building Credits Limited *vs* Cousin *et al*..... 934
Thurso Lumber ltée *vs* Taylor..... 934

Iberville *Iberville*

Priftis *vs* Heirs-Héritiers Thanas Kondilis..... 935

Montréal *Montreal*

Bank of Montreal (The) *vs* Gagnon.... 936
Banque de Montréal (La) *vs* Gagnon.... 936
Canada Trust Company (The) *vs* Catia Inc. *et al*..... 937
Canada Trust Company (The) *vs* Cossette..... 938
Morel (J. Arthur) *vs* Hôtel Central Chomedey (1964) inc. *et al*..... 937
Roth (Charles) Inc. *vs* Holmes (Thomas) *et al*..... 936

Québec *Quebec*

Commercial Credit Plan Ltd. *vs* Demers..... 938
Lemieux (E.-E.) inc. *vs* Duchesneau.... 940
Parent (Médéric) Limitée *vs* Gauvin.... 940
Quincaillerie Laberge inc. *vs* Lagacé.... 941
Tôle Gaufrée de Québec inc. *vs* Pageau. 941

Rimouski *Rimouski*

Laliberté *et al vs* Bernier..... 941

Saint-Hyacinthe ***Saint-Hyacinthe***
Larose *vs* St-Pierre 942

Témiscamingue ***Témiscamingue***
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Labbé 942
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Labbé 942

Trois-Rivières ***Trois-Rivières***
Boisvert *vs* La cie de gestion St-Maurice. 943

Taxes ***Taxes***
Champlain, comté-county (*Erratum*)... 930
Chicoutimi, comté-county (*Addenda*). 929
Dorion, ville-town 851
Fabreville, c.s.-s.c. 858
Kamouraska, comté-county 859
Lac Des Deux-Montagnes, c.s. prot. ... 852
Lake of Two Mountains, Prot. s.c. 852
Les Écores, c.s.p.-p.s.c. 859
Maniwaki, ville-town 855
Portneuf, comté-county (*Erratum*) 930
Rouville, comté-county (*Erratum*) 928
Saguenay, comté-county 863
Stanstead, comté-county (*Erratum*) 929
Verchères, comté-county 865
Wolfe, comté-county (*Erratum*) 929

MAINTENANT EN VENTE

STATUTS DU QUÉBEC 1966/67

(15-16 Elizabeth II, 1966/67). Bilingue.

Un volume de 964 p., relié toile

$13.60

Toute commande est payable d'avance. Les versements se font par mandat-poste ou chèque à l'ordre du ministre des Finances du Québec, adressés à :

L'Imprimeur de la reine,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

NOW ON SALE

1966/67 STATUTES OF QUEBEC

(15-16 Elizabeth II, 1966/67). Bilingual.

One volume 964 p. cloth bound

$13.60

Prepayment is required with each order. Money orders or cheques should be made payable to the Minister of Finance, Quebec, and sent to :

The Queen's Printer,
Parliament Buildings,
Quebec.